

LES JUSTICES SEIGNEURIALES DU BAILLIAGE DE PONTOISE A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 30 Mai 1942, à 14 h. 30

PAR

Jacques-Henri BATAILLON



Jury :

Président : M. REGNAULT, Professeur.

Suffragants { M. GIFFARD, Professeur.
M. Félix OLIVIER-MARTIN, Professeur.



LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)
22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1942

Nom du candidat : **BATAILLON**

Prénom : **Jacques-Henri** _____

Date de la Soutenance : **30 Mai 1942.**

Numéro d'ordre : _____

1

**BATAILLON,
Jacques-Henri.**

Les justices seigneuriales
du Bailliage de Pontoise
à la fin de l'Ancien Régime.

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942

in-8°, 202 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

2

**BATAILLON,
Jacques-Henri.**

Les justices seigneuriales
du Bailliage de Pontoise
à la fin de l'Ancien Régime.

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942

in-8°, 202 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

3

**BATAILLON,
Jacques-Henri.**

Les justices seigneuriales
du Bailliage de Pontoise
à la fin de l'Ancien Régime.

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942

in-8°, 202 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

4

**BATAILLON,
Jacques-Henri.**

Les justices seigneuriales
du Bailliage de Pontoise
à la fin de l'Ancien Régime.

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942

in-8°, 202 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

Nom du candidat : BATAILLON

Prénom : Jacques-Henri

Date de la soutenance : 30 Mai 1942.

Numéro d'ordre :

1

BATAILLON,
Jacques-Henri.

Les justes seigneuriales
du Bailliage de Pontoise
à la fin de l'Ancien Régime.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942
in-8°, 202 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N° .)

2

BATAILLON,
Jacques-Henri.

Les justes seigneuriales
du Bailliage de Pontoise
à la fin de l'Ancien Régime.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942
in-8°, 202 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N° .)

3

BATAILLON,
Jacques-Henri.

Les justes seigneuriales
du Bailliage de Pontoise
à la fin de l'Ancien Régime.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942
in-8°, 202 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N° .)

4

BATAILLON,
Jacques-Henri.

Les justes seigneuriales
du Bailliage de Pontoise
à la fin de l'Ancien Régime.
Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942
in-8°, 202 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N° .)





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553007_0019

**LES JUSTICES SEIGNEURIALES
DU BAILLIAGE DE PONTOISE
à la fin de l'Ancien Régime**

LES JUSTICES SEIGNEURIALES DU BAILLIAGE DE PONTOISE A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 30 Mai 1942, à 14 h. 30

PAR

Jacques-Henri BATAILLON

Jury :

Président : M. REGNAULT, Professeur.

Suffragants { M. GIFFARD, Professeur.
M. Félix OLIVIER-MARTIN, Professeur.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



ABRÉVIATIONS

A. C.	Ancienne coutume de Senlis.
A. S. O.	Archives de Seine-et-Oise.
B. N. Ms. Fr. ..	Bibliothèque nationale. Manuscrit français.
J. A.	Journal des Audiences.
M. S. M. P. V. ..	Mémoires de la Société historique de Pontoise et du Vexin.
N. C.	Nouvelle coutume de Senlis.
P. J.	Pièces justificatives.
Rt l'Isle-Adam, Marines, Osny	Règlement de police de l'Isle-Adam, Marines, Osny.

PRÉFACE

De toutes les institutions de la féodalité, il n'en est peut-être pas qui semble plus étrangère à des esprits modernes que la justice seigneuriale. Le droit de glaive nous semble si inhérent au pouvoir de l'Etat que nous avons peine à concevoir son exercice laissé à des particuliers. Il existe bien, à vrai dire, dans toutes les sociétés primitives une justice privée exercée à l'intérieur de la famille par le père et manifestée à l'extérieur par la vengeance. Mais alors il n'existe pas encore à proprement parler, d'Etat. Mais que, dans une monarchie administrative et centralisée où des générations de juristes et de légistes ont élaboré une conception de l'Etat qui reconnaît au pouvoir central les prérogatives des plus absolues, que dans une telle monarchie, la plus grande partie du territoire échappe en premier ressort aux juridictions de l'Etat, voilà ce qui semble, tout d'abord, paradoxal et contradictoire et qui pourtant a duré jusqu'à la fin de cette monarchie.

Le temps n'est pas encore venu que l'on puisse se livrer à une étude d'ensemble sur les justices seigneuriales; d'une part, la question des origines, déjà débattue passionnément au temps de Montesquieu, reste toujours discutée; d'autre part, la plupart des régions n'ont encore fait l'objet d'aucun travail, notamment pour l'Est et le Midi. C'est donc une simple étude régionale, qui peut-être pourra apporter plus tard quelques éléments à l'ouvrage d'ensemble encore à naître, que j'ai essayé de faire dans cette thèse. Je me suis donc volontairement cantonné dans l'étude des faits, ne faisant appel aux théories que pour les éclairer et les ordonner. Je pense que la comparaison des résultats de cette enquête avec ceux des précédentes aboutira à la

conclusion qu'en cette matière, peu nombreux sont les points que l'on pourrait généraliser sans danger d'erreur pour l'ensemble du territoire et que tel abus qui avait lieu à Pontoise n'existait pas à Vitré ou dans le Vermandois.

Il me reste à remercier tous ceux qui m'ont guidé dans ma tâche et sans qui cette étude n'aurait jamais pu voir le jour, et en premier lieu M. le Professeur Regnault, qui a bien voulu accepter de présider cette thèse et de qui les conseils ne m'ont jamais fait défaut.

Je tiens également à exprimer ici ma gratitude à M. André Lesort, qui, connaissant admirablement tout ce qui intéresse le Vexin, m'a donné les indications indispensables concernant les fonds d'archives et la bibliographie locale, ainsi qu'à M. Henri Lemoine et à M. André Martin, qui ont grandement facilité mes recherches aux archives de Seine-et-Oise et à la Bibliothèque Nationale.

INTRODUCTION

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

- I. — SOURCES MANUSCRITES.
- II. — SOURCES IMPRIMÉES.
- III. — OUVRAGES POSTÉRIEURS A 1790.
- IV. — LISTE DES OUVRAGES CITÉS.

I. — SOURCES MANUSCRITES

Le bailliage secondaire de Pontoise s'étendait sur un territoire dont la majeure partie a été attribuée au département de Seine-et-Oise, alors que quelques paroisses étaient englobées dans celui de l'Oise. Les Archives de Seine-et-Oise comprennent donc la plus grosse partie des pièces provenant des justices du bailliage. Dans la partie attribuée à l'Oise ne se trouvaient que quatre justices présentant quelque importance : Hénonville, à qui était unie Berville, Amblainville, réunie avec Sandricourt, Nourard-le-Franc et la Villeneuve-le-Roy. Les autres sièges, tels Landrimont, étaient des justices de hameau. Il n'a pas semblé nécessaire de dépouiller les liasses de ces justices à qui. d'après les archives du bailliage royal on peut étendre, sans crainte d'erreur grave, les résultats acquis par l'étude des pièces conservées aux Archives de Seine-et-Oise.

Les séries intéressant les justices seigneuriales sont avant tout la série B, non encore inventoriée, où se trouvent les pièces provenant des greffes et les séries E et A qui renferment les titres de propriété : ventes, aveux et dénombrement, hommages, dans lesquels l'on rencontre beaucoup de renseignements intéressants. Ces deux séries ont fait l'objet d'inventaires. Quant à la série B, beaucoup de liasses n'ont encore fait l'objet d'aucun classement. C'est ainsi que dans le paquet de pièces de la petite justice de Montgeroult se

trouvaient des rôles de tailles et le cahier de doléances de 1789 (1). D'autre part, il n'a pu être trouvé trace ailleurs que dans les dossiers du bailliage royal, des justices de Commeny et du Perchay; il est vraisemblable que registres et pièces du greffe ont disparu à la Révolution.

Les liasses des différentes justices comprennent des registres et des minutes. Les registres sont ceux des audiences généralement divisées en ordinaires et extraordinaires, et accessoirement des registres de rapports, de dépôts, d'actes de voyage, d'insinuation, d'écrou, voire de déclarations de grossesse. Quant aux minutes, elles comprennent les pièces des procès civils ayant donné lieu à des sentences sur production, les pièces des instructions criminelles, les actes de juridiction gracieuse, très nombreux : tutelles, émancipations, inventaires, etc..., les règlements de police, les alignements, les pièces, assez nombreuses dans certains sièges comme l'Isle-Adam, qui provenaient de la gruerie : adjudications et recollements de coupe de bois, rapports de garde, etc. Une grande partie de ces pièces ne présente que peu d'intérêt, tout au moins quant au sujet de cette thèse; les inventaires, très nombreux et très complets, pourraient, semble-t-il, être utilisés pour une étude de la condition paysanne et de l'évolution des propriétés et des familles.

Aucun dossier de justice ne comporte de pièces antérieures au dix-septième siècle; la plupart ne conservent que quelques épaves avant le deuxième tiers du dix-huitième siècle. Seules les justices de l'Isle-Adam, Cergy et Cormeilles-en-Vexin, auxquelles il faudrait sans doute joindre Marines, dont les pièces sont dans un désordre complet, présentent des liasses à peu près complètes depuis respectivement 1613, 1633 et 1642. Quelques pièces beaucoup plus anciennes peuvent se retrouver dans les cartons des séries A et E.

Certains petits sièges n'ont pas laissé suffisamment de pièces pour permettre de constituer un dossier spécial. Ce sont :

Hodan et Messelan, joints à Frouville.

Moussy, joint à Montgeroult.

Héréville, Margicourt, Menouville et Saint-Lubin, joints à Balincourt.

Montsoul-Pied-de-Fer et Montsoul-Gournay, joints à Baillet.

(1) Mallet, qui a publié les Cahiers des doléances du baillage, l'avait recherché en vain.

Les rares pièces de Neuilly-en-Vexin se trouvent parmi celles de Marines.

Enfin, certaines justices ont leurs archives dispersées :

Maubuisson est partagé en une liasse Maubuisson et une liasse Bessancourt, Frépillon, Sognolles et Maubuisson.

Jouy-le-Comte se trouve à la fois au dossier Jouy-le-Comte et parmi les pièces de l'Isle-Adam.

Stors se trouve également à la fois à Stors et à l'Isle-Adam.

Les archives des sièges royaux de Pontoise donnent un grand nombre de renseignements intéressants.

Citons spécialement pour le bailliage :

— Deux liasses de registres d'Enregistrement des provisions d'offices.

— Une liasse de mercuriales contenant les procès-verbaux des assises annuelles de la Chatellenie. Les mercuriales postérieures à 1782 se trouvent dans les liasses par années de Mercuriales, tutelles et enquêtes.

— Les registres d'appel.

— Les liasses du criminel.

Enfin, quelques sondages ont été faits dans les cartons de justices voisines du bailliage et permettent de penser que la plupart des conclusions valables pour le bailliage pourraient leur être étendues. Les plus intéressants de ces dossiers sont ceux des justices qui ont été unies à des sièges dépendant de Pontoise. Tels sont notamment : Baillet, Champagne, Nerville, Nointel et Villiers-Adam, dont les justices ont été réunies à l'Isle-Adam; Bessancourt et Frépillon, unis de fait à Maubuisson, Conflans-Sainte-Honorine et Neuville-sur-Oise, qui étaient en rapports d'interdépendance avec Eragny.

Dans les séries A et E, les pièces les plus intéressantes proviennent des fonds des familles :

Hardoin pour Nesles et Balincourt.

Nompar de Caumont-la-Force pour Vauréal.

De Lévis pour Ennery, Livilliers et Vallangoujard.

De Maupeou pour Ableige et Montgeroult.

Les pièces concernant l'Isle-Adam se trouvent pour la plupart dans le fonds de Monsieur. Comte de Provence (Série A).

Enfin il faut citer, parmi les sources manuscrites, le manuscrit français catalogué à la Bibliothèque Nationale sous le numéro 2423 du fonds Joly de Fleury, qui contient la correspondance du Procureur Général avec les procureurs du Roi dans les bailliages royaux et notamment une importante lettre de Joly de Fleury à Pihan de la Forest, Procureur du Roi au bailliage royal de Pontoise.

II. — SOURCES IMPRIMÉES

Les sources imprimées peuvent se diviser en trois catégories : les textes à caractère légal : coutume et décisions royales, les recueils d'arrêts, la doctrine.

La coutume de Senlis a fait l'objet d'un certain nombre d'éditions dont deux méritent une mention particulière. Celle de Saint-Leu est accompagnée d'un commentaire très développé et fort intéressant. Celle de Paul-François Pihan de la Forest, de moindre valeur, présente cependant un double intérêt : d'une part, elle donne le texte des premières rédactions; d'autre part, l'auteur était Procureur du Roi auprès du Bailliage royal de Pontoise et, comme tel, chargé de surveiller les justices subalternes du ressort; son père, Pierre Pihan de la Forest avait été, en plus de subdélégué à Pontoise de l'intendant de Paris, juge dans une vingtaine de sièges seigneuriaux.

Pour les ordonnances et les édits, les principaux recueils consultés ont été celui de Néron et Girard et celui d'Isambert.

Les arrêts du Parlement ont été pris principalement dans Papon, Filleau et le Journal des Audiences. Les cahiers de 1789 ont été édités par Mallet.

Parmi les auteurs qui ont traité des justices seigneuriales, deux ont une importance primordiale, Jean Bacquet et Charles Loyseau, que les jurisconsultes postérieurs se contentent bien souvent de citer. Bacquet étudie surtout le côté juridique des problèmes; Loyseau, sans négliger cet aspect des questions, s'attache aussi aux solutions pratiques; il a de plus écrit un « Discours sur les abus des justices de village » qui mérite que l'on s'y arrête un moment.

Dans ce bref ouvrage, Loyseau dresse, souvent avec verve, parfois avec une indignation un peu emphatique, toujours avec vigueur, un tableau très sombre des justices seigneuriales. Il nous y montre des officiers ivrognes et illettrés, moins magistrats que domestiques du seigneur, vendant la justice sous un arbre ou dans une taverne à des paysans rendus processifs pour leur ruine par la proximité de l'auditoire seigneurial. C'est sous cet aspect peu flatteur que, grâce à Loyseau, la justice seigneuriale a souvent par la suite été considérée.

Parmi les autres auteurs, Jacquet, détaillé et souvent original, Hervé et Henriquez sont les plus intéressants. Citons enfin Edme de la Poix de Fréminville qui fut, à la fin du

dix-huitième siècle, bailli seigneurial de Lapallisse et qui donne dans ses ouvrages beaucoup de détails pratiques que l'on chercherait en vain ailleurs.

III. — OUVRAGES POSTÉRIEURS A 1790

Il n'existe pas encore d'ouvrage d'ensemble sur les justices seigneuriales et peu d'études de détail leur ont été consacrées. Il faut sans doute en chercher la raison dans l'absence ordinaire d'archives anciennes qui empêche d'étudier dans les faits, les périodes les plus intéressantes de l'histoire des justices, celle de leur origine et de leur développement et celle de la lutte des officiers royaux pour réduire l'activité des justices seigneuriales.

Deux séries d'ouvrages partiels ont été consacrés aux justices subalternes : les uns étudient dans l'ensemble du territoire un aspect de la question, les autres, dont fait partie la présente étude, sont consacrés à la justice seigneuriale sous tous ses aspects dans une région déterminée.

A la première sorte appartiennent les deux thèses de MM. Perrot et Riollot, respectivement consacrées à la théorie des cas royaux et à la prévention.

L'autre catégorie comprend, outre l'ouvrage, vieilli, de Tanon sur les justices des églises de Paris, trois ouvrages conçus chacun de façon assez différente.

Le plus ancien est consacré au Vermandois. Son auteur Combiér, a surtout vu le côté anecdotique de la question, et, guidé par le souvenir de Loyseau, a souvent conclu d'une façon contraire à celle que l'on aurait pu attendre des faits qu'il exposait.

Le second (et le plus remarquable) est la thèse de M. Giffard sur les justices seigneuriales de Bretagne, dont l'intérêt déborde le cadre local et qui restera le modèle du genre. L'auteur s'est surtout occupé de l'aspect général de la question et s'est beaucoup servi des pièces du Parlement de Bretagne et des rapports des intendants.

L'auteur le plus récent qui se soit occupé des justices seigneuriales, M. Lemercier, a étudié les justices de Paris et de sa banlieue immédiate. Il s'est principalement servi des archives propres des justices, son objet ayant surtout été de voir comment fonctionnaient les justices. C'est d'un point de vue analogue que cette étude se placera.

En dehors des ouvrages traitant des justices seigneuriales, des renseignements précieux ont été pris dans certaines

monographies locales. Les plus intéressantes sont celles de Depoin, sur Pontoise, Maubuisson et Méry-sur-Oise, celles de l'abbé Loisel, sur Boissy-l'Aillerie et Montgeroult et celles de Mатаigne sur Auvers-sur-Oise. Les mémoires de la Société Historique de Pontoise et du Vexin contiennent d'intéressants articles.

IV. — LISTE DES OUVRAGES CITÉS

- ACHARD. — *Une ancienne justice seigneuriale en Auvergne. Sugères et ses habitants.* 1 vol. in-8°, Clermont-Ferrand. 1928.
- ANDRÉ. — *Chronologie historique des différans propriétaires des domaines de l'Isle-Adam, Beaumont, Chambly, Auvers, etc., etc.* 1 vol. in-4°, Paris, 1809.
- BACQUET. — *Œuvres de Jean Bacquet...* 1 vol. in-f°, Paris, 1608. Contient : *Traicté des droits de justice.*
- BARDET. — *Recueil d'arrêt du Parlement de Paris.* Nlle édition, 2 tomes en 1 volume in-f°, Avignon, 1773.
- BERQUIN. — *Bibliothèque des villages,* 2 vol. in-18°, Lyon et Paris. 1829.
- BONNEJOY (Docteur). — *Chars.* Paris. 1 vol. in-8°, 1873.
- BOUCHER D'ARGIS. — *Code rural.* 3 vol. in-16°, Paris, 1774.
- BOURDOT DE RICHEBOURG. — *Nouveau coutumier général.* 4 vol. in-f°, Paris, 1724.
- BOUTARIC. — *Actes du Parlement de Paris.* 2 vol. in-4°, Paris, 1863.
- BRETTE. — *Atlas des bailliages ou juridictions assimilées ayant formé unité électorale en 1789.* 1 vol. in-f°, Paris, 1904.
- CHAMPIONNIÈRE. — *De la propriété des eaux courantes, du droit des riverains et de la valeur actuelle des concessions féodales...* 1 vol. in-8°, Paris, 1846.
- CHORIER. — *La jurisprudence du célèbre conseiller et jurisconsulte Guy Pape dans ses décisions.* 1 vol. in-4°. Lyon, 1692.
- COMBIER. — *Les justices seigneuriales du bailliage de Vermandois sous l'ancien régime.* 1 vol. in-8°. Paris. 1897.
- COUARD. — *Les bailliages royaux en 1789. Villes, bourgs, paroisses et annexes dont les territoires ont formé*

- en 1790 le département de Seine-et-Oise. 1 vol. in-f°, Versailles, 1901.
- Coustumes (les) générales des bailliages de Senlis, comté de Clermont-en-Beauvaisis et duché de Vallois avec les procès-verbaux sur chaque coustume. Ensemble les annotations de M^e Charles du Moulin.* 1 vol. in-16°. Paris, 1624 (Cité : *Coustumes*).
- DENISART. — *Collection de décisions nouvelles.* 4 vol. in-4°, Paris, 1771.
- DENISE. — *Nouvelles études historiques anecdotiques et archéologiques sur la ville de l'Isle-Adam.* 1 vol. in-12°, Méry, 1907.
- DEPOIN. — *Le livre de raison de l'abbaye de Saint-Martin de Pontoise.* 1 vol. in-8°, Pontoise. 1900.
- DESJARDINS. — *Le Beauvaisis, le Valois, le Vexin Français, le Noyonnais en 1789.* 1 vol. in-8°, 1889.
- Dictionnaire des paroisses du ressort du Parlement de Paris.* 1 vol. in-4°, Paris. 1776.
- DOUBLET. — *Histoire de l'Abbaye de Saint-Denis en France.* 1 vol. in-4°. Paris, 1625.
- DUTILLEUX et DEPOIN. — *L'abbaye de Maubuisson (Notre-Dame la Royale). Histoire et Cartulaire.* 4 vol. in-4°, Pontoise, 1882-1890.
- DUVERGIER. — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, et avis du Conseil d'Etat.* 78 vol. in-8°, Paris.
- DESPEISSES. — *Œuvres de M^e Antoine d'Espeisses... Nouvelle édition revue et corrigée et très considérablement augmentée par M. Guy du Rousseau de la Combe.* 1 vol. in-f°, Lyon, 1750.
- FERRIÈRE. — *Dictionnaire de droit et de pratique.* 2 vol. in-4°, Paris, 1769.
- FILLEAU. — *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables.* 2 vol. in-f°. Paris, 1630.
- FLAMMERMONT — *Le chancelier Maupeou et les Parlements.* 1 vol. in-4°. Paris, 1883.
- FLEURY. — *Droit public de la France.* 2 vol. in-12°, Paris, 1769.
- FONTANON. . . *Les édits et ordonnances des Rois de France depuis Louis le Gros jusqu'à Henri IV.* 4 vol. in-f°, Paris, 1611.

- FREMINVILLE (LA POIX DE). — *La pratique universelle pour la rénovation des Terriers et des droits seigneuriaux*. 5 vol. in-4°, Paris, 1769.
(Cité : *Pratique des Terriers*.)
- *Traité général du Gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitans des villes, bourgs, villages et paroisses*. 1 vol. in-4°, Paris, 1760. (Cité : *Communautés d'habitans*).
- *Les vrais principes des fiefs en forme de dictionnaire*, 2 vol. in-4°, Paris, 1769 (Cité : *Vrais principes*).
- GIFFARD. — *Les justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*. 1 vol. in-8° (Thèse), Paris, 1902.
- GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*. 17 vol. in-4°. Paris, 1784-1785.
- HENRIQUEZ. — *Code des seigneurs hauts justiciers et féodaux*. 1 vol. in-4°, Senlis et Paris, 1771.
- HENRYS. — *Œuvres de M^e Claude Henrys...*, éditées par M. B.-J. Bretonnier, Paris, 4 vol in-f°, 1772.
- HERVÉ. — *Théorie des matières féodales et censuelles*. 8 vol. in-16°, Paris, 1785.
- ISAMBERT (JARDON et DECROSY). — *Recueil général des anciennes lois françaises*. 29 vol. in-8°, Paris, 1820-1833.
- JACQUET. — *Traité des justices des seigneurs et des droits en dépendant*. 1 vol. in-4°. Lyon, 1764.
- Journal des principales audiences*. 7 vol. in-f°, Paris, 1771
(Cité : *Journal des audiences ou J. A.*).
- JOUSSE. — *Traité de l'Administration de la justice*. 2 vol. in-4°, Paris, 1771.
- KUSCINSKI. — *Les députés à l'Assemblée Législative de 1791*. 1 vol. in-8°. Paris, 1900.
- LABROUSSE. — *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*. 2 vol. in-8° (Thèse). Paris, 1934.
- LEBRET. — *Les œuvres de Messire C. Le Bret*. 1 vol. in-f°, Rouen et Paris, 1689.
- LEFEBVRE DE LA PLANCHE. — *Traité du Domaine*. 3 vol. in-4°, Paris, 1754.
- LEMERCIER. — *Les justices seigneuriales de la région parisienne, de 1680 à 1789*. 1 vol. in-8° (Thèse), Paris, 1933.

- LOISEL (abbé). — *Notice historique sur Montgeroult*. 1 vol. in-16°, Pontoise, 1873 (cité : *Montgeroult*).
- *Précis historique d'une commune de Seine-et-Oise ou Boissy-l'Aillerie depuis son origine jusqu'à nos jours*. 1 vol. in-8°, Pontoise, 1886 (cité : *Boissy-l'Aillerie*).
- LOYSEAU. — *Les œuvres de Maître Charles Loyseau*. 1 vol. in-f°. Paris, 1678.
- Du droit des offices* (Cité : *Offices*).
- Traité des seigneuries* (Cité : *Seigneuries*).
- Discours sur les abus des justices de village* (Cité : *Abus*).
- MALLET. — *Les élections du bailliage secondaire de Pontoise en 1789*. 1 vol. in-4°, Paris.
- MATAIGNE. — *Auvers au dix-huitième siècle*. 1 vol. in-16°, Pontoise.
- *Histoire de la commune d'Auvers-sur-Oise depuis les origines jusqu'à nos jours*. 1 vol. in-18°, Pontoise, 1901.
- MELLIER. — *Traité du droit de voierie ou code de la voierie*. 2 vol. in-16°, Paris, 1753.
- Mémorial alphabétique des matières des eaux et forêts, pêches et chasses...* 1 vol. in-4°, Paris, 1737.
- MONTESQUIEU. — *De l'esprit des lois*.
- NÉRON et GIRARD. — *Recueil d'édits et d'ordonnances royaux*. 2 vol. in-f°, Paris, 1728.
- PAPON. — *Recueil d'arrêts notables des cours souveraines de France*. 1 vol. in-4°. Paris, 1607.
- PERROT. — *Les cas royaux. Origine et développement de la théorie aux XIII^e et XIV^e siècles*. 1 vol. in-8° (Thèse), Paris, 1910.
- PIHAN DE LA FOREST. — *Esprit des coutumes du bailliage de Senlis*. 1 vol. in-12°, Paris. 1771 (Cité : *Esprit*).
- *Mémoire sur l'élection de Pontoise en 1787*, publié par J. Depoin dans l'Annuaire du département de Seine-et-Oise, 1876 (Cité : *Election*).
- PROYART DE BAILLESCOURT. — *La justice seigneuriale et la justice municipale en Cambrésis à l'époque féodale*. 1 vol. in-8° (Thèse), Paris, 1919.
- RIOLLOT. — *Le droit de prévention des juges royaux sur les juges seigneuriaux*. 1 vol. in-8° (Thèse), Paris, 1931.

ROBINET, ROBERT et LE CHAPLAIN. — *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution Française*, 2 vol. in-4°, Paris. 1899.

ROCQUAIN. — *Inventaire des archives de l'Hôtel-Dieu de Pontoise*, 1 vol. in-4°, 1924.

DU ROUSSEAU DE LA COMBE. — *Recueil de jurisprudence civile en pays de droit écrit et coutumier*, 1 vol. in-4°. Paris, 1769 (Cité : *Jurisprudence civile*).

— *Traité des matières criminelles*. 1 vol. in-4°, Paris, 1788 (Cité : *Matières criminelles*).

SAINT-LEU. — *Coutumes du bailliage de Senlis et son ancien ressort*. 1 vol. in-4° Paris, 1703.

SEGUR-LAMOIGNON et DEPOIN. — *Histoire seigneuriale, civile et paroissiale de Méry*. Première partie (seule parue). La Seigneurie. 1 vol. in-4°. Pontoise. 1892.

PÉRIODIQUES :

Conférences des Sociétés Savantes de Seine-et-Oise.

Mémoires de la Société historique et Archéologique de Pontoise et du Vexin (Cité : *M. S. H. P. V.*).

Revue d'Histoire moderne et contemporaine.

(N. B. — Le nom de l'auteur est seul mis comme référence, sauf au cas où plusieurs ouvrages du même auteur ont été utilisés.)

CHAPITRE PREMIER

LE BAILLIAGE DE PONTOISE

1. Le bailliage de Pontoise, dépendance de celui de Senlis.
2. Tendance à l'autonomie. 3. La coutume de Senlis. 4. Limites. 5. Paroisses contestées. 6. Les juridictions royales.
7. Assises.

I. — Il faut, quand il s'agit d'une étude concernant le bailliage de Pontoise, bien préciser dès l'abord que, si cette circonscription judiciaire avait en fait une existence autonome et tendait à une indépendance complète, ce n'en était pas moins, en droit, une simple chatellenie du bailliage de Senlis. Ce n'était pas d'ailleurs la seule dépendance du bailliage principal, de qui relevaient aussi Compiègne, Creil, Beaumont-sur-Oise et Chambly-le-Haut-Berger; Chaumont-en-Vexin, encore bailliage secondaire au seizième siècle, était devenu, en 1789, bailliage principal (1).

II. — Mais, de plus en plus, le lien qui reliait Pontoise à Senlis s'amenuisait et tendait à disparaître: au dix-septième siècle, ce n'était plus guère qu'une question honorifique. Pour désigner l'ensemble du ressort le nom de Chatellenie avait fait place à celui de bailliage; le magistrat, primitivement lieutenant particulier du bailli de Senlis, avait usurpé le titre de lieutenant général. Les assises qu'aurait dû tenir le bailli de Senlis n'avaient plus lieu, les dernières dataient de 1682. En 1789, les délégués du bailliage de Pontoise, comme d'ailleurs ceux de Beaumont-

(1) Coutume de Senlis, NC. art. 5 à 12, 70 (Bourdote de Richebourg, t. II, p. 710 et 713; Coutumes, p. 3, 20; Saint-Leu, p. 6; Pihan de la Forest, Esprit, p. 50, 178, 219); Couard, p. 14; Brette, carte n° 5.

sur-Oise, protestèrent contre la convocation de tous les députés à Senlis et demandèrent, mais en vain, à ce que leur bailliage formât circonscription électorale (2).

III. — Cependant, un lien demeurait qui continuait d'unir Pontoise au bailliage principal : la coutume de Senlis dont la rédaction définitive datait de 1530, après deux premières en 1493 et 1506 (3).

Sans doute y avait-il quelques dispositions qui étaient modifiées dans la chatellenie de Pontoise, notamment en matière de succession et de relief (4), mais l'ensemble de la coutume s'appliquait néanmoins; le dernier commentateur en fut d'ailleurs un juriste de Pontoise, le substitut du procureur général, Paul-François Pihan de la Forest (5).

IV. — Les limites générales du bailliage, qui s'étendait sur une soixantaine de paroisses, ne sont pas très difficiles à tracer (6). Il se composait d'une partie principale autour de Pontoise et d'une enclave située à douze lieues du chef-lieu et formée par la paroisse de Nourard-le-Franc, près de St-Just-en-Chaussée. Cette enclave était contiguë, au sud, au bailliage de Clermont-en-Beauvaisis et, au nord, à celui de Montdidier.

(2) Couard, p. 14, 15; Pihan de la Forest, Esprit, p. 57; Saint-Leu, p. 36.

(3) Voir Introduction, III. En cas de silence de la coutume de Senlis, on appliquait celle de Paris (Pihan de la Forest, Election, p. 429).

(4) Art. N. C. 129, 130, 156, 199, 200, 214; 240, 241, 264, 265.

(5) Voir Introduction III.

(6) Pour ces limites, l'Atlas de Brette contient quelques erreurs de détail : il englobe dans le bailliage Maurecourt, qui n'en a jamais fait partie. Du côté de L'Isle Adam, il fait déborder l'enclave de Jouy le Comte sur la rive gauche de l'Oise. Enfin, Mours formait non une pointe, mais une enclave de la vicomté de Paris hors les murs. Les cartes à consulter sont le numéro 5 et, subsidiairement, les numéros 2, 3 et 20. Il faut aussi consulter Couard, Desjardins, le Dictionnaire des Paroisses, Mallet (Elections) et le procès-verbal des Coutumes (Bourdôt de Richebourg II, p. 733; Coutumes, p. 117 et 99; Saint-Leu, p. 430) et les documents d'archives notamment A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Mercuriales* 1691-1782 et *Enregistrement des provisions d'offices* 1738-1789.

L'on ne prétend pas ici à l'exactitude, mais seulement à un aperçu d'ensemble.

La portion principale, limitée à l'est et au sud par la prévôté et vicomté de Paris hors-les-murs, au sud-ouest par le bailliage de Meulan, à l'ouest par ceux de Magny-en-Vexin et Chaumont-en-Vexin, au nord par ceux de Beauvais et de Beaumont-sur-Oise, formait une sorte de rectangle dont les angles auraient été au nord-est la ville de L'Isle-Adam, au sud le village d'Eragny, au sud-ouest celui de Commeny et au nord la commune actuelle de Villeneuve-les-Sablons, autrefois Villeneuve-le-Roi.

Elle englobait au sud les territoires de Vauréal, Courdimanche, Sagy, Ableiges, Le Perchay, Gouzangrez et Commeny, à l'ouest ceux de Moussy, Chars, Neuilly-en-Vexin, Chavançon, Neuville-Bosc, Hénonville et la Villeneuve-le-Roi, au nord Amblainville, Arronville, le hameau de Landrimont, dans le territoire de Belle-Eglise, Hédouville, Nesles-la-Vallée, la partie de Parmain où se trouve le centre actuel de la commune, et L'Isle-Adam. A l'est, les limites sont plus difficiles à établir, car plusieurs paroisses étaient contestées.

V. — Ces contestations portaient sur plusieurs paroisses ou hameaux à la limite du bailliage de Pontoise et de la vicomté de Paris hors-les-murs. Ces paroisses étaient Mériel, Méry, Saint-Ouen-l'Aumône, Eragny, Jouy-le-Moutier et Andrésy.

Mériel, érigé en paroisse en 1713, dépendait certainement pour sa plus grande partie du Châtelet de Paris, mais une partie, difficile à préciser, autour de l'abbaye du Val, relevait de Pontoise (7).

La paroisse de Méry-sur-Oise était revendiquée par le Châtelet de Paris, qui prétendait y avoir les cas royaux; c'est à Paris que son cahier de doléances fut porté (8); cependant l'attribution à Pontoise est à peu près certaine :

(7) Ségur-Lamoignon et Depoin, p. 90; Dictionnaire des Paroisses, p. 349, A. S. O. série B, Méry-sur-Oise; L'Isle Adam, *passim*; Pontoise, *Bailliage Mercuriales* 1691-1782 et *Enregistrement des provisions d'offices*.

(8) Dictionnaire des Paroisses, p. 350; Couard, p. 11; Mallet, *Elections*, p. 33.

en effet, en 1417 la justice, confisquée par le roi, était réunie à la Chatellenie de Pontoise; le seigneur et le curé furent convoqués à Senlis lors de la rédaction des coutumes; les juges allaient aux assises de Pontoise et étaient reçus au bailliage qui était juridiction d'appel; en 1789, enfin, les députés se rendirent à Pontoise et à Senlis. Cependant, le hameau de Sognolles formait une prévôté dépendant du Châtelet, quoiqu'il ait dépendu de Pontoise lors de la rédaction des coutumes (9).

Quant à Saint-Ouen-l'Aumône, c'est sans doute par erreur que le Dictionnaire des Paroisses l'attribue au Châtelet; car tant pour la partie qui dépendait de l'abbaye de Maubuisson que pour celle qui relevait directement de Pontoise, il ne semble pas y avoir eu jamais de difficulté. Les paroisses voisines de Bessancourt et de Frépillon, du ressort en 1539, dépendaient au dix-septième siècle du Châtelet (10).

La situation était plus compliquée à Eragny. Sous l'ancien régime, cette paroisse comprenait deux parties, la commune actuelle de ce nom et celle de Neuville-sur-Oise. Cette dernière relevait certainement de Paris. Pour Eragny, la difficulté était beaucoup plus considérable. Deux thèses se trouvaient en présence : selon l'une, la haute justice et l'appel appartenaient au baron de Conflans-Sainte-Honorine, la paroisse dépendant en dernier ressort du Châtelet de Paris; selon l'autre, appel et haute justice appartenaient aux officiers royaux de Pontoise. Les arguments abondaient des deux côtés.

Le baron de Conflans avait dans l'église paroissiale, banc au chœur et droit de litre ou ceinture funèbre; sur

(9) Ségur-Lamoignon et Depoin, p. 57; Procès-verbal des coutumes (Bourdôt de Richebourg, p. 740, 741; Coustumes, p. 147, 148 et 150; Saint-Leu, p. 480-482). Desjardins, p. 332; Couard, p. 14; Mallet, Elections, p. 331. — A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage Mercuriales* 1691-1782, *Enregistrement des provisions d'offices et Appels*, Bessancourt, Méry-sur-Oise.

(10) Dictionnaire des Paroisses, p. 406; Couard, p. 13; Desjardins, p. 333; Mallet, Elections, p. 387. Procès-Verbal des Coutumes (Bourdôt de Richebourg, p. 740; Coustumes, p. 149; Saint-Leu, p. 480). A. S. O. série B, Bessancourt, Maubuisson, Pontoise *passim*.

la place était un poteau à ses armes, il possédait un auditoire où ses officiers venaient tenir assise. Enfin, d'après ses tenants, la coutume du lieu était celle de Paris.

Les partisans de Pontoise soutenaient au contraire que la coutume était celle de Senlis, car dans le procès-verbal il est mentionné un curé de Rangny, ce qui ne peut être qu'une graphie défectueuse d'Eragny. Ils faisaient ressortir que de tout temps la haute justice avait appartenu à Pontoise, que les prévôts étaient reçus à Pontoise et qu'ils y assistaient aux assises, et que c'était le président de Ménars et ses officiers qui avaient commencé à usurper la justice; ils rappelaient l'affaire du meurtre de Mme d'Eragny : alors les officiers de Pontoise s'étaient transportés sur les lieux, avaient dressé procès-verbal et apposé les scellés; c'étaient eux qui avaient informé, décrété et fait conduire le meurtrier aux prisons de Pontoise, ce n'était qu'ensuite que les officiers de Conflans étaient survenus et avaient croisé les scellés, mais au procès qui en avait résulté, le Parlement, par arrêt du 27 juillet 1746, avait accordé la provision à Pontoise. D'ailleurs il était patent que de tout temps les appels avaient été portés au bailiage, il suffisait pour s'en convaincre de consulter les registres du greffe. Voici ce qu'exposait au Parlement, en 1767, Maître Charles Violette des Vaugeroux, avocat de Pontoise, qui concluait ainsi : « La Cour qui sait considérer les intérêts des sujets et trancher avec équité sur tout ce qui peut tendre à les vexer, remarquera scrupuleusement le danger de laisser passer par appel dans une justice subalterne telle que Conflans les affaires d'un grand nombre de pauvres vassaux pour y essayer des procédures immenses, mal dirigées et par des officiers qui n'ont au fond que le titre et les capacités que leur donnent pour la plupart les provisions du seigneur. Ces mêmes infortunés se trouveront forcés d'appeler ensuite à la temporalité de l'archevêché et enfin ils arrivent aux pieds de la Cour où ils démontrent leur misère et le fratras (sic) de procédure qui cause leur ruine. »

La question n'était pas encore tranchée en 1789, car dans le cahier de doléances les habitants se plaignent des contestations dont ils font l'objet et se rattachent à la thèse du baron de Conflans. D'ailleurs, si le cahier fut porté à Paris, les députés, eux, allèrent à Pontoise (11).

Dans la paroisse de Jouy-le-Moutier, le hameau de Jouy-la-Fontaine semble avoir fait partie sans contestation du bailliage de Pontoise. Quant au village proprement dit, il y a incertitude. D'une part le Dictionnaire des Paroisses le place dans le ressort du Châtelet pour les cas royaux; en 1789 le cahier de doléances a été porté à Paris et aucun député n'a été convoqué à Pontoise ou Senlis; mais en 1539, le vicaire de Jouy-le-Moutier est mentionné dans le procès-verbal de la coutume et en 1687, le prévôt vicomtal de Pontoise instruit et juge une affaire de fraticide ayant eu lieu dans le village. En 1688, la justice y est reconnue par des lettres patentes au seigneur de Vauréal avec appel à Pontoise. Il semble donc que la paroisse, après avoir fait partie du bailliage de Pontoise, a été captée par le Châtelet vers le début du dix-huitième siècle (12).

La paroisse d'Andrésy formait peut-être primitivement enclave dans le vicomté de Paris, si elle a jamais appartenu à Pontoise. En tout cas, le procès-verbal de la coutume mentionne déjà une protestation des représentants d'Andrésy qui disent être de la coutume de Paris. Lors des assises de la Chatellenie, les officiers de la prévôté d'Andrésy étaient toujours appelés et faisaient toujours défaut, sauf toutefois à la fin du dix-huitième siècle où le

(11) Dictionnaire des Paroisses, p. 190; Mallet, Elections, p. 278, 280, 299; Couard, p. 10, 14; Desjardins, p. 331. Procès-verbal des Coutumes (Coutumes, p. 149; Saint-Leu, p. 480; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 741). — A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage Mercuriales* 1690-1782, *Enregistrement de provisions d'offices et Appels*. — Série E, fonds Mercy Argenteau carton 10-mémoire cité par Depoin; Les comtés de Beaumont-sur-Oise et le prieuré de Conflans-Sainte-Honorine (dans MSHPV, T XXXIII, 1915).

(12) Dictionnaire des Paroisses, p. 275; Couard, p. 9, Procès-verbal de la Coutume de Senlis (Coutumes, p. 149; Saint-Leu, p. 481). — A. S. O. série B, Pontoise 346 *Criminel (Prévôté en garde)* 1687. — Série E, 2737.

lieutenant était présent, mais c'était sans doute uniquement parce qu'il était procureur à Pontoise (13).

VI. — Le bailliage de Pontoise avait à sa tête un lieutenant qui prenait le titre de lieutenant général; aux dix-septième et dix-huitième siècles, cet office était héréditaire dans la famille de Monthiers; les lieutenants semblent en général avoir été des magistrats sévères et stricts (14). La juridiction directe ou Chatellenie s'étendait sur quinze paroisses et vingt-neuf hameaux; l'appel sur quarante-six paroisses et quarante-deux hameaux (15).

Outre le bailliage, il y avait à Pontoise la prévôté vicomtale ou prévôté en garde dont le prévôt était juge châtelain et qui était en perpétuelle contestation avec le bailli. Il avait la juridiction sur les nobles; son office fut supprimé en 1749 (16). Enfin, il y avait jusqu'en 1740 la prévôté-mairie dont le juge n'avait que moyenne et basse justice; en 1740 elle fut supprimée et rattachée au siège de la chatellenie (17).

Lors de la première rédaction de la coutume, il y avait un prévôt royal à la Villeneuve-le-Roi, mais à la révision de 1536, il avait fait place à un prévôt seigneurial (18).

Il y avait encore à Pontoise une élection, un grenier à sel, une subdélégation de l'intendance de Paris (19); en-

(13) *Dictionnaire des Paroisses*, p. 14. Procès-verbal de la coutume de Senlis (Coustumes, p. 147; Saint-Leu, p. 482). — A. S. O. série B, Poitaise, *Bailliage Mercuriales* 1691-1782. En 1789, députés et cahiers allèrent à Paris (Couard, p. 9).

(14) Coutume de Senlis, NC art. 15 (Bourdote de Richebourg, t. II, p. 710; Coustumes, p. 4; Saint-Leu, p. 8; Pihan de la Forest, Esprit, p. 32).

(15) Pihan de la Forest, Election, p. 455.

(16) Coutume de Senlis, NC. art. 71 (Coustumes, p. 21; Saint-Leu, p. 40, Bourdote de Richebourg, t. II, p. 713; Pihan de la Forest, Esprit, p. 2, 57). Mallet : Prévôts et lieutenants du bailli de Senlis à Pontoise au xvi^e et xvii^e siècles dans Conférences de Sociétés Savantes de Seine-et-Oise, 9^e session (Argenteuil, 1928). Gap, 1930, p. 40 sqq.

(17) Coutume de Senlis, art. 72 NC. (Coustumes, p. 21; Saint-Leu, p. 8; Pihan de la Forest, Esprit, p. 57, 219; Bourdote de Richebourg, t. II, p. 713).

(18) Coutume de Senlis, art. 73 NC, et procès-verbal (Coustumes, p. 21, 202; Saint-Leu, p. 41, 514; Pihan de la Forest, Esprit, p. 57, 219; Bourdote de Richebourg, t. II, p. 713, 751).

(19) Le livre de raison de J.-B. Lemaistre, etc. (dans M. S. H. P. V., t. XVI (1894), p. 39 sqq). Pihan de la Forest, Election, p. 455.

fin la maréchaussée y était représentée par un exempt qui dépendait du prévôt de Paris par l'intermédiaire du lieutenant de Beauvais (20).

VII. — Tous les ans, le lendemain du dimanche de la Trinité, le lieutenant de Pontoise tenait assises. Les officiers du bailliage et des deux prévôtés, les avocats et les procureurs, les greffiers de Pontoise y assistaient ainsi que les officiers seigneuriaux. Après la Messe du Saint-Esprit, tout ce monde se réunissait à l'auditoire du bailliage. Là avait lieu un appel selon un ordre établi; les officiers seigneuriaux étaient appelés par sièges après les procureurs; l'ordre de préséance des sièges variait avec l'époque. Les absents non excoïnés étaient condamnés à l'amende : en 1689 les officiers de Nourard-le-Franc qui ne venaient plus depuis plusieurs années furent condamnés à une amende plus forte que les autres absents. Après l'appel, s'il y avait des observations à faire ou des prescriptions à rappeler, le lieutenant général le faisait. Par exemple, en 1689, il rappelle aux officiers seigneuriaux qu'ils ne peuvent connaître du scel royal. En 1778, sur le réquisitoire du nouveau Procureur du Roi Paul-François Pihan de la Forest, il ordonne à tous les procureurs postulants des justices subalternes qui ne sont pas procureurs au bailliage et à tous les notaires et tabellions seigneuriaux de se faire immatriculer au greffe, et la prescription est rappelée tous les ans. En 1783, il est ordonné en sus aux greffiers seigneuriaux d'apporter leurs registres tous les quatre mois; de plus, quand, dans un même siège, des officiers sont parents, ils doivent dans un délai de trois mois s'entendre pour décider lequel restera en place. Toutes ces prescriptions, dont certaines excédaient les pouvoirs du Lieutenant, restaient d'ailleurs lettre morte.

Le vendredi après la Trinité c'était au tour des huissiers et sergents d'être réunis à Pontoise, mais les mercuriales de leurs assemblées présentent un intérêt moindre (21).

(20) Dictionnaire des Paroisses, p. XXVIII.

(21) A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage Mercuriales* 1690-1782.

CHAPITRE II

LES SIÈGES SEIGNEURIAUX DU BAILLIAGE DE PONTOISE

1. Division.

I. — LES DROITS DE JUSTICE.

2. Pouvoir, honneur et profit. 3. Fief et justice. 4. Les trois degrés de justice seigneuriale. 5. Patrimonialité et fixité des justices. 6. Preuve du droit de justice. 7. Les grueries.

II. — LES DIVERSES JUSTICES.

8. Difficultés. 9. Réunions de justices. 10. Emprunts d'auditoires. 11. Chatellenies. 12. Hautes justices. 13. Moyennes et basses justices. 14. Nombre.

I. — L'objet de ce chapitre est l'étude des justices du bailliage de Pontoise au point de vue de leur nombre, de leur ancienneté, de leur importance relative; mais auparavant, il convient de consacrer une première partie aux trois degrés de juridiction, et, pour cela, d'étudier très brièvement les droits de justice, bien que l'origine et l'essence de ces droits n'entrent pas dans le cadre de ce travail.

I. — LES DROITS DE JUSTICE

II. — Le caractère exorbitant de souveraineté accordée à des particuliers, l'importance qu'il présentait aux yeux de ses détenteurs, sont causes du nombre et de l'importance des études qu'ont consacrées aux droits de justice les juristes d'ancien régime, notamment Bacquet et Loyseau. Ce démantèlement de la puissance royale, quelle qu'en soit l'origine exacte toujours débattue, a été de bonne heure soumis à l'action restrictive du Roi et surtout de ses

officiers qui toléraient volontiers aux seigneurs l'honneur et même le profit, mais tendaient à leur reprendre le pouvoir ou tout au moins à le leur limiter.

Telles étaient en effet les trois catégories de droits que distinguait Loyseau (1) : « Le pouvoir, dit-il, consiste tant en ce qu'ils (les seigneurs) ont droit de pourvoir des officiers pour l'exercice et administration de leur justice, aussi bien qu'aux commandemens et publications qui, échéant à faire en icelle, se font en leur nom; l'honneur en ce qu'ils jouissent de tous droits honorifiques, dépendans de leur Seigneurie, selon la diversité d'icelles qui seront ci-après spécifiées et finalement ils ont tous les profits et émolumens qui procèdent de leur justice comme les amendes, confiscations, deshérences, biens vacans, revenus des greffes et domaines. »

Les droits honorifiques consistaient surtout dans la possession d'un banc au lieu le plus noble de l'église paroissiale, dans le litre ou ceinture funèbre, bande noire armoriée, peinte sur les murs de l'église après la mort du seigneur, le droit enfin d'avoir un poteau peint aux armes sur la place du village. Les droits profitables, confiscation, épaves, trésor, deshérence, aubaine et bâtardise, avaient pour contre-partie naturelle le devoir de faire rendre la justice gratuitement aux pauvres, celui de fournir aux frais des procès criminels et celui de nourrir les enfants exposés. Ces deux catégories de droit honorifiques et profitables occupent dans la plupart des traités du temps une place plus importante que le droit de justice proprement dit.

III. — Le droit de justice, par son caractère de démembrement de la souveraineté était essentiellement féodal; il avait donc avec le fief d'étroites ressemblances : il était, notamment, tenu en foi et hommage; aussi un brocard disait : « Fief et justice, c'est tout un ». Cependant beau-

(1) Loyseau, *Seigneuries*, ch. IV, n. 13-16, p. 20. Cf. Jacquet, I, I, ch. II, n. 11, p. 4.

coup de feudistes enseignent que « fief et justice n'ont rien de commun ». La contradiction n'est qu'apparente. Voici en effet comment Bacquet (2) explique cette seconde maxime : « Tel, dit-il, a droit de justice en un lieu qui n'a aucune féodalité ne censive audict lieu. Au contraire tel a droit de féodalité et de censive qui n'a aucune justice. Aussi on peut tenir un fief en foy et hommage d'un seigneur et la justice dudict fief en foy et hommage d'un autre seigneur comme nous voyons ordinairement. » Ainsi le premier brocard tient au caractère féodal commun; la justice est un fief; l'autre à l'indépendance possible entre fief de la terre et fief de la justice.

IV. — La plénitude du droit de justice n'appartenait pas indistinctement à tous les seigneurs justiciers. Dans la coutume de Senlis comme dans presque toutes les coutumes (3), trois degrés sont distingués : la basse justice, la moyenne et la haute; cette dernière comprenait à son tour deux variétés : la haute justice ordinaire et la Châtellenie (4).

La compétence du bas justicier (5) était très petite : en matière civile, il ne connaissait que des actions mobilières et des actions en bornage et en partage; en matière féodale, il connaissait de sa censive et du champart emporté; en matière criminelle, des injures, coups sans effusion de sang et des dégâts sur les terres; la coutume de Senlis étant muette sur l'importance de l'amende, la coutume de Paris devait être appliquée qui la limitait à dix sols (6). Les autres droits se bornaient à quelques redevances sur les vins et liqueurs.

(2) Bacquet, ch IV, n° 4, p. 10. Cf. D'Espeisses, t. II, p. 118; Championnière, n° 86, p. 157; Henriquez, ch. I, p. 1; Jacquet, p. V.

(3) Sauf toutefois dans le Nord où le Cambrésis ne connaissait que deux sortes de justices et le Hainaut une seule (Proyart de Baillecourt, p. 31, 32).

(4) Saint-Leu, p. 57; Pihan de la Forest, Esprit, p. 14.

(5) Coutume de Senlis, A. C. titre IV; NC. titre XIII, art. 120 à 125 (Coutumes, p. 37, 38; Saint-Leu, p. 79; Pihan de la Forest, Esprit, p. 17, 263-265; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 717).

(6) Henriquez, ch. XXVIII, n° 4, p. 332; Jousse, t. I, p. 189.

La moyenne justice avait déjà plus d'importance (7). Son juge connaissait de toutes les actions civiles et des délits, faisait les inventaires après décès et donnait tutelle. En matière de police, la compétence était limitée aux poids et mesures et à la réception des messiers (8). Les moyens justiciers pouvaient avoir des prisons fermées; ils avaient même, dans l'ancienne rédaction, le droit d'avoir des fourches patibulaires car ils pouvaient condamner à mort, droit qui leur fut retiré lors de la révision (9).

La haute justice (10) était juridiction de droit commun, mais sa compétence était limitée au profit des juridictions royales par deux institutions : les cas royaux réservaient la connaissance de certains crimes et de certaines affaires civiles aux juges du roi; la prévention, d'autre part, permettait aux officiers du roi, sous certaines conditions, de connaître de causes qui eussent dû normalement être jugées aux sièges seigneuriaux. La haute justice comprenait aussi les attributions de police et les droits honorifiques et profitables.

Les seigneurs châtelains (11) avaient sur les simples hauts justiciers certaines prérogatives; ils possédaient ainsi les droits de sceau et de tabellionage (12). Mais la caractéristique essentielle de la Chatellenie dans la coutume de Senlis était le ressort : le juge châtelain connaissait des appels des autres justices dépendant de la Chatellenie; il avait droit de tenir des assises où devaient venir

(7) Coutume de Senlis, AC. t. III; NC. t. XII, art. 108 à 119 (Coutumes, p. 34, 37; Saint-Leu, p. 75-78; Pihan de la Forest, Esprit, p. 16, 85, 251 sqq; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 716-717).

(8) Bacquet, ch. XXVII, n° 19, p. 377; D'Espeisses, t. III, p. 157; Denisart, t. III, p. 157; Denisart, t. III, *Messiers*, n° 5, p. 243.

(9) Ancienne Coutume, t. III, art. II (Pihan de la Forest, Esprit, p. 258).

(10) Coutume de Senlis, A. C. t. II; NC. t. XI, art. 96-107 (Coutumes, p. 29, 34; Saint-Leu, p. 56, 72; Pihan de la Forest, p. 16, 83, 84, 237, 251; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 715, 716).

(11) Coutume de Senlis AC. t. I; NC. t. X, art. 93, 95 (Coutumes, p. 27-28; Saint-Leu, p. 49, 56; Pihan de la Forest, p. 15, 82, 231, 336; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 715).

(12) Voir plus bas, ch. IV, § 24, 25.

vassaux et officiers seigneuriaux subalternes; le sergent du châtelain pouvait exploiter dans toute la châtellenie (13).

V. — Le droit de justice était patrimonial, il entraît dans la masse successorale, et pouvait être vendu. Cependant le seigneur détenteur ne pouvait le diviser à son gré : il ne pouvait pas, par exemple, retenir la haute justice et aliéner la basse et la moyenne s'il possédait auparavant les trois, ni ériger dans sa justice des sièges subalternes relevant du siège principal. En sens inverse, il ne pouvait réunir en une seule plusieurs justices lui appartenant. Pour tous ces démembrements ou ces réunions, il fallait des lettres du roi (14). Une justice qui tombait en partage n'était pas divisée; si elle n'entraît pas dans un seul des lots, chaque héritier était coseigneur : aussi pouvait-on n'avoir que la moitié ou le tiers d'une justice; ainsi, au début du dix-septième siècle, damoiselle Françoise de Soulfour vendit à l'Hôtel-Dieu de Pontoise un huitième de la justice de Gouzangrez (15).

VI. — Il ne pouvait y avoir de droit de justice sans concession du Roi ou possession immémoriale (16). Cette possession pouvait, d'après Bacquet, se prouver par témoins, mais Loyseau et la plupart des autres auteurs le nient. Il fallait donc pouvoir montrer d'anciens jugements, des aveux et dénombrements ou des actes de foi et hommage mentionnant le droit; au cas où le degré de justice

(13) Saint-Leu (p. 55), dit que le sergent châtelain n'a jamais, dans le ressort, besoin de paréatis; Pihan de la Forest (Esprit, p. 15), dit le contraire.

(14) Arrêt du 28 février 1664 (Journal des Audiences, t. II, p. 235). Loyseau, *Seigneuries*, ch. IV, n° 44 à 60, p. 22-23; Lefebvre de la Planchette, t. I, l. III, ch. II, n° 9, p. 148; Boucher d'Argis, t. I, ch. VII, n° 4, p. 53; Rousseau de la Combe, *Jurisprudence civile : Justice*, p. 376; Jousse, t. I, p. 610; Henriquez, ch. XXVIII, n° 8, p. 336.

(15) Rocquain, p. 40.

(16) Bacquet, ch. V, n° 100, p. 12; Loyseau, *Seigneuries*, ch. 14, n° 61 sqq, p. 23; D'Espeisses, t. II, p. 117; Henriquez, ch. XXVIII, n° 11 et 12, p. 337; Denisart, t. III, *Justice*, p. 60.

ne pouvait être précisé, le seigneur était réputé ne posséder que la basse (17).

Bien peu de seigneurs justiciers pouvaient se prévaloir de titres exprès de création émanés du Roi. Cependant l'abbaye de Saint-Denis conservait la charte de Louis VI lui concédant la terre et la justice de Cergy (18); il en était de même à Méry, dont Charles V avait octroyé, en 1375, la justice à Pierre d'Orgemont (19); plus récemment des lettres patentes du 14 octobre 1725 avaient érigé en haute, moyenne et basse justice la terre d'Hérouville qui jusque-là dépendait de la prévôté en garde de Pontoise (20).

La justice de Vauréal s'autorisait de lettres patentes de 1688 qui, sans créer expressément le siège, reconnaissait au seigneur le droit de justice sur les paroisses de Lieux et Jouy-le-Moutier, à charge de dédommager le prévôt en garde qui exerçait auparavant la juridiction. Sur les premières listes d'appel des assises de Pontoise, Lieux est appelé comme justice royale qui n'a point d'officiers pourvus. Un autre exemple de justice royale devenue seigneuriale est fourni par la Villeneuve-l-Roy, que la coutume cite comme prévôté royale, quoique le procès-verbal constate que le Roi l'a vendue à un particulier moyennant faculté de rachat perpétuel (21).

Les autres justices étaient fondées surtout sur des titres anciens; notamment des arrêts du Parlement, ainsi Osny reconnue en 1264 et Boissy-l'Aillerie adjugée en 1351 à l'abbaye de Saint-Denis (22); ou des sentences du bail-

(17) Bacquet, ch. VI, n° 5, p. 15.

(18) Doublet, p. 849-851. Cf. Arrêts de 1270 et 1276 (Boutaric, t. I, n° 1533, p. 136 et appendice n° 257, p. 340).

(19) Ségur-Lamoignon et Depoin, p. 36.

(20) Duclos : Hérouville-en-Vexin, du *x^e* au *xviii^e* siècle (dans M. S. H. P. V., t. XXXIX (1929), p. 83). Il avait déjà existé une justice seigneuriale au treizième siècle (Arrêts de 1270 et 1292. Boutaric, t. I, n° 1539, p. 136 et appendice n° 815, p. 644).

(21) A. S. O. série E, 2737. Coutume de Senlis, N. C., art. 73 et procès-verbal (Bourdote de Richebourg, t. II, p. 713, 751; Coutumes, p. 21, 202; Saint-Leu, p. 41, 514, Pihan de la Forest, Esprit, p. 219).

(22) Doublet, p. 982; Boutaric, t. I, n° 859, p. 79.

liage, comme la Villeneuve-Saint-Martin reconnue à l'abbaye Saint-Martin de Pontoise en 1387 (23). D'autres seigneurs justiciers enfin gardaient soit des aveux, soit des actes de vente, soit d'anciennes sentences du siège. C'est ainsi qu'à Nesles était conservée une sentence de 1396 rendue par Ivon de Rospreden, garde de la juridiction du lieu (24).

VII. — En matière d'eaux et forêts existait une juridiction seigneuriale spéciale, la gruerie. Primitivement, seules quelques justices étaient en même temps des grueries. Mais un édit du mois de mars 1707 (25), créa auprès de chaque haute justice une gruerie, primitivement conçue comme justice royale particulière; mais une déclaration du Roi du 1^{er} mai 1708 réunit ces juridictions aux sièges seigneuriaux moyennant le paiement obligatoire d'une finance par le seigneur. « C'est ainsi, conclut Hervé en rapportant le fait, que la compétence de leurs justices se trouva accrue sans qu'ils l'aient demandé » (26). Mais cette création ne permit pas pour cela aux juges seigneuriaux de prendre le titre de gruyers s'ils ne le possédaient pas auparavant (27).

La compétence des gruyers seigneuriaux était un peu plus étendue que celle des gruyers royaux : ils pouvaient connaître de toutes matières d'eaux et forêts et pouvaient condamner aux amendes de l'ordonnance des eaux et forêts, quel que fût leur taux. La compétence « *ratione loci* » était la même que celle de la haute justice (28). Les appels des grueries seigneuriales, comme ceux des royales étaient portés directement à la Table de Marbre (29).

(23) Depoin, Livre de raison de l'Abbaye Saint-Martin-de-Pontoise, p. 162.

(24) A. S. O. série E, II 222.

(25) Isambert, t. XX, p. 517.

(26) Hervé, t. IV, p. 49.

(27) Jacquet, l. I, ch. XXIII, n° 5, p. 337.

(28) Hervé, t. IV, p. 50, 51; *Mémorial alphabétique*, p. 276.

(29) Edit d'août 1669 sur les Eaux et Forêts, t. XIV, art. 8 (Isambert, t. XVIII, p. 252). *Mémorial alphabétique*, p. 277; Jacquet, l. I, ch. XXVIII, n° 4, p. 337, etc.

II. — LES DIVERSES JUSTICES

VIII. — Il convient maintenant de voir ce qu'étaient en réalité les justices seigneuriales, quel était leur nombre, quelle importance avaient les sièges; mais avant de pouvoir dresser une liste, plusieurs difficultés se présentent, car le nombre a fortement varié avec les époques : certains sièges ont été créés, d'autres ont disparu; plusieurs sièges ont pu être réunis en un seul; en ce cas, il faut examiner si ces deux justices sont vraiment unies en droit ou s'il n'y a qu'une union de fait.

IX. — Un seigneur qui possédait plusieurs justices voisines éprouvait souvent le désir d'en réunir les sièges en un seul : ainsi il avait moins d'officiers à gager, il n'avait plus à entretenir qu'un auditoire et qu'une prison. D'ailleurs pour les justiciables aussi la réunion présentait des avantages car les affaires étant plus nombreuses, les audiences étaient plus fréquentes et les procès plus vite tranchés. Mais pour cela il fallait des lettres patentes du Roi enregistrées en Parlement (30).

Les plus anciennes réunions ne peuvent que se constater par les faits : ainsi l'union du bailliage de Chars et de la prévôté de Marines, avec siège à Marines, que les plus anciennes pièces des dossiers, datant de la fin du dix-septième siècle, nous montrent effectuée, alors qu'en 1600 il y avait encore à Chars un bailli y siégeant (31).

En 1779, deux réunions eurent lieu concernant deux groupes importants de justices. La première réunissait au bailliage d'Hénonville les sièges de Berville, Haravilliers, Chavançon, Ivry-le-Temple, Moulins, Tumbrel. Cependant chaque justice conservait son appel et sa coutume, car si les trois premières appartenaient comme Hé-

(30) Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 189-191, et 339-341; Denisart, t. I, *Audience Auditoire*, p. 172; Guyot, t. I, *Audience*, p. 731.

(31) Bonnejoy, p. 53.

nonville au bailliage de Pontoise, Moulins et Ivry dépendaient de Chaumont-en-Vexin et Tumbrel était partagé entre les deux. Aussi fallait-il deux registres d'audiences différents, un par bailliage (32).

A l'Isle-Adam, que concernait l'autre réunion, il ne fallait pas moins de cinq registres distincts. Il est vrai que les lettres patentes incorporaient au bailliage dix-huit justices d'importance diverse appartenant au prince de Conti. Trois, Auvers, Stors et la haute justice de Vallangoujard, dépendaient de Pontoise; dix autres de Beaumont-sur-Oise; trois relevaient directement du Châtelet, Mours en relevait aussi, mais par l'intermédiaire du bailliage seigneurial de Saint-Denis; Jouy-le-Comte enfin dépendait de Beauvais; jusque-là elle n'en relevait que par l'intermédiaire du bailliage de Méru, mais ce degré fut supprimé à la demande même du prince de Conti, à qui il appartenait également (33).

X. — Sans aller jusqu'à la fusion complète, le seigneur pouvait obtenir par simple arrêt du Parlement, l'emprunt d'auditoire, c'est-à-dire que la justice fût rendue au nom des différents sièges dans un seul endroit, mais les jours d'audience devaient être différents et les greffes devaient rester indépendants (34). Un exemple en est fourni par un arrêt de 1772 qui autorise les prévôts de Bessancourt, Frépillon et Sognolles, dépendant du Châtelet, à se servir de l'auditoire et des prisons du bailliage de Maubuisson, relevant de Pontoise, à condition de conserver quatre registres distincts et séparés (35). Il est à noter d'ailleurs qu'en fait prévôts et baillis n'étaient qu'un seul et même personnage et que l'arrêt du Parlement ne faisait que confirmer une situation de fait qui durait depuis longtemps.

(32) A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage Enregistrement des provisions d'office*.

(33) A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage Enregistrement des provisions d'offices*, L'Isle Adam, n° 8.

(34) Mêmes références que plus haut, note 30.

(35) A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage Enregistrement des provisions d'offices*.

Mais à côté de ces réunions et de ces emprunts d'auditoires réguliers, il semble bien que d'autres, très nombreux, avaient lieu sans aucune autorisation.

Sous ces réserves on peut dresser une liste des juridictions grâce aux archives des greffes, aux appels reçus à Pontoise, aux réceptions d'officiers et surtout aux listes d'appel des assises de Pontoise.

XI. — Le siège le plus important à tous points de vue était le bailliage de l'Isle-Adam, qui primitivement était la seule châteltenie subalterne de Pontoise et qui est toujours restée la seule à avoir assise et ressort (36).

Au milieu du dix-septième siècle, sa juridiction s'étendait sur l'Isle-Adam, Valmondois, Labbeville, des parties de Livilliers et Nesles, et les hameaux de Parmain, à Jouy-le-Comte, et de Butry à Auvers. Quelques petites justices voisines, dont la prévôté de Cocusse à Valmondois, furent absorbées ensuite, mais le siège s'accrut surtout en 1779 où, comme nous venons de le voir, il s'augmenta de dix-huit autres justices dont les principales étaient Auvers, Mours, Nerville, Nointel, Villiers-Adam et Presles; d'autres, au contraire, Vaux, Courcelles-sur-Presles, Boulonville, étaient infimes. L'ensemble s'étendait sur une quinzaine de communes actuelles (37).

Les assises auraient dû être tenues tous les deux ans à la date du 16 août. En fait elles eurent lieu en 1689 et en 1700; encore le procès-verbal n'a-t-il été conservé que pour les premières. Les officiers du siège étaient appelés les premiers, puis les vassaux, enfin les officiers des justices dépendantes dont bien peu étaient présents. Après l'appel une plainte du tabellion des deux justices de Montsoul contre le greffier de la prévôté de Montsoul-Pied-de-Fer, au sujet des inventaires, aboutit à un appointe-

(36) Coutume de Senlis, N. C. art. 75 et procès-verbal (Bourdot de Richebourg, t. II, p. 713, 741; Coutumes, p. 22, 150; Saint-Leu, p. 41, 482; Pihan de la Forest, Esprit, p. 57, 221; Election p. 433).

(37) André, p. 5, 9, 14, 16. — A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage Enregistrement des provisions d'offices*, L'Isle Adam n° 8.

ment des parties à faire preuve. Enfin les présents prêtent serment de bien s'acquitter de leur charge et les absents non exoinés sont condamnés à quinze sols d'amende.

Des treize justices inférieures dont les officiers devaient assister aux assises, huit seulement étaient du ressort de Pontoise; deux, Hardivillers et Bachivillers, dépendaient de Chaumont-en-Vexin; l'Isle-en-Soindre était dans le bailliage de Mantes; les moyennes justices de Pied-de-Fer et Grand-Gournay étaient sises dans la paroisse de Montsoulst qui relevait du Châtelet de Paris et où la délimitation des justices était si embrouillée qu'en 1688 le tabellion du lieu avait été condamné à quinze livres d'amende pour s'être trompé de juridiction. Les autres justices vassales étaient les bailliages de Nourard-le-Franc et du fief de Genlis, les hautes justices de Menouville, Hodan, Landrimont, Balincourt et un autre Balincourt ou Nesles-Vieille-Rue, qui fut ensuite absorbé par la châtellenie, enfin la moyenne justice de Vallangoujard (38).

Les justices qui formaient le ressort formaient une liste un peu différente : c'étaient le bailliage du fief de Genlis et les prévôtés de Landrimont, Hardivillers, Bachivillers, du fief Féron, sis à Roissy-en-France, de Hodan, Montsoulst-Grand-Gournay et Montsoulst-Pied-de-Fer (39). On ne trouve jamais d'appels dans les registres et les pièces de la châtellenie, sauf de ces trois derniers sièges.

Les seigneurs de l'Isle-Adam tenaient fort à leurs prérogatives; en 1536, le représentant d'Anne de Montmorency à la réunion de la coutume de Senlis protesta contre le qualificatif de châtelaine donné à la dame de Nourard-le-Franc (40); en 1705, il refusa l'aveu de la dame de Vallangoujard et la fit condamner à en fournir un second pour avoir dit qu'elle possédait dans sa terre la haute justice et le droit de tabellionnage, qui appartenaient au seigneur de l'Isle-Adam, d'avoir appelé procureur fiscal

(38) A. S. O. série B, L'Isle Adam n° 26.

(39) A. S. O. série E, 1887.

(40) Procès-verbal de la coutume de Senlis (Bourdote de Richebourg, t. II, p. 741. Coutumes, p. 150; Saint-Leu, p. 482).

son procureur d'office et de n'avoir ni appelé bailliage et châteltenie le seigneur de l'Isle-Adam, ni mentionné l'obligation pour elle et ses officiers d'assister aux assises (41).

La châteltenie d'Ableige, créée en 1671 au bénéfice de Gilles de Maupeou, ne pouvait aucunement se comparer à celle de l'Isle-Adam; elle ne possédait ni assise ni ressort; sa juridiction ne s'exerçait que sur Ableige et la Villeneuve-Saint-Martin (42).

Enfin nous avons vu que la seigneurie de Nourard-le-Franc prétendait au titre de châteltenie; il n'était plus contesté au dix-septième siècle, puisque, aux assises de l'Isle-Adam la justice est mentionnée comme bailliage et châteltenie; quelquefois aussi le titre de bailli-châtelain est attribué au juge par les provisions sans que les officiers de Pontoise aient fait d'observation. Néanmoins, aux assises de Pontoise, jamais les officiers n'eurent de préséance sur les officiers des justices non châtelaines (43).

XII. — Il y avait encore des sièges qui, pour n'être pas titrés en châteltenie, étaient quand même fort importants : on peut citer le bailliage de Chars, uni à la prévôté de Marines, et qui s'exerçait en ce dernier lieu; la juridiction du bailli s'étendait sur les paroisses de Marines, Chars, Le Bellay, Brignancourt, Frémicourt, Bréançon, Le Heaulme et une partie de Neuilly-en-Vexin. Le Bellay était du bailliage de Chaumont-en-Vexin (44).

Le bailliage d'Hénonville, nous l'avons vu, avait bénéficié en 1779 de la réunion de six autres justices. Déjà en 1742 le seigneur avait obtenu d'étendre sa juridiction sur le fief du Coudray qui formait une enclave de justice royale entre Hénonville et Berville, moyennant une rede-

(41) Voir pièce justificative n° 1.

(43) Pihan de la Forest, *Election*, p. 443.

(43) Mêmes références que la note 40. En plus A. S. O. série B, L'Isle Adam, n° 26, Pontoise *Bailliage Enregistrement des provisions d'offices et Mercuriales* 1690-1782.

(44) Règlement de Police de Marines. Voir plus bas, chapitre VI, § 2.

vance annuelle de dix livres au domaine de Pontoise (45).

Les autres sièges importants étaient le bailliage de Méry, les prévôtés de Cergy, Corneilles-en-Vexin, Ennery, Osny et Vauréal.

D'autres justices s'exerçaient en revanche sur des territoires minuscules : ainsi Hodan, Messelan, Landrimont, Stors. Dans la seule paroisse d'Arronville, dont le centre dépendait des justices royales, s'exerçaient les prévôtés subalternes de Balincourt, Héréville, Margicourt et Saint-Lubin; il semble bien d'ailleurs que ces quatre sièges aient été en pratique réunis au siège voisin de Menouville, car leurs archives sont étroitement mêlées.

Souvent la justice correspondait à peu près avec les limites de la paroisse, comme à Puiseux, à Sagy, à Hérouville, à Commeny, à Montgeroult, par exemple.

XIII. — Toutes ces justices, ou tout au moins leurs parties essentielles comprenaient la haute justice. D'autres sièges ne possédaient que la moyenne et la basse.

Les deux principales moyennes justices étaient Eragny ou la haute justice était, nous l'avons vu, contestée entre Conflans-Sainte-Honorine et les officiers royaux de Pontoise (46), et Vallangoujard. Les seules basses justices mentionnées sont le fief de Bruns, adjugé en même temps que la seigneurie de Nesles en 1601 (47) et celle de Fours, sise à Auvers, mentionnée dans un aveu du seigneur de Méry en 1598 (48). Cette justice est mentionnée à part aux assises de Pontoise jusqu'en 1698, mais les officiers sont ceux de Méry. Aucune autre trace de basse justice ne demeure dans les archives des justices.

XIV. — En résumé, à la fin du dix-septième siècle, on comptait une cinquantaine de justices, soit quarante-huit

(45) A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage Enregistrement des provisions d'offices*.

(46) Voir plus haut chapitre I, § 5.

(47) A. S. O. série E, 1207.

(48) Ségur-Lamoignon et Depoin, p. 90.

en 1689. Leur nombre avait dû atteindre plus de la soixantaine aux siècles précédents, mais il allait sans cesse diminuant; en 1789. il n'y en avait plus que trente-neuf; encore sur le nombre une dizaine au moins étaient en voie de disparition.

CHAPITRE III

LES BATIMENTS A USAGE DE JUSTICE

1. L'Auditoire. 2. Les prisons. 3. Les fourches patibulaires et poteaux à carcans.

L'exercice normal de la justice nécessitait l'existence d'un auditoire et de prisons, et, pour la haute justice, d'un carcan et de fourches patibulaires.

1. — Il était de l'intérêt de la justice qu'elle ne fût pas rendue en n'importe quel endroit. Les « Juges de sous l'orme » (1) et ceux qui tenaient audience « en belle taverne » (2) n'étaient pas faits pour inspirer aux plaideurs le respect de la justice et la confiance dans les magistrats; aussi les auteurs s'accordent-ils tous sur la nécessité d'un auditoire (3). L'ordonnance d'Orléans enjoint aux seigneurs hauts-justiciers de « faire administrer justice en lieu certain » (4). Le Parlement, de son côté, rendit un arrêt de règlement, le 28 avril 1673. pour ordonner à tout seigneur haut-justicier qui n'aurait pas encore eu d'auditoire, d'en donner un à ses officiers dans un délai de six

(1) Loyseau, *Seigneuries*, ch. X, n° 84, p. 58. Cf. Guyot, t. I, *Audiences*, p. 730.

(2) Loyseau, *Abus*, p. 10.

(3) Loyseau, *Seigneuries*, ch. X, n° 86, p. 59; Jacquet, 1^{re} partie, ch. XIX, p. 56; Fréminville, *Vrais principes des fiefs, Haute Justice*, p. 627 et *Pratique des Terriers*, t. II, p. 284; Hervé, t. IV, p. 274; Henriquez, ch. XXVIII, n° 32, p. 346; Guyot, t. I, *Audiences*, p. 731; Jousse, t. I, n. 616, 624.

(4) Art. 55 (Isambert, t. XIV, p. 79).

mois (5) et d'autres arrêts dans la suite furent rendus dans le même sens (6).

Au bailli d'Aurillac qui lui avait écrit pour demander la conduite à tenir envers les seigneurs n'ayant pas encore obéi à cet arrêt, Joly de Fleury répondait qu'il fallait d'abord avertir le seigneur, puis au cas où il négligerait l'avis, rendre contre lui une sentence lui enjoignant de donner un local dans les trois mois, enfin s'il persistait, défendre au juge d'exercer, jusqu'à ce que satisfaction soit donnée, à peine de nullité (7).

Cet auditoire devait être un lieu public, situé hors du château, décent, garni des tables et sièges nécessaires, avec un crucifix au mur (8).

Il serait difficile de dire avec certitude combien de justices possédaient un auditoire. Il en est qui sont cités dans certains aveux et dénombrements, notamment à Frouville, en 1742 (9), à Vallangoujard, en 1704 (10). En 1626, le duc de Montmorency, baron de l'Isle-Adam, mentionne dans son aveu : « joignant mondit moulin, une belle maison, bonne et bien bâtie avec belle salle bastie en dedans laquelle se fait l'exercice de la justice dudit l'Isle-Adam, tous les jours de Mardy et de Vendredy de chaque semaine ». Cet auditoire servait en même temps de prisons et nous verrons à ce propos que la solidité des murs laissait plus à désirer que les qualificatifs de l'aveu ne le laisseraient croire. Auditoire et prisons étaient bâtis sur le pont du Moulin (11).

Il n'était pas exceptionnel que l'auditoire servît à plusieurs fins; à Auvers, au dix-septième siècle, un même bâtiment servait d'auditoire et de maison d'école (12).

(5) Journal des Audiences, t. II, p. 878; Néron, t. II, p. 770.

(6) Notamment 25 juin 1715 (Journal des Audiences, t. VI, 2^e partie, p. 7).

(7) B. N. Ms. fr. Joly de Fleury 2423, f^o 149.

(8) Mêmes références qu'à la note 3, supra.

(9) A. S. O. série B, Pontoise *Baillage. Enregistrement des provisions d'offices*.

(10) A. S. O. série E, 1888. En 1626, la justice se rendait au château (A. S. O. série E, 1878).

(11) A. S. O. série E, 1878. André, p. 11.

(12) Mataigne, Histoire d'Auvers, p. 40.

Mais d'autres justices avaient des auditoires qui ne remplissaient pas les conditions demandées par les juristes. A Montgeroult, au début du dix-septième siècle, la justice se rendait dans l'hôtel seigneurial (13); il est probable d'ailleurs qu'étant donné le peu d'importance de ce siège, il ne dut jamais y avoir de véritable auditoire. Enfin d'autres sièges n'avaient vraisemblablement pas d'auditoire car il n'en est mentionné ni dans les ventes ni dans les aveux. Ce serait notamment le cas pour Nesles et Puisseux (14).

Une gravure de la fin du dix-huitième siècle (15) nous permet de nous représenter ce que pouvait être un auditoire. C'est une sorte de grange, de forme irrégulière, assez vaste, où les officiers sont assis dans une partie en retrait. Cette grange doit faire partie de la ferme seigneuriale, car une porte ouverte montre une salle habitée assez confortable. Pour tout mobilier de l'auditoire, deux fauteuils, dont l'un pour le juge, une table et une chaise pour le greffier, un banc et un tabouret pour les plaideurs, deux planches et une commode garnies de quelques registres, livres et dossiers. Le sol, dallé, est sale et couvert de débris de papiers. Une grande partie de la salle semble plus servir de lieu de réunion et de commérages que de tribunal.

2. — Outre l'auditoire, le seigneur justicier devait avoir des prisons. La coutume de Senlis en reconnaît le droit, expressément au moyen justicier (16), implicitement au bas (17). Tel était d'ailleurs l'usage général qui faisait

(13) Loisel, Montgeroult, p. 61; et A. S. O. série E, 2028.

(14) A. S. O. série E, 1207 et 1878. Les auditoires étaient corrects à Paris et à Sugères en Auvergne, moins dans la banlieue de Paris, délabrés en Bretagne (Lemer cier, p. 103 et 104; Achard, p. 154; Giffard, p. 104).

(15) « Le juge ou la cruche cassée », peint par Philibert Debucourt, gravé par J.-J. Le Veau.

(16) Art 111 (Coutumes, p. 34; Saint-Leu, p. 75; Pihan de la Forest, Esprit, p. 16, 85, 254). Comme exemple de moyenne justice ayant des prisons on peut citer Vallangoujard et Champagne.

(17) Art. 123 (Coutumes, p. 37; Saint-Leu, p. 79; Pihan de la Forest, Esprit, p. 17, 263). Loyseau, Seigneuries, ch. X, n° 88, p. 99.

au seigneur non seulement un droit, mais aussi un devoir d'en avoir, au moins pour les hauts-justiciers (18).

Suivant les ordonnances, ces prisons devaient être situées au rez-de-chaussée ou au-dessus (19), être saines, sûres et séparées du château (20).

Cette dernière exigence était fort souvent négligée, ainsi à Frouville (21) et vraisemblablement dans les sièges où le geôlier était le concierge du château (22). A Vallangoujard, les prisons, du château où elles étaient en 1626 (23) avaient dû, lors de l'aveu de 1704, être transférées dans une annexe (24).

A l'Isle-Adam, les prisons étaient, nous l'avons vu, dans le bâtiment de l'auditoire; elles se composaient, dit l'aveu de 1626, d'une chambre haute et d'un lieu bas (25).

Ce bâtiment ne devait pas avoir été construit bien solidement si l'on en juge par un procès-verbal de bris de prison du 21 mars 1742 (26).

A cette époque, un habitant de Chambly, nommé Goulard, était détenu pour faits de chasse. Dans la nuit du 20 au 21 mars, il s'évada. Au matin, le lieutenant Chefdeville fut informé, se rendit sur les lieux et dressa procès-verbal.

...« Avons mandé, dit-il, le nommé Robert Dupray, geôlier d'icelles et Jeanne Duval, sa femme, qui sont à l'ins-
« tant survenu auxquels avons enjoint de nous faire ou-

(18) Bacquet, ch. XVIII, n° 9, p. 159; D'Espeisses, t. III, p. 208, n° 1 et 2; Henriquez, ch. XXVIII, n° 27, p. 344; Fréminville, *Pratique des terriers*, t. II, p. 233; Vrais Principes, t. I, *Cachot*, p. 209; Hervé, t. IV, p. 114; Guyot, t. IX, *Juges des Seigneurs*, p. 604. Lettre de Joly de Fleury au Procureur du Roi à Aurillac : même solution que ci-dessus, § 1 (Référence, note 6).

(19) Ordonnance d'Orléans, art. 53 (Isambert, t. XIV, p. 79). Jousse, t. I, p. 616.

(20) Ordonnance criminelle, titre XIII, art. I (Isambert, t. XVIII, p. 393).

(21) Aveu de 1742. A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

(22) Voir ci-dessous ch. IV, § 32.

(23) A. S. O. série E, 1878.

(24) A. S. O. série E, 1888.

(25) A. S. O. série E, 1878.

(26) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 37.

« verture de la Chambre où était détenu prisonnier ledit
« Goullard accusé et après l'ouverture faite d'icelle nous
« avons remarqué que au dessus de la croisé et fenestre
« de ladite chambre que ledit Goullard a fait un trou de
« deux pieds de large sur quinze pouces de haut suivant
« les mesures que nous en avons fait prendre, par lequel
« ledit Goullard s'est sauvé et dessendu au pied de la pri-
« son donnant dans la rivière du costé de la rue.

« Plus, avons remarqué et veu une espèce de cordage
« de la longueur de cinq à six brace faite avec le linge
« d'une chemise au bout duquel cordage nous avons veu
« un baston liez par le milieu qui a facilité la dessente
« dudit Goullard et qu'il y a apparence que ledit Goullard
« pour se sauver a passé dans l'eau le long du quay et
« que pour sonder la rivière il s'est servy d'un gros baston
« de bois de chesne, d'environ trois pieds demy que l'on
« a trouvé dans le jardin du prieuré et qui nous a esté
« présentement représenté.

« Et à l'instant nous avons ouyes lesdits Dupray et sa
« femme ausquels nous avons fait reproche de ne point
« faire une bonne et seure garde desdittes prisons pour
« éviter l'évasion des prisonniers, lesquels ont dit qu'ils
« sont logé au dessus de la chambre et du cachot qu'ils
« ne peuvent point entendre pendant la nuit ce que les
« prisonniers peuvent faire. Cependant quelques jours
« après que ledit Goullard fut constitué prisonnier, il
« fut entendu par ledit Dupray geolier et sa femme qu'il
« travailla à arracher le mur au dessous de la croisée de
« la prison ou il était détenu, que ledit Dupray geolier
« était venu au bruit sourd qu'il faisait la nuit alors il luy
« montra des menottes pour luy mettre aus bras sur ce
« il pria le geollier de ne point luy mettre ces manchettes
« et avoua au geollier que c'était avec un verrouil qu'il
« avait arraché à la croisé de sa prison et rendit le verrouil
« sous promesse que le geollier ne luy mettrait point ces
« manchettes. Le geollier garda ce verrouil et l'on le mit
« au cachot alors par ordre de S. A. S. et les fers aus mains
« et aus pieds et peu de jours après dans le cachot ledit

« Goullard travailla encore à creuser un trou sous l'es-
« cailler il sorty du cachot et fut remis en haut dans les
« prisons après l'aveu qu'il fit de ses complices et on luy
« retira les fers en sorte que cherchant l'occasion de
« s'évader il a fait ledit trou la nuit du Mardy au Mer-
« credy sans que ledit Dupray et sa femme ayant rien
« entendu et aparament s'est servy de quelque ferment
« de sarment de fagot qu'il avait dans la chambre de la
« prison... »

A propos de cette affaire, il est à remarquer que l'accusé n'aurait pas dû être mis aux fers sur un simple ordre du seigneur; il aurait fallu une ordonnance du juge (27). Un côté assez piquant est que le braconnier allait être, ce jour même, gracié par le prince de Conti, mais celui-ci, informé de l'évasion dont il pouvait être responsable, donna au contraire au procureur fiscal des instructions pour rechercher et punir l'évadé qui d'ailleurs ne semble pas avoir été jamais repris.

A Cergy, un prisonnier accusé de viol s'évada une première fois en sciant la porte autour de la serrure et se fit soldat. Repris, il s'évada de nouveau en 1771 avec cinq codétenus. Cette fois il avait fait un trou dans le mur, probablement avec une tringle de fer. Aussi une autre arrestation ayant eu lieu peu de temps après, un arrêt du Parlement permit d'incarcérer l'inculpé à Pontoise (28). Un cas analogue s'était produit en 1727 à Marines; le Procureur fiscal demanda au lieutenant du bailliage de Pontoise de recevoir dans les prisons royales un prisonnier aux frais de la justice de Marines, les prisons seigneuriales n'étant pas en état. En 1769, un accusé est, sur l'autorisation du Parlement, incarcéré à Pontoise au lieu de Corneilles-en-Vexin (29); dix ans plus tard, la même autorisation était donnée à la même justice, à condition que le seigneur fasse construire des prisons dans un délai de six mois (29).

(27) Ordonnance criminelle, titre *XIII*, art. 19 (Isambert, t. *XVII*, p. 394).

(28) A. S. O. série B, Cergy 219.

(29) A. S. O. série B, Marines, Corneilles-en-Vexin 67 et 68.

Les prisons de Vauréal devaient être fort exigües, car lors de la nomination d'un geôlier en 1761, « les clefs lui sont confiées au nombre de une » (30).

Une surveillance active aurait sans doute été nécessaire. Elle était d'ailleurs prévue, non seulement par le procureur fiscal (31), mais surtout par les juges royaux supérieurs (32); mais il semble bien que personne en fait ne s'occupait des prisons. Il est vrai qu'elles étaient le plus souvent vides et tendaient à devenir, à l'instar des fourches, une sorte de droit plus honorifique qu'effectif.

3. — Il ne devait plus subsister beaucoup de fourches patibulaires en 1789 (33). Sans doute, le premier soin d'un seigneur au profit de qui venait d'être créée ou rétablie une justice, était d'obtenir des lettres royaux pour ériger fourches et poteau, comme à Montgeroult en 1601 (34) et à Hérouville en 1727 (35). Elles subsistaient à l'Isle-Adam en 1626 (36) et à Frouville en 1742 (37), mais dans d'autres seigneuries à cause de l'état d'abandon où elles avaient été laissées, il n'en restait plus guère que le souvenir; à Vallangoujard les aveux de 1626 et 1704 disent qu'elles ont été « démolies et déserties par caducité, injure et longueur de temps », et seul demeurait le nom de « prairie de la justice » donné à leur ancien emplacement (38).

C'est qu'en effet si l'on pouvait librement changer les fourches de place (39), on ne pouvait les réédifier sans autorisation après écroulement ou démolition que dans le délai d'an et jour; ce temps passé, il fallait des lettres

(30) A. S. O. série B, Vauréal.

(31) Hervé, t. IV, p. 278.

(32) Bacquet, ch. XVIII, n° 10, p. 159.

(3) Même situation en Bretagne (Giffard, p. 120).

(34) Loisel, Montgeroult, p. 40.

(35) A. S. O. série B, Hérouville.

(36) A. S. O. série E, 1888.

(37) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

(38) A. S. O. série E, 1888 et 1878.

(39) Arrêt du Parlement du 9 avril 1709 (Journal des Audiences, t. V, 2^e partie, p. 224).

patentes entérinées par le juge royal (40), lettres qui coûtaient cher et n'étaient pas toujours accordées : à Auvers, en 1737, l'intendant, sollicité de permettre le rétablissement des fourches et du poteau, ne donna son autorisation que pour ce dernier (41). Il est vrai que les Dames de Saint-Cyr eussent très bien pu faire relever leur poteau, sans aucune autorisation (42).

Loyseau (43) fait en effet une nette distinction entre le droit de pilori (ou de poteau à carcan) commun pour tous les hauts-justiciers (44) et le droit de fourches qui, par le nombre des piliers, pouvaient indiquer la dignité de la seigneurie. La coutume de Senlis a varié sur ce point; dans sa rédaction primitive elle attribuait des fourches à deux piliers aux moyens-justiciers, mais les seigneurs hauts-justiciers et les officiers royaux firent supprimer l'article lors de la nouvelle rédaction; les hautes justices avaient droit à trois piliers et les châtelles à quatre (45). On peut citer comme exemples de hautes-justices ayant fourches à trois piliers Frouville et Montgeroult (46). A l'Isle-Adam, siège d'une châtelles, les traces de scellement de quatre poteaux espacés de six à sept mètres pouvaient encore se voir vers 1907, au lieu dit Plaine de la Justice (47). Elles semblent avoir occupé un autre emplacement en 1626 (48).

(40) Bacquet, ch. IX, n° 10, p. 51; D'Espeisses, t. III, p. 130. Henriquez, ch. XXVIII, n° 64, p. 359. Fréminville, Pratique des Terriers, t. II p. 336.

(41) Mataigne, Auvers au xviii^e siècle, p. 91, 92. "

(42) Arrêt du Parlement du 9 avril 1709 (Journal des Audiences, t. V, 2^e partie, p. 224) *Contra* : Bacquet, ch. IX, n° 12, p. 51.

(43) Loyseau, Seigneuries, ch. IV, n° 67 à 69, p. 24; suivi par d'Espeisses t. III, p. 130; Lefebvre de la Planche, t. I, l. III, n° 15, p. 163, et Jousse, t. I, p. 220 et 618.

(44) Certaines moyennes justices avaient des poteaux, comme Vallangoujard (A. S. O. série E, 1878).

(45) Coutume de Senlis, Anc. Cout. Titre III, article 11 et Procès-verbal (Coutumes, p. 211, 212; Saint-Leu, p. 77, 521; Pihan de la Forest, Esprit, p. 86, 258).

(46) A. S. O. série E, 1878 et série B, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*, Loisel, Montgeroult, p. 6.

(47) Denise p. 55.

(48) A. S. O. série B, 1887 et Denise, p. 163.

Ces fourches n'avaient plus guère d'autre rôle que celui de preuve. A Nesles-la-Vallée, lors de la pendaison d'un voleur, l'exécution eut lieu à une potence dressée au principal carrefour de la place et il n'est fait aucune mention d'une exposition postérieure du cadavre (49). Même comme preuve, elles offraient un double inconvénient, bien mis en évidence par Championnière : la facilité d'usurpation et la caducité sous l'action du temps et des hommes qui fit « qu'un grand nombre de justices eurent le sort de leurs gibets et comme eux tombèrent de vétusté pour ne plus se relever » (50).

(49) A. S. O. série B, Nesle-la-Vallée.

(50) Championnière, p. 529-530.

CHAPITRE IV

LE PERSONNEL DES JUSTICES SEIGNEURIALES

I. — RÈGLES COMMUNES A TOUT LE PERSONNEL

1. Obligation de nommer aux offices. 2. Composition du personnel. 3. Nomination par commission. 4. Nomination par provisions. 5. Provisions à titre gratuit, onéreux ou rémunératoire. 6. Conditions de nomination. 7. Réception aux sièges royaux. 8. Entrée en charge. 9. Sortie de charge. 10. Non observation de l'obligation de résidence. 11. Cumuls d'offices royaux et seigneuriaux. 12. Cumuls d'offices seigneuriaux. 13. Emoluments.

II. — LES DIFFÉRENTES CHARGES SEIGNEURIALES

A) *Le juge*

14. Titre. 15. Recrutement. 16. Fonctions. 17. Suppléance.

B) *Le procureur fiscal*

18. Titre. 19. Fonctions. 20. Suppléance.

C) *Le greffier*

21. Le Greffe. 22. Recrutement. 23. Surveillance.

D) *Les notaires et tabellions. — Le garde du scel*

24. Rôle et privilège. 25. Le droit de tabellionnat. 26. Le garde du scel.

E) *Les sergents, huissiers et gardes*

27. Rôle des sergents. 28. Recrutement. 29. Les huissiers. 30. Les gardes.

F) *Le personnel auxiliaire*

31. Les Messiers. 32. Le géolier. 33. Divers.

G) *Les procureurs postulants.*

34. Nécessité pratique de leur concours. 35. Nomination. 36. Recrutement et situation sociale. 37. L'ancien procureur.

I. — RÈGLES COMMUNES A TOUT LE PERSONNEL

1. — Le seigneur justicier avait pour premier droit et pour premier devoir de nommer un personnel suffisant aux besoins de sa justice. Ce n'était pas là pour lui une simple faculté, mais une obligation dont l'inobservation

pouvait entraîner la défense d'exercer (1). Dans le ressort de Pontoise, cette prescription était le plus souvent suivie, car, pour la plupart des justices, il est possible, d'après les pièces conservées, de dresser des listes d'officiers depuis les premiers dossiers parvenus jusqu'en 1791, et les vacances prolongées y sont exceptionnelles et généralement explicables. C'est ainsi que l'absence de bailli à l'Isle-Adam de 1763 à 1778 trouve sans doute sa raison dans la réunion à ce siège, en 1780, de nombreuses petites juridictions (2).

Il est possible de dresser des listes complètes pour les juges, à partir de 1628 pour l'Isle-Adam, de 1633 pour Cergy, de 1680 pour Menouville, de 1684 pour Nesles-la-Vallée, de 1685 pour Marines, de 1687 pour Frouville, de 1689 pour Maubuisson et Balincourt et pour les autres sièges à partir de 1696 et l'on trouve des traces d'autres officiers à des époques plus anciennes (4); on peut donc penser que les seigneurs vexinois ont toujours pourvu régulièrement à leurs offices de judicature.

2. — Le nombre de ces offices, variable avec l'importance du siège était fixé, à défaut de titres particuliers, très rares (5), par la coutume que nous connaissons par les aveux et dénombrements; il ne pouvait être augmenté (6).

(1) Ordonnance d'Orléans, art. 55 (Isambert, t. XIV, p. 79). Edit d'août 1702, art. IX (Néron, t. II, p. 424). Arrêt du Parlement du 26 mars 1768 (B. N. Ms. Fr. Joly de Fleury 2423, f° 139). Lettre de Joly de Fleury au Procureur du Roi du bailliage d'Aurillac du 12 juillet 1774 (I ibid. f° 149). Cf. Jacquet, l. I, ch. II, n° 13, p. 5; Hervé, t. IV, p. 272. Fréminville, Pratique des Terriers, t. II, p. 202; Vrais principes des Fiefs t. II, *Officiers de Justice*, p. 60. Guyot, t. IX, *Juge des seigneurs*, p. 599. Henriquez, ch. XXVIII, n° 14, p. 338.

(2) Voir ci-dessus, chapitre II.

(3) A. S. O. série B, Boulonville, L'Isle-Adam, Cergy, Corneilles, Balincourt, Nesles, Marines, Frouville, Bessancourt, Maubuisson, *passim* et Pontoise *Bailliage Mercuriales* 1696-1782.

(4) Voir ci-dessus, chapitre II.

(5) Voir ci-dessus, chapitre II.

(6) Ordonnance de janvier 1629 (Code Michaud), art. 122 (Isambert, t. XVI, p. 262). Arrêt du Parlement de Paris d'août 1702 (Journal des Audiences, t. V, 1^{re} partie, p. 308). Cf. Lefebvre de la Planche, t. I, l. III, ch. II, n° IX, p. 148, Jurisprudence civile, p. 373. Jacquet l. I, ch. VI, n° 4, p. 88. Henriquez, ch. XXVIII, p. 340.

Il faut toujours un juge, un procureur d'office (sauf pour les basses justices) (7) et un greffier (8). Il faut y joindre un nombre plus ou moins grand de procureurs postulants et presque toujours des sergents et tabellions, parfois aussi un lieutenant, un géôlier, des huissiers, un garde de scel et d'autres auxiliaires de la justice.

A Vauréal, les lettres patentes de novembre 1688 qui rétablissent la prévôté, reconnaissent au seigneur le droit d'avoir un prévôt, un lieutenant, un procureur fiscal, un greffier tabellion, un notaire, deux sergents et autres officiers nécessaires (9).

Un aveu de 1742 prévoit pour la justice de Frouville un prévôt, un procureur fiscal, un greffier et un sergent (10). A Vallangoujard, en 1704, l'aveu qui mentionnait ces quatre officiers et un notaire, fut refusé par le suzerain à cause du notaire et du titre de procureur fiscal (11).

Le personnel de la prévôté d'Hérouville se composait ainsi en 1726, date de la création du siège (12) :

Prévôt : Jean Letellier, avocat à la Cour,

Procureur fiscal : François-Paul Levasseur, procureur à Pontoise,

Greffier : François Grandin,

Sergent : Jacques Deboissy.

Le bailliage de L'Isle-Adam, justice la plus importante du ressort, avait un personnel beaucoup plus nombreux. Un aveu de 1625 (13) l'énumère ainsi : un bailly, un procureur fiscal, un greffier, un tabellion, un notaire à l'Isle-

(9) Loyseau, *Traité des Seigneuries*, ch. X, n° 72, p. 58. Ferrières, t. II, *Justices Subalternes*, p. 114. Jacquet, l. I, ch. VI, n° 22 p. 93.

(8) Loyseau, *ibid.*, ch. X, n° 79, p. 58. Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 604. D'Espeisses, t. III, p. 169 et Henriquez, ch. XXVIII, n°s 44 et 47, ajoutent des sergents, et Jousse, t. I, p. 219, sergent et geolier.

(9) A. S. O. série E, 2737.

(10) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Registre des enregistrements des provisions d'offices*.

(11) A. S. O. série E, 1887, et série B, L'Isle-Adam n° 3. Voir P. J. n° 1.

(12) A. S. O. série B, Hérouville (d'après les provisions).

(13) A. S. O. série E, 1888.

Adam, un à Labbeville, un à Nelle-Vieille-Rue, un à Vallangoujard, six sergents à verge, dont un priseur et vendeur de biens, résidant à l'Isle-Adam et deux autres sergents résidant l'un à Nelle-Vieille-Rue, l'autre à Labbeville.

En 1689, les officiers suivants assistaient aux assises de la châtellenie (14) : le bailli Lemaitre, le procureur fiscal Deschamps, le greffier Baillet, le lieutenant Levasseur, les procureurs Bachelier et Dufrancastel, le substitut du procureur fiscal à Labbeville Bourgeois, les notaires Deschamps, Bachelier, Baillet et Dufrancastel, de L'Isle-Adam, Richardière de Labbeville, Geofroy Philippe de la Vieille-Rue de Nelle, branche d'Adam; Derasse, de la partie de Pied-de-Fer et Grand-Gournay, sis à Montsoul, Gradon, de Vallangoujard, les sergents Braye, priseur, Lucas, voyer, Fournier et Charles Deschamps, les « officiers gardes des plaisirs de forest » Hubert Philippe, Arnoult, de la Savatière et Antoine Philippe: enfin Alexandre Bougault et Michel Dufay, chirurgiens jurés, Tiphaine « masson juré » et Fornier, arpenteur.

En 1780, le même bailliage, après réunion d'autres sièges avait pour officiers le bailli Potel, le procureur fiscal, notaire et tabellion Deschamps, le greffier Dufrancastel, le greffier commis Maillard, les procureurs postulants Dumontier, Leprince, Genard, Petit et Caron, le juré arpenteur Boucher et divers autres auxiliaires (15).

Ainsi, en 1689, le siège de l'Isle-Adam comptait en sus de l'effectif avoué en 1625 un lieutenant, un substitut du procureur fiscal et trois notaires; en 1780, ces officiers ont disparu mais il y a un commis greffier. De même à Vauvèze et Frouville on rencontre des lieutenances en dehors de l'aveu. Dans d'autres sièges, la composition du personnel apparaîtrait aussi flottante. Ces manquements aux prescriptions ne semblent d'ailleurs pas avoir attiré l'attention des officiers royaux.

3. — Ce personnel était nommé soit par provisions, soit

(14) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 26.

(15) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 8.

par commission. Ce dernier mode était en général réservé au personnel auxiliaire (géôlier, messiers) ou temporaire, soit par nature (experts), soit qu'il s'agisse de pourvoir à l'absence d'un officier sans qu'il y ait un ordre de suppléance établi, ce qui était notamment le cas pour le greffier. Parfois on en rencontre là où des provisions sembleraient nécessaires. Ainsi en 1669 le bailli de L'Isle-Adam nomme par commission René Bourgeois substitut du procureur fiscal à Labbeville et Jacques Billot sergent au même lieu (16). Ces commissions sont en général données par le juge, le plus souvent sur requête du procureur fiscal; leur forme varie avec les justices et les cas d'espèces (17).

4. — Il y a moins de variété dans les lettres de provision, bien que, par exemple, la redondance des formules employées par les Dames de Saint-Cyr contraste avec la concision des lettres de provisions accordées par les religieuses de Maubuisson (18).

Elles émanent du seigneur justicier ou de son représentant légal, tuteur, fondé de procuration, ou de certains ayants droit (19). Elles confèrent la qualité d'officier du seigneur sans cependant donner le caractère de dépositaire de la puissance publique que seule fait acquérir la réception aux sièges royaux (20).

Elles servent à nommer les principaux représentants de l'autorité judiciaire seigneuriale, juges, lieutenants, procureurs d'office, greffiers, notaires, tabellions, huissiers, sergents et gardes, parfois aussi, comme à L'Isle-Adam, Sagy et Maubuisson, les procureurs postulants.

(16) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 1.

(17) Voir Pièces justificatives II a).

(18) -Voir Pièces justificatives II b) et c).

(19) Exemples de nomination : par le tuteur à L'Isle-Adam (14 juillet 1713), par des fondés de procuration à Eragny en 1765 et Sandri-court en 1769 (A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 4, Pontoise *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*).

Cf. Loyseau, *Offices*, ch. II, n° 3 à 45, p. 284-288. D'Espeisses, t. III, p. 171. Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 222. Henriquez, ch. XXVIII, n° 16, p. 339.

(20) Loyseau, *Offices*, l. I, ch. III, n° 33 et 45, p. 17; l. V, ch. II, n° 76 et 77, p. 291. Cf. Ferrière, t. II, *Officiers de justice subalterne*, p. 314.

5. — Ces provisions étaient accordées tantôt à titre gratuit, tantôt à titre onéreux, tantôt pour récompense de services.

Les décisions royales ont beaucoup varié sur la question de savoir si le seigneur pouvait vendre les charges de sa justice.

L'Ordonnance d'Orléans, en son article 40, et celle de Blois, à l'article 101, interdisent la vénalité (21), mais d'autres décisions royales la tolèrent en fait puisqu'elles interdisent de destituer les officiers pourvus à titre onéreux ou rémunérateur, ou la permettent dans certains cas, ainsi dans le premier sens l'article 27 de l'Ordonnance de Roussillon et dans l'autre l'édit de septembre 1645 (22).

La plupart des auteurs admettent implicitement la vénalité, Fleury, Fréminville et le Prince de Conti, tout en blâmant cette coutume, reconnaissent qu'elle est admise en fait (23).

Beaucoup de lettres de provisions spécifient qu'elles ont été accordées gratuitement. Ainsi pour des juges, à l'Isle-Adam, Gouzangrez, Méry, Moussy, pour des procureurs fiscaux à l'Isle-Adam, Sandricourt, Amblainville, Moussy, pour des greffiers à l'Isle-Adam, Moussy et Montsoult-Gournay (24).

Les cas de vénalité ne semblent pas avoir été fréquents. Aucune lettre de provisions ne mentionne le titre onéreux et les cas de succession sont fort peu nombreux. Seuls les greffes et tabellionnats semblent avoir été fréquemment patrimoniaux. C'est ainsi qu'à Nesles, en 1684, le sieur Petiot était fermier du greffe et tabellionnage pour les héritiers de feu Charton, précédent greffier. On peut citer aussi les provisions d'un notaire de Cormeilles, accordées en 1767, après bail passé par le fermier de la seigneurie.

(21) Isambert, t. XIV, p. 72 et 406.

(22) Isambert, t. XIV, p. 165; XVII, p. 54. Néron, t. II, p. 12.

(23) Fleury, t. I, p. 47. Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. I, ch. II, p. 106. Prince de Conti, *Devoirs des Seigneurs* (dans Fréminville, *Communautés d'habitants*, p. 633).

(24) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, Gouzangrez, Méry-sur-Seine, Moussy, Pontoise, *Bailliages, Enregistrement des provisions d'offices*, Baillet.

rie (25). Enfin il se peut que certaines résignations « in favorem » et des provisions en survivance correspondent à des charges patrimoniales. En 1756, Louis Moufflette, prévôt et juge gruyer des justices d'Hénonville, Berville, Haravilliers et le Coudray, démissionne en faveur de son fils Louis (26). En 1744, Pierre Pihan de la Forest obtient des lettres de prévôt de Cergy en survivance de Louis-Jean Lefebvre (27). Le même cas se produit en 1763 à la Ville-neuve-le-Roi et en 1778 à Sandricourt-Amblainville (28).

6. — Même quand l'office à pourvoir n'était pas patrimonial, le seigneur n'était pas entièrement libre de son choix. Des conditions d'âge, de capacité et autres le limitaient. Le praticien choisi devait avoir au moins vingt-cinq ans (29), être sujet du roi (30), laïc, de religion catholique, capable d'exercer l'office (32). Il ne devait être ni parent du seigneur (33), ni fermier de la terre (34) ou des amendes (35). Il ne devait point tenir cabarets (36). Cependant en 1746, François Dufrancastel, pourvu d'une charge d'huissier à l'Isle-Adam n'était âgé que de dix-sept ans. Cet abus qui ne pouvait rentrer dans les cas d'exception prévus, s'explique par le fait que le père du jeune homme était notaire du bailliage (37). En revanche, et contrairement aux ordonnances, il était fréquent que

(25) A. S. O. série B, Nesles-la-Vallée, Cormeille-en-Vexin 62.

(26) A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

(27) A. S. O. série B, Cergy n° 208.

(28) A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

(29). Loyseau, *Traité des Offices*, l. I, ch. IV, n° 24. Jacquet, l. I, l. I, ch. V, n° 2, p. 41.

(30) Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 601.

(31) Lebreton, *Décisions*, l. IV, dec. VII, p. 321. Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 604. Jacquet, l. I, ch. V, n° 3, p. 41.

(32) Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 601.

(33) Hervé, t. IV, p. 75.

(34) Henriquez, ch. XXVIII, n° 21, p. 341. Hervé, t. IV, p. 77; Jacquet, ch. V, n° 31, p. 60.

(35) Ordonnances d'Orléans, art. 81 et de Blois, art. 132 (Isambert, t. XIV, p. 84 et 41).

(36) Hervé, t. IV, p. 78.

(37) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 6.

les divers officiers des seigneurs fussent parents entre eux. En 1783, le lieutenant général de Pontoise ordonna lors des assises que les officiers de vingt-trois justices où il y avait des parentés s'entendent dans un délai de trois mois sur qui resterait en place. Mais cette prescription resta lettre morte (38).

7. — Une fois pourvu par le seigneur. l'officier devait ensuite être reçu pour pouvoir exercer sa charge (39). Suivant la dignité de l'office, la réception était faite par le lieutenant général du bailliage de Pontoise pour les juges et les lieutenants, parfois aussi pour les procureurs fiscaux et les greffiers (40), par le juge seigneurial pour les autres.

La réception comportait une requête de l'officier, une information de vie et mœurs, un examen public de capacité, si le requérant n'était pas avocat, et une prestation de serment (41). Cette formalité était en général assez bien observée (42); cependant il est assez piquant de constater que le subdélégué de Pontoise, Pierre Pihan de la Forest, qui a occupé le siège d'au moins vingt-deux justices du bailliage, ne s'est fait recevoir que pour le bailliage de Chars.

Ce n'était certes pas les frais qui empêchaient les juges seigneuriaux de se faire recevoir. Ils ne devaient que le papier et le parchemin timbré, plus quarante sols au juge,

(38) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage Mercuriales* 1696-1782.

(39) Ordonnance d'Orléans, art. 55 (Isambert, t. XIV, p. 79). Edit de mars 1694 (Isambert, t. XV, p. 175) et, *a contrario*, Edit de septembre 1645. (Néron, t. II, p. 12; Isambert, t. XVII, p. 54). Loyseau, *Offices*, l. V, ch. II, n° 76, 77, p. 291. Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 624. Chorier, p. 96. Jousse, t. II, p. 139; Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 106. Henrriquez, ch. XXVIII, n° 23, p. 342. En sens contraire, Arrêts du Parlement de Paris du 10 juillet 1618 (Bardet, t. I, p. 32) et 17 juillet 1668 (*Journal des Audiences*, t. II, p. 661). Du Rousseau de la Combe, *Jurispudence civile*, *Juges*, p. 374.

(40) A. S. O. série B, Pontoise *Enregistrement des provisions d'offices*.

(41) Loyseau, *Offices*, l. I, ch. IV, n° 31, 32, 33, p. 24.

(42) Il n'en allait pas toujours ainsi en Bretagne (Giffard, p. 94 et 96) ni dans la vicomté de Paris (Lemer cier, p. 81).

les deux tiers au procureur du roi et vingt sols au greffier (43). Il est vrai qu'au bailliage voisin de Meulan, il avait été réclamé en 1786 au juge de Menucourt la somme de soixante-quatre livres huit sols quatre deniers, et le procureur général dut envoyer à son substitut une lettre sévère pour faire restituer le trop-perçu (44).

8. — L'entrée en charge des officiers ne comportait en général d'autre formalité que le serment prêté au seigneur, la lecture et l'enregistrement de leurs provisions de la sentence de réception. Cependant, en 1747 et 1774, les Dames de Saint-Cyr viennent installer leurs prévôts Pihan de la Forest et Potel à Auvers (45). En 1681 Jean-Baptiste Lemaistre prenant possession du bailliage de l'Isle-Adam, fut harangué (4).

9. — La sortie de charge de l'officier avait lieu par mort, démission ou révocation. Ces deux derniers modes étaient fort rares (47). Le seigneur aurait pu refuser la démission d'un officier pourvu à titre gratuit (48).

Sur le droit de révocation, une évolution fort nette a eu lieu dans la doctrine et la jurisprudence. Au début du seizième siècle, un arrêt du 10 juin 1513 déboutait un greffier arguant d'un titre rémunérateur contre sa révocation (49). Mais à la fin de ce siècle, l'ordonnance de Roussillon de 1563, en son article 27, ne permet plus la révocation sans cause que pour les offices pourvus à titre gratuit (50), et doctrine et jurisprudence suivent cette

(43) Edit de mai 1693. L'Ordonnance d'Orléans, art. 55, et le Code Michaud, art. 113 prescrivaient la gratuité complète (Isambert, t. XIV, p. 166 et t. XVI, p. 261).

(44) B. N. *Ms Français Joly de Fleury*, n° 2423, f° 171.

(45) A. S. O. série B, Auvers-sur-Oise, *Registres*.

(46) Le livre de raison de Jean-Baptiste Lemaistre, administrateur pontoisien (1650-1722). M. S. H. P. V. t. XVI, 1894, p. 39.

(47) Les révocations étaient fréquentes en Vermandois (Combier, p. 12-73).

(48) Loyseau, *Offices*, ch. III, n° 1 à 11, p. 293-294; Fleury, t. I, p. 47.

(49) Papon, *Recueil*, p. 223.

(50) Isambert, t. XIV, p. 166; Néron, t. I, p. 424.

décision jusque vers la fin du dix-septième siècle (51). Mais le Parlement, le 13 février 1693, revient sur sa jurisprudence et permet au baron de Vitré de destituer son procureur fiscal sous la seule condition de le rembourser de la somme de 3.200 livres, prix de l'office, solution qui sera désormais admise (52).

Les recherches n'ont fourni, pour le ressort de Pontoise, que trois cas de révocation. En 1760, Jean Boucher est révoqué de l'office de greffier de Montsout-Grand-Gournay (53). En 1681, le bailli de l'Isle-Adam, Guillaume Dubois, atteint d'une maladie incurable qui le met hors d'état d'exercer, est remercié (54). Enfin Louis le Flamand est nommé en 1747 bailli de Méry, en place de Louis Jean Lefebvre, « remercié à cause de son grand âge et caducité, et, en tant que besoin est ou serait, révoqué » (55). Beaucoup de provisions d'officiers du bailliage de l'Isle-Adam portent la mention « à condition que nous pourrions révoquer le dit... toutesfois et quantes il nous plaira, sans formalité de justice ni remboursement de finances, attendu qu'il n'en a point payées » (56).

10. — Pour être en règle avec les ordonnances royales, notamment celle d'Is-sur-Tille d'octobre 1535 (57), les officiers des justices seigneuriales auraient dû résider au

(51) Bacquet, ch. XVII, n. 9, p. 152. Loyseau, Offices, l. V, ch. II, n° 67, p. 290. Bergeron (sur Papon, Recueil, p. 224). Henrys, t. I, ch. IV, p. 304. Arrêts du 14 mars 1662 (Filleau, t. II, p. 671) et 7 juillet 1663 (*a contrario*) (J. A. t. II, p. 164).

(53) Boucher d'Argis, t. I, p. 275. Autres arrêts cités par Du Rousséau de la Combe (Jurisprudence civile, *Destitution*, p. 108). Cf. Fréminville, Pratique des Terriers, t. 11, p. 210-211, et Vrais principes des Fiefs, t. II *Officiers de justice*, p. 60, Boucher d'Argis, t. I, p. 55; Bretonnier (sur Henrys, t. I, p. 307); Jacquet, l. I, ch. XXVII, n° 3, p. 328; Henriquez, ch. XXVIII, n° 59, p. 358; Guyot, t. IX, *Justice seigneuriale*, p. 671; Hervé, t. IV, p. 91; Jousse, t. I, p. 612.

(53) A. S. O. série B, Baillet.

(54) A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

(55) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*. Cf. une formule analogue à Charenton (Lemerrier, p. 73).

(56) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, *passim*.

(57) Isambert, t. XII, p. 479.

siège de leur juridiction (58). Mais il est peu de prescriptions qui aient été plus universellement et délibérément négligées (59). Dans le ressort de Pontoise, comme en Bretagne, en Vermandois et dans les environs de Paris (60), la non-résidence est générale. Pour les juges il ne semble y avoir qu'un seul cas certain de résidence : André-Simon Delisle, lieutenant de Marines en 1756 (61), et quelques présomptions : Nicolas Michelin, bailli de l'Isle-Adam, semble avoir habité dans la paroisse, car, lors de l'incendie de l'église en 1661, il était sur les lieux (62). En revanche, on trouve dix-sept cas certains de non résidence : dix juges habitant Pontoise, trois Magny-en-Vexin, un Chambly et trois Parmain, faubourg de L'Isle-Adam. Dans d'autres cas, les juges cumulant plusieurs justices ou pourvus d'offices royaux ailleurs ne pouvaient également résider. En 1789, il semble qu'aucun juge ne résidait.

Parmi les procureurs fiscaux et les greffiers, ceux de l'Isle-Adam ont en général demeuré au siège, mais il n'en allait pas de même ailleurs. C'est ainsi qu'en 1718 aucun des officiers du siège de Corneilles-en-Vexin n'habitait à moins d'une lieue : le prévôt Pierre Pihan de la Forest, le procureur fiscal Pierre-Martin Levasseur, le greffier Jean Levasseur demeuraient à Pontoise, distant de deux lieues et demie, le sergent huissier Pierre Levasseur, à Marines, distant d'une lieue (63). La situation était analogue dans la plupart des petites justices.

Sans doute cet état de choses présentait des inconvénients : les audiences étaient rares, donc les procédures lentes dans les petites justices; mais la situation inverse aurait été sans doute pire, car le seigneur ne pouvait

(58) Loyseau, *Seigneuries*, ch. X, n° 80, p. 58; D'Espeisses, t. III, p. 185, Pihan de la Forest, *Election*, p. 451.

(59) Cf. Jacquet, l. I, ch. V, n° 29, p. 60; Henriquez, ch. XXVIII, n° 20, p. 340; Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 601-603.

(60) Giffard, p. 103; Combier, p. 17, Lemerrier, p. 90-92.

(61) A. S. O. série B, Marines.

(62) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 20.

(63) A. S. O. série B, Corneilles-en-Vexin et Boissy-l'Aillerie.

guère trouver d'officiers capables que dans le personnel des justices royales et il ne pouvait évidemment exiger qu'ils s'établissent dans des villages où parfois ne se jugeaient pas « quatre causes en l'an ». Aussi les officiers royaux ont-ils toléré la non-résidence, comme ils toléraient les cumuls dont, pour des causes analogues, le nombre allait croissant.

11. — Deux types de cumuls se rencontrent qui, d'ailleurs, sont loin de s'exclure : officiers royaux remplissant des fonctions seigneuriales, officiers exerçant plusieurs charges seigneuriales. Quoique la première forme ait été interdite par l'article 113 de l'Ordonnance de Blois (64) « pour ce que le Roy veut que ses officiers soient du tout à luy » (65) elle n'en était pas moins couramment pratiquée. Certains juges seigneuriaux étaient en même temps notaire royaux : Etienne Romare, lieutenant d'Auvers en 1689, Charles Deschamps, prévôt de Nesles en 1714, François Pigon, prévôt de Montsoult-Pied-de-Fer en 1746, Louis Buquet, prévôt de Moussy en 1753, Louis Moufflettes, bailli d'Hénonville en 1756, Philippe-Emilien Pélisson, prévôt de Meseslan en 1761, Antoine Amy, prévôt de Nourard-le-Franc en 1764, Sébastien Lemonnier, à Landrimont, en 1778, Jean-François Moufflettes, à Sandricourt-Amblainville en 1789. Jean Michel, prévôt de Balitncourt au quinzième siècle, Jacques Brissart, prévôt de Sagy en 1700, Eustache Chefdeville, lieutenant de l'Isle-Adam en 1712, Jean Letellier, prévôt d'Hérouville en 1726, Jean-Michel Hennin, prévôt de Moussy en 1738, Simon-Christophe Mion, prévôt de Villeneuve-le-Roy, étaient en même temps procureurs du Roi. Nicolas Legros cumulait en 1737 les charges de Prévôt vicomtal, juge royal de Pontoise, et de bailli de Chars et Marines. Il eut pour successeur à Pontoise Métivier de Saint-Liébaud, qui fut prévôt de Gouzan-

(64) Isambert, t. XIV, p. 409. Cf. Hervé, t. IV, p. 76. Arrêt de règlement du 24 avril 1632 (Néron, t. II, p. 616). Jousse, t. I, p. 627.

(65) Loyseau, Offices, ch. X, n° 48, p. 65.

grez en 1744. David Aubery, lieutenant particulier de la prévôté-mairie de Pontoise, est en 1670 bailli de l'Isle-Adam. En 1719, François Gilles, conseiller à Clermont, est prévôt de Nourard. Jean-Baptiste Lemaistre et Louis-Jean Lefebvre, officiers à la fois du Grenier à Sel et de l'Election de Pontoise, sont juges seigneuriaux à l'Isle-Adam et ailleurs en 1691 et 1722. De même, de 1760 à 1765, la prévôté d'Eragny a pour titulaire Levasseur des Gennetais, président de l'Election. D'autres juges sont greffiers royaux : Christophe Pottier, prévôt de Marines en 1719, Jean Delacour, prévôt de Gouzangrez en 1738, et Pierre David, prévôt de Montsoul-Gournay en 1751. Nous trouvons encore un officier des Eaux et Forêts : François Le Couturier, prévôt de Cergy en 1733, un contrôleur des épices : Nicolas Gruel, bailli de Maubuisson en 1703 et même deux subdélégués de l'Intendant : Jean-Baptiste Lemaistre, bailli de l'Isle-Adam, nommé subdélégué en 1701 et Pierre Pihan de la Forest, bailli de Chars en 1738 (66).

D'autres officiers seigneuriaux étaient également pris parmi les officiers royaux. Jean-Antoine Delacour, notaire royal à Pontoise, reçoit les greffes d'Ennery en 1774, d'Eragny et d'Ableiges en 1788; Jacques-Pierre Frère est greffier à la fois du grenier à sel de Pontoise et de la petite justice de Moussy en 1778. Pierre Cailleux, greffier de Frouville et Messelan, est notaire royal à Ennery (67). Jacques-Robert Mesnier, premier huissier audencier à Pontoise, est nommé sergent et commissaire de police d'Hérouville en 1782 et de Nesles en 1786 (68). Bien d'autres cas pourraient être signalés.

12. — Quant aux cumuls de juridictions seigneuriales, ils sont innombrables. En 1789, Pierre-Charles-Antoine

Hérouville, L'Isle-Adam, Marines, Nesles, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices et Mercuriales* 1696-1782. — Série E, 1208. Giffard cite des cas analogues pour la Bretagne (p. 98).

(67) A. S. O. série B, Ennery, Eragny, Ableiges, Moussy, Frouville.

(68) A. S. O. série B, Hérouville et série E, 1284.

Potel est bailli de Chars (Marines), Hénonville, l'Isle-Adam et Méry, prévôt d'Ableiges, Balincourt, Cergy, Cormeilles-en-Vexin, Courcelles-sur-Viosne, Ennery, Eragny, Frouville, Héréville, Hérouville, Hodan, Margicourt, Menouville, Montgeroult, Moussy, Nesles-la-Vallée, Neuilly-en-Vexin, Osny, Saint-Lubin, l'Abbaye-du-Val, Vauréal, Verville et la Villeneuve-le-Roi (69), il était donc juge de vingt-sept sièges. Il avait été précédé dans cette voie par Pierre Pihan de la Forest qui, en 1774, en cumulait vingt-cinq : Ableiges, Auvers, Balincourt, Cergy, Chars, Cormeilles, Courcelles, Courdimanche, Ennery, Frouville, Héréville, Hérouville, Hodan, Margicourt, Maubuisson, Menouville, Montgeroult, Nesles, Osny, Saint-Lubin, Vallangoujard et Verville dans le ressort de Pontoise, et au dehors Bessancourt, Frépillon et Soignolles (70). Vers 1730, Charles Deschamps et Louis-Jean Lefebvre occupent chacun une dizaine de sièges. La plupart des juges exercent un nombre moindre de justices; l'on compte au moins cinq cumuls de six sièges, trois de cinq, trois de quatre, trois de trois, treize de deux. Certains étaient en même temps procureurs fiscaux ou greffiers. De 1686 à 1744, Louis Deschamps, puis son fils Charles, ont été procureurs fiscaux à L'Isle-Adam et prévôts de Nesles et autres lieux. En 1775, François Lesage est prévôt de Sagy et procureur fiscal de Cergy. Sébastien Lemonnier est, en 1781, procureur fiscal de Messelan et prévôt de Landrimont. En 1789, Louis-Denis-Côme Guériteau tient le siège du bailliage de Menucourt et le greffe de Méry (71). En 1783, Pierre-Martin Levasseur est en même temps bailli de Menucourt, prévôt du Prieuré de Conflans-Sainte-Honorine et de l'Abbaye du Val, lieutenant de la prévôté d'Andrésy, procureur

(69) A. S. O. série B, Pontoise *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*. Mallet, Elections, *passim*.

(70) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices* et Bessancourt, Cergy, Cormeilles, Courdimanche, Ennery, Frouville, Hérouville, Marines, Nesles, Verville.

(71) A. S. O. série B, Cergy, Frouville, L'Isle-Adam, Menucourt, Méry, Nesles, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices, Mercuriales 1696-1782*.

fiscal de Méry et Moussy et greffier de Frouville (72). Les greffiers étaient presque toujours en même temps tabellions lorsqu'à la justice le seigneur joignait le droit de tabellionnage. A L'Isle-Adam, le procureur fiscal était très souvent tabellion.

Il serait facile de multiplier de tels exemples de cumuls. Ceux-ci n'offraient guère d'inconvénients quand les sièges étaient indépendants les uns des autres. Lorsqu'il s'agissait de justices dont l'une était subordonnée à l'autre en appel, il aurait pu se produire des abus dangereux; il n'aurait pas sans doute été très favorable à un appelant de retrouver le juge « a quo » dans le bailli ou le procureur fiscal de la justice d'appel. Le cas aurait pu se présenter car, par exemple, en 1727, Charles Deschamps était prévôt de Balincourt, Hodan et Montsoulst-Gournay, qui relevaient en appel de la châtellenie de l'Isle-Adam dont il était procureur fiscal (73), et de 1778 à 1789, Potel, bailli de l'Isle-Adam, fut juge inférieur à Balincourt et Hodan (74).

Mais le peu d'importance de ces justices de hameaux rendait ces dangers beaucoup plus théoriques que réels et les profits d'un seul de ces sièges minuscules auraient été bien insuffisants.

13. — Les seigneurs, sans doute, étaient tenus par l'article 55 de l'Ordonnance d'Orléans de « salarier leurs officiers de gages honnêtes » (75), et cette obligation courait du jour de la provision, alors que les autres profits couraient du jour de la réception (76); mais ils ne pouvaient être contraints de payer comme gages que ceux qui avaient

(72) A. S. O. série B, Conflans-Sainte-Honorine, *Registres d'Audiences*, Frouville, Méry, Montgeroult, Pontoise *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices et Greffe* 1783.

(73) A. S. O. série B, Baillet, Balincourt, L'Isle-Adam, Nesles.

(74) Voir *supra* note 65.

(75) Isambert, t. XIV, p. 79; Jacquet, l. I, ch. II, n° 13, p. 15; Fréminville. *Vrais principes*, t. I, *Haut justicier*, p. 627 et t. II, *Officiers de justice*, p. 60; Jousse, t. I, p. 616.

(76) Loyseau, *Offices*, l. I, ch. II, n° 60, p. 13 et ch. VII, n° 55, p. 53.

été spécialement et nommément attribués aux officiers par leurs provisions, la clause « aux honneurs, prérogatives, charges et émolumens qui y sont annexés » ne s'entendant que des profits de l'exercice (77). Enfin cette prescription ne concernait ni les procureurs ni les greffiers (78).

Beaucoup de provisions ne portent aucune mention de gages; c'est toujours le cas pour celles d'Auvers, Cergy, Corneilles-en-Vexin, Gouzangrez, Puiseux (79), ce qui ne veut d'ailleurs pas toujours dire que les officiers ne recevaient aucun salaire; le bail de la seigneurie de Boissy-l'Aillerie, en 1650, porte ainsi que le fermier devra verser chaque année dix livres au prévôt de Corneilles et sept au procureur fiscal (80). Il est vrai que l'on trouve à Ennery, en 1734, des provisions où se trouve la mention « sans gages », mais ce sont celles d'un greffier, Michel Heurtin (81).

D'autres lettres mentionnent des gages sans en spécifier le montant : les provisions de Potel en 1774 pour Ableiges et Hérouville et celles des prévôts de Moussy, Louis Bucquet en 1754 et Jean-Baptiste Delaistre en 1771, parlent de « gages y attachés » (à l'office) (82). On trouve encore « gages y annexés » (83), « gages accoutumés » (84), « gages y appartenant » (85), « gages y attribués » (86), « gages ordinaires et accoutumés » (87). Enfin les provisions de bailli d'Hénonville accordées

(77) Ferrière, t. II, *Officiers de justice subalterne* p. 314.

(78) Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 105.

(79) A. S. O. série B, Auvers, Cergy, Corneilles-en-Vexin, Gouzangrez, Puiseux et Pontoise, *Bailliage Enregistrement des provisions d'offices*.

(80) Loisel, Boissy-l'Aillerie, p. 37.

(81) A. S. O. série B, Ennery, n° 3.

(82) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

(83) A Frouville en 1774 (prévôt) *Ibidem*.

(84) A Balincourt en 1774 (prévôt) *Ibidem*.

(85) A Chars en 1774 et Sagy en 1754 pour des juges. A Sagy en 1741 pour un procureur fiscal *Ibidem*.

(86) Pour des juges à Eragny en 1765, Hénonville en 1765, Nourard-le-Franc en 1740 et 1781 *Ibidem*.

(87) A Moussy en 1777 pour un prévôt (*Ibidem*) et en 1778 pour un procureur fiscal et un greffier (A. S. O. série B, Montgeroult).

à Potel en 1780 mentionnent les « gages dont il a été convenu » (88).

Enfin d'autres lettres donnent les montants des gages. Pour les juges, ils varient de dix livres par an, à Courcelles-sur-Viosne, à soixante livres, à Méry-sur-Oise (89). Il n'y avait pas d'ailleurs de rapport entre l'importance du siège et le montant des gages. Le bailli de l'Isle-Adam, principal siège du ressort, recevait en 1722 et 1748, vingt-cinq livres par an, alors qu'à Sagy, justice bien moins importante, le prévôt, en 1777, en recevait cinquante (90). Les prévôts de Vallangoujard en 1732 et 1774, et de Landrimont en 1778 avaient douze livres, celui de Neuilly quinze livres en 1767, ceux de Montgeroult en 1748 et 1774 et celui de Moussy en 1739 vingt livres, celui de Courdimanche en 1749 et 1781 vingt-cinq livres, enfin celui d'Ennery et Livilliers en 1732 et 1774 trente livres pour ces deux sièges (91).

Les gages des autres officiers sont plus rarement connus. Les provisions de Pierre-Martin Levasseur, lieutenant des justices de l'abbaye du Val en 1764, lui attribuent des gages de dix-huit livres. Le même comme procureur fiscal devait recevoir à Sagy en 1778 trente livres, et à Méry en 1765 quarante livres par an; c'est cette dernière somme que devait également toucher en 1782 et 1786 Jacques-Robert Mesnier, sergent et commissaire de police à Hérouville et à Nesles (92).

De toute façon, ces gages étaient, comme presque partout, très faibles (93), si l'on se rapporte aux gages des gardes-chasses de l'Isle-Adam qui recevaient de cent à

(88) A. S. O. série B, *Pontoise, Enregistrement des provisions d'offices*.

(89) *Ibidem*.

(90) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 4 et 5, *Pontoise, Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

(91) A. S. O. série B, *Pontoise Ibidem*.

(92) A. S. O. série B, *Pontoise Ibidem*, Hérouville, Méry, Sagy et série E, 1384.

(93) Henriquez, t. I, ch. XXVIII, n° 20, p. 408; et pour la région parisienne Lemer cier, p. 93; pour l'Auvergne Achard, p. 108. Cf. plus bas ch. VII, § 28.

quatre cents livres et à ceux du maître d'école d'Osny qui, en 1737, touchait cent vingt livres par an (94) et les officiers des justices seigneuriales devaient surtout compter sur les vacations et les épices.

II. — LES DIFFÉRENTES CHARGES SEIGNEURIALES

A) *Le juge*

14. — Principal officier de la justice seigneuriale, le juge lui emprunte son titre : bailli, prévôt, juge-gruyer, juge-garde. Le seigneur ne pouvait changer à son gré cette qualification (95); cependant les juges de la prévôté de Nourard-le-Franc dont les seigneurs prétendaient au titre de châtelains (96), sont constamment appelés baillis de la prévôté et châtellenie dans leurs provisions et aux assises de Pontoise, sauf en 1719 (97); de même à Moussy, en 1753, le juge Louis Bucquet est intitulé bailli-prévôt et en 1771 son successeur Jean-Baptiste Delaistre, bailli, alors qu'en 1739 et 1777, les lettres portent le véritable titre de prévôt qui est toujours donné à ces juges dans les mercuriales des assises (98).

Avant leurs titres seigneuriaux, les juges mettent en général leurs autres qualités; aussi les titulatures sont-elles, avec les provisions, les sources principales de renseignements sur les milieux dans lesquels ils étaient choisis.

15. — Dans le ressort du Parlement de Paris, les juges des justices ressortissant nuement au Parlement étaient seuls tenus d'être licenciés en droit et reçus au serment

(94) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, *passim* et Osny.

(95) Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 604.

(96) Procès-verbal de la réformation de la coutume de Senlis (Coutumes, p. 150. Saint-Leu, p. 480; Boudot de Richebourg, t. II, p. 751).

(97) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices et Mercuriales 1696-1782*.

(98) *Ibidem*.

d'avocat, les autres n'avaient pas besoin d'être gradués en droit (99).

Dans le ressort de Pontoise, cependant, il ne se rencontre point de ces juges totalement incapables, sachant à peine lire, dont Loyseau a tracé un portrait trop exact dans bien des régions (100). Même dans les justices de hameau, le juge est toujours au moins un praticien expérimenté, notaire royal ou procureur dans un siège voisin important, le plus souvent royal. Mais, en général, et même dans des villages peu considérables, le bailli ou prévôt est avocat en parlement ou officier des justices royales. Beaucoup ont été des personnages considérables dans leurs villes (101); témoin ce Jean-Baptiste Lemaistre dont le livre de raison a été publié par M. Seré-Depoin (102). Fils d'un fourrier du duc d'Orléans, petit-fils d'un médecin, neveu d'un avocat, Jean-Baptiste Lemaistre, après une éducation soignée à Pontoise, puis à Paris, est reçu en 1674 à l'âge de vingt-quatre ans licencié en droit et avocat au Parlement; il exerce à Pontoise et est nommé en 1681 bailli de l'Isle-Adam et en 1686 bailli de Chars (il fut aussi prévôt de Livilliers en 1684, de Champagne en 1686, du fief Leroy et de Montigny vers 1690, de Vauréal en 1701, de Lieux-Gency-Jouy-la-Fontaine et Cocusse vers 1710, mais n'en fit pas mention dans son livre de raison) (103). En 1686, il achète la charge de conseiller élu grenetier et contrôleur de l'élection du grenier à sel de Pontoise; en 1691 cet office ayant été supprimé, il acquiert celui de lieutenant civil et criminel en l'élection, aux

(99) Denisart, t. II, *Gradue en droit*, n° 3, p. 555; Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 602. *Justice seigneuriale*, p. 671; Henriquez, ch. XXVIII, n° 18, p. 340. Cf. Lemer cier, p. 70.

(100) Loyseau, *Abus*, *passim* notamment p. 11. Fréminville, *Communautés d'habitants*, p. 619 (note). Cf. pour la banlieue de Paris, Lemer cier, p. 71 et, surtout, pour la Bretagne, Giffard, p. 100, 101.

(101) Il en était souvent ainsi dans les justices de Paris (Lemer cier, p. 71) et en Vermandois (Combier, p. 10).

(102) Le livre de raison de Jean-Baptiste Lemaistre, administrateur pontoisien (1650, 1722) M. S. H. P. V. t. XVI (1894), p. 39.

(103) A. S. O. série B, Livilliers, Champagne, Vauréal, Pontoise, *Bailliage, Mercuriales* 1698-1782.

gages de seize cents livres par an; en 1696 il est nommé administrateur de l'hôpital des pauvres renfermés de Pontoise et devient grenetier du grenier à sel.

En 1701 il est choisi comme subdélégué de l'intendant de Paris à Pontoise, en 1705 il devient receveur du grenier à sel et, en 1717, il est pris comme premier échevin à Pontoise, charge qu'il avait auparavant refusée. Il meurt en 1722, laissant une fille qui épouse en premières noces un receveur du grenier à sel, puis le lieutenant général du bailli de Senlis à Pontoise; sa petite-fille épouse un Titon du Tillet, conseiller au Parlement.

D'autres juges seigneuriaux fourniraient des carrières analogues. Louis-Jean Lefebvre, qui fut bailli de l'Isle-Adam en 1722, était avocat au Parlement, président du grenier à sel, puis lieutenant criminel en l'élection. Pierre Pihan de la Forest, bailli de Chars en 1738, fut subdélégué de l'intendant; Métivier de Saint-Liébaud, prévôt de Gouzangrez en 1744, fut prévôt vicomtal puis lieutenant de police du bailliage de Pontoise en 1755; François-Mellon Sauvat, bailli de Maubuisson en 1781, fut maire de Pontoise, comme l'avait été en 1709 Nicolas Gruel, bailli lui aussi de Maubuisson (104). Pierre-Charles-Antoine Potel, bailli de l'Isle-Adam, avocat au Parlement, fut un des rédacteurs du cahier de doléances du tiers-état du bailliage (105). Simon Soret, bailli de Maubuisson de 1774 à 1781, et avocat au Parlement, qui avait été procureur du roi, fut ultérieurement procureur syndic du district de Pontoise et député à l'Assemblée législative puis membre du Corps législatif après avoir été pendu en effigie comme « aristocrate et conspirateur » (106).

Certains de ces juges se piquaient de beau style et tombaient ainsi, surtout vers la fin du dix-huitième siècle, dans un genre déclamatoire proche de celui de la Révolution.

(104) A. S. O. série B, Bessancourt, L'Isle-Adam n° 4, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

(105) Desjardins, p. 334.

(106) Kuchinski, p. 97, 152, Robinet, Robert et Le Chaplain, t. II, p. 760.

Citons seulement en exemple ces deux phrases extraites des registres d'audience d'Ennery pour 1784 et dues à Potel (il s'agit d'une femme séduite puis abandonnée) : « Se croyant certaine de l'amitié dudit Tiberge, elle n'a pu résister à un moment de faiblesse sy naturel au sexe... » et « ledit Tiberge voyant approcher le moment où la plaignante donneré un citoyen ou une citoyenne à l'Etat, loin de faire venir ses papiers et de sentir d'avance le délicieux plaisir d'avoir doublé son être... » (107).

16. — Les pouvoirs du juge seigneurial, comme ceux de la plupart des juges de l'Ancien Régime, étaient loin d'être restreints au domaine judiciaire. Le bailli ou prévôt seigneurial était aussi, et ce rôle était souvent le principal dans le village, un administrateur grâce à ses pouvoirs de police (108). Investi d'une autorité émanée du seigneur, il faisait parfois aussi figure de représentant des justiciables; ainsi quand le seigneur de L'Isle-Adam venait prendre possession de sa baronnie, le bailli venait, à cheval, suivi d'une délégation des habitants, l'attendre aux limites du fief et le complimentait (109); il devait présider les assemblées de la paroisse; en 1789 notamment, c'était lui qui, en principe, devait présider les assemblées où étaient rédigés les cahiers de doléances des paroisses, mais, dans la plupart des justices, il fut suppléé soit par un autre officier, soit par un procureur du siège, soit, le plus souvent, par le syndic de la paroisse (110).

17. — En raison des charges plus ou moins lourdes cumulées en général avec les offices de judicature, les juges seigneuriaux étaient souvent empêchés de venir remplir leurs fonctions. Certains sièges restaient aussi, parfois

(107) A. S. O. série B, Ennery n° 2.

(108) Rôles étudiés en détail au chapitre VI.

(109) Le livre de raison de Jean-Baptiste Lemaitre, administrateur pontoisien (1650, 1722) M. S. H. P. V. 1894, p. 39.

(110) Fréminville, Communautés d'habitants, p. 187; Jousse, t. I, p. 219; Henrriquez, ch. XLII, n. 121, p. 453, et Mallet, Elections, *passim*, Cf. ch. VIII, § 9.

longtemps, sans titulaire, comme l'Isle-Adam, de 1762 à 1778 (111).

Aussi la question de la suppléance du juge se posait-elle fréquemment; elle était résolue tantôt par l'existence d'un lieutenant, tantôt par le remplacement du juge par un procureur du siège. Sauf à l'Isle-Adam et à Vauréal, les lieutenances semblent n'avoir eu que des durées très limitées et un caractère en quelque sorte accidentel. Les lieutenants étaient recrutés de la même façon que les juges; cependant on rencontre parmi eux plus de procureurs et moins d'avocats.

Dans certaines justices il arrivait que le lieutenant remplaçât en pratique complètement le juge. A Vauréal les prévôts Jean-Charles de Bally de Bussy et Claude Duret ne sont guère venus au siège que pour se faire installer, en 1722 et 1750 (112). Parfois, au contraire, c'est le lieutenant qui n'apparaît qu'épisodiquement, ainsi Pierre-Elie Poupet à Nesles, de 1786 à 1790 (113). Mais, en général, l'alternance est assez régulière entre juge et lieutenant. A Chars-Marines, en 1720, le bailli Lemaître tient quatre audiences, le lieutenant Christophe Pottier sept, des procureurs deux; en 1757 le bailli Pihan de la Forest et le lieutenant André-Simon Delisle en tiennent chacun cinq, des procureurs trois (114).

En l'absence du lieutenant, le siège devait être tenu par le procureur fiscal dans les matières non sujettes à communication, dans les autres par le plus ancien procureur (115).

Cependant ancien procureur et procureur fiscal pouvaient avoir aussi des intérêts à représenter; on voyait

(111) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 8.

(112) A. S. O. série B, Vauréal.

(113) A. S. O. série B, Nesles.

(114) A. S. O. série B, Marines.

(115) Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 225; Henriquez, ch. XXVIII, n°s 41 et 43, p. 350-351; Du Rousseau de la Combe, *Matières criminelles*, p. 154; Denisart, t. IV, *Procureur fiscal*, n° 5, 6, 9, 10, 11, p. 22, 23, 24. D'après Ferrière t. II, *Procureur fiscal*, p. 481, le procureur fiscal ne doit jamais siéger comme juge.

alors se succéder sur le siège jusqu'à trois ou quatre procureurs dans une même audience. Les incidents étaient rares. Cependant, le 17 avril 1746, à l'Isle-Adam, l'ancien procureur François du Francastel, survenant alors qu'un de ses collègues, Nicolas Alagille, allait procéder à une information, l'empêcha de continuer après une discussion assez vive (116).

Enfin, en cas de vacance prolongée du siège, c'était parfois un avocat de Pontoise qui venait régulièrement juger. Le cas se produisit à l'Isle-Adam où, de 1763 à 1768, Charles Violette des Vaugeroux exerça pour la vacance du siège. Potel qui lui succéda ne reçut ses provisions qu'en 1778 (117).

En cas de suppléance irrégulière, le juge royal pouvait intervenir, notamment quand il y avait appel d'une sentence ainsi rendue. Le 17 mai 1742, le lieutenant de Pontoise cassait ainsi une sentence rendue à Nourard-le-Franc par un notaire non immatriculé, lui faisait défenses de récidiver sous peine de nullité, de faux et éventuellement de dommages et intérêts et ordonnait la publication du jugement d'appel. Les parties étaient renvoyées devant le prévôt de Nourard (118).

B) *Le procureur fiscal*

18. — Le représentant des intérêts du seigneur et du public auprès du juge était le procureur d'office, sauf dans les basses justices (119). Dans les hautes justices, il prenait le titre de procureur fiscal, dans les moyennes celui de procureur de seigneurie (120). Cependant, dans la pratique, ces deux termes étaient fréquemment pris l'un pour l'autre. En 1750, le procureur fiscal de la haute justice de Courcelles-sur-Viosne, s'intitule procureur de seigneu-

(116) A. S. O. série M, L'Isle-Adam, n° 38.

(117) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 8.

(118) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Appels* 1760-1790.

(119) Voir *supra*, note 7.

(120) Loyseau, *Seigneuries*, ch. X, n° 72 et 78, p. 58; Denisart, t. IV, *Procureur fiscal*, n° 3, p. 22.

rie (121). Mais l'inverse était plus fréquent. Dans la moyenne justice de Vallangoujard le titre de procureur de seigneurie n'est jamais employé (122) quoiqu'une sentence du bailli de l'Isle-Adam du 29 mai 1705 ait défendu au seigneur de donner d'autre appellation à son représentant (123).

19. — Le procureur fiscal remplit auprès des justices seigneuriales le même rôle que le procureur du Roi auprès des juridictions royales, à tel point que Guyot, à l'article Procureur fiscal, renvoie à Procureur du Roi (124); il est encore le représentant des intérêts du seigneur; enfin, il garde la qualité de procureur postulant et peut prêter son concours aux particuliers lorsque ses autres rôles ne s'y opposent pas (125).

En tant que ministère public, le procureur fiscal requiert l'application de la coutume, des ordonnances et édits royaux, des arrêts du Parlement, des règlements de police et autres ordonnances du juge. Tantôt les procès lui sont communiqués; ce sont ceux des affaires intéressant l'ordre public, le fisc, l'Eglise ou des personnes sous la protection de la justice, comme les mineurs, tantôt il intervient directement comme demandeur, généralement à la suite de rapports de sergents, de gardes ou de messiers.

Dans ce rôle encore, le procureur fiscal provoque les ordonnances du juge, notamment en matière de police et de banalité; parfois il demande la nomination par commission de certains auxiliaires de la justice ou l'agrément de procureurs; il requiert l'intervention du juge en matière de tutelle et tient registre des déclarations de grossesse hors mariage (126), il procède aux visites domiciliaires; bref, il assiste le juge dans la plupart de ses activités.

(121) A. S. O. série B, Courcelles-sur-Viosne.

(122) A. S. O. série B, Vallangoujard, Ennery.

(123) Voir Pièce Justificative n° 1.

(124) Guyot, t. XIII, *Procureur fiscal*.

(125) Du Rousseau de la Combe, *Matières criminelles*, p. 155; Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 227; Ferrière, t. II, *Procureur fiscal*, p. 481; Denisart, *Procureur fiscal*, n° 4 et 9, p. 22, 23.

(126) A. S. O. série B, Marines.

Vis-à-vis du seigneur, le procureur fiscal apparaît comme son procureur naturel devant le siège, principalement en matière féodale; parfois aussi il le représente hors du siège, mais alors en vertu d'une procuration spéciale. En 1752, Pierre Moufflette, procureur fiscal de Sandricourt-Amblainville, signe à Paris, au nom de son seigneur, un acte notarié en vertu d'une procuration passée devant Maître Louis Moufflette, notaire royal au bailliage de Beauvaisis à la résidence de Méru et d'ailleurs prévôt de Sandricourt (127).

20. — En cas d'absence ou d'empêchement du procureur fiscal, c'est en principe le plus ancien procureur du siège qui le remplace, le juge ne pouvant commissionner un autre praticien dans ce rôle (128). Ainsi, un jugement du 25 janvier 1719, à Marines, porte : « Il en sera communiqué au plus ancien procureur du barreau au lieu du procureur fiscal, attendu qu'il a pris connaissance du faict dont il s'agit pour l'absence de Monsieur le Prévot » (129). A Marines, au début du dix-huitième siècle, à l'Isle-Adam, en 1169, pour la paroisse de Labbeville, on voit apparaître un substitut du procureur fiscal qui ne semble pas d'ailleurs avoir joué de rôle important (130).

C) *Le greffier*

21. — Avec le juge et le procureur fiscal, le greffier était l'un des trois officiers indispensables au fonctionnement de la justice seigneuriale (131). C'était lui, en effet, qui en assurait la continuité par la conservation des registres et des minutes.

Le nombre et l'importance des registres variait considérablement suivant les différentes justices. Dans les ha-

(127) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

(128) Denisart, t. IV, *Procureur fiscal*, n° 7, p. 22.

(129) A. S. O. série B, Marines.

V(120) A. S. O. série B, Marines, L'Isle-Adam, n° 1.

(131) Henriquez, ch. XXVIII, n° 44, p. 352.

meaux et les petits villages tels que Balincourt, Hodan, Messelan, Notre-Dame-du-Val, Saint-Lubin, Verville, un cahier de quelques pages pourrait suffire pour une période parfois fort longue (132). Dans les justices ordinaires, telles que Cergy, Ennery, Eragny et beaucoup d'autres, il y avait un registre souvent réduit à un plumitif, pour les audiences ordinaires, et un autre pour les audiences extraordinaires, auxquels s'ajoutait assez souvent un troisième pour les rapports des gardes ou des messiers.

Dans les deux sièges les plus importants du ressort, il y avait encore d'autres registres. A Marines se trouvent d'importants régimes de mercuriales de 1739 à 1769, un registre des déclarations de grossesse hors mariage devant le procureur fiscal, pour la période allant de 1771 à 1787 (133). A l'Isle-Adam outre les registres d'audience et de rapports (134), il y a encore un registre pour les décharges de pièces, un pour les inféodations, un pour les actes de produits, un pour les insinuations, un pour les actes de voyages un pour les défauts (135). Plusieurs sont d'ailleurs fort minces et n'ont que peu servi. A Vauréal les registres censiers étaient conservés au greffe (136).

Dans les minutes, le greffier conservait toutes les pièces de procédure, les sentences sur production ou criminelles, ces dernières parfois conservées à part (137), les ordonnances de police, les commissions de messiers et, ce qui forme la masse la plus importante, tous les actes de juridiction gracieuse, tutelles, appositions de scellés, émancipations, alignements, adjudications. A l'Isle-Adam, les prix de tir forment une liasse spéciale (138).

Dans cette catégorie de pièces, il faut citer particulièrement

(132) A. S. O. série B, Balincourt, Frouville, L'Isle-Adam, Verville.

(133) Les archives de Marines, non inventoriées étant dans un particulier désordre, il est très vraisemblable qu'il y ait d'autres registres mélangés à d'autres pièces.

(134) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, *liasses* 1 à 8 9, et 14.

(135) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, *liasses* 10, 11, 12, 13, 17, 16.

(136) A. S. O. série B, Vauréal.

(137) A. S. O. série B, Cormeilles-en Vexin.

(138) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, *liasse* 50.

rement les inventaires après décès qui, dans la coutume de Senlis, étaient le fait des officiers de justice et non des notaires. Dans certains villages l'on pourrait, grâce à ces inventaires, se faire une idée assez exacte du niveau de vie, assez aisé semble-t-il à première vue, du paysan vexinois au dix-huitième siècle.

22. — Dans la plupart des justices au dix-huitième siècle, le greffier est soit un procureur de Pontoise, soit un notaire royal. On rencontre aussi des greffiers et huissiers royaux. C'est dire qu'en général leurs capacités sont suffisantes. A la fin du siècle, les registres sont en général bien tenus et l'orthographe est assez bonne, sauf certains lapsus amusants comme celui que l'on trouve dans un inventaire de 1788 à Cergy, où, entre autres livres, est citée « la grand mère anglaise » (139).

Au début du siècle et surtout au dix-septième, il était loin d'en aller toujours ainsi, faute de choix satisfaisant par les seigneurs. A Marines, le prévôt fut obligé en 1732 de refuser de recevoir le greffier nommé, étant donné son ignorance, « attendu, dit-il, que le nommé Bontemps qui nous a été présenté pour greffier depuis quatre ou cinq mois environ n'est pas suffisamment instruit et se trouve hors d'état de remplir les dites fonctions, ne sachant presque pas écrire » (140).

23. — L'importance de la bonne tenue et de la conservation des documents conservés dans les greffes faisait peser sur leurs titulaires un contrôle sévère de la part des officiers royaux. D'après un règlement des assises du bailliage, les greffiers étaient tenus d'apporter leurs registres d'audience à Pontoise la veille du dimanche de la Trinité pour y être examinés (141). Mais aux assises du 16 juin 1783 et du 7 juin 1784 il leur fut ordonné d'apporter leurs

(139) A. S. O. série B, Cergy.

(140) A. S. O. série B, Marines.

(141) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Mercuriales* 1696-1782.

registres tous les quatre mois, sur la requête du procureur du Roi, Paul-François Pihan de la Forest (142). Mis au courant par ce dernier, le Procureur Général lui répondit qu'il outrepassait ses droits et qu'il pouvait seulement réclamer tous les six mois un extrait du livre de dépôt des procédures criminelles et du registre de la geôle, les minutes ne devant en aucun cas sortir du greffe (143).

D) *Les notaires et tabellions. — Le garde du scel*

24. — Bien qu'ils ne prennent souvent que le titre de tabellion, les notaires seigneuriaux, tout comme les royaux, réunissaient presque toujours les deux fonctions (144), prenant note des actes, les rédigeant et les conservant. Il fallait même, pour séparer les offices une fois réunis, une permission spéciale du Roi (145).

Ces notaires seigneuriaux ne pouvaient exercer leur ministère que dans la terre du seigneur et entre personnes domiciliés dans la seigneurie (146). En contre-partie, ils étaient protégés contre la concurrence des notaires royaux qui ne pouvaient, sans la permission du seigneur, demeurer ni instrumenter dans le ressort des justices subalternes (147). Cette prescription n'était pas toujours observée : le 10 décembre 1649 le conseil du Prince de Conti prit une délibération aux termes de laquelle, attendu que « quelques particuliers s'ingèrent de passer à Pontoise devant les notaires royaux des actes et des contrats », ce qui « détruit toute la juridiction parce que ces actes pour l'exécution vont aux juges royaux » et que « ces particuliers sont entr'autres M. le Curé de Cergy qui en fait

(142) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Greffe 1783 et 1784*.

(143) B. N. Ms. Fr. Joly de Fleury, n° 2423, f° 173. Cf. Déclarations des 19 juin 1691 et 3 mai 1701 (Néron, p. 221 et 170). Cf. ch. V, § 16.

(144) Guyot, t. XII, *Notaires*, section VIII, *Notaires des Seigneurs*, p. 221.

(145) Saint-Leu, p. 51, sur article 95 de la Coutume.

(146) Edit d'octobre 1705 et Arrêt du Conseil d'Etat du 7 août 1619 (Néron, t. II, p. 372 et 576). Filleau, t. II, 3^e partie, titre V, ch. XIV, p. 285; Ferrière, t. V, *Notaires des Seigneurs*, p. 292.

(147) Filleau, t. II, 3^e partie, titre V, ch. II et III, p. 273 et X, p. 281.

faire la plus grande partie quoy que les droits de sceau et de controle coustent trois fois plus que les droits de tabellion de Cergy, ce qui va à la ruine des habitans et la perte des affaires de la ditte Chastellenye... il sera faict deffenses à tous les habitans, hostes et justiciables dudit Cergy de passer aucuns contracts et obligations par devant autre notaire et tabellion que celuy dudit Cergy, estably par Mgr. sur peine de nulité des dits actes et d'amande arbitraire » (148). Cette désaffection des justiciables se comprenait assez bien, car les contrats passés par les notaires seigneuriaux n'étaient exécutoires sous le sceau de la juridiction seigneuriale que dans le ressort de la seigneurie (149).

25. — Le droit de justice ne comportait le droit de tabellionnage que pour les châtelainies; ailleurs il fallait titre exprès ou possession immémoriale (150). Dans le bailliage de Pontoise, il y avait des notaires seigneuriaux dans la châtelainie d'Ableiges; à Auvers, à Boissy-l'Aillier, où l'un d'eux, Locquin, laissant dans un état lamentable le tabellionnat, qui, joint au greffe, ne valait pas 150 livres, s'enfuit en 1745 et se fit soldat (151), à Cergy, à Chars, à Courcelles, à l'Isle-Adam, où l'aveu de 1625 cite un tabellion et un notaire au bourg et deux autres, l'un résidant à Nesles-Vieille-Rue et l'autre à Labbeville, mais où, à certaines époques, comme en 1689, l'on comptait huit notaires, quatre au bourg et quatre dans les dépendances. Il y en avait aussi à Vauréal et à Nesles (152).

26. — Le droit de tabellionnage comportait celui de

(148) A. S. O. série E, 6313.

(149) Ferrière, t. I, *Notaires des Seigneurs*, p. 293, Henriquez, ch. XXVIII, n° 51, p. 354.

(150) Bacquet, ch. XXV, n° 10, p. 360; Loyseau, *Seigneuries*, ch. VIII, n° 85, p. 45 et ch. X, n° 79, p. 58; Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 15; D'Espeisses, t. III, p. 169; Henriquez, ch. XXVIII, n° 51, p. 354. Ferrière, t. II, *Notaires des Seigneurs*, p. 243; Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 605, Jousse, t. II, p. 417; Fleury, t. I, p. 62.

(151) Loisel, Boissy-l'Aillier, p. 40.

(152) A. S. O. série E, 2030, 6313, 1888, 2737, 2739, 1207 et série B, l'Isle-Adam n° 26, Bessancourt et Courcelles. Bonnejoy, p. 53.

scel (153). Aussi trouve-t-on parfois, notamment à l'Isle-Adam, des gardes du scel. Aux quinzième et seizième siècles ce sont souvent des prêtres : Jehan Nail en 1400, Nicolas Augier en 1507, Pierre Massin en 1522 et 1543, en 1665 c'est un procureur postulant, Jacques Fauvel, en 1673 le bailli Nicolas Michelin. En 1706, à Nesles, c'est le prévôt Louis Deschamps; à Livilliers, en 1684, c'est le même personnage. simple procureur à ce siège (153). Il y eut aussi des gardes du scel à Cormeilles à la fin du seizième siècle et au début du dix-septième siècle (154). Il ne semble pas que cette fonction ait jamais eu grande importance; en tout cas il n'en reste plus trace à la fin du dix-huitième siècle.

E) *Les sergents, huissiers et gardes*

27. — Pour les significations d'exploits ou de jugements, les arrestations, les publications d'ordonnances ou d'adjudications et autres activités analogues, le ministère d'un sergent était nécessaire. Leur nombre, dans les justices seigneuriales, ne devait pas, suivant Loyseau, se basant sur la coutume de Tours, dépasser six (155); mais aucune justice dépendant de Pontoise n'en possédait tant. L'aveu de 1626 à l'Isle-Adam reconnaît bien au seigneur le droit d'avoir huit sergents, six au bourg et deux dans les dépendances de Nesles-Vieille-Rue et Labbeville (156), mais en 1689 il n'y en a que quatre (157). A Livilliers, lors de la nouvelle érection de la justice en 1684, il y en avait trois, à Vauréal, en 1688, deux (158). La plupart des justices n'en avaient qu'un, souvent même aucun (159). Ce n'était pas en effet une nécessité absolue d'en

(153) Bacquet, ch. XXV, n° 37, p. 367.

(154) Loisel, Boissy-l'Aillerie, p. 39. A. S. O. série A, 1292, 1305; série B, L'Isle-Adam, n° 1 et 29, Livilliers.

(155) Loyseau, Seigneuries, ch. X, n° 79, p. 38; Henriquez, ch. XXVIII, n° 47, p. 353.

(156) A. S. O. série E, 1888.

(157) A. S. O. série B, l'Isle-Adam, n° 26.

(158) A. S. O. série B, Livilliers et série E, 2737.

(159) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Mercuriales* 1696-1782.

posséder pour une justice, car les huissiers royaux pouvaient exécuter dans le ressort de leur siège tous jugements, décrets et commandements sans permission, alors qu'il en fallait une aux sergents seigneuriaux hors de leur justice, sauf toutefois au sergent d'un seigneur châtelain dans les justices ressortissant à la châtellenie (160). Cette compétence dépendait du territoire et non de l'autorité ayant jugé (161).

Outre leurs fonctions de procédure, les sergents avaient encore un rôle de police et devaient veiller au respect des règlements (162); à la fin du dix-huitième siècle, ce sont en général les agents de la maréchaussée de Beauvais qui assurent l'ordre. On trouve en effet à partir de 1770 dans les dossiers de presque toutes les justices, nombre de leurs rapports suivis de délaissements au profit des sièges seigneuriaux.

28. — Le recrutement des sergents était très variable. Les seules connaissances exigées d'eux, vu « la vilité de leur office », étaient de savoir lire et écrire (163). On rencontre parmi eux des huissiers royaux qui s'assuraient ainsi d'un monopole de fait : vers 1741, François Dufrancastel était à la fois huissier de la prévôté royale d'Angy et sergent de l'Isle-Adam et de Verville (164); Jacques-Robert Mesnier, premier huissier audiencier à Pontoise, était nommé sergent à Hérouville en 1782 et à Nesles en 1786; à Osny, la même année, la fonction est confiée à Martel, brigadier de la prévôté générale des monnaies (165). Plus souvent l'office était confié à un paysan tant

(160) Ordonnance de janvier 1629 (Code Michaud), art. 119 et 120 (Isambert, t. XVI, p. 261-262). Saint-Leu, p. 56, sur art. 95 de la Coutume, Henriquez, ch. XXVIII, n° 48, p. 353. Jousse, t. II, p. 562. *Contra* Bacquet, ch. XXVI, n° 2, p. 248.

(161) Denisart, t. II, *Huissiers*, n° 7, p. 451.

(162) Règlements de Police de Marines, art. 101 et de L'Isle-Adam, *in fine*, A. S. O. série B, Marines-L'Isle-Adam, n° 45 et P. J. n° III.

(163) Ordonnance de Roussillon, art. 28 (Isambert, t. XIV, p. 66 et Néron, t. I, p. 424). Arrêt du Parlement de Paris du 4 octobre 1550 (Papon, p. 376). Cf. Loyseau, *Offices*, l. I, ch. IV, n° 33, p. 24.

(164) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 37 et Verville.

(165) A. S. O. série B, Hérouville, Osny n° 5 et série E, 1384.

soit peu instruit, comme Denis-Charles Caffin à Cergy en 1774 et Jacques Portier, de Meriel, à Méry, en 1783 (166). Dans le cas général, c'étaient des praticiens qui avaient été précédemment ou devenaient par la suite des procureurs postulants.

29. — A la fin du dix-huitième siècle, la plupart des sergents seigneuriaux prennent le titre d'huissiers sans qu'ils paraissent en quoi que ce soit avoir changé de fonction. Il ne semble pas non plus qu'il faille attribuer beaucoup d'importance au titre de commissaire de police attribué à Hérouville et Nesle au sergent Mesnier et à Osny au sergent Martel.

30. — Les gardes des chasses et bois dont le titre variait avec la seigneurie étaient des sergents commis par les seigneurs à la surveillance de leurs forêts et de leurs chasses. Ils étaient soumis aux mêmes conditions de capacité et d'examen que les sergents, devaient résider au plus loin à une demi-lieue de leur garde, ne devaient tenir ni commerce de bois, ni cabarets. Ils pouvaient être armés de pistolets. Leur compétence était limitée aux matières d'eaux et forêts et ils faisaient au greffe, sur les infractions par eux constatées, des rapports qui étaient crus jusqu'à inscription de faux. Faute de rapport, leur responsabilité pouvait être engagée pour les délits commis dans l'étendue de leur garde (168). Ils étaient nommés par provisions du seigneur.

Il y en avait dans presque toutes les justices, mais surtout à l'Isle-Adam dont le domaine forestier était considérable et comprenait les forêts actuelles de l'Isle-Adam et de Carnelle. Deux arrêts du Parlement des 13 février et 17 avril 1777 donnent droit au seul bailli de l'Isle-Adam

(166) A. S. O. série B, Cergy, Méry.

(167) A. S. O. série B, Hérouville, Osny, n° 51 et série E, 1334.

(168) Edit d'août 1669 sur les Eaux et Forêts, titre X, art. 2, 9, 11, 12, 13, 15 (Isambert, t. XVIII, p. 242, 245). Denisart, t. II, *Gardes des bois, forêts et chasses*, p. 390.

de faire les informations de vie et mœurs sur les gardes et de les recevoir pour une quarantaine de seigneurie ou de chasses du prince de Conti (169). Ces terres, réparties dans le Vexin français et le Beauvaisis, étaient groupées principalement autour de l'Isle-Adam et de Mouy, mais il y en avait aussi à Pontoise, Mantes, Meulan et Chaumont-en-Vexin.

F) *Le personnel auxiliaire*

30. — Les messiers, parfois appelés aussi garde-grains, garde-fruits, garde-verdures, étaient des paysans choisis par l'assemblée des habitants d'une paroisse, ou, tout au moins comme s'expriment un assez grand nombre de commissions, par leur « plus grande et saine partie », ayant reçu commission du juge du lieu et ayant prêté serment devant lui (170). Le juge de la moyenne justice était compétent pour recevoir le serment; ainsi, à Vallangoujard, c'était le juge de la moyenne justice et non celui de la haute qui le recevait (171). Ils étaient nommés en général pour un an mais pouvaient l'être pour une période plus longue : en 1738, à l'Isle-Adam, le garde Jean Hudde est nommé messier pour deux ans, en 1740 pour trois (172). Sans être officiers, ils se comportaient comme des gardes ou des sergents à cela près qu'ils n'étaient armés que d'une hallebarde (173). Ils faisaient comme eux au greffe leurs rapports qui faisaient foi pareillement (174). Ils étaient rémunérés par les habitants à raison du nombre d'arpents possédés (175); les propriétaires « horzains »,

(169) A. S. O. série B L'Isle-Adam, n° 8.

(170) Hervé, t. IV, p. 41; Henriquez, ch. XXXV, n° 4, p. 391; Denisart, t. III, *Messiers*, p. 24. Fréminville, Communautés d'habitants, p. 209-210. Sur tout ce paragraphe, cf. P. J. n° II a) et règlement de Police de L'Isle-Adam, art. 62 à 69 (P. J. n° III).

(171) A. S. O. série B, Ennery. Denisart, *Ibidem*.

(172) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 36 et 37.

(173) Denisart, *Ibidem*, A. S. O. série B, Ennery, L'Isle-Adam, Osny, etc.

(174) Hervé, t. IV, p. 41, *Fréminville*, Communautés d'habitants, p. 21.

(175) Jacquet, l. I, ch. XV, n° 11, p. 188.

c'est-à-dire étrangers à la paroisse payaient double taxe. Leur nombre variait avec l'étendue de la paroisse; on en nommait six à Auvers, quatre à Ennery, trois à Eragny, l'Isle-Adam et Méry, deux à Boissy-l'Aillerie, Nogent, Osny, Valmondois. un à Ableiges, Courcelles, Frouville, Labbeville, Livilliers, Meriel, Stors, Vallangoujard, Ver-ville. A Cormeilles-en-Vexin, il y avait trois messiers pour les vignes et un pour la moisson. A Cergy, chacun des six messiers avait un canton bien délimité, ils étaient assistés de trois jurés des messiers dont le rôle n'est pas précisé, mais qui sans doute devaient être leurs cautions (176).

Les messiers n'étaient pas toujours diligents. Le 1^{er} septembre 1699 le bailli de l'Isle-Adam était obligé de rendre un jugement les condamnant à faire leur fonction sous peine de dix livres d'amende en cas de récidive (177). Il arrivait aussi parfois qu'il y eut de faux messiers. Un procès était intenté en 1786 à Sagy contre un habitant qui, non élu messier, cherchait quand même à se faire payer la redevance et se répandait en propos injurieux contre le seigneur (178).

32. — Tout seigneur justicier devant avoir des prisons, aurait dû avoir un geôlier; mais la plupart des seigneurs, en fait, n'en nommaient que lorsque besoin s'en faisait sentir, c'est-à-dire quand, par exception, ils avaient à loger un prisonnier. Il y en avait un à demeure à l'Isle-Adam (179). A la fin du siècle, il y en avait un à Méry, Galliot Vollant, mais son nom apparaît plus souvent comme témoin, probablement de complaisance, que comme geôlier. Mais la plupart des geôliers occasionnels étaient simplement concierges du château. On rencontre aussi deux menuisiers dans ce rôle; Pierre Caillot, à Puiseux en 1771, et Am-

(176) A. S. O. série B, Cergy, Ennery, Méry, Frouville, L'Isle-Adam *passim*, Cormeilles-en-Vexin, Eragny.

(177) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 4.

(178) A. S. O. série B, Sagy.

(179) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 43 et voir plus haut ch. III, § 2.

broise Leveau, à Maubuisson à la fin du dix-huitième siècle (180).

Le géôlier devait savoir lire et écrire afin de pouvoir tenir trois registres, un d'écrous et recommandations, un d'élargissements et décharges et un pour l'inventaire des effets (181), mais le plus souvent il ne tenait que le premier, souvent réduit d'ailleurs à une feuille volante.

33. — Il se rencontre à l'occasion bien d'autres auxiliaires de la justice, notamment les nombreux experts ou jurés commis dans les procédures : jurés arpenteurs que l'on trouve notamment à Osny, Méry et à l'Isle-Adam, jurés-bouchers à Marines, chirurgiens dont les diagnostics sont souvent amusants. maçons jurés et autres. A l'Isle-Adam, il y avait encore un sergent vendeur et priseur chargé des ventes de meubles, parfois un sergent voyer. A Maubuisson, le géôlier Leveau est qualifié receveur des amendes (182).

On rencontre plusieurs fois un exécuter des sentences criminelles : à l'Isle-Adam, en 1684, pour une fustigation, l'exécuter André Barré; Michel Durant, le 23 mars 1749 à Cormeilles, pour fustigation et marque; enfin Jean-Baptiste-François Carlier, le 31 août 1769, dans la même justice et pour la même peine, et, pour une pendaison à Nesles le 26 septembre 1770; ce dernier n'était autre que le bourreau de Pontoise (183).

Il y avait aussi parfois des tambours pour les publications, notamment à Maubuisson et à Marines. Ce dernier négligeait ses fonctions et dans les archives de la prévôté se trouve un billet du procureur fiscal Letellier, daté du 4 avril 1746 et ainsi conçu : « Il est enjoint au tambourg

(180) A. S. O. série B, Méry-sur-Oise, Puiseux, Bessancourt.

(181) Ordonnance criminelle (1670), titre XIII, art. 2, 6, 7 (Isambert, t. XVIII, p. 393). Denisart, t. II, *Géôlier*, p. 408; Henriquez, ch. XXVIII, n° 72, p. 344.

(182) A. S. O. série B, Méry, L'Isle-Adam *passim*, Marines, Bessancourt, Osny.

(183) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, Cormeilles-en-Verin, 65 et 68, Nesles, Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions d'offices*.

de la justice de Marines de battre la caisse toute les fois qu'il en sera requis par M^e Pottier (le greffier) que nous commetons pour faire exécuter les ordonnances de Police dans la paroisse dudit Marines, singulièrement au sujet du Netoyement des chemins qui conduisent à l'église paroissiale à peine d'interdiction et de 20 l. d'amende » (184).

Il faudrait enfin noter les particuliers auxquels parfois les juges renvoyaient les parties pour arbitrage ou dont ils sollicitaient les avis (185).

G) *Les procureurs postulants*

34. — Dans les justices subalternes, le ministère des procureurs n'aurait pas dû, en principe, être obligatoire (186). Dans la pratique, jamais les parties ne s'en passaient sauf quelquefois les procureurs eux-mêmes. En ce cas, lorsque l'un d'eux plaidait sa propre cause, ses qualités étaient suivies de la mention « et de ce dispensé ».

35. — Dans la plupart des justices, les procureurs étaient reçus par les juges sans provisions, sur simple production de leur matricule (187). Cependant, dans certains sièges, notamment à Cergy, Cormeilles, Eragny, à l'Isle-Adam, à Maubuisson, à Neuville, à Sagy, les procureurs devaient obtenir des provisions du seigneur (188). En cas de besoin pressant, le juge pouvait, dans ce cas, en recevoir provisoirement. Ainsi le 21 mai 1738, à l'Isle-Adam M^e Nicolas Alagille, huissier, est reçu en place de M^e Nicolas Dufrancastel, incapable de remplir ses fonctions depuis trois mois et le 23 mars 1757, au même siège, en raison du

(184) A. S. O. série B, Marines *Mercuriales*.

(185) Voir plus bas, chapitre VII, n° 4.

(186) Ordonnance civile de 1667. Titre V, art. 1 (Isambert, t. XVIII, p. 110). Ferrières, t. II, *Procureur ad lites*, p. 474; Guyot, t. XIII, *Procureurs*, p. 713.

(187) Cf. Denisart, t. III, *Procureurs*, p. 18.

(188) A. S. O. série B, Cergy, Cormeilles-en-Vexin, Eragny, L'Isle-Adam *passim*, Bessancourt, Neuville, Sagy. Cf. Guyot, t. XIII *Procureurs*, p. 715.

décès de deux procureurs, ce qui fait qu'il n'en reste plus qu'un en dehors du procureur fiscal, le bailli Louis-Antoine Lefebvre permet provisoirement aux procureurs Guy, de Sannois, et Ogier, de Pontoise, de remplir cette fonction à charge de prêter serment et en attendant des provisions du prince de Conti et une réception régulière (189).

36. — La plupart des procureurs auprès des sièges seigneuriaux n'étaient autres que les procureurs et parfois les avocats des sièges royaux voisins, la plupart de Pontoise, certains, dans les justices éloignées, de Beaumont, Chambly-le-Haut-Berger, Magny-en-Vexin ou Meulan. Certains autres n'exerçaient leur ministère que dans un siège seigneurial important et dans les petites justices voisines, ce qui fut le cas à l'Isle-Adam jusqu'au milieu du dix-huitième siècle et, partiellement, à Marines. Les situations sociales de ces procureurs sont très variables. Ceux des sièges royaux s'allient à des familles de professions libérales, notamment à des médecins (190); leurs enfants devenaient parfois avocats au Parlement et officiers royaux; quelquefois même ils s'ajoutaient des titres à particule; un des derniers membres de la famille des Levasseur se fit appeler Levasseur des Gennetais; d'autres se piquaient de littérature : Louis-Denis-Côme Guériteau avait composé une tragédie sur « le Siège de Pontoise » qui le ridiculisa car entre autres maladresses, l'un des personnages de la pièce, qui se passait en 1441, y attaquait les Jésuites (191). Les procureurs uniquement seigneuriaux étaient parfois d'une condition moins relevée; ceux de la famille Dufrancastel à l'Isle-Adam ont pour parents ou alliés des bouchers, des boulangers, des chirurgiens-barbiers, des meuniers, voire des garçons épiciers (192). L'autre famille importante de procureurs de

(189) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 5 et 7.

(190) Joseph Depoin, *Dynasties médicales à Pontoise et Magny-en-Vexin*, dans M. S. H. P. V., t. XXXVIII (1924), p. 67.

(191) Dutilleux et Depoin, p. 300.

(192) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, *passim*.

L'Isle-Adam était d'un niveau plus élevé; ses membres ont exercé la prévôté de sièges seigneuriaux voisins. L'un d'eux, Charles Deschamps, avait marié sa fille à un gentilhomme attaché aux Conti; à sa mort, en 1744, l'inventaire de ses biens estime les meubles à 5.786 livres et mentionne de nombreux titres de propriété; sans doute sa bibliothèque était peu garnie puisqu'il n'y a trace que de six livres « de différente hauteurs »; en revanche on trouve, ce qui devait être un luxe, un « baromettre » et un « thermometre » (193).

37. — Les procureurs d'un siège formaient une sorte de corps et le plus ancien d'entre eux, en cas d'absence ou de départ, remplaçait le juge ou le procureur fiscal. Il jouissait parfois de privilèges honorifiques qui n'étaient pas toujours respectés. C'est ainsi que, le 18 juin 1683, Maître Louis Deschamps « ancien procureur » de L'Isle-Adam fit remontrances au bailli « que de temps immémoriale les officiers de justice selon l'ordre de leurs dignités et réceptions sont en possession et jouissances du droict honorifique et d'aller aux processions les premiers et selon ledit ordres, cependant qu'au préjudice dudit usage, il avait été troublé le jour d'hyer par le bedeau de l'église paroissiale de L'Isle-Adam, lequel avait donné le bouquet pour porter le dais à Maître François Dufrancastel ». Et le juge rendit sur-le-champ une ordonnance interdisant au bedeau un tel abus et maintenant l'ancien procureur dans son privilège (193).

(193) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 2.

CHAPITRE V

LE CARACTÈRE SUBALTERNE DES JUSTICES SEIGNEURIALES

1. Division.

I. — L'APPEL

2. Juridictions d'appel. 3. Les appels au bailliage de Pontoise. 4. Les appels criminels.

II. — LES CAS ROYAUX

5. Généralités. 6. Cas royaux et cas prévotaux. 7. Énumération. 8. Conflits. 9. Conduite du juge seigneurial au regard des cas royaux.

III. — LA PRÉVENTION

10. Généralités. 11. La théorie de la prévention en matière civile. 12. Exemples de prévention civile. 13. L'évolution de la prévention au criminel. 14. L'application des édits de 1771 et 1772.

IV. — CONTRÔLE DIRECT DES OFFICIERS ROYAUX

15. Caractère théorique du contrôle. 16. Divergences du procureur du roi et du procureur général au sujet du contrôle.

1. — Dès que leur autorité se fut un peu affermie, les Rois Capétiens, et plus encore leurs officiers, tendirent à ressaisir en toute matière les attributs de la souveraineté, qui leur avaient échappé lors de l'éclipse du pouvoir royal. Il était donc normal qu'ils cherchassent à limiter, sinon à supprimer, les juridictions particulières au profit de la justice royale, première prérogative d'un souverain pour qui, plus que l'épée ou le sceptre, l'insigne essentiel de la Royauté était la main de justice.

Il n'y a pas lieu ici, puisque les documents sur cette période manquent pour la région de Pontoise, de retracer

les étapes de la reprise par le Roi de la pleine puissance judiciaire, mais les trois procédés subsistaient qui avaient servi aux officiers royaux à ressaisir l'autorité en cette matière : l'appel, qui permettait aux juges royaux de réformer les jugements subalternes; les cas royaux, qui limitaient la compétence seigneuriale dès la première instance en réservant aux justices royales la connaissance de certaines affaires, la prévention enfin, par laquelle les officiers du Roi pouvaient sous certaines conditions, juger des causes qui auraient normalement appartenu aux juges seigneuriaux (1).

Ce sont ces trois institutions, qui marquaient fortement le caractère subalterne des juridictions seigneuriales, qu'il convient maintenant d'étudier ainsi que le contrôle direct exercé sur les sièges particuliers par les officiers du Roi.

I. — L'APPEL

2. — La juridiction d'appel de droit commun était le bailliage de Pontoise (2), mais il y avait beaucoup de jugements dont, « *ratione materiae* » ou « *ratione loci* », il devait être appelé ailleurs.

Les deux exceptions principales étaient les affaires de grand criminel, dont l'appel devait être porté directement au Parlement (3), et les jugements de gruerie qui relevaient de la Table de Marbre (4). C'est là qu'un garde-chasse de Villiers-Adam, accusé de braconnage devant le bailli de Méry en 1732 fit appel avant jugement des procédures faites contre lui (5).

(1) La Déclaration de Blois du 16 janvier 1555 (Isambert, t. XIII, p. 462) ne mentionne pas la prévention dans les cas où les juges royaux peuvent empiéter sur les juges des seigneurs.

(2) Coutume de Senlis, N. C. art. 9 (Coutumes... p. 3; Saint-Leu, p. 6; Pihan de la Forest, Esprit, p. 57-178; Bourdot de Richebourg, II, p. 710).

(3) Déclaration du 20 août 1541 (Fontanon, t. I, p. 631; Néron, t. I, p. 266; Isambert, t. XII, p. 760).

(4) Edit d'août 1669 portant règlement des eaux et forêts, titre XIV, art. 8 (Isambert, t. XVIII, p. 245). Jacquet, ch. V, n° 27, p. 37; Hervé, t. IV, p. 51; Mémoires Alfabétiques, p. 277.

(5) A. S. O. série B, Méry.

A l'époque ici étudiée, toutes les justices sises à l'intérieur des limites du bailliage en dépendaient en appel. Il n'en avait pas toujours été ainsi. Au moyen âge, les justices appartenant à l'abbaye de Saint-Denis relevaient nuement du Parlement. C'est ce qu'avait confirmé un arrêt de 1363 rendu contre la reine Blanche à propos de Montgeroult, Boissy-l'Aillerie, Corneilles, Chars et Cergy (6).

3. — Les appels n'étaient pas très nombreux. Dans les registres d'appel de Pontoise, on trouve une moyenne de quinze à vingt jugements définitifs par an, et à peu près autant d'avant-faire-droit. Les biens jugés et les biens appelés s'équilibrent. Quant aux délais qui s'écoulaient entre les jugements de première instance et les jugements d'appel, ils sont très variables, allant de quelques mois à plusieurs années : un jugement de Lieux rendu le 17 juin 1751 était confirmé en appel et deux sentences de Berville du 14 juin infirmées, le 16 juillet suivant. En revanche, deux autres jugements d'appel la même année se rapportent à des sentences rendues l'une à Osny en 1741, l'autre à Cergy en 1740. Le délai moyen variait de quatre à vingt mois (7).

4. — Les appels en matière criminelle différaient par beaucoup de caractères des appels civils. En aucun cas une justice seigneuriale ne pouvait recevoir d'appels criminels, seules les justices royales étaient compétentes (8).

Pour les affaires dites de « grand criminel », celles pour lesquelles il était conclu à des peines afflictives : mort civile ou naturelle, fustigation, mutilation, bannissement, condamnations à œuvres ou services publics, amende honorable à justice, l'appel était porté directement devant le Parlement. Les autres appels criminels étaient portés, au

(6) Doublet, p. 1003 ; Loisel, Boissy-l'Aillerie, p. 38-39 ; Montgeroult, p. 5.

(7) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Appels* 1670-1790.

(8) Arrêts des 1^{er} juillet 1707, 2 octobre 1711, 8 août 1712, 23 septembre 1712 (Journal des Audiences, t. V, 2^e partie, p. 66 et t. VI, 1^{re} partie, p. 153 bis, 282, 298). Jacquet, ch. V, n^o 27, p. 57.

choix de l'accusé, devant la Cour ou devant les baillis et sénéchaux (9). Cet appel avait d'ailleurs un caractère très marqué de mesure de surveillance des justices seigneuriales, puisqu'il n'était pas comme dans les autres matières une simple faculté, mais une obligation. En effet, si le condamné acquiesçait à la sentence, le procureur fiscal était tenu d'appeler « a minima » (10).

Ces appels étaient toujours jugés avec une grande célérité : le 18 février 1749 le prévôt de Cormeilles condamne un voleur à la fustigation, la marque, les galères perpétuelles et une amende de deux cents livres; sur appel du condamné, le Parlement rendit son arrêt le 27 février, transformant les galères en bannissement de trois ans et réduisant l'amende à cent livres. Le délai dépassait rarement un mois (11).

II. — LES CAS ROYAUX

5. — Au dix-septième siècle, la théorie des cas royaux était fixée depuis déjà longtemps : l'origine de la théorie, l'extension qu'elle reçut de la part des officiers royaux du moyen âge, ont déjà été étudiés par M. Perrot, de telle sorte qu'il n'est pas besoin d'y revenir (12).

A la fin de l'Ancien Régime, la question avait beaucoup perdu de son acuité, car les officiers seigneuriaux ne se souciaient guère d'augmenter le nombre des procès criminels dont le seigneur devait supporter les frais.

6. — Les cas royaux concernaient en effet surtout la compétence criminelle, les cas dits prévotaux exclusivement. La connaissance des premiers appartenait aux officiers royaux de droit commun, soit, à Pontoise, le pré-

(9) Déclaration du Roi du 20 août 1341 (Fontanon, t. I, p. 631; Néron, t. I, p. 266; Isambert, t. XII, p. 760). Ordonnance criminelle, titre 26, art. 1 (Isambert, t. XVIII, p. 419.)

(10) Jacquet, t. II, ch. IV, n° 31, p. 385.

(11) A. S. O. série B, Cormeilles-en-Vexin, *Criminel* 1776-1786, etc.

(12) Ernest Perrot, *Les cas royaux. Origine et développements de la théorie aux XIII^e et XIV^e siècles*. Thèse Paris, 1910.

vôt vicomtal puis, après la suppression de cette charge, le lieutenant général. Les cas prévotaux étaient, au contraire, de la compétence du lieutenant du prévôt des maréchaux, qui siégeait à Beauvais.

7. — Les cas prévotaux, peu nombreux. étaient les crimes commis sur les grands chemins ou chemins royaux, tels que la route de Paris à Rouen, qui traversait le bailiage de Pontoise d'est en ouest, et les crimes des gens de guerre ou des vagabonds.

Quant aux cas royaux proprement dits, ils se rattachaient à l'idée que tout ce qui touchait plus ou moins directement le Roi ne pouvait être de compétence seigneuriale. Ainsi étaient considérées comme cas royaux : les crimes contre la personne du Roi (et par extension contre Dieu) ; la lèse-majesté divine et humaine ; les affaires concernant le patrimoine du Roi : affaires de monnaies, de deniers royaux, d'impôts ; les cas touchant aux officiers royaux dans l'exercice de leurs fonctions, ou aux personnes physiques ou morales, bénéficiant de la sauvegarde royale (famille du Roi, universités, églises de fondation royale, bourgeois du Roi...). Le port d'arme, au moins quand il était « notable et invincible », le meurtre, le rapt, l'incendie, étaient aussi des cas royaux (13).

Le scel royal était également attributif de juridiction de façon plus ou moins complète selon les coutumes. Aussi, les lettres royaux n'étaient-elles jamais adressées directement aux juges seigneuriaux, mais au premier huissier aux fins de notification (14). Dans le ressort de Senlis, une ordonnance de Charles IX du 2 juillet 1566 avait rendu complète l'interdiction faite aux juges seigneuriaux de connaître du scel royal : « Dorénavant, y est-il dit, les

(13) Ordonnance criminelle d'août 1670. Titre I, art. 11 et 12 (Isambert, ch. XVII, p. 373). Bacquet, ch. VII, n° 1 sqq, p. 189 ; Loyseau, Seigneuries, ch. XIV, n° 4 sqq, p. 80 ; Hervé, t. IV, p. 25, etc. Le meurtre et l'incendie ne figuraient pas dans l'ordonnance criminelle, mais étaient considérés à Senlis comme cas royaux (Saint-Leu, p. 63).

(14) Bacquet, Loyseau, Hervé, *ibid.* Lebreton, Souveraineté, l. V, ch. I, p. 130.

officiers des hauts justiciers du Bailliage de Senlis ne pourront connoître des rigueurs, exécutions et contraintes. oppositions ou autres différends intervenus à l'occasion des obligations faites et passées sous scel royal, ne donner sur icelles aucunes permissions pour les mettre à exécution, ce que leur deffendons et à leurs seigneurs procéder à l'exécution d'icelles obligations sous scel royal à peine d'amende arbitraire spéciale à Nous et aux parties qui y auront intérêt et de nullité de ce qui sera fait au contraire » (15). L'interdiction était parfois rappelée aux officiers seigneuriaux lors des assises annuelles du bailliage de Pontoise (16).

8. — Les officiers royaux de Pontoise, se basant sur l'article 75 de la coutume de Senlis qui porte que « le prévôt vicomtal de Pontoise... a cognoissance des nobles... » (17) prétendaient interdire aux hauts-justiciers la compétence en cette matière, mais un arrêt du Parlement fut rendu en sens contraire le 26 janvier 1744 au profit du seigneur d'Hénonville (18).

Le seul autre conflit rencontré concernant les cas royaux remonte à 1270. Une rixe s'était produite à Hérouville et les coupables avaient été mis dans les prisons seigneuriales. Le bailli de Pontoise les en fit retirer pour les amener dans les prisons royales. Havoise de Montmorency, dame d'Hérouville, se plaignit au Parlement qui donna raison au bailli en jugeant qu'il y avait cas royal (19).

9. — Lorsqu'un crime considéré comme cas royal était commis dans le ressort d'une justice subalterne, le juge seigneurial avait non seulement la faculté mais le devoir de prendre les mesures immédiates nécessaires : infor-

(15) Saint-Leu, p. 63; Rousseau de la Combe, cite (*Jurisprudence civile*, p. 375) un arrêt rendu dans ce sens le 24 avril 1736.

(16) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Mercuriales* 1691-1782.

(17) *Costumes*, p. 21; Saint-Leu, p. 41. Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 57, 221; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 713.

(18) Rousseau de la Combe, *Jurisprudence civile*, p. 374, 375.

(19) Marquis de Brisay. *Le Chartrier d'Hérouville*, dans M. S. H. P. V. t. XXVII (1908), p. 139.

mations, arrestations, interrogatoires; mais il devait en même temps avertir aussitôt le juge royal compétent par acte dénoncé au greffe criminel du bailliage (20).

III. — LA PRÉVENTION (21)

10. — La prévention permettait aux juges royaux, sous certaines conditions, d'empiéter sur la compétence propre des juges seigneuriaux et aboutissait à un partage de l'autorité judiciaire entre juridictions royales et seigneuriales. Elle existait d'ailleurs aussi entre juges seigneuriaux. Le fonctionnement de cette institution différait selon qu'il s'agissait de matières civiles ou criminelles. en raison de la différence des procédures.

11. — Au civil, le choix de la juridiction dépendait du demandeur; il y avait prévention lorsque celui-ci assignait le défendeur devant un juge royal, alors qu'un juge seigneurial était normalement compétent. Les auteurs différaient sur les suites d'une telle assignation. D'après Jacquet, l'ordre des juridictions est de droit public et les justiciables des seigneurs ne peuvent se distraire de sa juridiction (22). La plupart des autres juristes suivent l'opinion plus nuancée de Loyseau : l'instance devant les juges royaux est valable, mais le seigneur peut défendre ses droits d'une double manière : en revendiquant ses justiciables par le ministère de son procureur fiscal et en frappant ceux de ses sujets qui avaient procédé ailleurs que devant son juge, d'une amende pour distraction de juridiction (23).

La coutume de Senlis consacrait deux articles à la prévention; l'article 94 a trait au droit de prévention du sei-

(20) Hervé, t. IV, p. 29. L'ordonnance criminelle (titre I, art. 16), ne vise que les flagrants délits.

(21) Sur toute cette subdivision : Riollot, *Le droit de prévention des juges royaux sur les juges seigneuriaux*. Thèse Paris, 1931.

(22) Jacquet, ch. IV, n° 8, p. 35.

(23) Loyseau, *Seigneuries*, ch. XIII, n°s 37 à 40, p. 781 sqq; Hervé, t. IV, p. 98; Henriquez, ch. XXVIII, n° 56, p. 356.

gneur châtelain (et par conséquent « a fortiori » du juge d'une châtellenie royale telle que Pontoise) sur les justices inférieures (24); l'article 116 concerne le cas du sujet d'un moyen justicier assigné devant une justice supérieure (25).

De la combinaison de ces deux articles, il résulte que la prévention était licite mais que le juge royal devait renvoyer les parties lorsque le seigneur les revendiquait par l'intermédiaire de son juge, de son procureur fiscal ou d'un mandataire ayant pouvoir spécial. Cependant, lorsque la cause pouvait être jugée sur-le-champ ou qu'il y avait délation de serment, le juge royal n'était pas tenu de renvoyer l'affaire devant le juge naturel. Le défendeur pouvait, semble-t-il, revendiquer lui aussi son renvoi devant le juge seigneurial (26).

12. — Dans la pratique, les juges seigneuriaux luttèrent contre la prévention beaucoup moins par la revendication que par l'amende de distraction de juridiction. Le taux de cette amende était variable : ainsi dans le même bailiage de l'Isle-Adam on trouve, le 1^{er} août 1704, une condamnation à trois livres quinze sols alors que le 15 fé-

(24) « Item les sujets de toute sa Chastellenie sont bien convenus par devant son Prévost ou Bailly, lesquels néanmoins sont tenus les renvoyer, quand ils en sont requis suffisamment par un Seigneur son sujet ayant haute justice sous luy; sinon toutefois que le demandeur se rapporte au serment du deffendeur auquel cas le juge Chastellain en connoistra sans qu'il soit tenu faire aucun renvoi ».

(Coustumes..., p. 28; Saint-Leu, p. 49; Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 237; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 715).

(25) « Si le sujet de moyen et bas justicier est convenu et ajourné par devant le juge royal, juge Chastellain Subalterne ou autre justicier pour raison des cas et matières dont la connoissance est au dit Seigneur moyen et bas justicier et tel sujet est requis par son Seigneur ou son Procureur; le dit juge royal, chastelain ou haut justicier seront tenus en faire renvoi par devant le maire ou garde justice dudit moyen et bas justicier sauf que si la partie demanderesse se soumettait au serment du deffendeur et que la matière se put expédier sur le champ auquel cas n'en seroit fait aucun renvoi ».

(Coustumes..., p. 35; Saint-Leu, p. 76; Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 256; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 717).

(26) Saint-Leu, p. 54-55; Rousseau de la Combe, *Matières criminelles*, 2^e partie, p. 119.

vrier 1715, l'amende est de cent livres (27). Le taux moyen était de cinq à dix livres. Il n'a été trouvé à Pontoise qu'un seul cas de revendication : en 1768 une affaire de mitoyenneté de haie avait été portée au bailliage, mais sur intervention du procureur fiscal de Vauréal, demandeur en revendication, le lieutenant général renvoya la cause devant le prévôt seigneurial (28). Le droit des seigneurs d'empêcher les distractions de juridiction avait d'ailleurs été reconnu par un arrêt rendu le 26 juin 1744 contre les officiers royaux de Pontoise au profit du seigneur d'Hénonville (29).

13. — En matière criminelle, la prévention avait fait l'objet de plusieurs décisions royales qui marquent une évolution assez nette. Le but de l'institution avait en effet changé : au début elle servait à diminuer l'activité des justices seigneuriales au profit des juges royaux; à la fin de l'ancien régime, il fallait surtout assurer l'exercice normal de la justice criminelle que les juges seigneuriaux tendaient trop souvent à négliger parce que les frais en étaient supportés par le seigneur.

Déjà l'Ordonnance Criminelle autorisait les juges royaux à prévenir les seigneuriaux après un délai de vingt-quatre heures alors qu'entre officiers royaux le délai était de trois jours (30). Il n'est plus question de revendication par le seigneur, alors qu'elle était encore possible à l'époque de Bacquet (31).

Deux édits, l'un de février 1771 (32), l'autre de mars 1772 (33) instituèrent un système très original : si le juge seigneurial intervenait le premier, il pouvait, aussitôt après

(27) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 3 et 4.

(28) A. S. O. série B, Vauréal.

(29) Hervé, p. 98. Voir *supra*, note 18.

(30) Entre officiers seigneuriaux, le délai de prévention était aussi de trois jours (Ordonnance criminelle, Titre I, art. 7, 8, 9. Isambert, t. XVIII, p. 373).

(31) Bacquet, ch. IX, n° 3, p. 49.

(32) Flammermont, p. 279-281.

(33) Giffard, p. 343-344.

information et décret, renvoyer l'affaire devant le juge royal, en ce cas tous les frais étaient supportés par le domaine, alors qu'ils incombaient au Seigneur quand les officiers royaux avaient prévenu les juges seigneuriaux (34).

14. — Ces deux édits furent très fréquemment appliqués : ainsi en 1788 une fille de Marines était accusée d'infanticide le 28 janvier devant le bailli de Chars. Celui-ci informa, rendit un décret de prise de corps le 6 février (sans résultat d'ailleurs, car l'accusée s'était enfuie) et délaissa l'affaire au bailliage royal qui la continua et condamna la prévenue par contumace à la pendaison. La même année, des dégradations étaient faites à la ferme d'Ableiges; sur plainte du 11 mai par le procureur fiscal, le juge informa et fit écrouer l'accusé aux prisons seigneuriales le 16 mai. Après interrogatoire, l'accusé fut renvoyé à Pontoise, où il fut condamné le 20 juin au bannissement (35).

L'édit était même appliqué alors que le juge seigneurial avait été prévenu par la maréchaussée : ainsi en 1775 une cabaretière de Montgeroult ayant été assassinée, le crime avait été constaté par des cavaliers de la maréchaussée, mais le prévôt des maréchaux renvoya l'affaire devant le juge seigneurial du lieu. Celui-ci informa, décréta de prise de corps contre deux habitants de Courcelles et se dessaisit de l'affaire au profit du bailliage de Pontoise où l'information fut continuée (36).

Un cas encore plus net est fourni par une affaire de vol avec effraction commis en 1784 dans la partie de Gouzangrez qui dépendait de la prévôté du Perchay. Dans cette espèce, le voleur avait été arrêté par la maréchaussée et transféré à Beauvais dans les prisons de la lieutenance de la maréchaussée. Là, sur constatation que ce n'était pas un cas prévotal, l'affaire fut délaissée au prévôt du Per-

(34) Riollot, p. 248-249. Voir plus bas, ch. VIII, § 6.

(35) A. S. O. série 7, Pontoise n° 379. *Bailliage Criminel* 1787-1788.

(36) A. S. O. série B, Pontoise, n° 367. *Bailliage Criminel* 1773-1775.

chay qui continua la procédure et renvoya peu de temps après l'accusé devant les juges royaux de Pontoise; un arrêt du Parlement du 15 juin 1785 déclara la procédure régulière (37).

IV. — CONTRÔLE DIRECT DES OFFICIERS ROYAUX

15. — Les justices seigneuriales étaient soumises en principe à une certaine surveillance de la part des officiers royaux supérieurs. La plupart de ces mesures ont déjà été ou seront étudiées à propos des activités contrôlées. Le contrôle s'exerçait principalement, en dehors des assises, sur les nominations du personnel, et les procédures criminelles. Il était exercé surtout par les procureurs du Roi sous l'autorité du Procureur général.

Ce dernier pouvait, lorsqu'un seigneur ne nommait pas d'officiers dans ses justices, y faire pourvoir par le Parlement (38). La réception des officiers seigneuriaux et l'examen qui la précédait fournissait au juge royal une occasion d'exercer un contrôle qui aurait pu être efficace si, dans bien des cas, cette cérémonie n'était pas devenue une simple formalité (39).

D'autres mesures étaient tombées en complète désuétude, ainsi les prescriptions de l'ordonnance criminelle concernant la visite des prisons par les officiers royaux (40). Il semble aussi douteux que les rôles des procès criminels aient été envoyés conformément à l'ordonnance de Blois aux bailliages royaux (41) ni les états des écrous et recommandations au procureur général (42).

16. — Toutes ces prescriptions demeuraient lettre morte,

(37) A. S. O. série B, Pontoise n° 375 *Bailliage Criminel* 1784-1785.

(38) Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, ch. II, p. 204.

(39) Voir plus haut, chapitre IV, § 7.

(40) Ordonnance criminelle, titre XIII, art. 25, 26, 27 (Isambert, t. XVIII, p. 394). Bacquet, ch. XVIII, n° 10, p. 159; Guyot, t. XIII, *Prisons*, p. 866.

(41) Ordonnance de Blois, art. 184 (Isambert, t. XIV, p. 424).

(42) Bacquet, ch. XVIII, n° 11, p. 159; Denisart, t. IV, *Procureurs du Roi*, n° 14, p. 21.

cependant les officiers de Pontoise possédaient, grâce aux assises de la châtellenie, un moyen de rappeler leurs devoirs aux officiers seigneuriaux (43). Une fois même le procureur du Roi outrepassa son rôle et dut être rappelé à l'ordre par le Procureur Général.

Aux assises de 1778, Paul-François Pihan de la Forest qui venait d'être nommé substitut du Procureur Général au bailliage de Pontoise, fit rendre par le lieutenant général un jugement ordonnant aux procureurs postulants, non procureurs au siège, et notaires seigneuriaux de se faire immatriculer au greffe du bailliage (44). Ce jugement, qui d'ailleurs n'eut pas d'effet pratique, fut dès lors répété aux assises chaque année. Aux assises de 1783, qui se tinrent le 16 juin, il fut en plus ordonné aux greffiers de présenter leurs registres d'audiences tous les quatre mois (45).

Le procureur du Roi écrivit le 25 juillet 1784 au Procureur Général pour lui rendre compte de son activité. La réponse de Joly de Fleury nous a été conservée.

« J'ai reçu, écrit le Procureur Général, votre lettre du 25
« de ce mois et les expéditions qui y étaient jointes des
« deux jugemens que vous avez fait rendre sur votre re-
« quisitoire les 16 juin 1783 et 18 juin dernier au sujet
« des abus que vous annoncés se passer dans les justices
« subalternes qui ressortissent à votre siège.

« Le premier est le défaut d'immatricule au greffe de
« votre siège de la part des procureurs fiscaux, des prati-
« ciens, notaires et tabellions des justices subalternes.
« Par l'édit du mois de mars 1693 il fut ordonné que les
« procureurs fiscaux, notaires ou tabellions, procureurs
« postulans et huissiers ou sergens après avoir été reçus
« dans les justices où ils devaient exercer leurs fonctions
« seroient tenus de se faire immatriculer aux greffes des
« justices royales où les appellations des dites justices

(43) Voir plus haut chapitre I, § 7.

(44) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage, Mercuriales* 1696-1787.

(45) A. S. O. érie B, Pontoise *Bailliage, Mercuriales, tutelles et enquêtes* 1783.

« se relèvent mais par l'édit du mois de juillet 1704 re-
« gistré au Parlement le 8 août suivant les avocats et pro-
« cureurs fiscaux, les greffiers notaires et autres officiers
« des dites justices subalternes furent dispensés de se
« faire immatriculer à l'avenir aux greffes des justices
« Royales où se relevaient les appellations des justices
« subalternes où ils devoient exercer leurs fonctions; mais
« il n'y a que ceux qui sont pourvus d'office de juge dans
« les justices qui doivent, conformément à cet édit et à
« celui du mois de mars 1693, se faire recevoir dans les
« sièges royaux où se relèvent les appellations de leurs
« justices, ainsy vous n'avez pu faire ordonner que les
« procureurs fiscaux, les greffiers, les procureurs postu-
« lans et autres officiers subalternes seroient tenus de se
« faire immatriculer au greffe de votre siège.

« Vous avez fait ordonner que les greffiers des justices
« subalternes qui ressortissent à votre siège seront tenus
« sous peine d'interdiction de représenter dans quatre
« mois les registres des audiences des dites justices. L'or-
« donnance de 1667 et celle de 1670 ne prononcent rien
« sur cet objet; par l'article 15 de l'arrêt de Règlement
« du 10 décembre 1665, il a été enjoint aux greffiers des
« sièges royaux et à ceux des justices subalternes d'avoir
« un registre ou livre de dépôt pour y inscrire jour par
« jour toutes les informations, les interrogatoires et autres
« procédures criminelles qui seront faites dans les dites
« juridictions duquel registre, ensemble de celui de la
« geôle les greffiers des Prévotés et Chatellenies Royales
« et ceux des justices subalternes doivent envoyer tous
« les six mois un extrait au greffe des Sièges Royaux où
« ressortissent leurs appellations; il n'y a que cet extrait
« que vous deviez obliger les greffiers des justices subal-
« ternes d'envoyer au greffe de votre siège; il fut ordonné
« à la vérité par l'article 17 du même arrêt du règlement
« que les greffiers des justices subalternes seroient tenus
« de porter tous les ans les minutes des informations et
« procédures criminelles de leurs justices aux greffes des
« sièges Royaux où ils ressortissaient, ensemble une grosse

« desdittes procédures laquelle après avoir été confrontée
 « avec la minute originale et signée du greffier de la juri-
 « diction royale et du lieutenant criminel devoit être re-
 « mise sans frais aux greffiers des justices subalternes
 « pour leur servir de minute, cet article n'a point été exé-
 « cuté parce qu'il est de principe que les minutes des gref-
 « fiers ne doivent jamais être déplacées et que d'ailleurs
 « c'aurait été augmenter la dépense des hauts justiciers
 « pour l'instruction des affaires criminelles » (46).

Ainsi le zèle du procureur du Roi, qui d'ailleurs semble
 avoïé été surtout théorique et n'avoir eu aucune suite dans
 les faits, n'avait pas eu l'approbation de son supérieur.
 Pihan de la Forest s'inclina, et si, aux assises suivantes, le
 23 mai 1785, on trouve encore les prescriptions blâmées,
 une note en marge porte : « à supprimer l'an pro-
 chain » (47).

(46) Bib. Nat. Ms. Fr. Joly de Fleury 2423, f^{es} 173 à 175.

(47) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage. Mercuriales, tutelles et en-
 quêtes* : 1785.

CHAPITRE VI

LES ATTRIBUTIONS DE POLICE

I. — GÉNÉRALITÉS

1. Le droit de police. 2. Les règlements ou ordonnances de police. 3. Les sanctions. 4. Publication des ordonnances. 5. Etendue du droit de police.

II. — LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS

A) *Respect des droits seigneuriaux* :

6. Police des bois et des chasses. 7. Banalités. 8. Divers.

B) *Police des denrées* :

9. Taxation. 10. Mercuriales. 11. Police des marchés. 12. Poids et mesures.

C) *Police de l'ordre public* :

13. Respect de la propriété. 14. Protection des récoltes — Ban de vendange. 15. Tranquillité publique. 16. Hygiène. 17. Métiers. 18. Prévention des crimes et délits. 19. Protection contre les incendies. 20. Devoirs religieux. 21. Obligation scolaire. 22. Mesures en faveur des pauvres. 23. Réglementation des cabarets.

D) *Voirie* :

24. Le droit de voirie. 25. Entretien des chemins. 26. Surveillance des constructions. 27. Sécurité et propreté des rues.

I. — GÉNÉRALITÉS

1. — La compétence des juges seigneuriaux, comme celle de la plupart des magistrats d'ancien régime, n'était pas uniquement judiciaire; elle comportait aussi de nombreuses attributions de police, celle-ci consistant essentiellement dans le pouvoir de faire des règlements pour l'étendue du ressort et dans les limites imposées par la coutume et les décisions royales et parlementaires (1); elle com-

(1) Edit d'Amboise de janvier 1572, art. 9 (Isambert, t. XIV, p. 246). Loyseau, Seigneuries, ch. IX, n° 3, p. 47; Hervé t. IV, p. 39; Henriquez, ch. XXVIII, n° 29 p. 344.

portait aussi, naturellement, les mesures propres à assurer le respect de ces règlements. L'étendue du droit de police variait selon le degré de la juridiction; le moyen justicier n'avait qu'une compétence très limitée (2) et les seigneurs châtelains possédaient quelques prérogatives qui n'appartenaient pas au simple haut-justicier (3).

Mais, quelle que fut la consistance de ce droit, son exercice était obligatoire pour qui le possédait (4) au point que Fréminville place le devoir de « faire observer exactement la police » en tête de toutes les obligations du seigneur justicier, avant même, ce qui semble quelque peu exagéré, celle de nommer des officiers (5).

2. — Les règlements de police, appelés en général ordonnances quand leur objet est limité, sont nombreux dans les archives des justices seigneuriales. Parfois ils se trouvent dans les registres d'audiences à la suite, ou, plus rarement, au milieu, des affaires judiciaires; plus souvent ils se rencontrent isolés parmi les pièces de procédure du greffe. Il semble qu'à Marines et Osny ils aient été conservés dans des liasses à part.

La plupart n'ont qu'un objet limité; mais on en trouve quelques-uns qui contiennent plusieurs dispositions d'ordre divers. Ainsi un règlement de Marines du 10 juillet 1762 concerne les messiers, le glanage, le champart et les interdictions de travailler le dimanche et de vaquer dans les champs à heure indue ou pendant la nuit; un autre du 21 février 1770, pour l'Isle-Adam, comprend des mesures pour la propreté des rues, le respect du dimanche, la police du marché et le ramonage des cheminées (6).

(2) Jacquet t. I, ch. XXIX, n° 3, p. 228. Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 536, D'Espeisse t. III, p. 157. Cependant Bacquet, ch. XXVIII, n° 7, p. 381, semble ne pas faire de différence, ni Henriquez, ch. XXVIII, n° 29, p. 344.

(3) Fleury, t. I, p. 62.

(4) Edit d'Amboise, art 9 (Isambert, t. XIV, p. 246). Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 14.

(5) Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 259.

(6) A. S. O. série B, Marines, L'Isle-Adam, n° 43.

Enfin il existe des règlements généraux qui contiennent l'ensemble des prescriptions de police de la juridiction. On en trouve un pour Marines du 18 juin 1765 comprenant cent deux articles. un pour la prévôté d'Osny en 1779 qui comporte vingt et un articles, mais en numérote vingt-deux par suite de l'oubli de l'article onze, et un pour l'Isle-Adam du 1^{er} septembre 1780; ce dernier qui a soixante-quinze articles fut homologué par arrêt du Parlement le 1^{er} décembre de la même année (7). Ces deux règlements sont formés, pour une grande part, de la compilation d'ordonnances antérieures. Ainsi, les articles 24 à 37 (sauf l'article 26) du grand règlement de Marines, sont la reproduction textuelle du règlement de 1762. Bien souvent, aussi, le juge ne fait que reproduire une décision du Roi ou du Parlement.

3. — Dans tous ces règlements, chaque prescription est assortie d'une sanction, le plus souvent une condamnation à l'amende, de taux très variable, allant parfois jusqu'à deux cents livres, selon les délits et les juridictions. Ainsi la peine prévue contre les cabaretiers donnant à boire le dimanche pendant le Service Divin est de cinq livres à l'Isle-Adam en 1770 et de cinquante à Hérouville en 1753 (8). On peut noter aussi des différences dues sans doute à la personne du juge; ainsi Potel, auteur du grand règlement de l'Isle-Adam, semble avoir été plus indulgent que Pihan de la Forest, auteur de celui de Marines.

Dans certains cas, assez rares, la peine prévue est une amende arbitraire, presque toujours pour des récidives, ou l'emprisonnement; ou bien encore il est simplement dit que le délinquant sera puni selon la rigueur des ordonnances.

(7) A. S. O. série B, Marines, Osny, n° 5, L'Isle-Adam n° 45. Le règlement de L'Isle-Adam est reproduit aux pièces justificatives sous le numéro III. Dans le courant de ce chapitre, les références à ces deux règlements seront indiquées respectivement par Rt. Marine, Rt. Osny et Rt. L'Isle-Adam. Giffard, p. 131, cite et Combier, p. 140, reproduit des règlements très analogues. Cf. Jousse, t. I, p. 215.

(8) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 43, Hérouville.

4. — Les ordonnances de police étaient portées à la connaissance du public de différentes façons. Le plus souvent dans les petites justices, elles étaient lues, puis une copie en était affichée. Ainsi une ordonnance du 14 septembre 1748 du prévôt de Cormeilles porte la note suivante : « L'an mil sept cent quarante-huit, le dimanche vingt deux. jours de Septembre issue de la Grande Messe Paroissiale de Cormeilles en Vexin l'ordonnance ci-dessus a été par moy Pierre Levasseur huissier en la Prévôté de Cormeilles et Boissy Laillerye demeurant à Marines. sous-signé, lue, montrée et publiée à haute et intelligible voix, les habitants sortant de ladite Eglise en grand nombre à ce ce que personne n'en ignorent, et à l'instant par affiche, copie du présent à la principal entrée de ladite Eglise le jour et an que dessus. » Pour une ordonnance de 1695 à l'Isle-Adam, il est précisé qu'elle devra être lue à l'issue de la messe, le jour où les habitants s'assembleront pour élire les messiers (9).

A Marines, les ordonnances étaient parfois annoncées au son du tambour ainsi qu'à l'Isle-Adam où une sentence de 1752 constate que l'ordonnance violée avait été « lue et publiée (sic) au son du tambour » (10).

Enfin, parfois, les règlements importants étaient imprimés, ainsi l'ont été les deux règlements de Marines et de l'Isle-Adam. Les archives de l'Isle-Adam gardent une ordonnance de 1774 imprimée par Quillon, « imprimeur de LL. AA. SS. Mgrs. les princes de Conti rue du Fourre près la place Maubert » (11).

5. — Il y a de nombreuses divergences entre les auteurs sur l'étendue du droit de police des seigneurs haut-justiciers, notamment au sujet de droit de voirie (12) que

(8) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 43, Hérouville.

(9) A. S. O. série B, Cormeilles-en-Vexin, L'Isle-Adam n° 28, etc...

(10) Voir plus haut, chapitre IV, § 33, A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 39.

(11) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 43.

(12) Hervé, t. IV, p. 41.

Bacquet leur dénie (13) mais que Loyseau, suivi par la grande majorité des auteurs, leur reconnaît, sauf bien entendu sur les chemins royaux (14). De toute façon, à Pontoise, la question était résolue car la coutume de Senlis reconnaît expressément ce droit au haut-justicier (15).

Parmi les attributions de police, certaines s'exercent au profit du seigneur, les autres à celui du public. Ces dernières peuvent être à leur tour divisées en police des denrées, police de l'ordre public et enfin voirie.

II. — LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS

A) *Respect des droits seigneuriaux*

6. — Parmi les droits seigneuriaux, c'est sans doute ceux qui découlent de la guerre qui faisaient l'objet du plus grand nombre de mesures. Les domaines forestiers étaient souvent importants, celui de la baronnie de l'Isle-Adam était considérable; partout le droit de chasse était à la fois l'un des plus chers aux seigneurs et l'un de ceux qui étaient le plus souvent violés, si on en croit les procédures criminelles.

Pour protéger les bois, les juges interdisaient d'aller y couper du bois vert et d'y mener paître les bestiaux (16). Ils procèdent, assistés de gardes, et souvent du procureur fiscal et du greffier, à des visites et à des récolements avant et après les ventes de bois (17). Le 13 septembre 1669, Nicolas Michelin, bailli de l'Isle-Adam, accompagné

(13) Bacquet, ch. XXIX, n° 31, p. 385; Mellier, t. I, ch. III, p. 40.

(14) Loyseau, *Seigneuries*, ch. IX, n° 17, p. 48; n° 51, p. 50 : n° 86, p. 51. Jacquet, l. I ch. XXIX, n° 3, p. 228; Henriquez, ch. XXVIII, n° 3, p. 345 et ch. XII, n° 1, p. 430; Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 182; Denisart, t. III *Voyer-Voyerie* p. 316; Jousse, t. I, p. 213.

(15) NC. Art. 96 (Coutumes, p. 29; Saint-Leu, p. 58; Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 10, 237; Election, p. 451; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 716).

(16) Rt. Marines, art. 41; 56, 57; Rt. L'Isle-Adam, art. 37, 38 et A. S. O. série B. L'Isle-Adam, n° 2 et 3 (1694 et 1695).

(17) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, *passim*. Cf. *Mémorial Alphabétique, Récolement*, p. 572.

du procureur fiscal et de deux gardes. va reconnaître un arbre à abattre pour faire un sous-fût au pressoir banal de Valmondois (18).

Les prescriptions qui concernent la chasse sont plus variées; indépendamment de l'interdiction générale de braconner (19), des mesures concernent la protection du gibier : interdiction d'arracher les herbes après le quinze mai, obligation de mettre dans les champs, après la récolte, une certaine proportion d'épines fournies par le seigneur, interdiction de couper les chaumes avant l'automne (20), d'autre part les chiens font l'objet de diverses dispositions: s'ils ne sont pas attachés, ils doivent avoir un billot pendu au cou, faute de quoi les gardes doivent les abattre (21). Le 14 octobre 1695, un habitant de Livilliers était autorisé à dresser des chiens et à porter le fusil sur le territoire de la paroisse à condition de prendre garde que personne n'y chasse et de faire rapport au greffe des infractions constatées, bref à exercer le rôle des gardes (22).

Les gardes, dont nous avons étudié précédemment la fonction (23) étaient les principaux agents exécutifs de la police de la guerie.

7. — D'autres ordonnances se rapportent aux banalités. L'obligation du moulin banal est rappelée aux habitants de Marines en 1757. A l'Isle-Adam c'est le juge qui préside à l'adjudication du moulin banal. Une ordonnance imprimée de 1771 et d'autres de 1760 et 1779 concernent les fours banaux de l'Isle-Adam. Il y avait deux fours, l'un pour les habitants du bourg proprement dit et le faubourg de Parmain, l'autre pour ceux du faubourg de Nogent, la limite étant formée par le pont Cabouillet. Une

(18) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 21.

(19) Rt. Marines, art. 59, 60, 61; Rt. Osny, art. 17.

(20) Rt. L'Isle-Adam, art. 40, 41, 32; Rt. Marines, art. 35.

(21) R. Marines, art. 17, 18, 40, 62; Rt. L'Isle-Adam, art. 43, 44.

(22) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 3 (par erreur au lieu du registre de Livilliers).

(23) Voir plus haut chapitre IV, § 30.

(24) A. S. O. série B, Marines, L'Isle-Adam n° 30 (1707).

tolérance existait pour la vente du pain les jours de marché (25). Nous voyons encore à l'Isle-Adam le juge s'occuper des réparations du pressoir et du moulin banaux.

8. — Parmi les autres droits seigneuriaux qui font l'objet de règlements, il faut encore citer le champart (27), le droit de pigeonnier (28), l'obligation de payer les droits d'ensaisinement pour les acquéreurs d'immeubles (29). Nous étudierons plus loin les bans de vendange et les droits de poids et mesures qui étaient plutôt de l'intérêt du public (30).

B) *Police des denrées*

9. — Loyseau reconnaît aux juges des seigneurs le droit de mettre taxe sur les menues marchandises et de faire règlement pour empêcher le monopole (31). Ce sont bien là les deux principaux aspects de l'activité des officiers seigneuriaux en matière de police des denrées. La taxation la plus fréquente est celle du pain, dont le prix variait selon le cours du blé (32); à l'Isle-Adam le juge fixait les prix du petit pain d'une livre, blanc de pâte ferme. du pain de dix livres et du pain de cinq livres. Les variations sont fréquentes. Par exemple, en 1770, il y eut neuf variations successives: les 13 février. 2 et 11 mai, 18 juin. 9 juillet, 29 août, 22 septembre, 18 et 24 octobre. Le pain d'une livre passe ainsi de deux sols six deniers en février à trois sols neuf deniers en septembre pour, en fin octobre, redescendre à trois sols six deniers. Les pains de dix et cinq livres suivent des variations de prix analogues. A Marines, les catégories taxées étaient le pain blanc, le pain bis blanc et le pain bis (33).

(26) Voir § 6 et A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 23 (1672).

(27) Rt. Marines, art. 37; Rt. Osny, art. 6 et 10.

(28) Rt. L'Isle-Adam, art. 35 et 36.

(29) Rt. Marines, art. 100.

(30) Voir § 14 et 12.

(31) Loyseau, *Seigneuries*, ch. IX, n° 17 et 18, p. 48; Henriquez, ch. XXVIII, n° 30, p. 345. Cf. Giffard, p. 30.

(32) Rt. Marines, art. 12 et 13. A. S. O. série B, Marines, L'Isle-Adam *passim*.

(33) A. S. O. série B. L'Isle-Adam, n° 43, Marines.

Après le pain, c'est la viande qui est le plus souvent taxée : un prix maximum est fixé pour la livre de viande de bœuf, de veau et de mouton. En 1772, ce maximum est de sept sols à Marines, l'année suivante à l'Isle-Adam il est de sept sols six deniers (34). Les prix des autres denrées ne sont pas en général taxées. Cependant, en 1724, le bailli de l'Isle-Adam taxait en sus du pain et de la viande, l'avoine, le foin, la paille, la chandelle et le vin. Pour celui-ci le prix était moins élevé quand il était du cru que lorsqu'il venait de Conflans-Sainte-Honorine ou d'Andrésy (35). Ces taxations n'avaient lieu que dans les centres urbains.

13. — Pour permettre la taxation des denrées et éviter les prix abusifs, une ordonnance de 1667 prescrit la constitution de registres de prix dans les localités où se tenait un marché; les prix devaient être affirmés sous serment devant le juge (36). A Marines, où se tenait tous les mercredis un très important marché (37), des registres de mercuriales ont existé de 1739 à 1769. Ils constatent la « valleur des gros fruits » et contiennent pour chaque semaine le prix du froment, du méteil, du seigle, de l'orge et de l'avoine, quelquefois aussi celui des pois, des « vesches », des féverolles et des lentilles. Il est à noter que la période où ces registres ont été tenus coïncide à peu près avec celle, 1739-1774, où le siège de Marines était occupé par le subdélégué à Pontoise de l'Intendant de Paris, Pierre Pihan de la Forest. Or, c'étaient les subdélégués qui étaient chargés d'adresser au Contrôleur Général des états de subdélégation qui donnaient les prix des céréales d'après les mercuriales de leur résidence (38).

11. — La police du commerce des denrées portait surtout sur les marchés. A Marines et à l'Isle-Adam, hôte-

(34) Rt. Marines, art. 14, A. S. O. série B, Marines, L'Isle-Adam n° 43 *et passim*.

(35) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 33.

(36) Isambert, t. XVIII, p. 163. Cf. Combier, p. 94.

(37) Pihan de la Forest, Election, p. 453.

(38) Labrousse, p. 21-27.

liers et vendeurs ne pouvaient acheter qu'à partir d'une certaine heure variant avec la saison, huit ou neuf heures à l'Isle-Adam, onze heures ou midi à Marines, afin que les habitants puissent s'approvisionner aisément (39). Il était de même défendu aux cultivateurs et aux marchands étrangers de vendre en dehors du marché soit en allant au domicile des acheteurs, soit en s'installant dans un cabaret (40). La vente du pain le jour du marché, interdite à Marines, était au contraire autorisée à L'Isle-Adam (41). D'autres mesures assuraient le bon ordre du marché : à l'Isle-Adam il était interdit aux marchands d'établir leurs éventaires sur la chaussée; à Marines, il était défendu d'entrer dans le marché à blé avant la fin du marché pour ramasser les grains répandus (42).

En dehors des règlements concernant les marchés, on peut relever différentes mesures sur le commerce : à l'Isle-Adam, la vente directe du grain par les agriculteurs aux boulangers était interdite (43); à Marines, pendant le carême, c'était le prévôt qui autorisait un des bouchers à vendre de la viande aux malades (44).

12. — On peut rattacher à la police des denrées celles des dispositions qui concernent les poids et mesures (45). C'était une des rares attributions de police que possédât le moyen justicier; encore fallait-il que l'étalon soit celui de la Haute Justice (46). Les mesures sur ce point sont nombreuses à l'Isle-Adam : en 1669 le bailli Michelin rappelle aux marchands qu'ils doivent vendre les blés et les grains à la mesure de la châtellenie et non à celle de

(39) Rt. Marines, art. 20; Rt. L'Isle-Adam, art. 16.

(40) Rt. Marines, art. 19 et 21; Rt. L'Isle-Adam, art. 18.

(41) Rt. Marines, art. 12. A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 40 (1757) et 41 (1760).

(42) Rt. Marines, art. 22.

(43) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 37 (1740).

(44) Rt. Marines, art. 14 et 15. A. S. O. série B, Marines (1734).

(45) Loyseau, Seigneuries, ch. IX, n° 19; Bacquet, ch. XXVIII, n° 19 p. 377; Henriquez, ch. XXXIII, p. 381-384.

(46) D'Espeïsses, t. III, p. 157.

Beaumont, sous peine d'une amende de six livres (47); le 19 octobre de la même année, il se rend, accompagné du Procureur fiscal, chez le boulanger du four banal pour constater si le pain vendu est bien au poids indiqué (48). En 1670 il ordonne la vérification des balances des marchands (49). Les règlements de 1770 et de 1780 ordonnent aux marchands d'apporter au greffe du bailliage leurs poids, pots et mesures aux fins de vérification (50).

C) *Police de l'ordre public*

13. — La police de l'ordre public comprend des mesures pour protéger la propriété et les récoltes, assurer la tranquillité publique et l'hygiène, surveiller les métiers, prévenir les crimes et les incendies, veiller enfin au respect des devoirs religieux et charitables.

Pour assurer le respect des droits des propriétaires, de nombreuses mesures sont prises contre les abus qui se produisaient du fait de la pâture. En 1695 il est rappelé aux habitants de l'Isle-Adam que les bestiaux doivent être gardés par les pâtres ordinaires de la paroisse et non par les enfants; à Eragny, il faut garder non seulement les bestiaux mais même la volaille (51). Après la récolte, pendant un certain délai, seuls les bestiaux du possesseur de la pièce récoltée peuvent y venir paître (52). Le pâturage est interdit sur tous les terrains pendant la nuit (53) et en tous temps, le long des terres ensemencées (54), dans les enclos fermés (55), dans les pièces de luzerne, trèfle ou

(47) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 21.

(48) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 1.

(49) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 22.

(50) Rt. L'Isle-Adam, art. 14. A. S. O. L'Isle-Adam, n° 43.

(51) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 28. Eragny n° 4 (1785).

(52) Rt. L'Isle-Adam, art. 48.

(53) Rt. Marines, art. 36. Rt. L'Isle-Adam, art. 52. A. S. O. série B. Marines (1762). Cf. Henriquez, ch. XL, n° 7, p. 422.

(54) Rt. Marines, art. 38. Rt. L'Isle-Adam, art. 49 et 50. A. S. O. série B. Cergy n° 216 (1748), Ennery n° 3 (1749).

(55) Rt. L'Isle-Adam, art. 52.

bourgogne (56). et dans les vignes (57). En 1748, le bailli de Méry interdit aux habitants de cette paroisse d'envoyer paître leurs troupeaux sur le territoire de la paroisse voisine de Mériel (58).

D'autres décisions rappellent l'interdiction de passer en charrette et même à pied sur les terres ensemencées (59) et le respect dû aux bornes (60); il est interdit à tous autres qu'aux propriétaires ou personnes avouées par eux d'arracher les mauvaises herbes sur leurs terres (61). Enfin, à Eragny et à l'Isle-Adam, il est interdit aux bergers de ramasser les fientes de leurs animaux, car elles doivent servir à la fumure des terres (62).

14. — Les récoltes avaient besoin d'une protection plus spéciale. Celle-ci était surtout exercée par les messiers, dont les rapports au greffe étaient très nombreux (63). Des ordonnances prescrivaient l'échenillage des arbres et des haies (64), rappelaient que la cueillette des fruits d'autrui constitue un vol (65).

En 1777, des pluies violentes avaient couché les blés; le juge Potel prescrivit, à Cergy, à Corneilles et Boissy et dans le ressort du bailliage de l'Isle-Adam, de faire des assemblées de paroisses pour délibérer s'il fallait fermer les pigeonniers pour empêcher les pigeons de causer des dégâts. A l'Isle-Adam, dans l'exposé de la requête du procureur fiscal, celui-ci disait croire du devoir du juge de « s'assurer si le silence des habitants des paroisses de ce bailliage n'est pas effet de l'ascendant que prennent quel-

(56) Rt. Marines, art. 39; Rt. L'Isle-Adam, art. 49, 50, 51. A. S. O. série- B. Cergy 216 (1748). Cf. Henriquez, ch. XL, n° 20, p. 427.

(57) A. S. O. série B, Auvers (1705), Cergy (1744). Cf. Henriquez, ch. XL, n° 19, p. 327.

(58) A. S. O. série B, Méry.

(59) R. Marines, art. 46, 47; Rt. L'Isle-Adam, art. 54.

(60) Marines, art. 49.

(61) Rt. Marines, art. 55.

(62) Rt. L'Isle-Adam, art. 53. A. S. O. série M, Eragny n° 4.

(63) Voir plus haut, chap. IV, § 31. Rt. Marines, art. 24, 25, 27 à 29; Rt. Osny, art. 1 à 3; Rt. L'Isle-Adam, art. 62 à 69, 75.

(64) Rt. Marines art. 73; Rt. L'Isle-Adam, art. 55. A. S. O. série B, Corneilles-en-Vexin 62 (1778)

(65) Rt. L'Isle-Adam, art. 61.

ques fois les fermiers sur l'esprit commun des autres habitants moins aisés ». Il n'y a pas trace du résultat des délibérations des villageois (66).

Le ban de vendanges avait dans les paroisses où la vigne était cultivée une grande importance. Aussi cette décision, rendue au profit des vigneron, n'était-elle prise qu'après avis des syndics, des messieurs et des principaux intéressés. Le ban était donné dans la plupart des paroisses; à Marines il concernait cette paroisse et celle de Frémecourt (67). Hervé cite un arrêt du 21 janvier 1689 au profit du seigneur de Saint-Méri près Pontoise (qui est certainement Méry-sur-Oise) contre ses justiciables qui avaient obtenu du juge de Pontoise la permission de vendanger plus tôt que ne l'avait permis le juge seigneurial (68).

15. — Les mesures concernant la tranquillité publique ne sont pas très nombreuses. Les charivaris, attroupements et mascarades sont interdits de jour et de nuit à L'Isle-Adam et Osny, de nuit seulement à Marines (69). Dans ces justices il était également défendu de tirer des coups de feu et de lancer des fusées ou des pétards dans les rues à l'occasion des mariages et autres réjouissances (70). A Marines, il était interdit en outre aux habitants de « s'assembler aux portes des églises ni ailleurs, pour y présenter aux nouveaux mariés, à la sortie de la messe ou dans tout autre tems un bouquet, des biscuits et autres choses avec du vin ni d'exiger desdits nouveaux mariés aucun argent à peine de vingt livres d'amende contre chaque contrevenant et d'être poursuivis extraordinairement comme concussionnaire ». Il était enjoint en outre aux mariés de ne rien donner et de dénoncer les auteurs de

(66) A. S. O. série B, Cergy n° 22. Corneilles-en-Vexin, n° 63 et L'Isle-Adam, n° 44.

(67) Rt. Marines, art. 26; Rt. Osny, art. 13. A. S. O. série B, Cergy, Corneilles, Ennery, Eragny, etc... Sur le ban de vendange, Fremenville *Pratique des Terriers*, t. II, p. 391; Henriquez ch. XXXVI, p. 394.

(68) Hervé, t. IV, p. 40.

(69) Rt. Marines, art. 91; Rt. L'Isle-Adam, art. 31; Rt. Osny, art. 16.

(70) Rt. Marines, art. 74; Rt. L'Isle-Adam, art. 30; Rt. Osny, art. 12.

ces plaisanteries. Des ordonnances d'Osny contiennent une disposition analogue (71). En 1764, Louis-Alexandre Le Flamand rendit une ordonnance pour interdire les chansons et libelles diffamatoires contre l'honneur et la réputation des filles, femmes et autres personnes de Mériel et pour défendre les attroupements et rassemblements pour se battre et les danses publiques (72). Les nombreuses décisions sur l'ouverture des cabarets concernant en même temps le respect du dimanche seront étudiées à part (73).

16. — Pour l'hygiène publique, je n'ai trouvé qu'un assez petit nombre de mesures. A l'Isle-Adam, il est interdit aux bouchers de laisser dans leurs cours les viscères et le sang des animaux tués (74). L'Ordonnance de Marines comporte six articles concernant la lutte contre une épi-zootie de morve : les chevaux suspects devront être déclarés par le propriétaire ou les maréchaux qui en auraient connaissance; procureur fiscal et sergents feront des visites; les écuries contaminées seront lavées à la chaux vive. En 1789, un chien enragé ayant été signalé, des mesures de protection sont prises (75). C'est le juge seigneurial qui ordonne le curage des ruisseaux et des fossés et qui adjuge les travaux quand ce ne sont pas les riverains qui doivent effectuer le travail (76). A Corneilles et Boissy il est interdit de faire rouir le chanvre dans les mares servant d'abreuvoir (77). A Osny on rencontre l'interdiction aux jardiniers ou maraîchers de fumer leurs légumes avec du fumier de porc ou autres matières insuffisamment consommées (78). Dans la même justice, il est interdit d'inhumer avant un délai de vingt-quatre heures après le dé-

(71) Rt. Marines, art. 79, 80. A. S. O. série B Osny n° 5 (1751-1752).

(72) A. S. O. série B. Méry-sur-Oise.

(73) Voir plus bas, § 23.

(74) Rt. L'Isle-Adam, art. 72.

(75) Rt. Marines, art. 94 à 99. Cf. pour les épidémies, Combier, p. 100.

(76) Rt. Marines, art. 64 A. S. O. série B. L'Isle-Adam, n° 1, 34 et 48 (1670-1697, 1712 et 1786).

(77) A. S. O. série B. Corneilles-en-Vexin, n° 62 (1763-1781).

(78) Rt. Osny, art. 21.

cès, porté à quarante-huit heures en cas de mort subite. Des dérogations peuvent être accordées en cas de putréfaction du cadavre (79).

17. — Les juges seigneuriaux avaient dans leurs attributions la police des métiers (80), mais dans le ressort de Pontoise, l'absence de ville est cause de la rareté des réglementations sur ce point, alors qu'elles sont fréquentes à Reims, Beauvais, Laval, Saint-Lô ou même Craon et Ernée (81). Cependant à l'Isle-Adam, nous voyons en 1690 le bailli obliger les ouvriers du port à décharger un bateau au même tarif que les ouvriers de Mériel (82). A Marines, c'est le bailli qui désigne le boucher qui pourra vendre pendant le carême (83). Le règlement de l'Isle-Adam rappelle aux compagnons l'interdiction d'être affiliés aux sociétés du Devoir ou des Gavots (84).

18. — Pour prévenir les crimes et délits, un contrôle était exercé sur les étrangers : ceux-ci. pour s'installer à demeure dans le ressort de Marines ou celui de l'Isle-Adam, devaient obtenir une permission du seigneur ou de ses officiers (85) et les aubergistes devaient tenir registre des personnes de passage par eux logées; à Osny ils ne doivent pas loger les gens sans aveu (86). Les règlements rappelaient l'interdiction du port et de la détention d'armes à feu prévue par les ordonnances de Moulins et de Blois (87). A l'Isle-Adam, il était prescrit aux labou-

(79) Rt. Osny, art. 22.

(80) Loyseau, *Seigneuries*, ch. IX, n^{os} 17 et 38, p. 48; Henriquez, ch. XXVIII, n^o 30, p. 345.

(81) Henri Hauser, *Le travail dans l'ancienne France*, dans *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, t. IX (1907) p. 86-87.

(82) A. S. O. Série B., *L'Isle-Adam*, n^o 2.

(83) Rt. Marines, art. 14 et A. S. O. série B, *Marines* (1734).

(84) Rt. *L'Isle-Adam*, art. 32.

(85) Rt. Marines, art. 90; Rt. *L'Isle-Adam*, art. 13.

(86) Rt. Marines, art. 72; Rt. *L'Isle-Adam*, art. 12; Rt. Osny, art. 14.

(87) Ordonnances de Moulins (1566), art. 30; Ordonnance de Blois (Mai 1579), art. 192 (Isambert, t. XIV, p. 197 et 426). Rt. Marines, art. 92, 93; Rt. *L'Isle-Adam*, art. 29.

reurs d'enlever les coutres de leurs charrues quand ils laissaient celles-ci dans les champs de peur qu'ils ne servent d'armes (88). Enfin à Marines existait un registre destiné à inscrire les déclarations de grossesse hors mariage; de 1771 à 1787, période où il a été tenu, il contient vingt-deux déclarations. Cette mesure, qui aurait dû être prise partout était destinée à prévenir avortements et infanticides (89).

19. — Contre l'incendie, les prescriptions de police abondent à l'Isle-Adam et à Marines. Pour obliger à la réparation et au ramonage des fours et cheminées, des visites étaient prévues et effectuées par les officiers de justice, notamment les procureurs fiscaux (90); il était défendu de faire du feu et même de mettre des meules à proximité des bâtiments (91); dans les granges, tout feu était interdit, la seule lumière autorisée était celle de lanternes closes (92). Les fours, à part ceux des boulangers, ne pouvaient être allumés que pendant le jour (93). Une des interdictions les plus fréquentes était celle de mettre le chanvre à sécher dans les fours : on la rencontre dans le règlement de l'Isle-Adam, à Marines en 1758, en 1752 et dans le règlement, à Frouville en 1770, à Eragny en 1778 (94). Dans ce dernier village il était aussi défendu de porter du feu sur des pelles et d'allumer des feux dans les champs (95). Toutes ces mesures n'empêchaient d'ailleurs pas que les incendies ne fussent assez fréquents.

(88) Rt. L'Isle-Adam, art. 43.

(89) Edit de février 1566 (Isambert, t. XIII, p. 471). Rt. Marines, art. 90; on trouve des déclarations isolées ailleurs.

(90) Rt. Marines, art. 3 et 4; Rt. L'Isle-Adam, art. 20 à 23; Rt. Osny, art. 18. A. S. O. série B, Marines (1762, 1776), L'Isle-Adam, n^{os} 10 et 43.

(91) Rt. Marines, art. 10; Rt. L'Isle-Adam, art. 26. A. S. O. série B, Eragny, n^o 4 (1785).

(92) Rt. Marines, art. 5, 6, 8; Rt. L'Isle-Adam, art. 24.

(93) Rt. Marines, art. 7; Rt. L'Isle-Adam, art. 25.

(94) Rt. Marines, art. 9; Rt. L'Isle-Adam, art. 25 A. S. O. série B, Frouville, Marines, Eragny, n^o 4.

(95) A. S. O. série B, Eragny, n^o 4 (1785).

20. — Mais les mesures les plus nombreuses, sans doute parce que les moins observées, sont celles qui concernent le respect des devoirs religieux et spécialement la célébration des dimanches et jours de fêtes. Tout travail est interdit ces jours-là; des ordonnances le rappellent à Ennery, à Marines, à Osny, à l'Isle-Adam (96). A Cergy, il est interdit de mener les bestiaux à la pâture (97). Une ordonnance de 1693 interdit aux mariniers de passer le dimanche sous le pont de l'Isle-Adam, surtout pendant l'office, car certains habitants manquent la messe pour voir passer les bateaux (98). En cas d'urgence des permissions de travailler, une fois la messe ouïe, peuvent être obtenues du juge, du procureur fiscal ou du curé.

Pendant l'office, il est rappelé aux habitants de Marines qu'ils ne doivent ni parler, ni chuchoter, ni faire aucun scandale (99). A Sagy, comme l'église est trop exiguë et ne compte que trois cent quarante-neuf places pour cinq cents communians, le prévôt Sauvat édicte en 1782 un règlement à ce sujet pour éviter les contestations. Il y est notamment dit que les concessions de places devaient être enregistrées et vaudraient pour la vie du paroissien et de sa femme et qu'en cas de départ de la paroisse, les places laissées vacantes seraient, au bout d'un an, adjugées au profit de la fabrique à des personnes domiciliées au village (100).

Si les jeux ne sont interdits que pendant les offices (101), les danses le sont pour toute la durée des dimanches et des jours de fêtes. l'interdiction concernant plus spécialement la fête paroissiale (102). A l'Isle-Adam même, une ordonnance de 1776 les interdit en tout temps,

(96) Rt. Marines, art. 30, 71, 87; Rt. Osny, art. 4; Rt. L'Isle-Adam, art. 4. A. S. O. série B, Ennery, n° 4 (1777), Marines (1762, 1780).

(97) A. S. O. série B, Cergy, n° 216 (1748).

(98) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 27.

(99) Rt. Marines, art. 83.

(100) A. S. O. série B, Sagy.

(101) Rt. Osny, art. 19; Rt. L'Isle-Adam, art. 5, 15. A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 43 (1770).

(102) Rt. Marines, art. 88; Rt. Osny, art. 19; Rt. L'Isle-Adam, art. 5. A. S. O. série B, Hérouville (1753), Méry (1764 pour Mériel).

ainsi d'ailleurs que les spectacles « des farceurs, baladins, marchands de chansons et autres maîtres d'amusemens publics » (103).

En dehors des devoirs dominicaux, d'autres prescriptions concernent d'autres obligations religieuses : rappel des peines portées contre les blasphémateurs (104), obligation de décorer les maisons pour la procession de la Fête-Dieu (105), règlement pour assurer la propreté et le respect des cimetières et des porches; à Cormeilles, il est interdit d'y faire sécher du linge (106). En 1769, à Mériel, le bailli de Méry, Potel, ordonne, conformément à la déclaration du Roi du 14 mai 1724, de faire baptiser les enfants dans les vingt-quatre heures de leur naissance (107).

On peut aussi rattacher à la police des devoirs religieux, les mesures prises à l'Isle-Adam pour obliger les nourrices à remettre au curé de leur paroisse les extraits baptistaires des nourrissons des autres paroisses dont elles se chargeaient (108).

21. — Il faut citer à Marines les dispositions visant la fréquentation des écoles : les parents doivent y envoyer leurs enfants; il leur est interdit de tenir des discours offensants contre les maîtres ou de les maltraiter quand ils corrigent les enfants. « L'Instruction de la jeunesse dans l'esprit de la religion, poursuit le règlement, étant des plus importante puisque ce sont les premières impressions qui pour le plus souvent décident des vertus et des vices qui se manifestent dans la suite de l'âge, ordonnons aux maîtres et maîtresses d'école de les tenir régulièrement aux

(103) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 44.

(104) Rt. Marines, art 85; Rt. L'Isle-Adam, art. 3.

(105) Rt. Marines, art. 75; Rt. L'Isle-Adam, art. 7.

(106) Rt. Marines, art. 81; Rt. L'Isle-Adam, art. 6. A. S. O. série B, Cormeilles-en-Vexin, n° 65 (1748), Osny n° 5 (1751, 1752). Cf Giffard, p. 133.

(107) A. S. O. série B, Méry.

(108) Rt. L'Isle-Adam, art. 33. A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 43 (1774).

heures manquées, de donner l'attention la plus scrupuleuse à bien instruire les enfans de l'un et l'autre sexe dans les principaux mystères de la religion catholique, apostolique et romaine, les conduire à la messe tous les jours ouvriers autant qu'il sera possible, d'avoir soin qu'ils assistent au service divin les dimanches et fêtes et de leur apprendre à lire, écrire et leur catéchisme » (109). Les juges seigneuriaux eurent aussi à s'occuper des écoles à Osny et à Mériel (110).

22. — Il faut aussi rapprocher des mesures d'ordre religieux celles qui étaient édictées en faveur des pauvres. A l'Isle-Adam, Méry et Osny, diverses dispositions se rapportent au glanage : ce droit est réservé aux vieillards, aux enfans et aux infirmes, qui ne peuvent commencer leur récolte qu'après que champart et dîme ont été prélevés; le propriétaire ne peut envoyer les bêtes paître sur sa terre que vingt-quatre heures après l'enlèvement de la dernière gerbe; il est interdit de molester ou d'injurier les glaneuses (111). Des mesures analogues sont prises pour les chaumes, de façon à ce que les pauvres aient de quoi couvrir leurs demeures : le propriétaire du champ ne peut garder pour soi qu'une partie de la production qu'il doit marquer, soit en brandonnant, soit en la séparant par un trait de charrue (112).

23. — Enfin la police des cabarets concerne à la fois le respect du dimanche et la tranquillité publique. Les mesures abondent (113) : à Auvers en moins de trente ans

(109) Déclaration du Roi concernant la religion du 14 mai 1724 (Isambert, t. XXI, p. 263). Fremenville, Communautés d'habitants, p. 493; Henriquez, ch. XXVII, n° 42, p. 351. Rt. Marines, art. 84 et 85.

(110) A. S. O. série B, Osny (1737), Méry (1767).

(111) Rt. Marines, art. 24 et 31 à 34; Rt. Osny, art. 5 à 8; Rt. L'Isle-Adam, art. 47. A. S. O. série B, Marines (1756, 1762, 1780), Osny (1758).

(112) Rt. Marines, art. 35; Rt. L'Isle-Adam, art. 42. A. S. O. série B, Osny, n° 5 (1760).

(113) Rt. Marines, art. 67 à 69; Rt. Osny, art. 14; Rt. L'Isle-Adam, art. 11. A. S. O. série B, Auvers (1718, 1726, 1737, 1743, 1745), Eragny, n° 4 (1785), Hérouville (1753), L'Isle-Adam, n° 43 (1770), Livilliers (1780), Marines (1756-1758), Vallangoujard (1731).

on compte cinq ordonnances Presque toutes interdisent de servir à boire pendant les offices et après une certaine heure. Cette heure varie : à Auvers c'est sept heures en hiver et neuf en été, à Eragny huit heures, à Marines et Osny huit et dix heures, à l'Isle-Adam neuf et dix heures; à Hérouville, l'ordonnance interdit seulement de donner à boire aux heures indues. A Marines, les cabaretiers ne doivent pas donner à boire aux jeunes gens âgés de moins de quinze ans; à Osny, ils ne doivent pas servir de boissons factices.

Ces mesures d'ailleurs ne servaient pas à grand'chose, les ordonnances elles-mêmes le constatent. A Auvers, en 1745, le procureur fiscal remontrait « que plusieurs habitants de ce lieu avaient la témérité de continuer au scandal du public à fréquenter les cabarets pendant le service divin tant les jours de dimanches que de festes, nonobstant les remontrances judicieuses que M. le Prieur curé de cette paroisse faisoit fréquemment en ses prones les jours de dimanche en l'église de cette paroisse ». Et voici ce que dit une ordonnance de Méry datée de 1763 : « Les cabarets semblent produire un désordre et un libertinage qu'il est nécessaire d'arrêter, ils sont ouverts également pendant le tems du service divin comme pendant la nuit. de sorte que ces tems marquez pour le salut des ames et le repos des corps ne sont employés qu'à la profanation des sints jours de dimanches et fêtes, à la dissipation de ce qui est réservé spécialement pour la nourriture des familles et des enfans et au soulagement des citoyens, que les pères de familles livrez eux-mêmes à la débauche donnent à la jeunesse l'exemple le plus dangereux, que ceux qui sont livrez à ces excès en consomment en un jour ou en une nuit souvent le gain d'une semaine, unique ressource de leurs femmes et enfin se mettent hors d'état de travailler ». Cependant le procureur fiscal, témoin de tapage nocturne dans une taverne et qui aurait pu dénoncer certains contrevenants préfère « surseoir pour un moment à la vengeance publique pour s'occuper plus particulièrement à arrêter le progrès d'un tel désordre » en faisant rendre une ordonnance.

Le mal était d'ailleurs général et Fréminville donne dans un de ses ouvrages une ordonnance type sur les devoirs des cabaretiers (114).

D) Voirie

24. — L'exercice du droit de voirie comprenait l'établissement, l'entretien et la réparation des chemins, la surveillance des constructions élevées en bordure des rues, la sûreté des voies de communication (115). Cependant les grandes routes échappaient à la compétence des officiers seigneuriaux et étaient du ressort de la police des Ponts et Chaussées : le règlement du bailliage de l'Isle-Adam exclut de l'obligation de demander au bailli des alignements pour construire, la grande rue de Presles formée par une route royale (116).

25. — A en croire Pihan de la Forest, les officiers seigneuriaux se montraient fort négligents : « Il faut, dit-il, qu'il arrive un accident absolument grave par le mauvais état d'un chemin pour exciter leur vigilance. » Il attribue leur incurie à l'absence de résidence, disant que lorsque les juges se rendent à leur siège « ils prennent la saison où tous les chemins sont beaux » (117). Peut-être y a-t-il là quelque exagération, mais le mauvais état des chemins ressort des mesures prises pour leur amélioration; la faute en revenait principalement aux habitants qui creusaient des trous dans les chemins afin d'utiliser les boues comme engrais et ne remettaient rien à la place ou qui les labouraient pour s'agrandir à leurs dépens, pratiques défendues par les règlements de police de Marines et de l'Isle-Adam et par une ordonnance d'Osny en 1752 (118). A Eragny,

(114) Fréminville, Communautés d'habitants, p. 618.

(115) Loyseau, Seigneuries, ch. IX, n^{os} 51, 76, p. 50, 51; Henriquez, ch. XII, n^o 1, p. 430; Mellier, t. I, ch. 1; Denisart, t. III, *Voyer, Voyerie*, p. 316.

(116) Rt. L'Isle-Adam, art. 34.

(117) Pihan de la Forest, Election, p. 451.

(118) Rt. Marines, art. 44; Rt. L'Isle-Adam, art. 57, n^o 8. A. S. O. série B, Osny, n^o 5. Cf. Henriquez, ch. XLI, n^o 10, p. 434.

en 1729, le chemin de la Garenne était obstrué par trois arbres; le prévôt et le procureur fiscal allèrent trouver le propriétaire et obtinrent de lui qu'il les enlèverait (119). D'autres ordonnances concernant directement la réparation des chemins; le règlement de Marines prévoit que les propriétaires riverains en seront chargés; à Eragny et à l'Isle-Adam, des corvées étaient organisées : les possesseurs de chevaux ou de « bêtes asines » devaient faire les charrois, les autres travaillaient comme manœuvres (120).

Enfin il était interdit de dégrader les arbres plantés en bordure des chemins (121).

26. — Pour construire ou modifier murs et façades le long des rues, il fallait obtenir du juge une permission, appelée alignement, qui était précédée d'une visite sur les lieux du juge, généralement accompagné d'un expert, maçon ou arpenteur. Cette autorisation, nécessaire même pour la percée de nouvelles portes ou fenêtres, permettait d'empêcher les empiètements sur les chemins; parfois même, notamment à l'Isle-Adam, elle servait à améliorer le bourg au point de vue esthétique en facilitant la création de places ou la rectification de certaines rues (122).

27. — La sécurité des usagers des chemins était assurée par certaines mesures : obligation d'accompagner les chevaux à l'abreuvoir (123), interdiction de les laisser galoper dans les rues (124), celle de jouer à certains jeux dangereux (125); les garnitures de fleurs sur les fenêtres

(119) A. S. O. série B, Eragny n° 2.

(120) Rt. Marines, art. 48; Rt. L'Isle-Adam, art. 70. A. S. O. série B, Eragny n° 4 (1774), L'Isle-Adam n° 1 (1670)

(121) Rt. Marines, art. 50, 51; Rt. L'Isle-Adam, art. 60. Cf. Henriquez, ch. XLI, n° 8, p. 433.

(122) Rt. Osny, art. 20; Rt. L'Isle-Adam, art. 34.

(123) Rt. Marines, art. 42; L'Isle-Adam, art. 53.

(124) Rt. Marines, art. 43; Rt. Osny, art. 15; Rt. L'Isle-Adam, art. 19. A. S. O. série B, Cergy, n° 216 (1748).

(125) Rt. Marines, art. 82; Rt. L'Isle-Adam, art. 15. A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 43 (1770), Marines (1760).

n'étaient tolérées que si un grillage en empêchait la chute (126); les maisons menaçant ruine devaient être ou réparées ou détruites (127).

Enfin certaines mesures concernent la propreté des rues; chaque habitant devait balayer le devant de sa maison jusqu'au ruisseau médian (128). les maçons et autres entrepreneurs ne devaient laisser ni tas de pierres, sable ou gravats, ni amas de bois (129). Les ordures devaient être réunies en tas le long des maisons pour en faciliter l'enlèvement (130). A L'Isle-Adam, le nettoyage des rues et le ramassage des ordures dans le bourg et à Parmain faisait l'objet d'adjudication au rabais pour une durée de trois, six ou neuf ans. L'adjudicataire s'engageait à balayer l'ensemble des rues deux fois par semaine dont le samedi, et la place et les abords du marché la veille du jour où il avait lieu et après sa clôture; en 1760, le prix d'adjudication fut de cent soixante livres; en 1777, de cent quatre vingt seize (131).

(126) Rt. L'Isle-Adam, art. 9. A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 43 (1770).

(127) Rt. L'Isle-Adam, art. 28.

(128) Rt. Marines, art. 76; Rt. L'Isle-Adam, art. 8. A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 1 (1672) et 43 (1770), Marines (1755,1762).

(129) Rt. Marines, art. 53; Rt. L'Isle-Adam, art. 10. A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 43 (1770).

(130) Rt. Marines, art. 76; Rt. Osny, art. 20; Rt. L'Isle-Adam, art. 9. A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 43 (1770).

(131) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 41 et 44.

CHAPITRE VII

L'EXERCICE DE LA JUSTICE

I. — LES ATTRIBUTIONS CIVILES ET FÉODALES

1. Compétence des justices selon le degré de juridiction.
2. Principaux genres d'affaires. 4. Renvois à des arbitres.
5. Appels de justice seigneuriale à justice seigneuriale.
6. Durée des procès. 7. Juridiction gracieuse : les inventaires. 3. Les tutelles. 9. Autres actes de juridiction gracieuse.

II. — LES ATTRIBUTIONS CRIMINELLES

10. Les trois degrés de juridiction. 11. Le petit et le grand criminel. 12. Le petit criminel : procédure. 13. Genre d'affaires. 14. Le grand criminel : procédure. 15. Procès complets. 16. Causes de leur petit nombre. 17. Procédures incomplètes.

III. — LES AUDIENCES

18. Tenue des audiences. 19. Fréquence. 20. Jours. 21. Nombre de causes par audience. 22. Statistique des jugements.

IV. — LES FRAIS DE JUSTICE

23. Généralités. 24. Les vacations. 25. Les dépens. 26. Les épices. 27. Les frais des procès criminels. 28. Ressources tirées par les officiers de l'exercice de la justice. 29. Recouvrement des épices et vacations.

I. — LES ATTRIBUTIONS CIVILES ET FÉODALES

1. — La compétence des juges hauts et moyens justiciers était entière en matière civile ou féodale (1), sauf quelques rares exceptions faciles à expliquer. Trois de ces exceptions étaient de véritables cas royaux : c'étaient les

(1) Coutume de Senlis, A. C. titres II et II, N. C. art. 99 sqq, 108 sqq. (Coutumes..., p. 30-37; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 715-716; Saint-Leu, p. 63-78; Pihan de la Forest, Esprit, p. 16, 83, 85, 242, 257). Bacquet, ch. VIII, n° 29, p. 38, 39; D'Espeisses t. III, p. 136; Jacquet, ch. V, n° 4, p. 42; Hervé, t. IV, p. 36.

causes touchant au patrimoine du Roi, les plaintes en matière de bénéfices, la connaissance du scel royal (2). D'autre part, le juge seigneurial ne devait naturellement pas connaître des affaires concernant le seigneur de la justice, à l'exception des profits et revenus féodaux et casuels (3). En dehors de ces cas, le juge haut ou moyen justicier avait pleine juridiction, que les causes soient personnelles, réelles ou mixtes, qu'elles concernent nobles ou roturiers (4), ecclésiastiques ou laïcs (5). Ils connaissaient aussi, en l'absence de juges consuls, des affaires commerciales (6).

Les juges bas-justiciers n'avaient au contraire qu'une compétence très limitée dans la coutume de Senlis, puisqu'ils ne connaissaient au civil que des affaires mobilières, en bornage et en partage; leur compétence féodale ne s'étendait qu'aux matières de cens et de champart (7).

2. — La procédure devant les juges seigneuriaux n'offrait pas de différence notable avec celle qui avait lieu devant les sièges royaux; l'ordonnance civile de 1677 ne fait guère que deux différences, dont une au titre des matières sommaires ne concerne que les taux maximum des sentences par provision; les justices seigneuriales étaient limitées à vingt-cinq ou quarante livres selon qu'elles ressortaient nuement ou non au Parlement, alors que les prévôts royaux pouvaient aller jusqu'à soixante (8).

L'autre différence avait une portée théorique plus

(2) Voir plus haut chapitre V, n° 7. Loyseau, *Seigneuries*, ch. XIII, n° 4, p. 80; Hervé, t. IV, p. 32; Saint-Leu, p. 63; etc...

(3) Ordonnance civile de 1667, titre XXIV, art. 11 (Isambert, t. XVIII, p. 152). Boucher d'Argis, t. I, ch. XII, p. 49; Jacquet, ch. V, n° 7, p. 47; Hervé, t. IV, p. 33; Jousse, t. I, p. 196; Henriquez ch. XXVIII, n° 35, p. 348.

(4) Rousseau de la Combe, *Jurisprudence civile*, p. 35.

(5) Chorier, t. II, p. 96.

(6) Jacquet, ch. V, n° 10, p. 49; Henriquez, ch. XXVIII, n° 31, p. 346; Jousse, t. I, p. 204.

(7) Coutume de Senlis; A. C. titre IV, NC. art. 120 à 124 (Coustumes, p. 37; Boudot de Richebourg, t. II, p. 717; Saint-Leu, p. 79; Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 17, 263, 265.

(8) Ordonnance civile, titre XVII, art. 13 (Isambert, t. XVIII, p. 132).

grande : au titre des congés et défauts en matière civile, il est dit que, devant les juges royaux, « le défendeur est tenu de nommer procureur et de signifier ses défenses » (9). L'application de la règle : « En France, nul ne plaide par procureur » continuait donc, « a contrario », de s'appliquer aux justices seigneuriales (10), mais nous avons vu qu'en pratique, les parties constituaient toujours procureur (11).

3 — Les affaires qui revenaient le plus souvent devant les juges seigneuriaux étaient à peu près toujours les mêmes. Il ne saurait évidemment être question de dresser une statistique d'autant que nombreux sont les jugements dont il est difficile de dire ce à quoi ils se rapportaient, étant donné leur laconisme : beaucoup d'entre eux ne comportent, outre le nom et les qualités des parties, qu'une mention telle que « parties ouïes, disons que le défendeur paiera tant de livres au demandeur pour causes contenues en l'exploit » ou d'autres analogues, et à la fin du dix-huitième siècle, on se contente même de formules plus brèves encore dans les plunitifs qui remplacent souvent les registres d'audience. Dans ceux-ci, environ un cinquième des jugements sont ainsi impossibles à classer.

Les affaires féodales n'occupent pas la place à laquelle on pourrait logiquement s'attendre. Sans doute, certaines années, voit-on de nombreux jugements rendus au profit du seigneur. Ainsi, sur quatre-vingt-deux jugements définitifs prononcés à L'Isle-Adam en 1697, vingt et un concernent la seigneurie (12). Mais une telle année est une exception et en 1747 dans la même justice, on ne trouve qu'une seule sentence concernant le seigneur (13). Dans les autres siècles, les affaires féodales sont l'exception. De

(9) Ordonnance civile, titre V, art. 1 (Isambert, t. XVIII, p. 10).

(10) Ferrières, t. II, *Procureur ad lites*, p. 474; Guyot, t. XIII, *Procureurs*, p. 713.

(11) Voir plus haut, chapitre IV, § 34.

(12) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 3.

(13) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 6.

plus ce sont presque toujours de petites affaires concernant le plus souvent des défauts de paiement du cens ou des droits seigneuriaux, généralement des lods et ventes, le défendeur est très souvent condamné en plus du paiement des droits à passer à titre nouvel; fréquemment aussi il s'agit de dommages et intérêts pour non respect des banalités. Cependant il s'agissait parfois d'affaires plus importantes puisqu'elles concernaient les terres ou seigneuries relevant de la châtellenie.

C'est ainsi qu'en 1732, Louis-Jean Lefebvre, bailli de l'Isle-Adam, donne commission à l'effet de saisir féodalement la terre de Bachivillers, pour défaut de paiement du relief, de foi et hommage et de dénombrement (14). C'est encore ainsi qu'en 1705, nous avons vu la dame de Vallangoujard condamnée à recommencer son acte d'aveu et de dénombrement (15).

En matière civile, les causes les plus fréquentes sont celles de rentes, de baux et de ventes; chacune de ces catégories représente environ quinze pour cent du total des affaires jugées. Viendraient ensuite par ordre d'importance les procès successoraux, les saisies, les honoraires des officiers auxiliaires de justices, greffiers, huissiers, notaires et procureurs, les louages d'ouvrage ou de services, et les promesses de payer. L'on rencontre encore assez régulièrement des procès en matière de compte de tutelle, de partages, de comptes de fabrique. Enfin, exceptionnellement se trouvent quelques affaires de bornage, de douaire, de mitoyenneté, de retrait lignager, de séparations de biens.

Il faut noter à part, non pas tant que leur nombre ait été considérable, mais en raison surtout des indications qu'ils donnent sur la vie des paysans, les procès en dommages et intérêts entre villageois. Les affaires de coups et blessures venaient rarement jusqu'à l'audience. En général, la plainte est suivie du rapport du chirurgien au bas

(14) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 37.

(15) Voir plus haut, chapitre II, § 11 et P. J. n° 1.

de laquelle se trouve une sentence condamnant par provision l'assaillant à indemniser le plaignant; dans les cas plus graves l'affaire devenait en effet du ressort du procureur fiscal.

Plus variés et souvent plus amusants sont les procès pour injures ou diffamations : il est difficile de résister au plaisir de reproduire un extrait d'un jugement rendu à Cergy à l'audience du 20 novembre 1788 : « ...il a été articulé et mis en fait par Maître Guériteau pour ses parties que depuis le 15 août dernier, jour de l'Assomption, ils sont perpétuellement diffamés et calomniés par Jean Moreau et sa femme qui publient : 1° que le dit Mathurin Moreau avait assassiné Jean Geoffroy, premier mari d'elle Marie-Barbe Moreau; 2° que le dit Mathurin Moreau leur avait également dit qu'il devait également assassiner le défunt sieur Cresson curé; 3° que le dit Mathurin Moreau avait aussi fait tous ses efforts pour tuer Guillaume Promet père; 4 que le dit Mathurin Moreau et sa femme avaient également tué Marie-Madeleine Moreau, femme de défunt Jean-Louis Monnier, décédé à Cergy le 15 août dernier; 5° que la femme du dit Moreau avait jetté à l'eau et noyé un de leurs enfans âgé de 8 à 9 ans; 6° que le dit Mathurin Moreau était un coquin qui avait levé la main et fait un faux serment en justice; 7° que ledit Mathurin Moreau était un assassin qui tuait et noyait tout le monde; 8° qu'en outre il était un gueux, un scélérat, un voleur, un diable, un démon; que tôt ou tard il fallait qu'il fût pendu; 9° que ses crimes et ses friponneries étaient nottés au greffe, que le 10 octobre 1788 depuis trois heures jusqu'à cinq, Jean Moreau et sa femme a dit que tant qu'ils vivraient ils ne discontinueraient pas, et ont redit toutes lesdites injures; que la femme Moreau a dit qu'elle se foutait de la justice et de tout le monde; 10° enfin que ledit Jean Moreau et sa femme ne cessaient de traiter celle de Mathurin Moreau de garce, putain, poison et autres infamies que la Religion et la Décence ne permettaient pas de répéter... » (1).

(15) A. S. O. série B, Cergy n° 208.

Enfin les disputes les plus futiles faisaient parfois l'objet de procès : une femme se plaint qu'au lavoir une voisine, dans un mouvement de colère, lui a arraché son bonnet et l'a jeté à la rivière; une autre demande des dommages et intérêts parce qu'on a occupé sa place à l'église. La proximité et le bon marché de la justice seigneuriale encourageaient sans doute les villageois à donner une suite judiciaire à des affaires de si peu d'importance. « Il est notoire, remarquait déjà Loyseau, non sans une certaine exagération, que c'est la ruine d'un village d'y avoir une justice. Car cela apprend à plaider aux paysans » (16).

4. — C'est peut-être pour ôter ce goût des contestations à leurs justiciables que les juges seigneuriaux avaient parfois recours aux procédures arbitrales. Peu nombreux au début du dix-huitième siècle, les renvois devant des arbitres se multiplient à mesure que l'on se rapproche de la Révolution, sans doute sous l'influence des théories sur le droit naturel. Les plus anciens concernant en général des difficultés d'ordre professionnel et l'arbitre choisi est un homme de métier. Ainsi, le 11 avril 1703, le bailli de l'Isle-Adam, saisi d'un litige entre la veuve du fermier du four banal et le garde-moulin au sujet de la rémunération de ce dernier, renvoya les parties à l'arbitrage d'un meunier de Presles (17). Au contraire, à la fin du siècle, les renvois concernent des affaires de tous genres et les arbitres choisis sont souvent des prêtres. De 1785 à 1790 par exemple, nombreux sont les renvois devant le curé de Beaumont-sur-Oise, l'abbé Longue-Épée. Celui-ci devait d'ailleurs avoir des connaissances juridiques assez poussées car, ayant quitté les ordres sous la Révolution, il fut sous l'Empire conseiller de préfecture de Seine-et-Oise avant de terminer sa carrière comme chanoine à Versailles (18). Quand il n'arrivait pas à concilier les parties.

(16) Loyseau, *Abus*, p. 13.

(17) A. S. O. sarie B, L'Isle-Adam, n° 3.

(18) Renseignements dus à l'obligeance de M. le Chanoine Fossard.

il donnait son avis sur l'affaire dans une lettre terminée par la formule : « Tel est l'avis de celui qui a l'honneur de se soumettre aux lumières d'un juge aussi éclairé qu'intègre ».

Enfin il arrivait parfois, à l'Isle-Adam, que l'affaire fût renvoyée au conseil du Prince de Conti.

5. — Les appels de justice seigneuriale à justice seigneuriale étaient extrêmement rares; il n'y a point à s'en étonner, car, nous l'avons vu, seule la châellenie de l'Isle-Adam avait un ressort et les justices qui relevaient d'elle en appel étaient peu nombreuses et peu importantes. Les deux justices de Montsoult fournissaient chacune un appel tous les deux ou trois ans, Hodan plus rarement encore, Balincourt pratiquement jamais. Les appels étaient généralement jugés assez rapidement; la durée dépassait rarement un an. On peut rapprocher des appels un jugement de l'Isle-Adam du 8 avril 1712, où il est dit qu'étant donné le refus de justice du prévôt de Montsoult, les parties procéderont directement devant le bailli de l'Isle (19).

6. — La justice seigneuriale était d'ailleurs assez rapide : beaucoup d'affaires étaient expédiées à l'audience lorsqu'elles étaient de peu d'importance. Beaucoup aussi faisaient l'objet en tout de deux jugements, l'un constatant le défaut d'une des parties, le second en adjugeant le profit à l'autre. On peut estimer qu'une affaire sur deux était ainsi jugée par défaut. Enfin, sauf dans les cas vraiment délicats, il était rare qu'un procès durât plus de quelques mois. Cette rapidité relative venait d'ailleurs non pas de qualités des justices subalternes, mais à la fois du petit nombre d'affaires jugées et de leur faible importance.

7. — La juridiction gracieuse des sièges seigneuriaux était relativement plus importante que la contentieuse : les archives des justices contiennent beaucoup plus d'in-

(19) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 3.

ventaires et procès-verbaux d'assemblées de parents que d'enquêtes ou de sentences sur production.

Les inventaires, dans le domaine de la coutume de Senlis, étaient faits par les greffiers seigneuriaux à l'exclusion des tabellions, à l'inverse de ce qui se passait dans la coutume de Paris (20). En raison de cette différence, Lemaistre, bailli de l'Isle-Adam, rendit deux jugements opposés pour deux affaires assez analogues, mais dont l'une avait eu lieu à Labbeville, dans le bailliage de Senlis, alors que l'autre s'était passée à Montsoul, dépendance de la châtellenie dans la prévôté de Paris. Aux assises de 1689, à l'appel des officiers des justices dépendant de la châtellenie de l'Isle-Adam, quand on fut arrivé au greffier de la moyenne justice du Grand-Gournay, sise à Montsoul, le tabellion de l'endroit éleva une protestation contre les empiètements du greffier, qui, en qualité de tabellion de Maffliers, faisait les inventaires des justiciables des deux prévôtés de Montsoul, aussi bien à Pied-de-Fer qu'à Gournay. Défenses furent faites au greffier de faire à l'avenir les inventaires (21). Ici il n'est donc même pas question qu'un greffier eût le droit, en tant que greffier, de procéder aux inventaires, il ne les faisait qu'en qualité de tabellion de la haute justice. En revanche, le 1^{er} août 1698, le greffier de L'Isle-Adam expose : « que par délibération du Conseil de S. A. S., il avait été accordé qu'il feroit seul dans l'estendue de ce bailliage les inventaires des biens et meubles préférablement à tous autres officiers, au préjudice de quoy il a eu advis que M^e Louis Bouillette notaire à Labbeville s'ingérait de faire lesdits inventaires entre nos justiciables pourquoy il nous requiert deffences lui fussent faites d'en plus faire à l'avenir et mesme qu'il nous plut ordonner que ledit Bouillette luy apporterait les droits et minutes desdits inventaires ». A la suite de cette plainte le bailli renouvela à tous les notaires du bailliage

(20) Coutume de Senlis, A. C. titre II, N. C. art. 106 (Coustumes..., p. 33; Saint-Leu, p. 71, 72; Piha nde la Forest, Esprit, p. 249; Bourdot de Richebourg, t II, p. 716.

(21) A. S. O. srrie B, L'Isle-Adam, n° 26.

sous peine de dommages et intérêts, de faire les inventaires, réservés au seul greffier (22). Le juge et le procureur fiscal y assistaient d'ailleurs presque toujours. Ces inventaires sont poussés jusqu'aux plus infimes détails, de façon sans doute à augmenter les vacations; on y voit par exemple mentionner « de vieilles chaussettes, sans valeur, pour mémoire » et d'autres choses analogues. Il en résulte que si ces états sont fastidieux au plus haut point, ils renferment néanmoins souvent des renseignements intéressants. Il n'est pas indifférent de trouver en 1780, dans la bibliothèque d'un prêtre de l'Isle-Adam, riche de six cent quarante-trois volumes, en sus des ouvrages religieux, des œuvres de Locke, Voltaire, d'Alembert et autres philosophes (23). En revanche, en 1747, après la mort du curé de Labbeville il n'y avait pas eu d'inventaire mais un procès-verbal de nuls biens trouvés (24). Une autre fois, en 1789, après le décès de la femme d'un laboureur de Cergy, on trouve trente-cinq volumes d'histoire ou de dévotion et, dans un coffre appartenant à son fils, valet de pied à Saint-Domingue, outre des ouvrages de droit, des livres de Molière, Racine, Bossuet, Montesquieu, Newton et une grammaire anglaise (25). Par ces inventaires, nous pouvons voir ce qu'était la fortune et l'intérieur d'un procureur de l'Isle-Adam (26); on pourrait surtout y trouver des renseignements de premier ordre sur la vie des paysans et des bourgeois des petites villes.

8. — Plus nombreuses encore que les inventaires sont les pièces relatives aux tutelles. Pour 1747 le greffe de l'Isle-Adam contient en face de quatre inventaires et sept affirmations d'inventaires, douze procès-verbaux d'assemblées de parents dont onze pour donner tuteurs à des

(22) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 3.

(23) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 45.

(24) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 38.

(25) A. S. O. série B, Cergy, n° 223.

(26) Voir plus haut, chapitre IV, § 36.

mineurs (27). Les assemblées avaient lieu à la diligence du procureur fiscal et comprenaient en principe des parents des deux branches paternelle et maternelle; il était très rare que faute de parents, on dût se contenter d'amis. Dans le même ordre d'idées, il faut noter les redditions de comptes de tutelle et les émancipations. Ces dernières étaient faites par lettres royaux qui, conformément à la règle, n'étaient pas adressées au juge seigneurial, mais à un huissier royal qui les lui signifiait (28).

9. — Il faut encore noter dans les actes de juridiction gracieuse les appositions et les levées de scellés qui avaient lieu le plus souvent après décès, avant inventaire, mais parfois pour d'autres raisons : par exemple, le 28 octobre 1668, les scellés furent mis sur l'étude du greffier, notaire et tabellion de l'Isle-Adam, car cet officier était alors incarcéré au For-l'Evêque (29). L'on trouve encore des adjudications, des partages, des procès-verbaux divers : en 1661, par exemple, se trouve un récit détaillé de l'incendie de l'église paroissiale de l'Isle-Adam (30) : en 1710, un batelier fait dresser par le bailli de l'Isle-Adam, procès-verbal de l'état des grains qu'il transporte pour l'armée des Flandres et qui, malgré ses précautions, ont été légèrement détériorés par la pluie (31); en 1732, après la mort du curé de Cergy, le prévôt dresse procès-verbal du registre des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse (32). Enfin, bien que, par leur forme, elles ressemblent plutôt à des pièces d'instruction criminelle, on peut ranger dans la juridiction gracieuse les procédures d'internement ou d'interdiction qui avaient lieu après informations et interrogatoire souvent assez amusants. On peut citer comme exemples, tous deux pour Cormeilles-en-

(27) Voir plus haut, chapitre V, § 7.

(28) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 38.

(29) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 21.

(30) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 20.

(31) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 31.

(32) A. S. O. série B, Cergy, n° 222. Cf. Jousse, t. I, p. 212.

Vexin, l'interdiction en 1751 d'une fille atteinte d'imbécillité à la suite du mal caduc et l'internement d'un fou dangereux à l'hospice de Bicêtre en 1753 (33).

II. — LES ATTRIBUTIONS CRIMINELLES

10. — La distinction des justices hautes, moyennes et basses avait beaucoup plus d'importance en matière criminelle qu'en matière civile.

Le haut-justicier avait ici encore plénitude de juridiction, sous réserve des cas royaux et de la prévention. Il connaissait, d'après l'article 99 de la Coutume de Senlis, « les cas criminels qui sont de sa juridiction » (34). Il pouvait suivant l'article 106 « prendre et faire prendre les malfaiteurs, les punir criminellement,... saisir biens..., pendre, traîner, fustiger, essoriller, pilloriser, écheller » (35).

La compétence du moyen justicier était déjà beaucoup moindre; elle ne s'étendait qu'aux crimes légers ne requérant que des peines modérées. Les articles 109, 110, 111 et 114 de la coutume lui donnent compétence pour « les délits jusqu'au sang et playe ouverte inclusive et poing garny » les « coups orbes de chaude colle sans vol ni préméditation », le « lait dit ou injure en justice »; il pouvait avoir des prisons (36). La compétence du moyen justicier avait d'ailleurs primitivement plus d'étendue, puisque le texte de 1493 portait que « le moyen justicier a la cognoissance, pugnition et correction totale jusques à la mort inclusive de l'homicide de fait commis et perpétré en chaude colle et de simple larcin et peut avoir fourches patibulaires à deux piliers seulement pour faire l'exécu-

(33) A. S. O. série B, Corneilles-en-Vexin n° 66.

(34) Coustumes, p. 30; Saint-Leu, p. 63; Pihan de la Forest, Esprit, p. 242; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 715.

(35) Coustumes., p. 33; Saint-Leu, p. 71; Pihan de la Forest, Esprit, p. 249; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 716.

(36) Coustumes, p. 34-35; Saint-Leu, p. 71-76; Pihan de la Forest, Esprit, p. 252, 255; Bourdot de Richerourg, t. II, p. 716.

tion des délinquants » (37). Mais déjà à la première rédaction, il n'était plus question de la mort mais seulement des fourches patibulaires, mention qui fut supprimée à la rédaction définitive (38).

Quant au bas-justicier, il ne connaissait, d'après l'article 120 que des « battures sans sang ni poing garny, et des villaines paroles ou injures » (39). Quant aux peines qu'il pouvait prononcer, étant donné le silence de la coutume de Senlis, c'était l'usage commun qui s'appliquait; le bas-justicier ne pouvait donc condamner à plus qu'une amende de dix sols (40).

11. — Si l'on ne tient pas compte du bas-justicier qui avait pratiquement disparu dans la région de Pontoise, comme presque partout ailleurs, à la fin de l'ancien régime, on pourrait assez bien, quoique un peu sommairement, résumer la différence de compétence entre le haut et le moyen justicier en disant que ce dernier ne connaissait que du petit criminel, le grand criminel étant réservé à la haute justice; cette distinction était une question de procédure car le critérium des affaires de grand criminel se trouvait dans le fait que les conclusions du procureur fiscal tendaient à une peine afflictive ou infamante. Les différences entre les deux sortes de procédures étaient considérables.

12. — La procédure du petit criminel débute en général par une plainte émanant soit d'un particulier, soit du procureur fiscal ou par un rapport de messier ou de garde. Il y avait ensuite information ou expertise quand le délit

(37) Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 86.

(38) A. C. titre III, art. 11; Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 258. Procès-verbal (Costumes, p. 311; Saint-Leu, p. 521; Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 258; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 752).

(39) Costumes..., p. 37; Saint-Leu, p. 79; Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 17, 263; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 717.

(40) Henriquez, ch. XXVIII, n° 4, p. 332; Jousse, t. I, p. 189.

(41) Ordonnance criminelle, titre 25, art. 10 (Isambert, t. XVIII, p. 417). Guyot, t. I, *Audiences*, p. 732; t. IX, *Justice seigneuriale*, p. 672. Jacquet, ch. V, n° 23, p. 57; etc...

n'avait pas été constaté par une personne faisant foi en justice. L'affaire était jugée à l'audience suivante et le défendeur absous ou condamné à une amende dont le taux variait de quelques sols à plusieurs centaines de livres; la plus forte amende rencontrée date de 1781 à l'Isle-Adam et se monte à trois mille cinq cent cinquante livres pour abatage de soixante-cinq arbres; dans ce cas d'ailleurs l'amende présente un caractère net de réparation du dommage causé au domaine (41). Les amendes de plus de cent livres sont d'ailleurs assez rares et sont presque toujours des amendes de gruerie. En cas, fort rare, d'appel, l'affaire allait au bailliage de Pontoise (sauf les affaires de gruerie qui allaient à la Table de Marbre).

13. — Les procès de petit criminel étaient à la fois nombreux et variés; on y voit sanctionnés à peu près tous les règlements de police pris par les juges seigneuriaux. Les délits les plus fréquents sont la pâture sur les terres ensemencées des voisins, le braconnage, les coupes clandestines de bois, le travail et la fréquentation des cabarets le dimanche, la moisson et la vendange faites avant le ban.

Citons quelques espèces plus spéciales. En 1698, deux habitants de Labbeville, qui s'étaient déguisés en ecclésiastiques le jour de la Toussaint et avaient causé du scandale, sont condamnés par le bailli de l'Isle-Adam à porter un cierge allumé sur l'autel, à faire dire une messe et à payer trois livres d'amende (43). En 1778, un boulanger de l'Isle-Adam était condamné à cinquante livres d'amende, à la fourniture de dix livres de pain pour les pauvres et à faire afficher le jugement à ses frais, en trente exemplaires, il avait été convaincu d'avoir vendu le pain plus haut que la taxe, d'avoir récidivé, de n'avoir pas mis le poids, d'avoir soustrait des pains à l'inspection et d'avoir insulté et menacé le procureur fiscal lors de la visite de ce dernier sur les lieux (44).

(42) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 8.

(43) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 3.

(44) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 8.

14. — Les procès de grand criminel étaient, à l'inverse de ceux du petit, extrêmement rares. La procédure en différait aussi entièrement. Alors que le jugement du petit criminel était public, le grand criminel était instruit et jugé à huis clos (45). Une fois les premières informations faites, l'accusé était décrété de prise de corps et incarcéré.

Après informations, interrogatoires, récolement des témoins et confrontations, le procureur fiscal donnait ses conclusions. S'il concluait à l'amende ou à une autre peine ni afflictive ni infamante, il n'y avait plus que procès de petit criminel. Dans l'hypothèse contraire, la procédure de grand criminel arrivait à la phase du jugement pour laquelle le juge devait s'adjoindre deux autres gradués en droit qui formaient son conseil (46). Généralement l'un était un officier royal, l'autre un avocat de Pontoise; souvent même les deux étaient magistrats royaux. Dans les plus anciens jugements, le prévôt vicomtal vient assister souvent le juge seigneurial. On peut en citer des exemples à l'Isle-Adam en 1684, à Marines en 1745, à Frouville en 1741 (47). Après la suppression de la prévôté, un des conseillers est presque toujours le lieutenant général de bailliage; l'autre à la veille de la Révolution est en général le procureur du Roi. On trouve cette combinaison en 1779 à Corneilles, en 1780 à Ennery et à Nesles (48).

Le conseil procédait d'abord à un dernier interrogatoire sur la sellette, puis, l'accusé étant emmené, rendait la sentence. L'accusé était alors ramené et le greffier lui lisait la sentence à laquelle il acquiesçait ou dont il appelait. En cas d'acquiescement le procureur fiscal appelait presque toujours « a minima ».

15. — Etant donné le très petit nombre de procès de

(45) Guyot, t. I, *Audiences*, p. 732.

(46) Ordonnance criminelle, titre 25, art. 10. (Isambert, t. XVIII, p. 417). Arrêt du 31 mars 1711 (*Journal des Audiencés*, t. VI, 1^{re} partie, p. 76). Jacquet, ch. V, n° 23, p. 57; Henriquez, ch. 28, n° 28, p. 344. Guyot, t. IX, *Justice seigneuriale*, p. 672.

(47) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 25, Marines, Frouville.

(48) A. S. O. série B, Corneilles, n° 67, Ennery n° 4, Nesles.

grand criminel, on peut aisément en dresser une liste qui, sans prétendre à être limitative, représente quand même assez bien l'ensemble des affaires ; il ne sera donné ici que les procès pour lesquels le jugement est parvenu.

La plus ancienne affaire conservée remonte à 1684. Le cadavre d'un enfant nouveau-né ayant été découvert, une femme menant une vie dissolue fut arrêtée à Labbeville. Quoique il ait été démontré qu'il s'agissait d'un mort-né, le procès fut poursuivi pour débauche et vie scandaleuse. Sur conclusions du procureur fiscal tendant à lui infliger quatre heures de carcan suivies de bannissement, l'accusée fut condamnée le 21 avril à être fustigée et bannie pour neuf ans. La sentence confirmée en appel le 28 avril, fut exécutée le 5 mai (49).

Un diffamateur du curé de Valmondois est condamné à l'Isle-Adam en 1688 à faire amende honorable (50).

En 1739, un garde des chasses de Cormeilles et Boissy s'étant rendu coupable d'un meurtre (lui-même avait fait rapport au greffe) s'enfuit et demande au Parlement des lettres de rémission ; sa demande est instruite et copies des informations faites sont transmises par l'intermédiaire de l'intendant. Néanmoins la procédure suit son cours et l'ex-garde est condamné par contumace, le 17 février 1740, à être pendu « ce qui, dit la sentence, sera exécuté par effigie en un tableau qui sera attaché sur une pottence » ce qui fut fait le même jour par le greffier. En 1743, le contumax est arrêté à Gisors, et transféré à Pontoise où il est incarcéré avec permission du Parlement de Paris. Le jugement est rendu en l'auditoire du bailliage royal par Lefebvre, prévôt de Cormeilles, assisté du subdélégué Pihan de la Forest et de l'avocat Viradoux. Le meurtrier, condamné à être pendu, interjette appel dont la suite n'est pas conservée dans le dossier (51).

Le procès suivant concerne deux mendiants valides

(49) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 35.

(50) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 26.

(51) A. S. O. série B, Cormeilles-en-Vexin, n° 65.

condamnés en 1745, à Marines, à deux mois d'hôpital général avec nourriture au pain et à l'eau. Le procureur fiscal qui avait réclamé six mois d'hospitalisation et une amende, fit appel « a minima » (52).

Le 26 septembre 1746, le lieutenant de l'Isle-Adam assisté du bailli et du procureur du Roi de la maîtrise des eaux et forêts de Beaumont-sur-Oise, condamnait un braconnier à cent livres d'amende alors que le procureur fiscal avait conclu à fustigation, bannissement hors du bailliage et amende de trente livres (53).

L'année suivante, à Frouville, un meurtrier était condamné par contumace à la pendaison, la confiscation et cent livres d'amende. L'exécution en effigie eut lieu au principal carrefour du village (54).

Un homme était accusé à Cormeilles d'avoir volé une tasse d'argent. Le procureur fiscal conclut à la fustigation, la flétrissure avec la lettre V, deux cents livres d'amende et neuf ans de bannissement hors de la prévôté. Le conseil, plus sévère, condamna le voleur, le 18 février 1750, à la fustigation, la marque Gal, deux ans de galères et deux cents livres d'amende. Sur appel du condamné, le Parlement, le 27 février, atténua la peine en remplaçant la marque Gal par la marque V, les galères par trois ans de bannissement hors de la prévôté de Cormeilles et de celle de Paris, et en réduisant l'amende à cent livres. L'exécution eut lieu le 23 mars (55).

Toujours à Cormeilles, mais dix ans plus tard, un garde-chasse ayant tué un braconnier le trente mars 1760, fut condamné par contumace, le vingt-six avril, suivant les conclusions du procureur fiscal, à la pendaison et à la confiscation des biens (56).

En 1768, un braconnier fut condamné à la fustigation et à trente livres d'amende par le bailli de Méry assisté par

(52) A. S. O. série B, Marines.

(53) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 38.

(54) A. S. O. série B, Frouville.

(55) A. S. O. série B, Cormeilles-en-Vexin n° 65.

(56) A. S. O. série B, Cormeilles-en-Vexin n° 65.

le lieutenant général et le doyen des avocats de Pontoise. Le procureur fiscal avait conclu à trois ans de galères et trois cents livres d'amende. L'accusé fit appel mais l'arrêt du Parlement manque (57).

Un vol de cheval ayant eu lieu à Cormeilles dans la nuit du vingt ou vingt et un janvier 1769, le voleur fut arrêté à Franconville, le vingt-neuf mars, par des cavaliers de la maréchaussée de Beauvais. Le prévôt des maréchaux rendit, le quinze avril, un jugement par lequel il délaissait l'affaire à la prévôté de Cormeilles. Faute de prisons convenables à Cormeilles, le voleur fut incarcéré à Pontoise grâce à une autorisation du Parlement donnée le 30 mai. Le procureur fiscal ayant conclu à la fustigation, la marque Gal et aux galères, le conseil ne condamna l'accusé, le quatre juillet, qu'à être battu de verges. flétri d'un V et banni cinq ans hors de la prévôté de Cormeilles. L'accusé et le procureur fiscal ayant tous deux fait appel, le Parlement, le 31 juillet, réduisit la durée du bannissement à trois ans, mais étendit son effet à la prévôté de Paris. La fustigation et la marque eurent lieu un mois après (58).

L'année suivante, un autre voleur de cheval ne rencontrait pas la même indulgence relative à la prévôté de Nesles, quoique le conseil fût composé des mêmes personnes, Pierre Pihan de la Forest, prévôt de Nesles comme de Cormeilles. assisté de Jacques Demonthiers, lieutenant général à Pontoise, et de l'avocat Potel. Le coupable, condamné, cette fois, à être pendu, vit sa peine confirmée par arrêt du Parlement, le 25 octobre 1770, et fut pendu, le 26 septembre, à une potence dressée au principal carrefour de Nesles. C'est la seule condamnation à mort pour laquelle il demeure trace de l'exécution (59).

En 1771, plusieurs habitants de Cergy étaient accusés de différents vols de foin et de volaille. Le principal coupable avait été arrêté, après perquisition, par des cavaliers

(57) A. S. O. série B, Méry-sur-Oise.

(58) A. S. O. série B, Cormeilles-en-Vexin n° 68.

(59) A. S. O. série B, Nesles-la-Vallée.

de la maréchaussée, mais l'affaire avait été délaissée par le prévôt des maréchaux de Beaumont. Le procureur fiscal conclut pour deux des accusés à un blâme et à l'amende de dix ou de trois livres. Néanmoins le plus coupable fut banni pour trois ans hors de la prévôté, son complice blâmé, les autres accusés acquittés. Les condamnés acquiescèrent au jugement (60).

Un braconnier ayant tiré sur un garde, sans d'ailleurs le blesser, fut condamné à Sagy, en 1777, à être battu de verges et marqué Gal, à payer cent livres d'amende et à faire trois ans de galères (le procureur fiscal avait conclu aux galères perpétuelles). L'accusé fit appel, l'arrêt manqué (61).

L'église de Boissy-l'Aillerie fut, en 1779, l'objet d'un vol. Trois arrestations furent opérées par la maréchaussée et les accusés renvoyés devant les juges du lieu. Le 11 août, un arrêt du Parlement attribua l'affaire à la justice de Cormeilles et permit d'incarcérer les accusés et de procéder à Pontoise, à charge pour le seigneur de faire construire des prisons dans un délai de six mois. Le 11 septembre, un des accusés était élargi pendant que l'instruction continuait. Le procureur fiscal conclut pour les deux inculpés prisonniers et deux contumax à la prison à perpétuité et cent livres d'amende, pour un autre contumax à deux heures de carcan et cent livres, enfin, pour l'accusé précédemment élargi, à l'acquittement. Le 6 avril, les deux prisonniers étaient interrogés sur la sellette et le prévenu libre derrière le bureau. Le jugement fut conforme aux conclusions du procureur fiscal, sauf pour un des prisonniers condamné seulement à cinq ans de prison et cent livres et un des contumax pour lequel il fut sursis à statuer jusqu'à plus ample informé (62).

L'année suivante, à la prévôté d'Ennery, un accusé fut condamné pour vol de vivres, de souliers et de vingt-quatre

(60) A. S. O. série B, Cergy n° 219.

(61) A. S. O. série B, Sagy.

(62) A. S. O. série B, Cormeilles-en-Vexin n° 67.

écus, à la marque Gal, trois ans de galères et cent livres d'amende, conformément aux conclusions du procureur fiscal. L'arrêt du Parlement manque (63).

Enfin, le 27 avril 1783, à Méry, sur conclusions tendant à six ans de bannissement et soixante livres d'amende, un voleur d'habits fut banni pour trois ans et frappé d'une amende de trente livres; il acquiesça à la condamnation (64).

16. — Le très petit nombre de ces procès tient à plusieurs raisons, dont la principale doit être cherchée dans la prévention, puis dans le système des édits de 1771 et 1772 qui sont étudiés ailleurs (65). Il est d'ailleurs à remarquer que les juges seigneuriaux n'avaient pour assurer l'ordre qu'un personnel rudimentaire : les sergents, quand il en existait, ne demeuraient pas en général dans le village (66), les messiers et les gardes n'avaient qu'une compétence limitée; le rôle des premiers était en outre essentiellement temporaire (67). La police était, en fait, assurée principalement par les cavaliers de la maréchaussée et, si le prévôt des maréchaux de Beauvais délaissait certaines affaires aux juges locaux, il en conservait certainement une grande partie (68). Mais surtout, il ne faut pas oublier que les villages où s'exerçait la justice seigneuriale étaient, pour la plupart, peu importants, et qu'il était naturel qu'il ne s'y commît pas beaucoup de crimes.

17. — Il ne faut pas oublier également que les procédures entamées n'aboutissaient pas forcément à une sentence criminelle. Pour beaucoup de procès, celle-ci est perdue et il ne reste que les conclusions ou l'interrogatoire sur la sellette. Certaines de ces procédures, quoique

(63) A. S. O. série B, Ennery n° 4.

(64) A. S. O. esérie B, Méry-sur-Oise.

(65) Voir chapitres V, § 10 à 14 et VIII, § 6.

(66) Voir chapitre IV, § 27 à 29.

(67) Voir chapitre IV, § 30 à 31.

(68) Voir chapitre V, § 6, 7, 13, 14.

tronquées, sont cependant intéressantes. C'est ainsi que l'on trouve dans les archives de Méry un billet, non daté, du procureur général Joly de Fleury au procureur fiscal : « Monsieur le procureur fiscal, j'ai reçu l'expédition que vous m'avez envoyé du procès-verbal dressé par les officiers de votre justice en la paroisse de Mériel. Je viens d'en envoyer copie à Monsieur le Lieutenant général de police de cette ville en le priant de vous aider à découvrir ces scélérats. »

Citons encore le procès d'un voleur jugé en 1732 par les juges de l'Isle-Adam au titre de la haute justice de Vallangoujard, pour lequel le jugement manque. L'affaire avait été confiée au lieutenant en place du bailli qui avait donné conseil à la mère de l'accusé alors que celui-ci était incarcéré à Pontoise (69). Après l'édit de 1771, la plupart des procès-criminels sont renvoyés après informations et décrets devant les juges royaux (70).

Assez fréquemment la procédure est terminée en cours d'instruction par un jugement de civilisation ou par un appel; parfois elle se termine de façon moins courante; ainsi le 2 juillet 1739, un braconnier incarcéré à l'Isle-Adam et qui avait dénoncé ses complices, était, pour cette raison, élargi sur l'ordre du capitaine des chasses du Prince de Conti, assisté du procureur fiscal, de deux garde-chasses et du greffier (71); on peut aussi rappeler les cas d'évasion déjà mentionnés (72).

Le plus souvent l'information est abandonnée, faute de preuve suffisante et parfois aussi, semble-t-il, par laisser-aller. Il est vrai que toutes les fois qu'un cadavre était découvert, il y avait procès-verbal et information et, le long de l'Oise, les noyés étaient fréquents; on en trouvait surtout au pont de l'Isle-Adam et au bac de Cergy.

(69) A. S. O. série B, Méry, L'Isle-Adam n° 35.

(70) Voir plus haut chapitre V, § 14.

(71) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 36.

(72) Voir plus haut chapitre III, § 3.

III .— LES AUDIENCES

18. — Les audiences des justices seigneuriales de même que les autres actes de procédure ou d'instruction présentant un caractère d'intérêt général, telles qu'interrogatoires, enquêtes, informations, récolements, affirmations d'inventaires, devaient avoir lieu dans l'auditoire. Sous aucun prétexte, même de maladie, le juge ne devait exercer à son domicile ou ailleurs; nous avons cependant déjà vu qu'il n'en était pas toujours ainsi (73).

Durant les audiences, l'auditoire était ouvert à tous car, sauf pour le grand criminel, l'exercice de la justice était public (74). Les assistants devaient garder une tenue correcte; les hommes devaient se tenir nu-tête; les termes injurieux, les menaces, les voies de fait étaient sévèrement interdits (75); les procureurs eux-mêmes étaient invités à plaider « sans y mettre du personnel » ni employer de termes injurieux (76). Quant aux parties qui s'étaient rendues coupables de « laid-dit » ou injures durant le jugement, le juge haut ou moyen justicier pouvait les poursuivre pour ce immédiatement (77).

Les officiers seigneuriaux devaient donner l'exemple de la bonne tenue et rendre la justice en robe et en rabat (78). Dans la gravure citée précédemment (79), nous voyons le juge vêtu d'une robe bordée de fourrure, coiffé d'un bonnet également fourré, et assis dans un fauteuil. Sa pose et sa tenue sont assez négligées; l'assistance, de son côté, ne semble guère impressionnée par l'appareil, à vrai dire assez mesquin, de la justice seigneuriale.

(73) Chapitre III, § I.

(74) Guyot, t. I, *Audience*, p. 730.

(75) Règlement de Police de L'Isle-Adam et de Marines, art. 2.

(76) Rt. Marines, art. 1.

(77) Coutume de Senlis, art. 114 (Coutumes, p. 35; Saint-Leu, p. 76, Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 16, 255; Bourdot de Richebourg, t. II, p. 716).

(78) Rt. L'Isle-Adam, art. 2.

(79) Chapitre III, § 1, n° 15.

Quant au seigneur, non seulement il ne devait en aucun cas faire fonction de juge, mais il lui était même interdit, de peur que sa présence n'influence ses officiers, d'assister aux plaids de sa justice (80).

19. — Les audiences devaient, en principe, se tenir à intervalles fixes et leur fréquence correspondre au nombre des affaires allant d'une fois par quinzaine à plusieurs fois la semaine (81). Dans la pratique, il n'en allait pas souvent ainsi et ni la régularité, ni la fréquence des audiences n'étaient observées; Paul-François Pihan de la Forest reproche même aux juges seigneuriaux de demeurer souvent des années entières sans aller dans leurs sièges (82). Au vrai, le grief n'était fondé que pour les toutes petites justices : pour certaines d'entre elles, on peut constater, d'après les registres, des vacances de trois, quatre, voire sept années : pas d'audiences à Saint-Lubin de 1722 à 1726, à Verville de 1752 à 1757, à Hérouville de 1754 à 1759, à Courdimanche de 1751 à 1759 (83).

Dans la plupart des justices de village, la fréquence est d'une à trois audiences par an. Seuls les gros sièges ont des dates plus rapprochées : une audience, en moyenne tous les deux mois à Auvers, Cergy, Ennery, Eragny, une par mois à Corneilles et à Maubuisson, une toutes les trois semaines à Marines (84).

Dans un même siècle, d'ailleurs, la fréquence des audiences a varié selon l'époque; on constate une tendance générale à une diminution de leur nombre. A Nesles, où il se tenait une quinzaine d'audiences par an à la fin du dix-septième siècle, il n'y en avait plus guère que deux à la veille de la Révolution. A l'Isle-Adam, la fréquence qui était, jusque vers 1670, de deux audiences par se-

(80) Loyseau, *Offices*, l. V, ch. I, n° 45, p. 279; Boucher d'Argis, t. I, ch. VII, p. 54.

(81) Jacquet, l. I, ch. V, n° 18, p. 55, Guyot, t. I, *Audiences*, p. 732.

(82) Pihan de la Forest, *Election*, p. 451.

(83) A. S. O. série B, Balincourt, Verville, Hérouville, Courdimanche.

(84) A. S. O. série B, Auvers, Cergy, Ennery, Eragny, Corneilles-en-Vexin, Bessancourt, Rt. Marines, art. 1.

maine, tomba à une par semaine en 1673, à une par quinzaine en 1677. En 1697, on comptait quinze audiences en tout, en 1747, vingt-cinq, mais seize étaient des audiences extraordinaires où n'étaient jugées, et, le plus souvent, renvoyées, qu'une ou deux causes. En 1781, dix audiences suffirent pour expédier les affaires du bailliage qui venait pourtant d'être considérablement agrandi (85).

Il est d'ailleurs certain que les officiers, en l'absence de sanctions prévues, ne se déplaçaient que lorsqu'ils en avaient un motif, ce qui explique la rareté et l'irrégularité des audiences.

20. — En principe les audiences devaient se tenir dans chaque siège un certain jour de la semaine. Un aveu de 1625 indique comme jours d'audience du bailliage de l'Isle-Adam le mardi et le vendredi, mais le règlement de 1780 ne mentionne plus que le vendredi (86). A Marines, Cormeilles, Auvers et Méry, la justice se rendait le mercredi. Aussi le prévôt de Puiseux décida, le 19 juillet 1775, que les audiences se tiendraient désormais le jeudi au lieu du mercredi « étant donné que les procureurs se plaignent de ne pouvoir s'y rendre exactement, étant donné le grand nombre de justices où elles ont lieu le mercredi » (87). A Vauréal, lors de la nouvelle érection de la prévôté, le 4 juillet 1701, jour de sa prise de possession, le prévôt Lemaistre consulta les habitants pour savoir quel jour de la semaine leur convenait le mieux pour l'exercice de la justice; ils choisirent le lundi et il fut décidé aussitôt que les audiences se tiendraient ce jour-là (88).

21. — L'importance du rôle de chaque audience était très variable. Très souvent, dans les villages, une seule affaire y était jugée, si bien qu'on n'y arrivait même pas

(85) A. S. O. série B, Nesles-la-Vallée, L'Isle-Adam n° 6, 3, 6, 8, 9.

(86) A. S. O. série E, 1887. Rt. L'Isle-Adam, art. 1.

(87) A. S. O. série B, Puiseux.

(88) A. S. O. série B, Vauréal.

aux « quatre causes en l'an » dont se moque Loyseau (89). Il en allait ainsi le plus souvent à Courcelles-sur-Viosne, Courdimanche, Frouville, Gouzangrez, Puiseux, Saint-Lubin et quantité d'autres petits sièges. On trouve une moyenne de deux causes par audience à Ennery, Hérrouville, Moussy, de quatre à Cormeilles, de cinq à Auvers, Cergy, de six à Maubuisson, de sept à Marines (90).

Le nombre des causes par audience a d'ailleurs diminué parallèlement au nombre des audiences. A Nesles-la-Vallée, la moyenne, de dix affaires par audience à la fin du dix-septième siècle, tombe à trois à la fin du siècle suivant. Même décroissance à l'Isle-Adam : seize causes par audience en 1697, dix seulement cinquante ans plus tard. En 1781, après la réunion de beaucoup d'autres sièges, la moyenne remonte à vingt-cinq, mais sur ce nombre dix-sept causes seulement concernent les sièges dépendant du bailliage de Pontoise, c'est-à-dire l'Isle-Adam, Stors, Vallangoujard et Auvers réunis, ce qui représente au plus une douzaine d'affaires pour l'Isle-Adam (91). Il n'est naturellement tenu compte ici que des audiences ordinaires car aux audiences extraordinaires, il était très rare qu'il fût jugé plus d'une affaire à la fois.

22. — Il ne s'est agi jusqu'ici que du nombre total de jugements rendus, mais il est intéressant de faire quelques discriminations en distinguant d'une part les jugements de petit criminel des jugements rendus en matière civile ou féodale et les jugements définitifs de ceux d'avant-faire-droit. Enfin, il est bon de voir la proportion des jugements rendus par défaut. A Cergy, pour les trois années 1729, 1730 et 1731 on compte soixante-douze jugements, tous rendus en matière civile; sur ce nombre, vingt-neuf sont des jugements définitifs parmi lesquels vingt-trois

(89) Loyseau, *Abus*, p. 11.

(90) A. S. O. série B, Courdimanche, Courcelles- Frouville, Gouzangrez, Puiseux, Balincourt, Ennery, Hérrouville, Montgeroult, Verville, Cormeilles, Auvers, Cergy, Eragny, Marines, Bessancourt.

(91) A. S. O. série B, Nesles-la-Vallée, L'Isle-Adam n° 3, 6, 8, 9.

ont été prononcés par défaut. En 1759, sur quatorze jugements prononcés, on en compte quatre de petit criminel, dont deux par défaut et dix en matière civile : trois d'avant-faire-droit et sept définitifs dont cinq par défaut (92).

En 1747, à l'Isle-Adam, les proportions sont assez analogues : huit jugements au criminel, dont un d'instruction; sur les sept autres, quatre sont des condamnations par défaut; au civil, on trouve soixante-dix-huit jugements d'avant-faire-droit et trente-sept définitifs, parmi lesquels vingt-trois défauts. Dans la seule audience du seize août 1769, le juge de l'Isle-Adam ne rendit pas moins de vingt jugements de défaut au profit du Prince de Conti (93).

Dans les petites justices, où les juges se rendaient rarement, les jugements d'avant-faire-droit sont peu nombreux en proportion des jugements définitifs. Il y avait cependant des exceptions : ainsi dans la seule audience tenue à Vallangoujard en 1747, le 26 mai, les sept jugements rendus furent les premiers jugements de défaut dont le profit ne fut adjugé que le 16 mai de l'année suivante (94).

Dans l'ensemble des justices, on arrive à des constatations analogues : on peut admettre, grossièrement, au civil une proportion de deux jugements d'avant-faire-droit pour un définitif et parmi les jugements définitifs, deux tiers rendus par défaut. D'autre part, on constate un nombre très petit d'affaires criminelles par rapport aux affaires civiles.

IV. — LES FRAIS DE JUSTICE

23. — Il est impossible de connaître exactement l'ensemble des frais que pouvait entraîner l'exercice de la justice, car beaucoup, fatalement, échappent aux recherches : ainsi notamment les honoraires des avocats et pro-

(92) A. S. O. série B, Cergy, n° 207, 208.

(93) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 6, 8 et 9.

(94) A. S. O. série B, Vallangoujard.

cureurs. Néanmoins, grâce aux mentions de dépens, d'épices ou de vacations mises au bas des pièces, l'on peut se rendre un compte, sans doute assez sommaire, mais suffisant, de l'importance des frais de justice et des profits des officiers.

Il semble qu'ici encore, le témoignage de Loyseau soit d'un pessimisme exagéré. « A bien entendre, dit-il, les frais sont plus grands en ces petites mangeries de village qu'aux amples justices des villes : car, premièrement, les juges ne prennent rien des expéditions de l'audience, et au village pour avoir un méchant appointment de cause, il faut saouler le juge et le greffier et les procureurs de la cause en belle taverne qui est le lieu d'honneur, *locus majorum*, où les actes sont composez et où bien souvent les causes sont vidées à l'avantage de celui qui paie l'écot. Et quant aux causes appointées en Droit (car il ne s'en juge point sur le champ, quelques légères qu'elles soient) ils les font porter aux bonnes villes, pour avoir du conseil et, sous ce prétexte, les épices ne sont pas moindres. Outre que quand ces mangeurs et sangsues de village ont une riche partie en main, ils sçavent bien allonger pratique et faire durer la cause autant que son argent » (95). Ces griefs semblent ne pas pouvoir être appliqués aux justices du bailliage de Pontoise où il ne paraît pas qu'il y ait eu beaucoup d'abus criants (96).

Les mentions de frais portées à la fin ou au bas des sentences sont de noms et de natures diverses : les actes de procédure sont suivis du montant des vacations, toutes les sentences civiles mentionnent des dépens, les sentences rendues par écrit comportent, en plus, des épices. Le régime des frais des procès criminels doit être étudiée à part.

24. — Les droits de vacations portés en bas des actes de procédure étaient le salaire dû aux officiers de justice en raison du temps passé par eux. Leur montant était

(95) Loyseau, *Abus*, p. 10.

(96) De même à Paris (Lemer cier, p. 90).

périodiquement fixé par des arrêts de règlement, notamment ceux du 10 juillet 1665 (97) et ceux rendus pour les duchés-pairies de Mazarin, la Meilleraye, Mayenne et Pontchartrain, les 23 juillet 1676 et 15 mai 1714 (98). Les tarifs fixés pour les juges seigneuriaux étaient très sensiblement inférieurs à ceux des juges royaux, la moitié ou le tiers en général.

Le procureur fiscal recevait en général les deux tiers des vacations des juges; les greffiers, eux, recevaient selon les actes la même somme que le juge ou que le procureur fiscal.

En confrontant les taux pratiqués à ceux fixés par les tarifs, on peut sans doute constater que les juges seigneuriaux taxaient leurs actes en général un peu plus qu'ils n'auraient dû; cependant les droits ainsi augmentés ne dépassent jamais les tarifs des officiers royaux.

25. — Les sentences, aussi bien celles qui étaient données verbalement à l'audience que celles qui étaient mises par écrit après appointement, comprenaient toujours la mention des dépens, ne fût-ce, comme dans les jugements d'avant-faire-droit, que pour les réserver. Ils comprenaient, d'une part, les vacations des actes de procédure qui les avaient précédés et, d'autre part, tous les autres frais tels que frais de contrôle et de scel. Chaque fois qu'il était possible, ils devaient être liquidés par la sentence même, à laquelle ils se rapportaient (99). Cependant, pour les jugements à l'audience il était fréquent que le montant des dépens fût laissé en blanc afin d'être calculé postérieurement, il arrive même que cela ait été oublié et qu'il n'y ait qu'une lacune. Le montant des dépens variait selon l'importance et la durée de l'affaire, allant de quelques sols à des centaines ou des milliers de livres suivant les

(97) Journal des Audiences, t. II, p. 397; Guyot, t. I, *Juges des Seigneurs*, p. 605; Jousse, t. II, p. 205 et suiv.

(98) Jousse, *Ibid.*

(99) Arrêt de règlement du 10 juillet 1665, art. 51 (Journal des Audiences, t. II, p. 397). Guyot, t. IX, *Juge des Seigneurs*, p. 629.

cas et aucune règle générale ne saurait être appliquée sur ce point.

26. — Les épices représentaient en principe le supplément de peine que s'était donnée le juge. Aussi ne s'appliquaient-elles pas aux jugements rendus en l'audience, mais seulement aux sentences par écrit, à condition que l'affaire fût de plus de vingt-cinq livres (100). Le montant des épices, qui était primitivement laissé à l'arbitraire du juge lui-même, fut limité par l'arrêt de règlement du 10 juillet 1665 à trois livres et quatre sous tournois pour les jugements appointés; ce maximum pouvait être porté à six livres huit sous lorsqu'il y avait eu conseil (101).

Les juges du ressort de Pontoise dépassaient fréquemment ces limites. Ils liquidaient les épices selon l'usage en écus quarts valant trois livres quatre sols et l'on relève les taux de quatre, six, huit, onze et même quinze écus.

Ces épices augmentaient ainsi assez sensiblement, mais aussi très irrégulièrement le coût de la justice; on peut le voir d'après trois exemples de l'Isle-Adam : une sentence de 1741 condamnant à payer cent soixante quatorze livres pour vingt-neuf années de loyer et vingt-six livres de dépens, comporte des épices de dix-neuf livres; pour une autre de 1747, concernant une rente de dix livres, les épices sont taxées à trois écus; enfin, les épices les plus fortes, seize écus valant cinquante et une livres quatre sols ont été réclamées en 1788 pour une affaire de cinquante-trois livres dix sols; il est juste de dire que les procédures avaient commencé deux ans plus tôt et que les dépens s'élevaient à quatre-cent soixante-sept livres dix sols neuf deniers (102). Il semble d'ailleurs que les prétentions des juges en matière d'épices soient allées croissant avec le

(100) Même arrêt, art. 21, et arrêt d'interprétation du 11 janvier 1666 (J. A. t. II, p. 399, 403). Denisart, t. II, *Epices*, n° 1 et 6, p. 323; Jousse, t. II, p. 162.

(101) Arrêt du 10 juillet 1665, art. 52 et 53. Mêmes références et Denisart, t. II, *Epices*, n° 33, p. 385.

(102) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 37 et 39.

temps car. toujours à L'Isle-Adam, on relève en 1669 par exemple les taux de douze, quatre et trois livres, et, pour ces deux derniers cas, il y avait eu conseil (103).

27. — Vacations et épices se retrouvent en matière criminelle mais sont souvent prises les unes pour les autres au bas des jugements. Par exemple, une condamnation aux galères portée à Ennery en 1780 est suivie de la mention de vacations de soixante-douze livres pour le conseil. De même à Sagy, en 1777, pour une condamnation similaire, les vacations sont de 108 livres pour le conseil et 24 pour le procureur fiscal et pour le greffier. En revanche, en 1743, ce sont des épices qui figurent au bas de la sentence de la prévôté de Cormeilles condamnant à mort un meurtrier; elles sont de dix-huit livres pour le prévôt, douze à chacun des conseillers, au procureur fiscal et au greffier (104). Les autres procès fourniraient des chiffres analogues. Mais les vacations ou épices du jugement étaient loin d'être les principaux frais des procès criminels. L'instruction en causait quantité d'autres; pièces établies sur timbre, taxe des témoins, des sergents, frais de géolage.

Un procès criminel était donc une lourde charge pour le seigneur justicier qui était tenu de pourvoir aux frais (105). Cette dépense était considérée comme la contrepartie des droits profitables découlant de la possession de la justice et notamment du droit de confiscation; aussi n'y avait-il jamais de condamnation aux dépens en matière criminelle, ni aucune formule dans les sentences pour mettre les frais de justice à la charge du condamné, préalablement à la confiscation (106). Mais, dans le droit commun, le seigneur au profit de qui était prononcée la confiscation ne venait qu'après les autres créanciers et ris-

(103) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 21.

(104) A. S. O. série B, Ennery n° 4, Sagy, Cormeilles, n° 65.

(105) Loyseau, *Seigneuries*, ch. XII, n° 64, p. 70. Lefebvre de la Planche, t. I, 166. Fréminville, *Pratique des Terriers*, t. II, p. 274. Rousseau de la Combe, *Matières criminelles*, p. 60. Arrêt du 17 janvier 1548 dans Papon, l. XVIII, t. 2, n° XXVIII.

(106) Loyseau, *ibid.* Rousseau de la Combe, *ibid.*

quait donc fort de voir ses droits réduits à fort peu de chose auprès de ses charges. Il est vrai que l'article 200 de la coutume de Senlis faisait supporter les frais de justice aux biens du condamné, préalablement aux autres ayants droit mais Saint-Leu déclare que cette disposition n'était pas observée contre les créanciers du condamné, mais seulement contre les autres seigneurs pouvant éventuellement bénéficier de la confiscation (107). C'est pour éviter que le concours avec les autres créanciers ne vienne supprimer le bénéfice de la confiscation que toutes les condamnations de grand criminel, qu'elles prononcent ou non la confiscation, comportent une amende généralement fixée à cent livres et destinée à compenser les frais de justice (108).

Les frais de justice, et aussi les bénéfices des amendes et confiscations faisaient normalement partie, tout comme l'entretien de l'auditoire et les gages des officiers, de la ferme de la Seigneurie (109). Aussi voit-on en 1738 le bailli de l'Isle-Adam donner exécution contre la ferme de la châteltenie pour les frais d'un procès criminel jugé l'année précédente, frais qui s'élevaient à deux cent cinquante-quatre livres six sols six deniers « pour frais, salaires, vacations de lieutenant, procureur fiscal, greffier, huissier, salaires des témoins et géôlage, tant à Beauvais qu'à l'Isle-Adam, et vacations des avocats qui ont assisté au jugement » (110).

En revanche, le bénéfice des amendes n'allait pas entièrement à la ferme de la seigneurie : le règlement de police de Marines précise que des sommes en provenant, une fois les frais déduits, une moitié seulement irait au profit du domaine du seigneur, l'autre moitié allant au dénoncia-

(107) Coutume de Senlis, art. 200 (Coustumes..., p. 65; Saint-Leu, p. 287 et 289; Pihan de la Forest, *Esprit*, p. 362; Bourdot de Richelieu, t. II, p. 724). Lefebvre de la Planche, t. I, p. 168.

(108) Bacquet *Droits de justice*, ch. VII, n° 19, p. 22.

(109) Conseil contraire donné par le Prince de Conti, dans Fréminville, *Communautés d'habitants*, p. 645.

(110) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 36.

teur, c'est-à-dire au sergent ou au garde qui avait fait le rapport (111).

Le rapport des amendes, au moins dans les villages, n'était pas très considérable : le montant des amendes pour l'année 1770 s'élevait à Ennery à quatre-vingt-cinq livres dix sols alors que les frais avaient été de quarante-huit livres quatre sols; si on en déduit encore les gages du prévôt qui étaient de quinze livres, ceux du procureur fiscal et l'entretien de l'auditoire, on voit que les procès criminels étaient loin d'être une source de bénéfices pour les seigneurs justiciers (112).

Aussi n'est-il pas surprenant que beaucoup de seigneurs peu désireux de diminuer le revenu de leur terre n'aient pas encouragé leurs officiers dans la recherche des criminels. La Poix Fréminville va même jusqu'à les accuser de faire évader les détenus grâce à la complicité du geôlier (113). C'est pour remédier à ces inconvénients que les édits de 1771 et de 1772 ont décidé que les juges subalternes qui prenaient les premières mesures d'instruction pouvaient transmettre la fin de la procédure aux juges royaux et décharger ainsi le seigneur des frais du procès, alors qu'en cas de prévention par les juges royaux il devait les supporter entièrement (114).

28. — Il reste encore à examiner deux questions touchant les frais de la justice : combien leurs fonctions pouvaient rapporter aux officiers seigneuriaux et comment les redevables s'acquittaient de ces frais.

Sur le premier point, il serait vain de chercher des renseignements exacts car bien des profits échappent aux recherches : d'une part, des pièces ont disparu des dossiers et, d'autre part, il est certain qu'il existait des sources de profit dont il n'y avait jamais trace, par exemple des hono-

(111) Règlement de Marines, article 102.

(112) A. S. O. série B, Ennery n° 4.

(113) Fréminville, Vrais principes, t. II, *Prisons*, p. 107. Cf. Loyseau, *Abus*, p. 11.

(114) Voir chapitres V, § 14 et VIII, § 6.

raires de consultations et accommodements amiables. Néanmoins il est possible, en additionnant les chiffres portés au bas des pièces, de se faire une idée des profits tirés par les officiers de leurs fonctions.

En 1742, la justice de l'Isle-Adam a rapporté (115) :

Au bailli, 158 livres 10 sols,

Au lieutenant, 56 livres 10 sols,

Au procureur fiscal, 137 livres 5 sols,

Au greffier, 193 livres 5 sols,

A l'huissier, 48 livres 5 sols,

A l'ancien procureur, 144 livres 5 sols (dont 60 livres comme faisant fonctions de juge).

La même année, à Cergy, les officiers seigneuriaux ont reçu (116) :

Le prévôt : 109 livres 15 sols,

Le procureur fiscal : 64 livres 10 sols (plus 6 livres en tant que procureur des parties dans les expertises),

Le greffier : 101 livres 15 sols.

A Ennery, en 1777, on voit que les vacations ont été (117) :

Pour le prévôt, de 57 livres 15 sols,

Pour le procureur fiscal, de 15 livres 10 sols,

Pour le greffier, de 56 livres 5 sols.

A ces profits il faudrait ajouter, lorsqu'ils sont connus, les gages qui les portent :

Pour le bailli de l'Isle-Adam, à 183 livres 10 sols,

Pour le prévôt d'Ennery, à 72 livres 15 sols.

Il est certain qu'avec les seules ressources d'une justice, même en tenant compte des à côtés, les officiers de justice seigneuriale n'auraient pas pu vivre : il suffit pour le constater de prendre le prix du pain : en mettant le prix de la livre à un sol et demi, ce qui est un prix très bas pour le dix-huitième siècle (118) et à raison d'une

(115) A. S. O. série B, L'Isle-Adam n° 37.

(117) A. S. O. série B, Ennery n° 4.

(116) A. S. O. série B, Cergy, n° 215.

(118) C'était le prix à Marines en 1766 (Rt. de Marines, art. 12).

Le prix moyen était de deux sols à trois sols. Cf. Labrousse, p. 496, 584, etc.

consommation d'une livre par jour, ce qui n'est certainement pas excessif pour cette époque, on arrive à une dépense annuelle de vingt-quatre livres. Quant à la viande, pour un quart de livre par jour à quatre sols la livre, la dépense est de dix-huit livres. Il faut donc compter que, pour la nourriture, dans les années les plus favorables, une personne devait dépenser un minimum de soixante livres par an.

Cette insuffisance de ressources explique que les fonctions seigneuriales aient dû être, soit cumulées entre elles, soit considérées comme des activités accessoires; dans ces conditions elles pouvaient devenir alors une source intéressante de revenus. Nous avons déjà mentionné que d'après l'inventaire dressé après son décès en 1714, Charles Deschamps, procureur fiscal de l'Isle-Adam et prévôt d'une dizaine de sièges de petite ou moyenne importance, jouissait d'une certaine aisance (119). Pour les juges ou procureurs fiscaux qui étaient en même temps avocats ou procureurs dans un siège royal voisin, leurs fonctions, en les faisant connaître dans les campagnes, devaient contribuer à accroître leur clientèle; nous avons d'ailleurs vu en 1732 le bailli de l'Isle-Adam obligé de se récuser pour avoir donné conseil à la mère de l'accusé alors que celui-ci était aux mains de la justice royale (120).

29. — Il ne semble d'ailleurs pas que les officiers de justice se soient montrés très rigoureux pour la poursuite de leurs droits, tout au moins en ce qui concerne les juges; les huissiers, greffiers, et notaires semblent avoir été plus âpres, du moins voit-on assez souvent des poursuites engagées par eux contre leurs débiteurs.

Le paiement des vacations ou des épices était constaté par le bénéficiaire, soit par une griffe en face de la mention de la taxe, soit, plus souvent, par le mot « habui » en dessous ou à côté de la signature de l'acte. Or, assez fré-

(119) Voir chapitre IV, § 36.

(120) Voir plus haut, § 17.

quemment ce mot est remplacé par « gratis » qui montre évidemment que l'officier a fait volontairement remise de ses droits en faveur de justiciables intéressants.

Il reste d'ailleurs parfois parmi les pièces de procédure des billets donnant les raisons de ces faveurs. Le 24 juillet 1742, Lefebvre, bailli de l'Isle-Adam, écrivait de Pontoise au greffier Louis Deschamps : « Monsieur, — Volontiers quant à ma personne de ce qu'il me revient de l'information et décret à la requête de Monsieur Maquaire, donnés luy du tens pour la paier je suis avec estime votre humble serviteur » (121). De même le chapelain de Saint-Antoine-de-Méry envoyait au greffier du lieu, Denis-Salomon Guériteau, le mot suivant : « Monsieur Le Flamand (bailli de Méry) ne demande rien à Jean Pélerin pour les droits qui peuvent luy revenir attendu son extrême pauvreté. Moins vous luy demandés et plus vous aurés exercé la charité. Le 4 septembre 1753. Asselin ». Il s'agissait ici d'une tutelle (112).

Les deux billets cités sont adressés au greffier. C'était lui en effet qui percevait les droits, le plus souvent sans doute au moment de la délivrance des expéditions. Il acceptait parfois que le redevable se libérât en nature; c'est du moins ce que semble indiquer le papier suivant, joint à un procès-verbal de levée du corps d'un noyé, par le greffier de Cergy en 1777, qui concerne probablement des frais d'un long procès qui semble avoir poussé la victime au suicide : « Nota. — J'ay reçu de Marie-Catherine Moreau, veuve d'Antoine Ollivet, vigneron à Cergi, qui a eu le malheur de se noyer, un demi-muid de vin de la récolte de... du prix de... Charles » (124).

(121) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 37.

(122) A. S. O. série B, Méry.

(123) A. S. O. série B, Cergy, n° 221. La date de la récolte et le prix ont été laissés en blanc.

CHAPITRE VIII

LA FIN DES JUSTICES SEIGNEURIALES

- I. — CRITIQUES ADRESSÉES AUX JUSTICES SEIGNEURIALES
 1. Résumé des principaux défauts. 2. Loyseau et le Discours sur les abus des justices de village. 3. Position de Montesquieu. 4. Autres opinions d'auteurs. 5. Opinions de justiciables et de praticiens du bailliage de Pontoise.
- II. — LES RÉFORMES
 6. Les réformes de Colbert et de Maupeou. 7. L'ordonnance de mai 1788. 8. Tendances des justices seigneuriales à la veille de la Révolution.
- III. — LA RÉVOLUTION ET L'ABOLITION DE LA JUSTICE SEIGNEURIALE
 9. Les cahiers de doléances de 1779. 10 L'Assemblée Nationale et la suppression de la juridiction seigneuriale. 11. Les débuts de la Révolution dans les justices seigneuriales.

I. — CRITIQUES ADRESSÉES AUX JUSTICES SEIGNEURIALES

1. — Si, au cours de cette étude, il n'est pas apparu d'abus scandaleux dans l'exercice de la justice seigneuriale, les défauts n'ont pas manqué d'apparaître multiples. Sièges trop nombreux, circonscriptions trop petites et de tracé compliqué et incertain, absence d'auditoire, prisons délabrées et peu sûres, juges mal payés, greffiers trop souvent négligents, audiences irrégulières, taxation des épices et vacations au-dessus des règlements, police insuffisante. tiédeur dans la répression criminelle, telles sont les déficiences les plus marquantes de l'institution.

Si la négligence et le laisser-aller semblent l'avoir emporté chez les seigneurs et leurs officiers plutôt que la mauvaise volonté ou la cupidité, il n'en reste pas moins que les sujets de critiques étaient nombreux et il n'est pas

étonnant que les auteurs de l'époque aient souvent porté sur la justice seigneuriale un jugement défavorable dont la sévérité, parfois excessive, n'était que trop souvent justifiée.

2. — L'ouvrage le plus caractéristique à ce point de vue est certainement « le Discours sur les Abus des Justices de Village » de Loyseau, dans lequel tous les différents aspects de la justice seigneuriale sont examinés et condamnés dans un langage dru et savoureux qu'on ne peut résister au plaisir de citer longuement.

Les justices sont trop nombreuses : « En France..., il n'y a aujourd'hui si petit gentilhomme qui ne prétende avoir en propriété la justice de son village ou hameau; tel même qui n'a ni village ni hameau mais un moulin ou une basse-court près sa maison veut avoir justice sur son meunier ou sur son fermier; tel encore qui n'a ni basse court ni moulin mais le seul enclos de sa maison veut avoir justice sur sa femme et sur son valet; tel finalement qui n'a point de maison prétend avoir justice en l'air sur les oiseaux du ciel, disant en avoir eu autrefois. De sorte qu'en France la confusion des justices n'est guères moindre que celle des langues lors de la tour Babel... » (1).

Puis il critique les officiers, ces « juges gustomer » ces « petits juges » qui « dépendent entièrement du pouvoir de leur gentilhomme qui les peut destituer à sa volonté et en fait ordinairement ses valets n'osans manquer à ce qu'il commande »... Ce sont « gens de peu, sans honneur, sans conscience, gens qui de leur jeunesse n'ayant appris à travailler ont fait état de vivre aux dépens de la misère d'autrui ou qui ayans consommé leurs moyens tâchent à se recourir sur leurs voisins par la chicanerie qu'ils ont apprise en plaidant; gens accoutumés à vivre en débauches aux tavernes, où ils s'habituent à faire toutes sortes de marches; gens qui s'allient ensemble pour courir les vil-

(1) Loyseau, *Abus*, p. 1.

lages et les marchez et changent tous les jours de personne, pource que celui qui est aujourd'huy juge en un village est demain greffier en l'autre, après demain Procureur de Seigneurie en un autre puis Sergent en un autre et encore en un autre il postule pour les parties et ainsi vivans ensemble et s'entr'entendans ils se renvoient la pelotte ou pour mieux dire la bourse l'un à l'autre comme larrons en foire ». Même s'ils sont honnêtes « ce sont gens non lettrez ni expérimentez qui sous prétexte d'un peu de routine qu'ils ont appris de records de sergens ou clerks de Procureurs, accommodent ce qu'ils savent à toute cause, *docti cupressum simulare*, et instruisent si mal les procès que bien souvent après qu'ils ont traîné un an ou deux devant eux quand ils sont dévolus par appel devant un juge capable on est contraint d'en recommencer l'instruction... Et notamment j'en ay trouvé un que je déclareroiy par honneur (c'est le prétendu Prévost de Lioncy près d'Orléans) qui après son interrogat me déclara ne sçavoir écrire ni signer, comme c'estoit la vérité » (2). Quant aux notaires seigneurieux ils ne craignent pas de fabriquer de faux contrats au profit de leur maître.

De tels officiers favorisent les usurpations du seigneur en matière de banalité, ou de cens, protègent les exactions des gens de service, négligent de poursuivre les malfaiteurs insolubles, si bien que « la plupart des crimes demeurent impunis ». Les informations sont mal faites et les « témoins... bien souvent sont ouïs, recolez et confrontez sans parler », quoique dans ces petites justices « bien souvent, hors les saisies et autres chicaneries des droits du Seigneur (qu'il faut bien servir à son mot) il n'y a pas quatre causes en l'an » (3).

Quant à l'argument du meilleur marché de la justice rendue au village, Loyseau le réfute ainsi : « Et ne faut point dire que c'est le soulagement du peuple de luy rendre la justice sur le lieu. Car, à bien entendre, les frais sont

(2) Id, *Ibid*, p. 10 et 11.

(3) Id, *Ibid*, p. 11.

plus grands en ces petites mangeries de village qu'aux amples justices des villes : car, premièrement les juges ne prennent rien des expéditions de l'audience et au village, pour avoir un méchant appointement de cause il faut saouler le juge et le greffier et les procureurs de la cause en belle taverne qui est le lieu d'honneur, *locus majorum* où les actes sont composez et où, bien souvent, les causes sont vidées en faveur de celui qui paye l'écot. Et quant aux causes appointées en Droit (car il ne s'en juge point sur le champ, quelques légères qu'elles soient) il les faut porter aux bonnes villes pour avoir du conseil, et sous ce prétexte les épices ne sont pas moindres. Outre que quand ces mangeurs et sangsues de village ont une riche partie en main, ils sçavent bien allonger pratique et faire durer la cause autant que son argent » (4).

Et Loyseau, ayant conclu que « la justice des villages ne peut qu'elle ne soit mauvaise » et qu' « il est notoire que c'est la ruine d'un village d'y avoir une justice car cela apprend à plaider aux paisans » (5), termine par un appel au Roi pour qu'il apporte remède à ces abus par une prompte et vigoureuse réforme.

Tel est le tableau, sombre à l'excès, que dresse Loyseau de la justice seigneuriale et bien qu'il semble qu'il n'y ait eu qu'assez peu d'endroits où ce réquisitoire ait été pleinement justifié, personne ou presque n'a tenté de défendre l'institution, au moins dans son application.

3. — Montesquieu, en effet, esquisse une défense du principe de la justice seigneuriale. Il nie l'opinion simpliste suivant laquelle les seigneurs auraient à l'origine usurpé les justices et à ce sujet critique Loyseau : « Il faudroit, dit-il qu'ils (les seigneurs) eussent été les gens du monde les plus raffinés et qu'ils eussent volé, non pas comme les guerriers pillent, mais comme des juges de village et des procureurs se volent entre eux... Loyseau les fait raison-

(4) Id, Ibid, p. 10.

(5) Id, Ibid, p. 11 et 13.

ner comme, dans son cabinet, il raisonneit lui-même » (6).

Ailleurs, il cherche à montrer que la justice seigneuriale est conforme à l'essence de la monarchie et blâme l'hostilité des tribunaux royaux : « Il y a des gens qui avoient imaginé dans quelques états en Europe, d'abolir toutes les justices des seigneurs... Abolissez dans une monarchie les prérogatives des seigneurs, du clergé, de la noblesse et des villes; vous aurez bientôt un état populaire, ou bien un état despotique. Les tribunaux d'un grand état en Europe frappent sans cesse, depuis plusieurs siècles, sur la juridiction patrimoniale des seigneurs et sur l'ecclésiastique. Nous ne voulons pas censurer des magistrats si sages : mais nous laissons à décider jusqu'à quel point la constitution en peut être changée » (7).

Enfin, dans un autre passage, il remarque que l'évolution de l'institution n'a pas tant été causée par les lois que par le changement des coutumes et l'inaction des seigneurs. Il fait cette remarque au sujet de l'institution des juges seigneuriaux qu'il rassemble sous le nom de baillis et de l'interdiction aux seigneurs de juger par eux-mêmes. « Il ne faut pas croire que les droits dont les seigneurs jouissaient autrefois et dont ils ne jouissent plus aujourd'hui, leur aient été ôtés comme des usurpations : plusieurs de ces droits ont été perdus par négligence et d'autres ont été abandonnés parce que divers changemens s'étant introduits dans le cours de plusieurs siècles. ils ne pouvaient subsister avec ces changemens » (8).

4. — Si l'on met à part ces jugements de Montesquieu, qui ne laissent pas de contenir quelque ironie sous leur apparente bienveillance, on ne pourrait guère citer que Jousse pour faire l'éloge de l'institution : « Les justices de seigneurs, dit-il, dans les endroits où il n'y a pas de juges royaux, sont très utiles tant pour empêcher que

(6) Montesquieu, *Esprit des lois*, livre XXX, ch. 20.

(7) Id *Ibid*, livre II, ch. 4.

(8) Id. *Ibid*, livre XXVIII, ch. 42 et 43.

les parties ne soient obligés d'aller se faire rendre justice loin de chez elles et ne soient distraites de leurs travaux, que pour leur épargner des frais qui, sans cela, seraient beaucoup plus considérables » (9). Mais la plupart des autres auteurs qui ont traité de la justice seigneuriale l'ont plus ou moins vivement critiquée, souvent d'ailleurs en démarquant plus ou moins Loyseau. Des opinions sévères se trouvent même dans les ouvrages d'officiers de justice seigneuriale.

C'est ainsi que dans son « Code des Seigneurs Hauts Justiciers et Féodaux », Maître Jean Henriquez, procureur fiscal du Prince de Condé en la prévôté et maîtrise particulière des eaux et forêts de Dun, déclare : « les Officiers des Seigneurs doivent résider sur les lieux; l'ordonnance de Charles VII de 1441 les y astreint avec rigueur; cependant la plupart au mépris de cette ordonnance, ne font aucune résidence et ne viennent dans le chef-lieu de la justice que quand ils y sont appelés par l'espoir des émolumens; à défaut de cet espoir ils n'y viennent que rarement, ce qui oblige, le plus souvent, les parties de plaider devant un paysan non instruit que l'on qualifie d'ancien praticien et dont on surprend avec facilité la religion. Cet abus n'auroit pas lieu si les seigneurs donnoient des gages suffisans » (10).

Edme de la Poix de Fréminville, bailli des ville et marquisat de la Palisse, n'est pas plus favorable dans ses appréciations. Dans un de ses ouvrages, il note qu'« il conviendrait d'enjoindre au moins à tous les juges de les avoir (les ordonnances) dans leur cabinet, y en ayant à la campagne qui n'ont pas seulement les Ordonnances de 1667 et 1670 et encore moins la coutume des lieux; il devrait être ordonné qu'il n'en seroit reçu aucun qui ne justifiât des livres et ordonnances nécessaires à son état » (11). Dans un autre livre il déclare à propos des

(9) Jousse, t. I, p. 628.

(10) Henriquez, ch. 28, n° 20, p. 341.

(11) Fréminville, Communautés d'habitans, p. 619.

prisons : « Nous croyons pouvoir dire sur ces obligations qu'aucun seigneur n'y fait attention... ils ont ordinairement pour géôlier leur garde-chasse qui est leur domestique et quand il y a dans leurs prisons des criminels auxquels il faut faire le procès pour vols et autres crimes à leurs frais, par le moyen de ce garde ils font aisément évader le criminel; le procureur fiscal qui ne veut point se brouiller avec son seigneur ne se donne aucun mouvement non seulement pour faire faire la rescousse du prisonnier, mais même il ne fait ni information du bris de prison, ni aucune autre recherche pour punir le géôlier parce que c'est le garde et le domestique du seigneur et qu'il ne veut pas lui déplaire » (12).

En dehors des juristes, il n'est pas difficile de rencontrer d'autres critiques. Berquin, dans un drame intitulé « L'Honnête Fermier », met en scène un bailli qui ne craint pas de conseiller à un de ses justiciables de plaider une mauvaise cause contre son seigneur (13). Et qu'est Don Gusman Brid'oison, sinon un lieutenant de justice seigneuriale ?

5. — Il est plus intéressant de rechercher ce qu'était autour de Pontoise l'opinion des usagers et des praticiens. Malheureusement, en dehors des cahiers de 1789 qui seront étudiés plus loin (14), les documents sont très rares à ce sujet.

Un fait, cependant, est net : c'est la désaffection envers les juridictions seigneuriales au profit des royales. Rappelons simplement ici la délibération du Conseil du Prince de Conti faisant défense aux habitants de Cergy de continuer de passer leurs actes devant les notaires royaux au lieu du tabellion de Cergy (15), et le grand nombre des amendes pour distraction de juridiction (16).

(12) Fréminville, Vrais principes, t. II, *Prisons*, p. 107.

(13) Berquin, L'honnête Fermier, acte 1, sc. VII. Bibliothèque des villages, tome II, p. 62.

(14) Voir § 9.

(15) Voir chapitre IV, § 24.

(16) Voir chapitre V, § 12.

Il y avait même parfois des cas d'hostilité marquée. En 1701, la justice de Vauréal avait été érigée de nouveau et le prévôt Jean-Baptiste Lemaistre vint pour faire lecture des lettres patentes et prendre possession du siège. Et, pour ce faire, il désirait convoquer à son de cloche l'assemblée des habitants. Le greffier se rendit donc en « l'hôtel curial » de la paroisse demander au curé d'ouvrir les portes de l'église pour sonner les cloches. Le curé refusa; le procureur fiscal vint à son tour, nouveau refus. Le greffier et le procureur fiscal allèrent de là chez le marguillier qui n'était pas chez lui. Sa femme dit d'ailleurs qu'il n'y avait d'autre clé que celle du curé. Les deux officiers, accompagnés de la femme et de trois témoins retournèrent chez le curé qui leur déclara alors « qu'il estoit maistre des cloches et qu'il ne permettrait jamais qu'on les fist sonner pour les affaires de la juridiction ». Et le prévôt dut se contenter de ne réunir, faute de sonnerie, qu'une partie des habitants (17).

Un jugement sévère sur la négligence des juges seigneuriaux est porté par Paul-François Pihan de la Forest, procureur du Roi et subdélégué à Pontoise, qui était chargé de la surveillance des juges subalternes et dont le père avait lui-même été juge seigneurial. « Il semble, écrivait-il, que l'on pourrait aussi imputer la dégradation des chemins ruraux à ceux qui en ont la police. Les officiers des justices seigneuriales qui sont aussi juges voyers ne s'en occupent en aucune façon. Il faut qu'il arrive un accident absolument grave par le mauvais état d'un chemin pour exciter leur vigilance. D'ailleurs aucun ou presque aucun ne réside dans l'étendue de sa juridiction; souvent ils sont des années entières sans y aller et lorsqu'ils y vont ils prennent la saison où tous les chemins sont beaux » (18).

Un avocat de Pontoise, Charles Violette des Vaugeroux, qui fut juge seigneurial, décrivait dans un mémoire au

(17) A. S. O. série B, Vauréal. Henriquez (ch. XLII, n° 55, p. 469) note que les habitants peuvent sonner les cloches pour leurs assemblées.

(18) Pihan de la Forest, Election, p. 451.

Parlement, « le danger de laisser passer par appel dans une justice subalterne les affaires d'un grand nombre de pauvres vassaux pour essuyer des procédures immenses, mal dirigées et par des officiers qui n'ont au fond que le titre et les capacités que leur donnent pour la plupart des provisions du seigneur » (19).

Enfin il arrivait que le seigneur lui-même se rendit compte des imperfections de ses justices et cherchât à y porter remède. C'est du moins ce qui ressort de l'exposé des motifs des lettres patentes d'août 1779, réunissant au siège de l'Isle-Adam de nombreuses justices. Le Prince de Conti avait en effet fait valoir à l'appui de sa demande de réunion les raisons suivantes : qu'« il résulte beaucoup d'inconvénients de la division de ces différentes justices voisines les unes des autres et appartenantes à un même propriétaire, qu'il est impossible que la justice y soit aussi exactement ni aussi fréquemment administrée que si elles étaient réunies en un seul et même siège; qu'il ne se présente pas assez d'affaires en chacun de ces sièges séparés pour inviter les officiers à y venir avec exactitude remplir les fonctions de leur ministère, qu'ils attendent qu'il s'en soit cumulé plusieurs pour venir les terminer ce qui fait languir les affaires et ne permet pas à notre dit cousin de procurer à ses vassaux et censitaires une aussi prompte justice qu'il le désirerait, que si les justices cy dessus dénommées étaient réunies en un seul et même siège il en résulterait un assemblage d'affaires qui inviteroit les officiers ministériels à s'y rendre à des jours fixés où ils seraient sûrs de trouver des occupations suffisantes et assez multipliées pour les engager à prêter leur ministère pour de modiques rétributions de sorte que la justice seroit plus promptement administrées et d'une manière bien moins onéreuse pour les justiciables... » (20).

(19) Cf. plus haut, ch. 1, § 5. A. S. O. série B. Fonds Mercy, Argenteau. Carton 10. Depoin, Les comtes de Beaumont-sur-Oise et le Prieuré de Conflans-Sainte-Honorine. M. S. H. P. V., t. XXXIII (1915).

(20) A. S. O. série B. L'Isle-Adam n° 8 et Pontoise, *Bailliage, Enregistrement des provisions*.

D'après tout ce qui précède, on peut conclure que, tout en n'attachant à cette question que l'importance assez faible qu'elle méritait, l'opinion était favorable sinon à la suppression, du moins à une réforme profonde des justices seigneuriales.

II. — LES RÉFORMES

6. — Il faut attendre la fin de l'Ancien Régime pour rencontrer une réforme d'ensemble de la juridiction seigneuriale, mais auparavant bien des mesures avaient été prises pour essayer de remédier aux principales imperfections de l'institution.

Les principales ordonnances du seizième siècle, celles notamment d'Orléans, de Roussillon, de Moulins et de Blois, et au dix-septième siècle le code Michaud n'avaient guère fait, en répétant le plus souvent des dispositions antérieures, que rappeler leurs devoirs aux seigneurs justiciers et à leurs officiers.

Les grandes ordonnances de Colbert apportèrent au contraire quelques réformes plus précises et partant plus efficaces. Si l'ordonnance de 1667 se contente de définir la compétence du juge seigneurial dans les matières sommaires et dans les affaires intéressant le seigneur (22), l'ordonnance criminelle de 1670 a notamment précisé les règles générales de compétence du juge seigneurial, en donnant une énumération, d'ailleurs non limitative des cas royaux et en fixant des règles pour la prévention, a défini les charges du seigneur en matière de frais criminels et de prisons et a organisé la procédure d'instruction de jugement et d'appel du grand criminel (23).

Une réforme beaucoup plus importante fut celle qui eut lieu en 1771 lors de la réorganisation judiciaire de Mau-

(21) Isambert, tome XIV. p. 79, 166, 197, 426; t. XVI, p. 261.

(22) Titre XVII et titre XXIV, art 11 (Isambert, tome XVIII, p. 130, 149).

(23) Titre 1, art. 6, 8, 9, 11, 12, 16; t. XIII; t. XXV, art. 10, t. XXVI (Isambert, tome XVIII, p. 373, 393, 417, 419).

péou, réforme dont nous avons déjà parlé à propos de la prévention (24) et qui ne tendait pas à moins qu'à retirer en fait aux juges seigneuriaux l'exercice de la justice criminelle. Après avoir déclaré dans son préambule que le Roi compte assurer « le repos de ses sujets, le maintien de l'ordre public et la punition des délits en faisant trouver aux seigneurs hauts-justiciers leur avantage particulier dans la poursuite des coupables et en leur fournissant le moyen de se décharger des frais qu'entraînent les procédures criminelles », l'édit de février 1771 dispose dans son article 14 que si les juges seigneuriaux informent les premiers et renvoient l'affaire aux sièges royaux, les frais du procès incomberont au Roi mais qu'à l'inverse, si les juges royaux préviennent, le seigneur aura toute la charge du procès; l'article 15 met les frais de l'appel à la charge du Roi (25). Un autre édit du mois de mars 1772 répète avec quelques variantes ces deux dispositions en les isolant du reste de la réforme (26). Nous avons déjà vu qu'à partir de ces édits, il n'a presque plus jamais été prononcé de sentences de grand criminel dans les sièges seigneuriaux (27).

7. — Quelque importance qu'aient pu présenter les diverses mesures précédentes, elles n'étaient cependant que des réformes de détail. Au contraire, l'ordonnance de mai 1788 apportait un bouleversement complet dans l'organisation des justices seigneuriales.

De même que la réforme de 1771 s'insérait dans la grande tentative de Maupeou pour rajeunir l'organisation judiciaire, l'ordonnance de 1788 vise également à une réformation de la justice par le renforcement des présidiaux et l'institution des grands bailliages; le but principal était de simplifier et d'accélérer les procédures en réduisant à deux, les degrés de juridiction et en décongestion-

(24) Voir ch. V, § 13 et ch. VII, § 27.

(25) Flammermont, p. 279; 281.

(26) Giffard, p. 343-344.

(27) Voir chapitre V, § 13.

nant les différents sièges; l'on ne pouvait y arriver qu'en réorganisant les justices inférieures tant royales que seigneuriales.

« Nous n'avons pas oublié cependant, est-il dit dans le préambule, que les justices seigneuriales sont de l'ordre du droit des fiefs; et la protection que nous devons à toutes les propriétés de nos sujets écartera toujours de nos conseils l'intention d'y porter atteinte. Ainsi, loin de rien retrancher des justices des seigneurs, nous les maintenons dans l'exercice d'une justice immédiate et locale, et nous les déchargeons en même temps de tous les frais de poursuites criminelles pourvu que leurs officiers soient exacts à les commencer et à les déférer à nos tribunaux. Nous n'interdisons d'ailleurs à aucun de leurs justiciables le recours à leurs juridictions, quand les deux parties jugeront à propos de s'y soumettre. Mais en laissant à tous ceux de nos sujets domiciliés dans le district de ces juridictions inférieures, la liberté d'y défendre leurs droits, à la charge de l'appel, nous leur donnons en même temps la faculté de franchir ce premier degré de juridiction, et nous autorisons chacune des parties à traduire l'autre immédiatement à la justice royale » (28). Quant à la justice criminelle, « les procès de cette dernière classe commencés d'abord quand il y aura lieu, par les juges des seigneurs pour constater les délits, recueillir les preuves et s'assurer des coupables pourront être aussitôt déférés à nos présidiaux qui les jugeront en première instance et ils seront portés ensuite à nos grands bailliages qui les jugeront en dernier ressort » (29).

Telles sont donc les grandes lignes de la réforme qu'il convient maintenant d'examiner plus en détail.

L'ordonnance confirme les prescriptions antérieures touchant la nécessité d'un auditoire, d'un greffe et de prisons, l'obligation pour le seigneur de nommer des officiers et pour ceux-ci de se faire recevoir. Elle les complète en

(28) Isambert, tome XXVIII, p. 536 sqq.

(29) Id. Ibid, p. 541.

décidant que le juge doit toujours être gradué, que la réception doit avoir lieu au présidial ou au grand bailliage, non seulement pour le juge, mais aussi pour le procureur fiscal, le greffier et le geôlier qui auparavant n'étaient reçus qu'au siège seigneurial; enfin les officiers doivent s'engager pour être reçus à continuer leur résidence tant qu'ils conserveront l'office. Au cas où ces règles ne seraient pas observées, la sanction prévue est la suspension de la justice criminelle (30).

L'ordonnance reprend ensuite les dispositions des édits de 1771 et 1772 en les aggravant : si l'exercice de la justice criminelle est suspendu, les juges seigneuriaux doivent arrêter les accusés en flagrant délit ou à la clameur publique, les vagabonds et gens sans aveu, mais ils doivent renvoyer au présidial la procédure au grand bailliage vingt-quatre heures après le décret, et l'accusé, sitôt arrêté; si la capture précède l'information, le procureur fiscal doit envoyer au procureur du Roi une liste de témoins à interroger; si le seigneur a satisfait aux prescriptions, la justice seigneuriale continue à être compétente jusqu'à l'interrogatoire; mais une fois celui-ci terminé, le renvoi aux juges royaux n'est plus une simple faculté, mais une obligation. Quant aux frais, ils continuent à être supportés par celui dont les officiers ont été prévenus (31).

Mais l'innovation la plus importante de l'ordonnance touchait la prévention en matière civile dont jusque-là les règles avaient été imprécises et variaient considérablement selon les coutumes. Désormais elle est partout possible, sous la seule réserve que dans les coutumes qui l'interdisaient expressément, les seigneurs pourront revendiquer leur justiciable; mais ailleurs ils perdent ce droit et les termes de l'ordonnance excluent implicitement l'amende de distraction de juridiction. Mais surtout le domaine de la prévention était singulièrement élargi par

(30) Articles 18 et 19. (Id, Ibid, p. 541).

(31) Art. 20, 21, 22 et 23 (Id, Ibid, p. 541, 542).

l'article 25 ainsi conçu : « Nos présidiaux et grands bailliages auront prévenu lorsque le demandeur aura fait assigner devant lesdits sièges ou que le défendeur aura déclaré dans ses défenses leur porter la connoissance de l'affaire ». Ainsi tandis qu'auparavant dans beaucoup de coutumes il fallait l'acquiescement tacite du défendeur pour que la prévention ait lieu, désormais, c'est seulement lorsque les deux parties sont d'accord pour procéder devant la justice seigneuriale que celle-ci demeure saisie. Dans ce dernier cas d'ailleurs, l'appel devait être porté directement à la juridiction connaissant de la cause en dernier ressort (32). Enfin en contre-partie, l'ordonnance maintenait les droits des juges seigneuriaux en matière de police et de juridiction gracieuse en limitant ou supprimant sur ce point la prévention des présidiaux et grands bailliages (33).

De même l'édit complémentaire de mai 1788 supprimant les juridictions d'exception maintenait les droits des gruyers seigneuriaux mais en transférant leur appel de la Table de Marbre aux présidiaux, grands bailliages ou parlements (34).

L'ensemble de la réforme ne tendait donc pas à moins qu'à supprimer en fait la compétence contentieuse des juges des seigneurs; la nouvelle législation n'eut pas le temps de porter ses fruits et ne fut en fait jamais appliquée. Mais elle correspondait à l'évolution qui se manifestait dans la pratique.

8. — L'on pouvait en effet remarquer une tendance très nette à l'accroissement relatif du rôle de police et à l'unification des justices; cette dernière tendance se manifestait de plusieurs façons : lorsque plusieurs justices appartenaient à un seul seigneur, il cherchait à diminuer ses frais en obtenant des lettres patentes de réunion : c'est le cas

(32) Art. 24, 25 et 26 (Id, Ibid, p. 542).

(33) Art. 27 (Id, Ibid, p. 542-543).

(34) Art. 6 (Id, Ibid, p. 562).

du bailliage d'Hénonville et du bailliage de l'Isle-Adam qui tous deux s'accrurent considérablement en 1779. Ailleurs le seigneur n'a pu arriver, avec ou sans autorisation, qu'à avoir un auditoire commun, mais le résultat est à peu près le même (35). Mais cette tendance unificatrice se manifeste encore dans tout l'ensemble du bailliage par l'augmentation du nombre des cumuls qui donnent la même composition à beaucoup de sièges; en 1785, huit personnes en tout se partageaient les fonctions de juge seigneurial dans l'ensemble du bailliage; on comptait de même treize procureurs fiscaux et quatorze greffiers pour trente-six justices; encore du fait de ceux qui occupaient des charges différentes dans les différents sièges, le nombre total des officiers était de trente.

D'autre part, plusieurs groupes de sièges ont exactement la même composition; ainsi Commeny, Le Perchay et Gouzangrez formaient un premier groupe; Cormeilles et Moussy un autre; Nesles, Hodan, Frouville et Hérouville un troisième qui ne différait que par le greffier d'un autre ensemble composé d'Eragny, Ennery, Vallangoujard, Baligncourt, Menouville et Saint-Lubin (36).

D'autre part, alors que le nombre des audiences dans l'année et celui des causes jugées dans chaque audience diminuait continuellement (37), le nombre des actes de juridiction gracieuse restait stable et celui des règlements de police tendait à augmenter, tandis que les juges cherchaient à codifier leurs ordonnances : les grands règlements de Marines, Osny et L'Isle-Adam datent tous trois des dernières années de l'Ancien Régime, 1766, 1779 et 1780 (38).

En résumé, à la veille de la Révolution, le juge seigneurial était devenu une sorte de maire-juge de paix itinérant.

(35) Voir chapitre II, § 9 et 10.

(36) A. S. O. série B, Pontoise, *Bailliage : Mercuriales, tutelles, enquêtes* 1785. Cf. ch. IV, § 12.

(37) Voir chapitre VII, § 19 et 21.

(38) Voir chapitre VI, § 2.

III. — LA RÉVOLUTION ET L'ABOLITION DE LA JUSTICE SEIGNEURIALE

9. — Les assemblées de paroisse pour la nomination des députés aux états généraux et la rédaction des cahiers de doléance devaient en principe être présidés par le juge seigneurial; ce fut le cas seulement à Hénonville, l'Isle-Adam, Stors et Amblainville; à Lieux-Vauréal, à Corneilles et à Courdimanche, ce fut le procureur fiscal qui présida; ailleurs, le fermier du seigneur ou le syndic de la paroisse.

Les cahiers de doléances n'apportent pas les renseignements que l'on aurait pu attendre d'eux. D'abord beaucoup ont été détruits ou égarés dans d'autres dossiers; ensuite la plupart des autres ne contiennent rien qui ait trait à la justice seigneuriale ni même à la justice en général. Parmi ceux qui traitent de la justice seigneuriale, un seul en demande la suppression, celui de Corneilles; ceux de Boissy-l'Aillerie et de Girocourt réclament dans les mêmes termes « la réforme dans la justice civile et criminelle et des abus des justices seigneuriales », ils semblent d'ailleurs inspirés tous deux du même modèle, d'autant plus que les habitants de Girocourt qui relevaient directement du bailliage de Pontoise n'avaient guère à se plaindre sans doute des sièges seigneuriaux; le cahier d'Eragny, qui débute par des plaintes sur le fait que les habitants ne savent pas s'ils relèvent de Pontoise et de Conflans, demande ensuite « que les basses justices soient éteintes et supprimées et les hautes justices seigneuriales confirmées, même réunies quand il s'en trouvera plusieurs dans le même lieu, que les juges assistés de deux officiers du siège puissent décider en dernier ressort jusqu'à cent livres, qu'au delà et jusqu'à deux mille livres, l'appel soit porté au présidial pour y être jugé en dernier ressort, que lorsqu'il s'agira d'un principal excédant cette dernière somme, l'appel sera

(39) Mallet, Elections, p. 219 sqq.

porté directement au Parlement ». Les habitants demandent également la réduction des procédures inutiles et la réduction des frais, notamment pour les scellés et inventaires. Enfin les habitants de Frouville, dont pourtant le juge était avocat en Parlement, réclament un meilleur recrutement des juges, car, disent-ils, « on a peine à se tenir à la décision d'hommes sans conséquence travestis en hommes de loix » (40).

A Pontoise, le cahier du tiers état de la ville reprit mot pour mot un des articles du cahier des officiers du bailliage demandant que les frais des procès criminels provenant des justices seigneuriales incombent au seigneur et non au domaine du roi qui ne retire aucun profit de ces justices. Le cahier général du tiers-état de Pontoise recopie à son tour ce vœu, en demandant en outre « qu'il soit permis aux justiciables des justices seigneuriales de porter leurs causes directement aux justices royales où ils ressortissent » (41).

A Senlis, les rédacteurs du cahier général du Tiers-Etat du bailliage ne firent guère que demander un renforcement des tendances de l'ordonnance de 1788. Les députés, disaient-ils, « requerront en conservant aux seigneurs comme leur propriété l'honorifique et même l'utile de leurs justices, tels que les droits d'épaves et autres de cette espèce qu'ils soient indemnisés du produit de leurs greffes qui sont les seules charges du domaine à leur égard, et de faire rentrer l'exercice de la justice entre les mains du Roi, sauf toutefois la juridiction volontaire et la police. Les députés proposeront l'alternative, en ne faisant aucun changement aux justices seigneuriales d'accorder à tous justiciables des justices seigneuriales, le droit de porter leurs causes et contestations devant les juges royaux du ressort sans essayer de revendication de la part du seigneur et du procureur fiscal, droit qui n'est que l'exercice d'une sage liberté » (42).

(40) Id, Ibid, p. 235, 265, 278, 294, 299, 336.

(41) Id, Ibid, p. 108, 209, 391, 392.

(42) Desjardins, p. 454.

10. — L'Assemblée Nationale devait cependant bientôt prendre une décision plus radicale à la suite de la nuit du quatre août, sur l'intervention de plusieurs députés bretons dans le pays desquels les abus étaient particulièrement nombreux (43). La loi des 4, 6, 7, 8, et 11 août 1789 déclare en effet en son article 4 : « Toutes les justices seigneuriales sont supprimées sans indemnité et cependant les officiers de ces justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée Nationale à l'établissement d'un nouvel ordre judiciaire » (44).

La situation d'attente ainsi créée devait durer un an, non sans que dans l'intervalle des modifications n'aient été apportées à l'ancienne organisation, particulièrement par le décret des 8 et 9 octobre et 3 novembre 1789 réformant la justice criminelle, notamment par l'institution des adjoints pour l'instruction (45). Le nouveau système judiciaire ne fut institué que par la loi des 16-24 août 1790; c'est donc à partir de cette date que cessèrent définitivement d'exister les juridictions seigneuriales (46).

Les assemblées révolutionnaires devaient pourtant s'occuper encore deux fois des justices seigneuriales. La première fois à propos de l'élection des nouveaux juges pour décider dans quelles conditions les juges des seigneurs et les procureurs fiscaux pourraient être éligibles aux nouvelles charges, la loi des 2-11 septembre 1790 décida qu'ils devaient avoir été gradués avant le 4 août et avoir exercé pendant cinq ans soit les fonctions de leur office, soit antérieurement celle d'homme de loi (47).

Enfin, si les justices seigneuriales avaient été supprimées sans indemnité, il n'en restait pas moins que leurs officiers avaient perdu une source de revenu qu'un certain nombre d'entre eux avaient payé pour obtenir. C'est à cette situation que prétendit remédier le décret des

(43) Giffard, p. 311.

(44) Duvergier, tome I, p. 34.

(45) Id, Ibid, p. 248.

(46) Id, Ibid, p. 311.

(47) Art. 5 et 8 (Id, Ibid, p. 351).

31 août et 18 octobre 1792 qui décida que les officiers seigneuriaux pourvus à titre onéreux devraient être remboursés par le seigneur; si celui-ci avait émigré, le remboursement devrait être supporté par le séquestre; enfin quand il s'agirait de domaines ci-devant ecclésiastiques devenus biens nationaux, la charge de l'indemnité reviendrait à la nation (48). Il est d'ailleurs très probable que le décret, étant donné les circonstances, n'ait reçu que peu d'application.

11. — Les dernières pièces des archives des justices seigneuriales n'offrent que bien peu de changements par rapport aux précédentes; le rythme des audiences n'a pas changé : à Marines on compte en 1788 sept audiences et quatre-vingt-sept causes, en 1789, six audiences et cent seize causes et en 1790 quatre audiences et soixante-dix causes. La dernière audience est du 1^{er} septembre 1790 et trente causes y furent jugées dont sept se terminant par des jugements d'avant-faire-droit. Parmi les affaires jugées dans les audiences précédentes, il faut noter, le 9 décembre 1789, une condamnation à payer les droits de lods et ventes et le 24 février 1790, deux condamnations à payer les arrérages de rente seigneuriale (49). La seule trace de changement dans les registres vient des transcriptions des lettres patentes sanctionnant les décrets de l'Assemblée; on trouve ces copies notamment à Hérouville, à l'Isle-Adam, à Marines; elles commencent généralement en septembre ou en octobre 1789 par les décrets du 4 août (50).

Quant aux pièces autres que les registres, dans la plupart des justices, on trouve exactement les mêmes actes de tutelle, les mêmes inventaires, les mêmes rapports de gardes ou de messiers. A Marines, il faut cependant noter un « Etat ou liste de Mrs les adjoints aux affaires criminelles de la paroisse de Marines ». Les adjoints

(48) Id., tome IV, p. 456, 457.

(49) A. S. O. série B, Marines.

(50) A. S. O. série B, Hérouville, L'Isle-Adam, n° 8, Marines.

étaient au nombre de six et nommés par la municipalité; c'étaient le prieur-curé de la paroisse, deux marchands de bois, un marchand de bestiaux, un marchand de fer et un aubergiste en même temps laboureur.

Dans les pièces de l'Isle-Adam on trouve une liste analogue établie pour la paroisse de Villiers-Adam; elle comporte quatre noms, un laboureur, un épicier et deux vignerons. Il ne semble pas qu'il y ait eu de nominations dans les autres paroisses ni que les adjoints aient jamais exercé leurs fonctions (51).

Dans le bailliage de l'Isle-Adam, contrairement aux autres sièges, on trouve trace d'une certaine agitation. C'est ainsi qu'un conflit assez violent opposa le bailliage et la municipalité de Nointel. Thomas Thibault, capitaine de dragons et seigneur de Nointel, avait obtenu par une sentence du bailliage du 21 mai 1790, l'autorisation de creuser un fossé autour du château; il fit commencer les travaux le 9 juin. Cela provoqua des troubles, les habitants firent sonner le tocsin et injurièrent Thibault et ses domestiques, bref il y eut une petite émeute. Le « Conseil général de la commune de la paroisse de Nointel » se réunit, défendit à Thibault de se soustraire à la police de la municipalité et de troubler ses opérations et fit en même temps défenses au juge de l'Isle-Adam de connaître de la police de la commune. Le surlendemain, le bailli ordonnait en référé que l'exécution de sa sentence du 21 mai serait continuée nonobstant l'opposition de la population. Il ne semble pas que l'affaire ait continué.

Deux autres faits, consignés dans les rapports de gardes manifestent encore la fermentation des esprits; le 22 juin, c'est la municipalité de Presles qui donne l'ordre d'ouvrir des portes dans le mur du parc de l'Isle-Adam; le 20 octobre, ce sont des garde-chasses qui faisant leur tournée se voient désarmés et injuriés par les habitants de Valmondois.

(51) A. S. O. série B, Marines, L'Isle-Adam n° 94.

La dernière pièce des archives de l'Isle-Adam est du 14 décembre 1790. C'est également, sans doute, la dernière trace de vie des justices seigneuriales du bailliage de Pontoise (52).

(52) A. S. O. série B, L'Isle-Adam, n° 49.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

SENTENCE

Rendue le 29 mai 1705 par le bailli de l'Isle-Adam, concernant la nature de la justice, la qualité des officiers et les devoirs du seigneur dans la terre et seigneurie de Vallangoujard.

(A. S. O. Série B, l'Isle-Adam, n° 3).

Son Altesse Sérénissime Monseigneur demandeur en blâme d'aveu et requérant le profit et adjudication du deffault pris au greffe et levé le 8 du présent mois et an contre Madame de Ventadour veuve de feu Monsieur le Maréchal de Duras, d'ame de la terre et seigneurie de Valangoujart défenderesse, absente, non comparante ni procureur pour elle ; Veu la signification du deffault susdatté, adjugé le profit duquel donné acte à Sadite Altesse Sérénissime des blâmes qu'elle a formée contre l'adveu et dénombrement présenté à son procureur fiscal de l'Isle Adam. En conséquence ordonné que ladite dame de Valangoujart sera tenue représenter la foy et homage qu'elle a deub avoir fait à Sadite Altesse aussi son dénombrement et de rayer en icelui dénombrement, la haute justice qui appartient audit seigneur de l'Isle Adam dont Sadite Altesse Sérénissime est en bonne possession mesme la qualité de procureur fiscal et mettre au lieu de ce mettre procureur de seigneurie de Valangoujart, mesme celle de notaire audit Valangoujart attendu que c'est Sadite Altesse Sérénissime qui y en a un d'estably audit lieu et en dernier lieu d'augmenter en icelluy aveu que le dit seigneur de Valangoujart sont tenus même ses officiers d'assister aux assises qui se tiennent au dit l'Isle Adam de 2 ans en 2 ans le 16 A'oust à peine d'amende suivant le coustume et mettre aussi bailliage et Chastellenye au lieu de seigneurie et d'en fournir un acte à ses dépens à Sadite Altesse Sérénissime et condamné ladite dame aux dépens à 3 livres.

II

MODES DE NOMINATION DU PERSONNEL

A) COMMISSION DE MESSIERS

Ennery, le 8 Février 1779

(A. S. O. Série B, Ennery n° 3)

Vu par nous Pierre Charles Antoine Potel, prévot d'Ennery la nomination faite par le sindic et les habitans d'Ennery des personnes de Aubin Delamotte, Simon Pelletier, François Maitre dit Verret et François Deboissy dit la Poulette, vigneronns demeurans au dit Ennery pour messiers, gardes des grains de toutes espèces, luzernes, bourgognes, bois, remises, près, vignes, voieries et tous autres objets sujets à garde pendant la présente année mil sept cent soixante et dix neuf.

Sur ce ouy le procureur fiscal en ses conclusions, disons que les dits Aubin Delamotte, Simon Pelletier, François Maitre dit Verret et François Deboissy dit la poulette sont et demeurent messiers et gardes des grains de toutes espèces, luzernes, bourgognes, près, vignes, bois, remises, arbres, voieries et tous autres objets sujets à garde étant sur le terroir du dit Ennery.

En conséquence nous leur ordonnons de se transporter tous les jours, même les nuits, alternativement sur les lieux ou sont les objets soumis à leur garde pour veiller à ce qu'il n'arrive aucun dommage, arrêter les personnes qu'ils trouveront occasionner quelque délit, conduire les bestiaux en fourrière et faire de tout leur rapport à notre greffe pour sur levé d'iceluy être ordonné ce qu'il appartiendra.

Pour faire laquelle garde leur permettrons de porter hallebarde et les avons taxé à raison de deux sols six deniers pour chaque arpent que font valloir les habitants domicilliers dudit Ennery et cinq sols pour ceux que font valloir les horzains, en conséquence, Nous leur deffendons de rien exiger des personnes qu'ils trouveront en délit à peine de concussion ce qui sera exécutté suivant l'ordonnance.

Fait en notre hotel à Ennery ce huit février mil sept cent soixante et dix neuf. Et avons signé avec notre procureur fiscal et notre greffier.

POTEL.

LESAGE.

DELACOUR.

B) PROVISIONS DE PRÉVOT DES JUSTICES
D'AUVERS, CORMEILLES EN VEXIN ET BOISSY L'AILLERIE

accordées par les Dames de Saint-Cyr
à Pierre Pihan de la Forest
(A. S. O. Série B. Cormeilles en Vexin)

Les Supérieures, religieuses et communauté de la Royale Maison de St Louis établie à St Cir les Versailles ; Dames des prévostés et Chastellenies (1) d'Auvers, Corneil en Vexin et Boissy l'Aillerye Salut. Sur le bon et louable rapport qui nous a esté fait de la personne de Me..... de la Forest, avocat en parlement, subdélégué à Pontoise pour M. l'Intendant de Paris et de ses suffisance, capacité prudence et expérience au fait de judicature, à iceluy pour ces causes avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes l'état et office de Prévost en nos dittes prévostés et chastellenies d'Auvers, Cormeilles en Vexin et Boissy Laillerie pour le dit office avoir, tenir, en jouir, user et iceluy exercer, aux honneurs, rangs, fonctions, droits, privilèges, prérogatives et prééminences y attachées et en dépendans tant ainsy et de même qu'en ont jouy ou du jouir les précédens pourvus du dit office et ce tant qu'il nous plaira.

Mandons à notre procureur fiscal et autres nos officiers en nos dittes prévostés et Chastellenies d'Auvers, Corneil et Boissy Laillerie, ensemble à nos vassaux, censitaires et justiciables de nos dites terres et chastellenies qu'ils ayent à reconnaître ledit sieur de la Forest et à iceluy obéir et entendre en tout ce qui concernera les fonctions dudit office, en témoin de quoy nous supérieure avons signé ces présentes, icelles fait contresigner par la dame secrétaire et à icelle fait apposer le sceau aux armes de notre Maison. Fait à St Cir le vingt troisième jour d'octobre Mil sept cent quarante sept, signé Sr Madelaine de Linemare supérieure et par Mesdittes Dames Sr Claire de Bosredan, secrétaire.

(1) Aucun de ces trois sièges n'avait droit à l'appellation de Chastellenie.

C) PROVISIONS DE BAILLI DE MAUBUISSON

accordées par les religieuses de Maubuisson
à François Melon Sauvat
(A.S.O. Série B Pontoise Bailliage Enregistrement
des provisions d'offices)

Nous Gabriel Cezarine Debainac Abbessse de notre dame la Royale Ditte de Maubuisson les pontoise sur le bon Rapport qui nous a été fait de la personne de Me francois melon sauvat chevallier avocat en parlement immatriculé au bailliage de Pontoise, de ses bonnes vies mœurs Religion catholique Apostolique et Romaine de sa capacité Et Expérience nous lui donnons l'état et office de bailly de notre bailliage de maubuisson pour en jouir par lui tant qu'il nous plaira aux honneurs droits et émoluments y attribués. Prions messieurs les officiers du bailliage de Pontoise de Recevoir Ledit Me Sauvat audit office conformément aux Edits et Déclarations du Roy donné en notre Abaye sous le scel du cachet de nos armes le mardy Seize octobre mil sept cent quatre vingt un signé en fin de la minutte Sr Gabrielle cezarine de baynac Abbessse.

III

RÈGLEMENT DE POLICE DU BAILLIAGE DE L'ISLE-ADAM

(1^{er} septembre 1780 - Homologué au Parlement
par Arrêt du 1^{er} décembre 1780)
A. S. O. Série B l'Isle-Adam n° 45

Sur ce qui nous a été remontré par le procureur fiscal que depuis la réunion qui vient d'être faite à ce bailliage des justices de Stors, Jouy le Comte, Boullonville, Vaux, Champagne, Verville, Vallangoujart, Presles, Courcelles, Mesnil Saint Martin, Nointel, Montauglan, Villiers Adam, Nerville, Baillet, Mours, le Mesnil ou les Bonshommes et Auvers par lettres patentes du Roy du mois d'août mil sept cent soixante dix neuf et registrées en la cour du Parlement le vingt quatre avril dernier qu'il s'était occupé des moyens de rendre plus en plus avantageux aux vassaux, censitaires et justiciables de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Conty, que celui qui lui a paru le plus propre à remédier aux abus qui se sont surtout introduits dans les matières de police, à prévenir les discussions,

à éviter les procès, à maintenir l'ordre et la subordination si précieux à la société étoit de rassembler autant qu'il serait possible sous un même point de vue tant les Réglemens particuliers de ce bailliage de l'Isle Adam et des autres juridictions y réunies que ceux qu'il étoit nécessaire de faire relativement à ce changement et à la position des villages et hameaux soumis à la police desdites justices et pour en former un général dans l'étendue dudit bailliage et justices réunies, qu'en présentant ainsy aux justiciables un tableau de leurs devoirs et des peines attachées à l'infraction on rappellerait au bon ordre les réfractaires on rendrait aux lois leur activité et écarterait toutes excuses dont l'ignorance vraie ou feinte est représentée ;

Faisant droit oui ledit procureur fiscal en ses conclusions et y ayant égard nous avons ordonné pour le bon plaisir de la Cour et ordonnons ce qui suit :

Article Premier

Nos audiences se tiendront à l'ordinaire les vendredis à dix heures du matin depuis Pasques jusqu'aux vacances et depuis la rentrée jusqu'à Pasques à onze heures ; les officiers, procureurs et huissier y seront décemment en robes et rabats sous telles peines qu'il appartiendra.

Article Deuxième

L'auditoire sera libre au public pendant les audiences ordinaires seulement ; ceux des hommes qui y assisteront se tiendront nuë-tête, deffendons aux parties et à tous autres de se servir de termes injurieux et d'y manquer de respect et décence à peine de cinq livres d'amende pour la première fois, du double en cas de récidive, même en cas d'emportemens, juremens, menaces ou voies de faits, de prison et d'être sur ce aux contrevenants le procès fait et parfait suivant les rigueurs des ordonnances.

Article Troisième

Le procès sera fait et parfait suivant la rigueur des ordonnances à toutes personnes qui auront blasphémé le Saint Nom de Dieu.

Article Quatrième

Conformément aux ordonnances de nos Rois et arrêts de la Cour touchant l'observation des fêtes et Dimanches,

nous deffendons à tous particuliers de quelques qualités et conditions qu'ils soyent, de travailler ou faire travailler à aucunes œuvres serviles les dits jours de Dimanches et fêtes sans notre permission expresse ou celle du procureur fiscal laquelle ne sera accordée que dans des cas de nécessité urgente et dans des temps de moissons et de récoltes ou de vendange à peine de quinze livres d'amende contre les contrevenants pour la première fois et de plus forte amende en cas de récidive. Deffendons notamment aux mariniers, voituriers et marchands de charger décharger ou faire décharger sur les ports de cette ville les jours de Dimanches ou fêtes les marchandises qu'ils doivent enlever et apporter pour leur commerce, à tous mesureurs, chargeurs, portefaix, chartiers et conducteurs de cheveaux, ânes et mulets de faire aucun ouvrage n'y de porter aucun fardeau ; charger, décharger et conduire leurs voitures, cheveaux, ânes et mulets sous peine de saisy, confiscation au proffit des pauvres et de pareille amende de quinze livres pour la première fois, de plus forte amende en cas de récidive même d'être poursuivis suivant la rigueur des ordonnances Leur enjoignons observer ces saints jours, sous la mesure néanmoins de leur permettre les dits ouvrages et transports dans des cas de nécessité et toutefois après les offices.

Article Cinquième

Deffendons pareillement conformément ausdites ordonnances et notamment à l'article vingt trois de l'ordonnance d'Orléans, à l'article trente huit de celle de Blois, à la déclaration du Roy du seize décembre mil six cent quatre vingt dix huit et arrêts de la Cour qui seront exécutés selon leur forme et teneur toute espèces de danse les jours de Dimanche et fêtes sans notre permission ou celle du procureur fiscal qui ne pourra avoir lieu pendant le service divin et passé huit heures du soir à peine contre les joueurs de violon et d'autres instrumens et de ceux qui tiennent salle d'assemblée de dix livres d'amende et contre tous autres contrevenans de cinq livres d'amende. Deffendons pareillement toutes autres natures de jeux et de divertissement avant que la messe paroissiale n'ait été célébrée à peine de pareille amende de cinq livres.

Article Sixième

Nous deffendons aussy très expressément à toutes personnes quelconques, de tous âges et de tous sexe, de faire leurs ordures dans les Cimetières autour des Eglises sous peine de trois livres quinze sols d'amende pour la première fois et de plus forte amende en cas de récidive. Faisons aussi deffenses à toutes personnes tout ecclésiastiques que laïques de mettre paitre aucuns bestiaux dans les cimetières sous quelques prétextes que ce puisse être même sous celuy d'avoir acheté l'herbe au profit de l'église à peine de cinq livres d'amende et à tous marchands merciers et autres d'exposer en vente leurs marchandises et denrées sur les cimetières et porches des Eglises à peine de dix livres d'amende même de Confiscation desdittes Marchandises en cas de récidive.

Article Septième

Conformément aux Réglemens pour la procession du Saint Sacrement nous ordonnons que les propriétaires fermiers ou locataires des maisons cours et jardins devant lesquelles passera la procession du Saint Sacrement, seront tenus de tendre de tapisseries décentes ou de draps, chacun selon ses facultés lesdittes maisons, cours et murs de jardin et de raccommorder nettoyer et ballayer les chemins et rues chacun en droit soi à peine de trois livres quinze sols d'amende.

Article Huitième

Les propriétaires et locataires des maisons et autres emplacements ainsy que les portiers et domestiques de son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Conty aux hotels et autres batimens de Sadite Altesse Sérénissime dans cette ville de l'Isle Adam, même tous autres quelconques seront tenus de nettoyer et balayer ou faire nettoyer et balayer devant leurs maisons et lesdits hotels et batiments jusqu'au ruisseau au milieu de la chaussée, c'est à dire jusqu'au milieu des rues tous les jours avant sept heures du matin depuis le premier avril et avant huit heures depuis le premier octobre et même chaque fois que la sonnette passera dans les rues dans des cas particuliers et mettre les boïes et immondices ou les faire mettre le long de leur maison et desdits hotels et batiments en tas à peine de trois livres quinze sols d'amende contre chacun contrevenants.

Article Neuvième

Nous deffendons à toutes personnes quelconques de jeter dans les rues aucunes ordures, bouteilles cassées et autres fragments ou tessons de verre et grès et toute immondice par les fenêtres de leurs chambres et appartemens à peine de pareille amende de trois livres quinze sols contre chacun chef de Chambres ou appartemens d'où ils seront jettés ou contre les propriétaires ou principaux locataire des maisons devant lesquelles ils seront trouvés ; en conséquence leur enjoignons de mettre toutes les ordures et ballayures au coin de leurs Maisons pour être enlevées avec les bouës sous peine de pareille amande de trois livres quinze sols leur deffendons pareillement de mettre aucune caisse ou pots à fleurs sur les fenêtres de leurs appartements donnant sur les rues et à plus forte raison sur des planches en dehors desdites croisées à moins qu'il ne soient tenus par un bordure ou grillage en fer suffisant sous peine des dites trois livres quinze sols d'amende.

Article Dixième

Deffendons à tous entrepreneurs de batimens et maçons ainsy que tous autres particuliers de laisser séjourner dans les rues et places publiques aucune démolition immondices n'y gravats sans permission de police à peine de cinq livres d'amande dont les propriétaires des maisons et principaux locataires seront responsables, deffendons pareillement à tous particuliers de mettre aucuns fumiers dans les rues à moins qu'ils ne le fassent enlever sur le champ sous peine de pareille amande. Leur deffendons aussy d'y faire aucun amas de bois de charpente charonnage ou autres sans permission et d'y laisser leurs charrettes et tombereaux si ce n'est pour les faire charger seulement a peine des dits cinq livres d'amende et de confiscation desdits bois. charrettes ou tombereaux au proffit des pauvres comme encore leur deffendons de jeter des terres, pierres ou immondices dans les abreuvoirs, puits, fossés, étangs, ruisseaux et rivières à peine de trois livres quinze sols d'amande, leur deffendons de plus d'excaver les rues et chemins pour enlever les boues dans tel temps que ce puisse être sous la même peine sy ce n'est en remettant des caillous ou gravats à la place ou en proportion.

Article Onzième

Faisons deffenses à tous hotelliers, aubergistes, cabaretiers, marchands de vin et de liqueurs de donner à boire aux domiciliés, même à toutes espèces d'ouvriers résidens momentanément à cause de leurs travaux dans les paroisses et hameaux encore qu'ils ayent leur domicilles fixé ailleurs pendant les heures de service divin à peine de dix livres d'amende contre lesdits hotelliers, aubergistes, cabaretiers, marchands de vin et de liqueurs et de cinq livres d'amende contre chaque buveur leur deffendons également de donner à boire et de boire pendant toute l'année, passé dix heures du soir depuis Pasques jusques à la Toussaint et passé neuf heures du soir depuis la Toussaint jusqu'à Pasques sous les mêmes peines.

Article Douzième

Personne ne pourra avoir boutique, tenir auberge, hotel garnis sans permission, prendre bouchon et vendre vin et liqueurs sans en avoir fait déclaration sans frais chez le procureur fiscal et seront tenus lesdits hotelliers, aubergistes et notamment ceux de cette ville de tenir registre en la forme qui sera de nous cotté et paraphé par premier et dernier feuillet lequel registre leur servira à inscrire jour par jour et de suite sans aucun interligne ceux qu'ils hébergeront et logeront et ne pourront lesdits hotelliers et aubergistes loger des personnes inconnus de plus de trois nuits de suite sans en avertir le procureur fiscal à peine de dix livres d'amande.

Article Treizième

Faisons deffenses à tous étrangers de fixer leur domicile dans l'étendue des Seigneuries de S.A.A. sans sa permission ou celle de ses officiers à peine de trois livres d'amende.

Article Quatorzième

Ordonnons à tous marchands de cette ville desdits lieux de son Bailliage et tous autres desdites juridictions y réunies, vendans à poids et mesure d'apporter au greffe dans un mois à compter du jour de la publication du présent règlement leurs poids, pots et mesures pour être visités, marqués et étallonnés sur les matrices de ce bailliage et des autres justices auxquelles ils sont soumis à peine de dix livres d'amende ; leur deffendons en conséquence ainsy

qu'à tous marchands forains de vendre avec d'autres poids et mesures que ceux ci-dessus, sous peine de vingt livres d'amande et de confiscation de tous les poids ainsy que de tous les pots et mesures qu'on trouvera n'être pas ceux desdittes juridictions et qui ne seront point marqués n'y étalonnés sur les étalons et matrices du greffe et à peine en cas de récidive de fermeture de boutique pour les domiciliés et quant aux marchands forains de confiscation de leurs marchandises.

Article Quinzième

Deffendons aussi à toutes personnes quelconques de donner à jouer soit aux boules, quilles, raquettes, sas et battoirs (2) et d'y jouer les fêtes et dimanches pendant le service divin en quelque endroit que ce soit à peine de dix livres d'amande tant contre ceux qui donneront à jouer que contre les joueurs et sous peine de confiscation desdites balles, quilles, raquettes, battoirs, sas, balles et volants deffendons aussy à toutes personnes de jouer ausdits jeux dans les rues de la dite ville de l'Isle Adam, faubourg et dépendances en tous tems sous peine de cinq livres d'amande contre chacun contrevenant et de confiscation au profit des pauvres de tout ce qui servira ausdits joueurs pour lesdits jeux, leur permettant seulement hors les heures du service divin d'aller jouer ausdits jeux dans les endroits avenues et lieux accoutumés.

Article Seizième

Deffendons à tous marchands rotisseurs, patisseries et regratiers de beurre et œufs de cette ville et gens des villages voisins de venir sur le marché et faire faire par des gens affidés aucuns achats sur le marché avant huit heures du matin depuis le premier avril jusqu'au dernier septembre et depuis le premier octobre jusqu'au dernier mars avant neuf heures du matin afin que les bourgeois et habitants ayent un temps suffisant pour faire leurs provisions à peine contre lesdits contrevenans de cinq livres d'amande et de confiscation au profit des pauvres des marchandises qu'ils avaient achetés.

Article Dix-Septième

Deffendons également à tous vendeurs de marée, de fruits, légumes, beurre, œufs et autres marchandises d'éta-

(2) *Sas et battoirs* : jeu de la balle au tamis (vieux jeu encore en usage dans la région quoique rarement).

ler sur la chaussée du marché afin que les passages des voitures et chevaux soit toujours libre pendant le dit marché à peine de trois livres quinze sols d'amande et de confiscation de leurs marchandises. Leur enjoignons d'étaler des deux côtés de ladite chaussée, le long des murs hors d'icelle sous peine de pareille amande de trois livres quinze sols.

Article Dix-Huitième

Enjoignons à tous fermiers, marchands, poulaillers, coquetiers et autres forains de faire conduire en droiture et de mettre et exposer en vente leurs marchandises sur le marché de cette ville, en conséquence leur deffendons de les entreposer chez les hotelliers, cabaretiers ou autres personne et de les y vendre à peine de confiscation et de cinq livres d'amande contre chacun desdits marchands, vendeurs acheteurs hotelliers et cabaretiers trouvés en contravention ; comme aussy deffendons à toutes personnes quelconques d'aller au devant de marchands forains chasse marée, fermiers, poulaillers, coquetiers et autres allant au marché de cette ville pour acheter leurs marchandises sous peine de pareille amande de cinq livres et de confiscation des marchandises vendues.

Article Dix-Neuvième

Deffendons à toutes personnes quelconques et au voituriers routiers chartiers conducteurs de chevaux, ânes et mulets de faire courir ou trotter lesdits cheveaux, ânes et mulets dans les rues à peine de cinq livres d'amande pour la première fois et de plus forte peine en cas de récidive.

Article Vingtième

Et pour prévenir les incendies qui ne sont que trop fréquens par le peu de soin qu'ont les justiciables de leurs cheminées et de leurs fours et parce qu'ils n'y font pas faire les réparations nécessaires et nettoyer lesdites cheminées, leur enjoignons de faire réparer dans quinzaine les cheminées et fours défectueux des maisons qu'ils habitent de faire nettoyer lesdites cheminées au moins deux fois l'année l'une à l'entrée de l'hyver et l'autre à Pacques à peine de vingt livres d'amande contre les contrevenants trouvés en retard et pour l'exécution de la présente disposition ordonnons qu'après ladite quinzaine de la publication visite sera faite et ensuite de six mois en six mois dans le

cours de novembre et de may même plus souvent si le cas le requiert, desdits fours et cheminées par tel maçon qu'il nous plaira de commettre, en notre présence et celle du procureur fiscal ou en la présence seulement du procureur fiscal assisté d'un huissier de cette justice ou autre de ce requis et que tous fours et cheminées trouvés défectueux seront sur le champ démolis et mis hors de service et les contrevenants mulctés (3) de l'amande cy dessus qui sera augmentée suivant les circonstances et surtout s'ils ont été avertis lors des visites précédentes.

Article Vingt Unième

Pour mieux assurer la sureté publique à cet égard seront dressés procès verbaux des visites signés de ceux en présence de qui seront faites lesdites visites lesquels constateront par le détail l'état des fours et cheminées visitées et feront mention des avertissements donnés aux propriétaires et locataires qui en ce cas deviennent solidairement responsables.

Article Vingt Deuxième

Autorisons les fermiers et locataires à faire faire les réparations et reconstructions ordonnées dont il leur sera tenu compte en justifiant qu'ils ont averti quinze jours auparavant le propriétaire de les faire faire à l'effet de quoy leur sera délivrée copie s'il le requièrent des avertissements portés sur le registre.

Article Vingt Troisième

Ordonnons que les tuyaux de cheminées seront faits de bonne maçonnerie et excéderont de trois pieds au moins la faite des maisons et batiments où elles seront construites sous tel peine qu'il appartiendra.

Article Vingt Quatrième

Faisons défenses à tous les justiciables d'aller ou de souffrir que l'on aille soit de jours, soit de nuits dans leurs batiments, granges, écuries, étables, bergeries, cours et autres dépendances avec lampes ou chandelles allumées à moins que ce ne soit avec lanterne bien close et solide à

(3) *Mulctés* : condamnés à l'amende.

peine de dix livres d'amande pour la première contravention, du double en cas de récidive même de punition plus sévère sy le cas y échet et de demeurer garants des incendies qui pourraient arriver par leur négligence à cet égard ; leur deffendons également sous les mêmes peines d'aller dans les lieux ci-dessus désignés avec pipes ouvertes de battre ou faire battre leurs grains à la lampe ou à la chandelle.

Article Vingt Cinquième

Deffendons à tous les justiciables de chauffer leurs fours avant et après le soleil couchés à l'exception des boulangers pour le service public de mettre du chanvre sécher dans lesdits fours ou à proximité à peine de dix livres d'amande pour la première fois, du double en cas de récidive même de punition exemplaire.

Article Vingt Sixième

Deffendons à toutes personnes de faire du feu près des maisons ou dans les cours d'icelles soit pour griller porcs ou autrement ; leur deffendons également de faire du feu le long des hayes ou près n'y dans les bois à peine de vingt livres d'amandes enjoignons à tous ceux qui seront dans la nécessité de faire des meules de blés, fourage ou paille de les placer à trente pas au moins de leur maisons et de celles de leurs voisins sous peine de pareille amande de vingt livres.

Article Vingt Septième

Enjoignons à tous justiciables dudit bailliage et justices unies de fermer ou mettre des deffenses suffisantes aux puits, soit communs, soit particuliers pour empêcher que les enfans ou les bestiaux se précipitent à peine de vingt livres d'amande contre les contrevenants et d'y être pourvus à leurs dépens à la diligence du procureur fiscal.

Article Vingt Huitième

Enjoignons pareillement aux propriétaires des maisons et batiments ou mazures abandonnées ou menaçant ruine sur les places et rues autres que celles soumises à la police des ponts et chaussées de faire rétablir ou démolir sous un mois lesdites maisons, batiments, murs pignons menaçant chute et de les mettre hors d'état de causer d'accident sous

peine de trente livres d'amande et d'y être pourvu à la diligence du procureur fiscal.

Article Vingt Neuvième

Deffendons à toutes personnes domiciliées dans l'étendue desdittes juridictions de porter armes à feux et d'en avoir ches eux à moins qu'ils ne soient es conditions requises sous les peines portées par les ordonnances.

Article Trentième

Faisons deffenses à toutes personnes de tirer avec armes à feu n'y aucune fusées pétards ou tous autres artifices dans les rues, carfours et ruelles aux baptêmes mariages ou autres fêtes et divertissemens sous tel prétexte que ce soit à peine de douze livres d'amande et de demeurer responsable des dommages et intérêts qui pourraient en résulter tant par les personnes qui s'y trouveraient blessées que par le feu qui se trouverait avoir été mis.

Article Trente Unième

Conformément aux arrêts de la cour et réglemens de Police concernant le repos et la tranquillité publique qui seront exécutés selon leur forme et teneur nous deffendons à toutes personnes de faire des charivaris attroupemens et mascarades soit de jour soit de nuit n'y aucunes choses capables d'empêcher le repos et la tranquillité publique des citoyens sous les peines portées par le dit règlement.

Article Trente Deuxième

Conformément à l'arrêt de la Cour du Parlement du douze Novembre mil sept cent soixante dix huit qui sera exécuté suivant sa forme et teneur faisons deffenses aux artisans, compagnons et gens de métier notamment aux compagnons charpentier, serrurier menuisier et tailleur de pierre, de s'associer, de s'assembler, ou de faire entre eux aucunes conventions contraires à l'ordre public sous quelque dénomination que ce puisse être principalement celles qu'ils désignent entreux du devoir ou du gavot à peine contre les contrevenans d'être poursuivis extraordinairement suivant la rigueur des ordonnances, faisons deffenses aux artisans, compagnons et gens de métier sous les mêmes peines de s'attrouper ni de porter cannes, batons et autres armes ; faisons pareillement deffenses aux maitres et entre-

preneurs de prendre et recevoir chez eux aucuns garçons qu'ils n'ayent justifiés du lieu de leur naissance et de leurs provinces et de la ville la plus voisine du lieu de leur naissance dont il sera tenu registres par lesdits maitres et entrepreneurs qui seront obligés de nous le représenter ou au procureur fiscal toute fois et quand ils en seront requis, le tout à peine d'amande et de plus grande peine s'il y échet ; faisons deffenses ausdits compagnons de présenter de faux certificats sous peine d'être punis comme faussaires ; faisons pareillement deffenses aux taverniers, cabaretiers, marchands de vin et de liqueurs de recevoir chez eux lesdits compagnons au dessus du nombre de quatre sous peine d'amande et même de plus grande peine s'il y échet et ausdits taverniers, cabaretiers, marchands de vin et de liqueur et tous autres de favoriser les pratiques du prétendu devoir desdits compagnons, soit par la tenue d'aucun registre, soit de telle autre manière quelconque sous peine de punition exemplaire.

Article Trente Troisième

Et parce que les nourrices qui se chargent de nourrissons d'autres paroisses négligent ou refusent d'apporter aux curés de leurs paroisses les extraits baptismaux de leurs nourrissons conformément à l'article neuf de la déclaration du Roy du vingt neuf janvier mil sept cent quinze et que lorsque ces enfans meurent chés elles les curés sont obligés d'inhumer ces enfans sous les noms souvent mal connus que leur déclarent les nourrices de sorte que ces déclarations insérées sont bien capables non seulement de donner des inquiétudes aux curés mais encore de mettre du trouble dans les familles de ces mêmes enfans. Nous enjoignons aux nourrices des paroisses et hameaux de ces juridictions qui se chargent des nourrissons des autres paroisses que la leur d'apporter et remettre aussitôt leur arrivée chez elles aux curés de leurs paroisses l'extrait baptistaire desdits enfans ou au moins un certificat des père et mère desdits enfans contenant les noms, surnoms, profession et paroisse desdits père et mère et les noms et age desdits enfans à peine de dix livres d'amande pour la première fois contre chaque nourrisse qui y contreviendra de laquelle amande les maris seront responsables et sous plus grande peine en cas de récidive.

Article Trente Quatrième

Ne pourront aucuns propriétaires et locataires de maisons, batimens, places, terrains et emplacements étans dans l'étendue desdittes juridictions, construire n'y faire construire nouveau bâtiment, réédifier et réparer lesdites maisons et batimens clore de murs de maçonnerie ou autrement aucune desdittes places, percer fenêtres, poser bornes, auvents et évier n'y faire aucune saillis ou entreprise dans les rues et carfours sans notre permission et sans avoir eu de nous les alignemens qui leur seront donnés par acte dressés sur les lieux en présence du procureur fiscal et du voyer quand il y en aura dans le lieu à peine de démolition et de réformation à leur dépens et de trente livres d'amande, au payement de laquelle lesdits propriétaires, locataires, entrepreneurs et maitres maçons qui auront travaillé et entrepris lesdits ouvrages seront solidairement contraints. N'entendons comprendre dans la présente disposition la grande rue de Presles ou passe le grand chemin de Paris soumise à la Police des Ponts et Chaussées.

Article Trente Cinquième

Deffendons à tous justiciables desdits bailliage et justices unies d'avoir des Pigeonniers ou volets (4) s'il n'en ont le droit, dont ils seront tenus de justifier dans le mois et à ceux qui ont le droit d'en avoir de tenir plus de pigeons que ne leur permettent les réglemens à peine de cinquante livres d'amande.

Article Trente Sixième

Deffendons de tirer sur lesdits pigeons soit dans les champs soit dans les maisons à peine d'être punis suivant la rigueur des ordonnances ; deffendons également de les prendre en filet, à la glue ou autrement dans les endroits où ils vons graveler à peine de pareille amande de cinquante livres.

Article Trente Septième

Deffendons aux bergers, pastres et propriétaires de bestiaux de les mener ou envoyer pâturer dans les bois de la grurie et des seigneuries comme aussy dans les bois des particuliers et même de les laisser approcher plus près des

(4) *Volets* : petits pigeonniers.

bois taillis et nouvellement coupés que de trois toises à peine des amandes prononcées par les ordonnances et réglemens des eaux et forêts suivant l'exigence des cas et de confiscation des bestiaux et des dommages et intérêts des parties.

Article Trente Huitième

Deffendons de couper ou faire couper aucun bois verts dans lesdits bois dont est parlé en l'article précédent d'y ramasser les bois secs, herbes ou bruyères dans tel temps que ce puisse être sans permission, d'y ramasser glands et feuilles ou d'y cueillir noisettes ou autres fruits et d'y arracher du plant sous les peines portées par lesdittes ordonnances et réglemen des eaux et forêts.

Article Trente Neuvième

Conformément aux arrêts de la Cour des treize février et dix sept avril mil sept cent soixante dix neuf rendus en faveur de S.A.S. Mgr. le Prince de Conty et qui seront exécutées selon leur forme et teneur, les gardes Chasses reçus en ce bailliage sur information de vie et mœurs sont et demeurent autorisés en faisant leurs fonctions dans tous les cantons et lieux desdittes terres et seigneuries indistinctement à faire leur rapport contre les délinquens et contrevenans aux ordonnances, déclarations du Roy et réglemens rendus sur les matières des eaux et forêts et sur le fait des chasses tant sur celles rapportées au présent réglemen que sur celles non exprimées en iceluy, notamment pour les enlèvements ou destruction des œufs de perdrix et de faisans, entreprise ou destruction des cerfs, biches et autres grandes bêtes et généralement pour tous délits qui se trouveront commis en tels cantons, lieux et endroits que ce soit et puisse être sur lesdittes matières et seront lesdits délinquans et contrevenans comme les teneurs de pièges, lacets et autres engins pour prendre le gibier, condamnés aux peines et amandes portées par lesdittes ordonnances, déclarations et réglemens des eaux et forêts.

Article Quarantième

Faisons deffenses à toutes personnes d'aller n'y envoyer faire et arracher aucunes herbes dans leurs terres et dans celles des autres lorsqu'elles seront ensemencées de quelques grains que ce puisse être depuis le quinze may de

chaque année jusqu'à la moisson desdits grains sinon en vertu d'une permission particulière accordée de la part du seigneur à peine de dix livres d'amende.

Article Quarante-Unième

Enjoignons à tous propriétaires et fermiers d'épiner leurs terres nouvellement récoltés à raison de huit brains d'épines par chaque arpent suivant l'usage en fournissant de la part du seigneur les épines de dix livres d'amende.

Article Quarante-Deuxième

Deffendons de faire aucuns chaumes avant le jour de St Rémy si ce n'est en vertu d'une permission particulière à peine de dix livres d'amende.

Article Quarante-Troisième

Ordonnons à ceux qui ont des chiens de les empêcher de chasser et à cet effet de leur pendre au col des billots de bois proportionnés à leur hauteur de sorte que le bout d'iceluy touche à terre pour les empêcher d'aller en plaine à peine de dix livres d'amende ; enjoignons aux gardes chasses de tirer sur les chiens qu'ils trouveront sans billots et sans maitre hors des villages et dans les campagnes.

Article Quarante-Quatrième

Faisons deffenses aux laboureurs, fermiers, chartiers et autres qui vont dans la campagne de souffrir que leurs chiens les y suivent à peine de dix livres d'amende : ordonnons de plus que ceux qui ont de fort chiens pour la garde de leurs maisons seront tenus de les attacher pendant le jour et deffendons à toutes personnes de laisser vaguer dans les rues aucuns porcs n'y autres bêtes dangereuses le tout à peine de trois livres quinze sols d'amende et de rester garants des événements.

Article Quarante-Cinquième

Et comme il est arrivée que des personnes mal intentionnées se sont servies des coutres que les laboureurs et chartiers avaient laissés à leurs charrues dans les champs pour assassiner et voler faisons deffenses à tous laboureurs et à leurs chartiers domestiques lorsqu'il laisseront leurs

charrues dans la campagne d'y laisser les coutres, leur enjoignons de les retirer et de les emporter dans les lieux surs, sinon de les cacher dans les champs à peine de vingt livres d'amande et des dommages et intérêts qui pourraient résulter de leurs contravention.

Article Quarante Sixième

Les laboureurs et fermiers ne pourront avoir de moutons qu'en proportion des terres qu'ils cultivent, enjoignons en conséquence ausdits laboureurs et fermiers de réduire leurs troupeaux à la quantité qu'ils doivent avoir à peine d'y être pourvu à la diligence du procureur fiscal sauf la répartition du bénéfice des terres occupées par ceux qui n'ont point de moutons et des terres et pâtures communes en proportion.

Article Quarante Septième

Ne sera permis de glaner au tems de la récolte dans l'étendue desdittes juridictions qu'aux pauvres vieillards, infirmes et enfans de ceux qui sont dans l'indigence ; faisons deffenses en conséquence aux propriétaires ou fermiers de souffrir leurs femmes et enfans et domestiques glaner sur les terres dont ils auront levé la récolte n'y introduire leurs bestiaux dans les chaumes de bled, d'avoine et autres grains avant le troisième jour de l'enlèvement de laditte récolte à peine de vingt livres d'amande, faisons également deffenses aux glaneurs de glaner dans les javelles et avant la dernière gerbe endizelée (5) et de glaner pendant l'heure des repas avant et après le soleil couché à peine d'amande arbitraire, même d'emprisonnement selon les cas.

Article Quarante Huitième

Après le temps accordé pour le glanage, le propriétaire ou le fermier jouira seul pendant même espace de temps après quoy tous ceux qui ont droit de paturage pourront y conduire leurs bestiaux et en cas de contraventions les contrevenans seront condamnés en dix livres d'amande.

Article Quarante Neuvième

Faisons deffenses aux bergers conformément à l'arrêt de la cour du seize décembre mil sept cent cinquante un de

(5) *Endizelée* : mise en tas de dix gerbes.

conduire leurs troupeaux le long des terres ensemencées, près, routes de bois, vignes et autres héritages en culture, même le long des hayes pour y faire paturer leurs bestiaux, ne pouvant les faire passer par les sentiers ou chemins qui traversent les terres chargées ou les près et bois si lesdits chemins n'ont au moins dix pieds de largeur à peine de vingt livres d'amande ; faisons pareillement deffenses ausdits bergers de mener en aucuns tems de l'année leurs troupeaux sur les terres semées en bourgognes, treffles et luzernes s'y ce n'est en vertu d'un pouvoir par écrit des propriétaires à peine de pareille amande de vingt livres.

Article Cinquantième

Faisons deffenses aux justiciables dudit bailliage et justices unies d'envoyer paître leurs bestiaux dans les chemins, voyes ou sentiers contigus aux terres ensemencées ou le long des bois et près à peine de dix livres d'amande pour la première fois, même de pareille amande et de confiscation desdits bestiaux en cas de récidive ; faisons pareillement deffenses à tous autres qu'aux propriétaires ou fermiers d'envoyer leurs bestiaux paturer sur les bourgognes, treffles et luzernes dans tel tems que ce soit sinon en vertu d'un pouvoir comme à l'article précédent à peine de vingt livres d'amande et des dommages et intérêts des parties.

Article Cinquante Unième

Ceux qui chargeront leurs terres en bourgognes, treffles ou luzernes ne pourront avoir de moutons qu'en proportion de la quantité de terres qui leur restera d'ailleurs, sy mieux ils n'aiment abandonner lesdits bourgognes, treffles et luzernes à la vaine pature aussitôt les dernières récoltes enlevées.

Article Cinquante Deuxième

Faisons deffenses d'introduire aucuns bestiaux en aucuns tems de l'année dans les enclos fermées de chayne, même dans les prés fauchables depuis le quinze mars jusqu'à la récolte à peine de dix livres d'amande et des dommages des parties. En conséquence deffendons aux bergers, vachers et autres de mener ou envoyer leurs troupeaux et bestiaux à la pâture avant le soleil levé et les y tenir après le soleil couché dans toutes les saisons et l'année à peine de pareille amande de dix livres contre les contrevenans.

Article Cinquante Troisième

Faisons deffenses aux patres et autres de ramasser dans les patures ou ils conduisent leurs bestiaux les fientes desdits bestiaux qui doivent servir d'engrais ausdittes patures et pareilles deffenses de laisser aller ou conduire les chevaux et poulains aux patures et abreuvoirs même par-tout ailleurs s'ils ne sont conduits par gens capable tant en allant qu'en revenant à peine de cinq livres d'amande.

Article Cinquante Quatrième

Faisons deffenses à toutes personnes de passer avec chevaux, charrette ou même à pied dans les terres ensemencées et de s'y frayer de nouveaux chemins à peine de dix livres d'amande pour la première fois de vingt livres d'amande en cas de récidive.

Article Cinquante Cinquième

L'arrêt du parlement du quatre février mil sept cent trente deux sera exécuté selon sa forme et teneur ; en conséquence tous propriétaires fermiers locataires ou autres faisant valoir leurs propres héritages ou exploitant ceux d'autrui, seront tenus chacun en-droit soy d'écheniller ou faire écheniller les arbres, hayes ou buissons étant sur lesdits héritages et les nids et toilles de chenilles qui seront tirés des arbres, hayes ou buissons seront sur le champ brulés dans un lieu de campagne ou il n'y aura aucun danger de communication de feu à peine de trente livres d'amande pour chaque contravention et autre plus grande peine s'il échet. Les contrevenans seront en outre responsables des dommages intérêts des personnes qui en souffrirait.

Article Cinquante Sixième

Deffendons aux laboureurs, propriétaires et fermiers de disposer soit à leur profit soit au profit d'étrangers de leurs chaumes sinon du surplus de ce qu'ils doivent laisser pour les pauvres suivant l'usage des paroisses et hameaux desdittes juridictions soit sur chaque pièce soit par estimation d'une pièce à l'autre, à l'effet de quoy lesdits laboureurs propriétaires et fermiers seront tenus de marquer en brandonnant ou tirant une raie ouverte avec une charrue d'un bout à l'autre de la pièce en chaume qu'ils voudront

conserver en dedans le quinze septembre de chaque année la partie qu'ils se réserveront à peine en cas de contravention de vingt livres d'amande.

Article Cinquante Septième

Faisons deffenses à tous les justiciables desdittes juridictions d'entreprendre sur les chemins rues ruelles et sentiers pour s'agrandir ou autrement à peine de vingt livres d'amande, ordonnons que dans un mois à compter du jour de la publication des présentes ceux qui se trouveront avoir entrepris soit par eux memes ou leurs auteurs seront tenus de se désister de l'entreprise et de la réparer à peine de l'amande susdite et d'y être pourvu à la diligence du procureur fiscal.

Article Cinquante Huitième

Faisons deffenses aux laboureurs et cultivateurs de labourer les chemins qui traversent ou bordent leurs pièces de terre à peine de dix livres d'amende.

Article Cinquante Neuvième

Ordonnons aux riverains desdits chemins et voieries d'élaguer chacun endroit soit leurs hayes et les réduire à la hauteur de quatre pieds, butter leurs arbres, même arracher ceux qui penchent sur lesdittes voieries et empêchent le passage à peine de trois livres quinze sols d'amande et d'y être pourvus à leurs dépens.

Article Soixantième

Deffendons à toutes personnes de couper, écorcher et déshonorer les arbres plantés sur les chemins, dans les rues et places des villages à peine de prison et d'être poursuivis extraordinairement suivant la rigueur des ordonnances.

Article Soixante Unième

Les plans d'arbres étant dans les jardins, clos, terres et autres héritages et toutes espèces de fruits dit de récolte sont confiés à la fois publique ; ceux qui les prennent et les dérobent soit de jours soit de nuit sont coupables de vol ; en conséquence leur procès leur sera fait et parfait suivant la rigueur des ordonnances.

Article Soixante Deuxième

Ordonnons qu'il sera procédé dans le courant du mois d'avril de chaque année dans les paroisses et hameaux desdites juridictions à la diligence des syndics desdites paroisses et hameaux au sons de la cloche en la forme ordinaire à la nomination des messiers, garde verdure ou gardes grains et fruits en nombre suffisant pour chacun terroir pour faire la garde desdits grains et fruits pour leurs conservations sous peine de cinquante livres d'amande contre chacun syndic qui ne pourra justifier de ses diligences sauf pour nous à statuer ainsy qu'il conviendra sur les nominations et a y pourvoir en cas de refus par les habitans desdites paroisses et hameaux sur le réquisitoire du procureur fiscal.

Article Soixante Troisième

Sur lesdites nominations lesdits messiers, garde grains et fruits seront par nous reçus sur les conclusions du procureur fiscal après serment par eux prêté en la forme ordinaire.

Article Soixante Quatrième

En cas de disparité d'avis ou autres inconvénients lors des assemblées les élections se feront par devant nous en présence du procureur fiscal.

Article Soixante Cinquième

Enjoignons auxdits messiers desdites juridictions de faire exactement leur ronde et de faire en notre greffe leur rapport des contraventions résultant des articles du présent règlement lequel ils affirmeront véritable devant nous dans les vingt quatre heures ; lesdits messiers saisiront et arrêteront les bestiaux qui seront trouvés en dommages et les effets qui y auront servis, même les délinquans non domiciliés, non connus et sans aveu et conduiront lesdits bestiaux en fourrière au lieu le plus prochain du délit et feront du tout leur rapport ainsy qu'il vient d'être dit.

Article Soixante Sixième

Leurs rapports feront foy comme ceux des gardes jusqu'à inscription de faux.

Article Soixante Septième

Leurs salaires leur seront payés ainsy qu'il sera convenu dans les assemblées et leurs gardes ne finiront qu'après la récolte des derniers fruits de leurs terroirs ; leur deffendons expressement d'exiger aucune rétribution des personnes qu'ils trouveront en délit sous peine d'être procédé contre eux extraordinairement.

Article Soixante Huitième

Les messiers demeureront garants des dommages qui se trouveront faits dans l'étendue de leur district s'ils ne prouvent clairement qu'il n'y a point négligence de leur part sur quoy nous nous réservons à prononcer en connaissance de cause.

Article Soixante Neuvième

Seront pareillement les communautés qui auront nommées des horsins (6) pour messiers garants et responsables des dégats qui pourraient être commis par lesdits messiers sur le gibier en telle sorte et manière que ce soit.

Article Soixante Dixième

Et parce que dans aucun villages et hameaux de ces juridictions et leurs dépendances les rues et chemins se trouvent impraticables par des trous et mares d'eau occasionnés par la ravine et autres évènements et souvent par des excavations pratiqués par les riverains à desseins d'y avoir du fumier enjoignons particulièrement à ceux qui ont fait lesdittes excavations de les boucher et remplir de cailloux et crous (7) aussitot la publication des présentes à peine de dix livres d'amande attendu que suivant l'article dix ils ne peuvent laisser de fumiers dans les rues et à tous les autres manans et habitans, propriétaires et fermiers desdits villages et hameaux, chacun dans son arrondissement de mettre lesdittes rues et chemins pour les autres défauts en bon état et de les rendre particable ; à l'effet de quoy et pour dans la suite entretenir lesdittes rues et chemins en bon état, sera fait chaque année des assemblées dans chaque village et hameaux aux jours et heures qui seront indiqués par le procureur fiscal pour

(6) *Horsins* : étrangers à la paroisse.

(7) *Crous* : terre argileuse stérile.

convenir les travaux qui seront à faire et des journées qui seront employées : savoir pour les particuliers à ramasser et charger des cailloux et pour les laboureurs ou fermiers à les voiturer aux endroits désignés à peine de pareille amande de dix livres contre chaque contrevenant et délinquant ; et pour éviter toutes contestations à cet égard sera dressé un état des personnes, chevaux et voitures qui devront être employés à chaque jour et des opérations qui seront à faire ; en conséquence enjoignons aux syndics de chaque paroisse de prêter leur ministère et de concourir à l'exécution de cette partie de règlement qui n'a pour objet que l'avantage commun.

Article Soixante Onzième

Faisons aussy deffenses à toutes personnes d'élever et nourrir aucuns lapins dans des puits ou fossés et partout ailleurs dans l'intérieur de leurs maisons et batimens à peine de dix livres d'amande, enjoignons à ceux qui en ont de s'en défaire, sinon y sera pourvu à la diligence du procureur fiscal sous telle autre peine qu'il appartiendra et cela pour éviter tout inconvénient qui peut en résulter.

Article Soixante Douzième

Deffendons aux bouchers de garder ches eux soit dans leurs maisons tueries ou cour les triples, sangs et autres vidanges des animaux qu'ils tuent pour leur commerce, leur enjoignons de les porter ou faire porter soit à la rivière soit à la voierie à peine de vingt livres d'amande et de plus forte peine en cas de récidive.

Article Soixante Treizième

Ordonnons que les pères et mères, les tuteurs, les maîtres et maitresses seront et demeureront civilement garants et responsables pour leurs enfants, pupilles et domestiques et comme tels contraints personnellement et solidairement au payement des amendes, dommages, intérêts et dépens ausquels ils pourront être condamnés sur les contraventions des articles du présent règlement.

Article Soixante Quatorzième

Seront les amendes ci-dessus prononcées payées es mains du receveur de l'Isle Adam qui en tiendra registre pour en

rendre compte et en justifier à toute réquisition et les confiscations seront pour et au profit des pauvres des paroisses ou elles auront été faites.

Article Soixante Quinzième

Enjoignons à tous huissiers, sergents et gardes de ces juridictions, messiers, gardes grains, même aux habitants des paroisses et hameaux et dépendances de veiller exactement à l'exécution de notre présente ordonnance et de prêter par les premiers mains-fortes en cas de besoin et lorsqu'ils seront requis sous telle peine qu'il appartiendra, même de destitution et d'emprisonnement.

Et sera notre présente ordonnance exécutée nonobstant opposition ou appellation quelconques et sans préjudice d'icelles, attendu qu'il s'agit de matière de Police ; et à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance, ordonnons qu'à la diligence du procureur fiscal elle sera imprimée, lue, publiée au jour de marché et affichée dans cette ville aux endroits accoutumées et dans les villages et hameaux desdites juridictions aux portes et principales entrées des églises dans notre auditoire et partout ailleurs où besoin sera laquelle publication sera renouvelée toutes les fois que le procureur fiscal le jugera à propos ; ce fut fait et ordonné par nous juge susnommé le vendredy premier septembre mil sept cent quatre vingt et avons signé avec le procureur fiscal et le greffier.

POTEL.

DESCHAMPS.

DUFRANCASTEL.

Vu : *Le Doyen*,
G. RIPERT.

Vu : *Le Président de la Thèse*
REGNAUD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	1
INTRODUCTION	3
I. Sources manuscrites. — II. Sources imprimées. — III. Ouvrages postérieurs à 1790. — IV. Liste des ouvrages cités.	
CHAPITRE I. — LE BAILLIAGE DE PONTOISE	13
1. La bailliage de Pontoise, dépendance de celui de Senlis. — 2. Tendance à l'autonomie. — 3. La coutume de Senlis. — 4. Limites. — 5. Paroisses contestées. — 6. Les juridictions royales. — 7. Assises.	
CHAPITRE II. — LES SIÈGES SEIGNEURIAUX DU BAILLIAGE DE PONTOISE	21
1. Division. — I. <i>Les droits de justice</i>. — 2. Pouvoir, honneur, et profit. — 3. Fief et justice. — 4. Les trois degrés de justice seigneuriale. — 5. Patrimonialité et fixité des justices. — 6. Preuve du droit de justice. — 7. Les grueries. — II. <i>Les diverses justices</i>. — 8. Difficultés. — 9. Réunions de justices. — 10. Emprunts d'auditoires. — 11. Chatellenies. — 12. Hautes justices. — 13. Moyennes et basses justices. — 14. Nombre.	
CHAPITRE III. — LES BÂTIMENTS A USAGE DE JUSTICE ..	35
1. L'auditoire. — 2. Les prisons. — 3. Les fourches patibulaires et carcans.	
CHAPITRE IV. — LE PERSONNEL DES JUSTICES SEIGNEURIALES	44
I. <i>Règles communes à tout le personnel</i>. — 1. Obligation de nommer aux offices. 2. Composition du personnel. — 3. Nomination par	

commission. — 4. Nomination par provisions. — 5. Provisions à titre gratuit, onéreux ou rémunératoire. — 6. Conditions de nomination. — 7. Réception aux sièges royaux. — 8. Entrée en charge. — 9. Sortie de charge. — 10. Non observation de l'obligation de résidence. — 11. Cumuls d'offices royaux et seigneuriaux. — 12. Cumuls d'offices seigneuriaux. — 13. Emoluments. — II. *Les différentes charges seigneuriales* : A) *Le juge*. — 14. Titre. — 15. Recrutement. — 16. Fonctions. — 17. Suppléance. — B) *Le Procureur fiscal*. — 18. Titre. — 19. Fonctions. 20. Suppléance. — C) *Le Greffier*. — 21. Le greffe. — 22. Recrutement. — 23. Surveillance. — D) *Les Notaires et Tabellions, le garde du scel*. — 24. Rôle et privilèges. — 25. Le droit de tabellionnat. — 26. Le garde du scel. — E) *Les sergents, huissiers et gardes*. — 27. Rôle des sergents. — 28. Recrutement. — 29. Les huissiers. — 30. Les gardes. — F) *Le personnel auxiliaire*. — 31. Les messiers. — 32. Le géôlier. — 33. Divers. — G) *Les procureurs postulants*. — 34. Nécessité pratique de leur concours. — 35. Nomination. — 36. Recrutement et situation sociale. — 37. L'ancien procureur.

CHAPITRE V. — LE CARACTÈRE SUBALTERNE DES JUSTICES SEIGNEURIALES.

82

1. Division. — I. *L'appel* : 2. Juridictions d'appel. — 3. Les appels au bailliage de Pontoise. — 4. Les appels criminels. — II. *Les cas royaux* : 5. Généralités. — 6. Cas royaux et cas prévotaux. — 7. Énumération. — 8. Conflits. — 9. Conduite du juge seigneurial au regard des cas royaux. — III. *La prévention* : 10. Généralités. — 11. La théorie de prévention en matière civile. — 12. Exemples de prévention civile. — 13. L'évolution de la prévention criminelle. — 14. L'application des édits de 1771 et 1772. — IV. *Contrôle direct des officiers royaux* : 15. Caractère théorique du contrôle. — 16. Divergences du procureur du roi et du procureur général au sujet du contrôle.

CHAPITRE VI. — LES ATTRIBUTIONS DE POLICE

96

I. *Généralités* : 1. Le droit de police. — 2. Les règlements ou ordonnances de police. —

3. Les sanctions. — 4. Publication des ordonnances. — 5. Etendue du droit de police. — II. *Les principales attributions* : A) *Respect des droits seigneuriaux*. — 6. Police des bois et des chasses. — 7. Banalités. — 8. Divers. — B) *Police des denrées*. — 9. Taxation. 10. Mercuriales. — 11. Police des marchés. — Poids et mesures. — C) *Police de l'ordre public*. — 13. Respect de la propriété. — 14. Protection des récoltes - Ban de vendanges. — 15. Tranquillité publique. — 16. Hygiène. — 17. Métiers. — 18. Prévention des crimes et délits. — 19. Protection contre les incendies. — 20. Devoirs religieux. — 21. Obligation scolaire. — 22. Mesures en faveur des pauvres. — 23. Réglementation des cabarets. — D) *Voirie*. — 24. Le droit de voirie. — 25. Entretien des chemins. — 26. Surveillance des constructions. — 27. Sécurité et propreté des rues.

CHAPITRE VII. — L'EXERCICE DE LA JUSTICE 118

I. *Les attributions civiles* : 1. Compétence des justices selon le degré de juridiction. — 2. Procédure. — 3. Principaux genres d'affaires. — 4. Renvois à des arbitres. — 5. Appels de justice seigneuriale à justice seigneuriale. — 6. Durée des procès. — 7. Juridiction gracieuse : les inventaires. — 8. Les tutelles. — 9. Autres actes de juridiction gracieuse. — II. *Les attributions criminelles* : 10. Les trois degrés de juridiction. — 11. Le petit et le grand criminel. — 12. Le petit criminel : procédure. — 13. Genre d'affaires. — 14. Le grand criminel. — 15. Procès complets. — 16. Causes de leur petit nombre. — 17. Procédures incomplètes. — III. *Les Audiences* : 18. Tenue des audiences. — 19. Fréquence. — 20. Jours. — 21. Nombre de causes par audience. — 22. Statistique des jugements. — IV. *Les frais de justice* : 23. Généralités. — 24. Les vacations. — 25. — Les dépenses. — 26. Les épices. — 27. Les frais des procès criminels. — 28. Ressources tirées par les officiers de l'exercice de la justice. — 29. Recouvrement des épices et vacations.

CHAPITRE VIII. — LA FIN DES JUSTICES SEIGNEURIALES. 152

I. *Critiques adressées aux justices seigneuriales* : 1. Résumé des principaux défauts. — 2. Loyseau et le « Discours sur les abus des justices de Village ». — 3. Position de Montes-

quieu. — 4. Autres opinions d'auteurs. — 5. Opinions de justiciables et de praticiens du bailliage de Pontoise. — II. *Les Réformes* : 6. Les réformes de Colbert et de Maupeou. — 7. L'ordonnance de mai 1788. — 8. Tendances des justices seigneuriales à la veille de la Révolution. — III. *La Révolution et l'abolition de la justice seigneuriale* : 9. Les cahiers de doléances de 1789. — 10. L'Assemblée Nationale et la suppression de la juridiction seigneuriale. — 11. Les débuts de la Révolution dans les justices seigneuriales.

PIÈCES JUSTIFICATIVES 173

I. Sentence rendue le 29 mai 1705 par le bailli de l'Isle-Adam concernant la nature de la justice, la qualité des officiers et les devoirs du seigneur dans la terre et seigneurie de Vallangoujard. — II. Modes de nomination du personnel. — A) Commission de Messiers. — B) Provisions de Prévot des justices d'Auvers, Cormeilles en Vexin et Boissy l'Aillerie accordées par les Dames de Saint-Cyr à Pierre Pihan de la Forest. — C) Provisions de bailli de Maubuisson accordées par les religieuses de Maubuisson à François Mellon Sauvât. — III. Règlement de Police du bailliage de l'Isle-Adam.

T. E. P. A. C., 9, rue de Mézères, PARIS (VI^e)

